QUARANTIÈME ANNÉE – N° 12050 – MARDI 25 OCTOBRE 1983

EN SUISSE

Léger glissement à droite aux élections générales

LIRE PAGE 12



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le double attentat de Beyrouth

- *M. Mitterrand s'est rendu dans la capitale libanaise pour réaffirmer l'engagement de la France*
- *161 morts et 100 disparus dans le contingent américain ; 22 tués et 36 disparus parmi les soldats français*

Créer le chaos

Champ clos où tous les intérêts s'affrontent et où tous les coups sont permis, le Liban vient d'être le lieu d'un stupéfiant massacre de soldats d'élite, morts par centaines sans avoir combattu, au nom du maintien d'une paix bafouée chaque jour, victimes de commandos-suicides que le corps des « marines » n'avait pas connus depuis les lointains kamikazes japonais. On peut, sans trop de risque d'erreur, désigner les exécutants de cette révoltante tuerie : quelques fanatiques assoiffés de martyre. On sait aussi que la minutie de l'opération, l'organisation logistique, le choix des cibles, la simultanéité des attentats, supposent des instigateurs mieux outillés et donc des Etats.

Au-delà du « style » de ce massacre – son caractère démentiel et démesuré, – c'est bien d'un message d'Etat à Etat qu'il s'agit, et les destinataires ne s'y trompent pas. Il vise la « solution occidentale » que les Américains – en partie du fait de leurs maladresses et de leur incapacité à convaincre leurs alliés israéliens – n'ont pas pu faire prévaloir dans la région. « L'opération audacieuse des forces patriotiques », que salue la Libye – unique Etat à tenir ce langage, – est, de toute évidence, destinée à faire lâcher prise à la force multinationale qui représente actuellement l'un des atouts principaux de l'Etat libanais, pris en tenaille et menacé par la partition du pays.

Ce crime est un coup effroyable pour la Fance et les Etats-Unis, auxquels la dignité et le bon sens interdisent toutefois de capituler. A un an de l'élection présidentielle américaine, il risque de peser très lourd sur l'issue du scrutin et il n'est pas impossible que cette considération ait joué dans l'esprit de ceux qui ont monté cette machine infernale. Sur le plan intérieur libanais, le président Gemayel est très durement frappé et nul ne sait si le congrès de réconciliation nationale, toujours convoqué fin octobre, verra un sursaut salvateur ou l'exaspération des antagonismes. On peut relever toutefois, comme un signe encourageant, le propos de M. Joumblatt selon lequel le retrait du contingent français serait « désastreux ».

C'est en effet le chaos qui menacerait le Liban si la force multinationale s'en retirait sur un aveu de sanglante faillite. L'Etat qui s'y est reconstitué est certes menacé, combattu de toutes parts. S'il disparaît, la légitimité sombre avec lui, et les coalitions de circonstance, sous la pression de l'étranger, ne feront que précéder un naufrage inacceptable pour Paris.

Paris se dit rassuré sur les intentions américaines

LIRE PAGE 48

Devant les décombres...

De notre correspondant

Beyrouth. – L'émotion est intense. Le visage grave jusqu'à en paraître isolé par sa méditation, le président Mitterrand contemple le tas de gravats qui fut un poste de l'armée française, et sous lequel souffrent et agonisent peut-être encore des hommes. Autour du chef de l'Etat, le ministre de la défense, M. Hernu, plusieurs généraux français, l'officier porteur de l'inévitable mallette qui contient le « verrou » électronique de la force nucléaire, et des nuées de gardes du corps et de soldats libanais.

Du côté libanais, cette visite éclair est une source de réconfort et l'assurance que la France éprouvée n'abandonne pas ses amis. Arrivé à 7 h 30, alors que Beyrouth s'éveillait au lendemain du nouveau drame qui l'a bouleversée, M. Mitterrand s'est aussitôt rendu en hélicoptère à la résidence des Pins, qui sert de Q.G. au contingent français. Après s'y être fait exposer par le général Cann, qui commande le contingent, les circonstances de l'attentat, les indices concernant ses auteurs et le bilan des travaux de sauvetage, il a été rejoint par le président libanais, M. Amine Gémayel, avec qui il a conféré.

Les deux chefs d'Etat ont ensuite pris ensemble un hélicoptère qui les a déposés à l'aéroport pour y voir les blessés français embarqués dans un Transall en partance pour la France. Puis, le président Mitterrand s'est recueilli devant les corps des victimes américaines regroupés dans une salle transformée en chapelle ardente.

En arrivant au bâtiment qui fut à l'aéoport le Q.G. des « marines », il a pu mesurer la dimension du coup porté, à travers les États-Unis et la France, à l'Occident et à ses armées comme sa visite immédiatement après sur les lieux de l'attentat contre les troupes françaises allait le lui confirmer, dans un cas comme dans l'autre les ennemis de la force multinaltionale ont atteint leur objectif au-delà de l'imaginable.

M. Mitterrand a vu de ses yeux ce qu'aucune image, aucun rapport ne peut rendre : le tas de béton et de ferraille où des dizaines de Français en mission de paix ont été surpris par la mort, alors que le clairon venait de sonner le réveil.

Après cette visite du lieu de l'attentat, M. Mitterrand s'est rendu au palais présidentiel à Baadda, pour une visite au président Gemayel et un nouvel entretien avec lui, avant de reprendre l'avion pour Paris. Il a su trouver le seul geste de nature à raffermir le moral de ses soldats et mettre du baume sur le cœur des Libanais.

LUCIEN GEORGE.

La détermination de M. Reagan

De notre correspondant

Washington. – Dans l'adversité, M. Reagan n'avait qu'un bien mince avantage – celui du décalage horaire entre le Liban et les Etats-Unis, qui lui donnait une bonne partie de la nuit pour préparer sa réaction. Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas su en profiter, ou plutôt n'a pas eu les moyens de le faire.

Il est exactement 2 h 27 dimanche matin à Washington lorsque le nouveau conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, M. McFarlane, lui téléphone et le réveille pour lui annoncer l'attentat qui vient de se produire à Beyrouth. La veille, le week-end de repos présidentiel au National Golf Club d'Augusta en Georgie avait mal commencé avec l'intrusion sur les pelouses d'un homme qui avait pris sept personnes en otages pour pouvoir parler à M. Reagan, sauf pour la réputation des services de sécurité, plus de peur que de mal, mais le week-end est décidément perdu. Le président commence aussitôt à consulter M. McFarlane et le secrétaire d'Etat, M. Shultz. A Washington, où le président atterrit à 8 h 30, ces consultations au plus haut niveau vont se poursuivre à peu près sans interruption jusqu'à dimanche soir 19 h.

A ce moment-là, on sait que le dernier bilan publié par le Pentagone fait état d'au moins 146 « marines » tués et 69 blessés. Le Conseil national de sécurité vient de siéger pendant trois heures. On s'attend à une déclaration de M. Reagan, de M. Shultz au moins. C'est le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, qui vient lire devant les caméras un communiqué à peu près vide. La seule mesure concrète annoncée après seize heures et demie de discussions entre le président et ses plus proches collaborateurs est l'envoi à Beyrouth, ce lundi, du général Kelley, commandant en chef des « marines » pour y étudier les moyens d'assurer une meilleure protection du contingent américain.

Tout au long de la journée, avant même que le décompte n'en soit arrivé à 146 morts, on avait entendu sur toutes les ondes que c'étaient là les plus grosses pertes militaires subies par l'Amérique depuis la guerre du Vietnam. Le traumatisme est grand. Les auditeurs qui appellent les stations de radio, les fidèles qu'interrogent les télévisions aux sorties des offices religieux, sont presque unanimes : il faut ramener les « boys » au pays.

Cela, même en ce début d'année électorale, M. Reagan ne peut pas l'envisager.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Le relais nécessaire

A moins de céder à l'intimidation et de battre en retraite, les soldats américains et français de la force multinationale ne peuvent pas quitter le Liban après le terrible coup qui les a frappés. Encore faut-il savoir pourquoi ils restent sur place. Piège, sacrifice ou nécessité ?

A l'origine, la force multinationale est intervenue pour empêcher les massacres entre les diverses communautés dans un pays particulièrement déstabilisé. Son mandat s'est, ensuite et par la force des choses, élargi au point de devenir, pour certaines des parties en cause, exorbitant. Au lendemain de l'attentat, le gouvernement français à solennellement rappelé pourquoi il maintenait son contingent militaire à Beyrouth : pour rétablir la paix, préserver l'unité du pays et favoriser l'évacuation des troupes étrangères.

Aucun de ces objectifs n'a été vraiment atteint et ne semble en voie de l'être rapidement. L'opinion française, l'opinion internationale, sont dès lors, en droit de se demander quelle est l'efficacité de la force multinationale ou quels sont ses véritables objectifs. Le ministre français des relations extérieures ne s'est-il pas lui-même interrogé sur la double fonction, militaire et symbolique de l'appui de la France ?

A. L.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR — Audace

La radio du colonel Kadhafi a salué les attentats de Beyrouth. Elle les a présentés comme une « opération audacieuse de la part des forces patriotiques et progressistes libanaises ».

Si la qualité morale qui consiste à tuer, pendant leur sommeil, des soldats dont la mission était d'empêcher des massacres s'appelle de l'audace, c'est que le sens des mots évolue. Car l'audace à la mode libyenne recouvre ce qu'en français on appelait jusqu'alors la lâcheté.

BRUNO FRAPPAT.

L'EUROPE A L'HEURE DU PACIFISME

BONN : démonstration de force

De notre correspondant

Bonn. – Le samedi 22 octobre restera un jour mémorable dans la *chronique* de la capitale fédérale. Dès 4 heures du matin, les premiers trains spéciaux déversaient leurs contingents de participants aux grands rassemblements pacifistes qui devaient marquer le point culminant de cette semaine d'action contre le stationnement des Pershing-2 et des missiles de croisière en R.F.A., et qui fut un énorme succès.

Dans la matinée, des milliers de manifestants s'échelonnaient depuis la place du Théâtre à Bad-Godesberg jusqu'aux ambassades des pays à capacité atomique : l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France. Les accès de l'ambassade de France étaient interdits par des agents de police. En accord avec leurs supérieurs, ils laissèrent passer une délégation de six membres qui remirent à un factionnaire un message destiné à Paris. Dans les parages, on brandissait des pancartes où le coq gaulois, en compagnie de missiles Pluton, n'avait pas le beau rôle.

En fin de matinée, favorisé par un soleil éblouissant, un immense cortège reflua de Bad-Godesberg vers Bonn où, depuis 11 heures, la chaussée appartenait aux manifestants. A 14 heures devait commencer le grand meeting sur la Hofgarten, l'esplanade qui s'étend au pied du long bâtiment de l'ancien palais épiscopal, abritant aujourd'hui l'université. Une grande estrade couverte était noire de monde bien avant l'heure. Les estimations varient de deux cent cinquante mille personnes à cinq cent mille personnes. Ce qui est certain, c'est que l'affluence excédait tout ce que Bonn avait connu dans des occasions semblables en 1981 et 1982. De ces expériences passées, les organisateurs avaient tiré des leçons : pas le moindre incident, pas le plus infime accroc, ne vint entacher cette impressionnante démonstration populaire. Les jeunes étaient en majorité, mais il n'y avait pas qu'eux. Ou plutôt tout le monde était jeune, à la fois décontracté et engagé, attentif et délassé.

Le programme avait été minutieusement mis sur pied. Les interventions ne dépassaient pas dix minutes, les intermèdes musicaux ne traînaient pas en longueur, on ne s'apercevait pas que le temps passait, que la fraîcheur tombait et qu'à six heures du soir la nuit enveloppait ce qui avait fini par ressembler à un grand campus américain à l'époque des manifestations contre la guerre du Vietnam.

ALAIN CLÉMENT.

(Lire la suite page 10.)

Hélène Carrère d'Encausse. Le Grand Frère.

Hélène Carrère d'Encausse
LE GRAND FRÈRE
Flammarion

Flammarion
85 F.

PARIS : faible mobilisation

De quinze mille à vingt mille personnes ont manifesté, samedi 22 octobre, à Paris, à l'appel du Mouvement de la paix avec le soutien du P.C.F. et de la C.G.T. derrière une banderole, sur laquelle on pouvait lire : « *Pour empêcher l'implantation de tout nouveau missile, pour la réduction de tous ceux qui existent, à l'Ouest comme à l'Est, et de tous les armements des deux blocs.* » Les mêmes organisations ont mobilisé deux mille personnes à Marseille, de même qu'à Lyon, à Grenoble et à Lille, mille deux cents personnes à Nancy, un millier à Bourges et deux cents à Toulouse.

Le cortège était conduit, à Lille, par les députés et les élus régionaux du P.C.F. A Paris, M. Henry Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., et trois autres membres du bureau politique du P.C.F., Mme Mireille Bertrand et MM. Jean Colpin et René Le Guen, marchaient en tête du défilé, aux côtés des animateurs du Mouvement de la paix. Parmi les personnalités appartenant aux instances nationales de ce mouvement, l'amiral Antoine Sanguinetti, ancien major général de la marine, et M. Paul Duraffour, député (radical de gauche) de la Saône-et-Loire, étaient présents. A la fin de la manifestation, place de l'Opéra, le comédien Claude Piéplu a pris la parole, pour demander aux négociateurs soviétiques et américains de Genève de « *geler les armements nucléaires* » et de ne plus « *ajouter de missiles aux missiles* ».

Des organisations d'extrême gauche, dont la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste) et le parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L., maoïste), ainsi que des mouvements politiques étrangers, s'étaient joints au cortège du Mouvement de la paix. La L.C.R. et le P.C.M.L. appelaient aussi à manifester, dimanche, avec le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (Codène), la C.F.D.T. et le P.S.U.

Cette deuxième manifestation a réuni, dimanche matin, à Paris, de sept mille à huit mille personnes, qui ont formé une chaîne de l'ambassade des Etats-Unis, avenue Gabriel, à celle de l'Union soviétique, boulevard Lannes.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 11.)

L'enjeu des matières premières

Le circuit du cacao

Lire notre enquête dans le supplément économique

(Pages 21 à 24.)

L'avenir de l'enseignement privé

Un entretien avec Mgr Vilnet, président de la conférence épiscopale française

(Lire page 15.)

étranger

LE DOUBLE ATTENTAT

« Pourtant, nous ne leur avons rien fait ! »

De notre correspondant

Beyrouth. — *« Et puis merde... Pourtant, nous ne leur avons rien fait... »* Allongé sur une civière à quelques pas des décombres de l'immeuble de onze étages soufflé quelques minutes plus tôt, amas de planchers empilés parmi les gravats et la feraille tordue, le jeune parachutiste français, secoué de spasmes, perd connaissance sans avoir compris pourquoi ses camarades sont morts et lui va peut-être mourir. Il est l'un des quinze blessés dégagés des ruines. On en a retiré aussi vingt-deux morts et, ce lundi matin, les sauveteurs épuisés manipulent soigneusement les gros blocs de béton pour éviter de tuer d'éventuels survivants car il y avait encore trente-six disparus français, plus la famille du concierge de l'immeuble : une femme et cinq enfants.

A cinq kilomètres de là, le même désastre, le même acharnement, sur le monstrueux amoncellement de béton, la même agitation impuissante, encore plus de morts (cent soixante et un) et de blessés (soixante-quinze). Le q.G. des marines américains à l'entrée de l'aéroport de Beyrouth à lui aussi été littéralement soufflé par une explosion d'une puissance telle qu'elle a réduit en bouillie un bâtiment vaste et trapu (soixante-quinze mètres sur 50 et trois étages), ancien siège de la direction de l'aviation civile, pourtant sévèrement gardé. La machine américaine est à l'œuvre : ballet d'hélicoptères et d'avions emmenant morts et blessés vers les navires qui se sont rapprochés de la Côte, et vers les hôpitaux des bases britanniques de Chypre, et américaines d'Europe.

Les deux attentats ont été presque simultanés : 6 h 17 chez les Américains, 6 h 20 pour les Français. Ils sont similaires : un camion-suicide, fonçant à toute allure dans les barrages et s'écrasant dans l'entrée de l'immeuble en explosant. 1 200 kilos de T.N.T. dans le camion destiné aux Américains, 300 dans celui destiné aux Français, dont l'immeuble plus haut était aussi nettement moins grand (20 mètres sur 20 environ). Il semble que les gardes américains aient tiré sur le camion sans parvenir à arrêter son chauffeur ; des douilles ont en effet été retrouvées à l'emplacement du premier et du deuxième poste barrant l'accès du Q.G. Les sentinelles françaises n'ont même pas eu le temps de réagir, l'immeuble étant situé directement sur une rue d'un quartier résidentiel, mais un des blessés a dit avoir vu une camionnette rouge fonçant vers l'entrée.

Ici et là, des hommes ont eu la vie sauve par un de ces hasards qui font parler de « rendez-vous » avec la mort. Quarante « marines » américains du Q.G. étaient partis la veille en permission au Caire. Dix-huit paras français , se promenaient à l'est de la ville en secteur chrétien, moins paralysé par le couvre-feu que le secteur ouest (musulman). A de jeunes femmes qui, les voyant déambuler, leur demandaient ce soir-là : *« Cela ne vous embête donc pas d'être loin de chez vous, dans un pays aussi fou ? »*, l'un d'eux avait répondu : *« Pas du tout, madame, si nous pouvons contribuer à vous apporter un peu de paix. »*

Une opération minutieusement préparée

L'horreur du drame ne doit pas faire perdre de vue l'*« exploit »* des services spéciaux qui ont réussi, fût-ce dans une ville aussi peu contrôlable que Beyrouth, à faire voler en éclats et avec un parfait synchronisme le Q.G. des « marines » américains et le siège du commandement d'une compagnie de parachutistes français, troupes d'élite sur le qui-vive. S'il pouvait y avoir un doute sur le fait qu'il s'agit d'une opération minutieusement préparée et audacieuse des services coutumiers de l'action violente, la simultanéité des deux attentats le dissipent...

La revendication de l'opération par un *« mouvement de la Révolution islamique libre »* cache, personne n'en doute ici, de tels services. Mais lesquels ?

— *« N'oubliez-pas les super Etandard »*, nous dit un officier libanais sur les ruines du bâtiment du contingent français. *Ces super Etandard, cela veut dire l'Iran, avec la livraison controversée des cinq appareils à l'Irak ; cela veut dire aussi la Syrie, dont des batteries ont été détruites par un raid de l'aéronavale française, le mois dernier, durant la guerre de la montagne. L'Iran ou la Syrie ? « Pourquoi pas la Syrie et l'Iran, avec, au sommet, une manipulation soviétique ? Les attentats d'aujourd'hui, par la conception et l'exécution, ressemblent étrangement à celui qui a détruit l'ambassade américaine en mars dernier. Or, pour autant que l'enquête ait pu le déterminer, celui-ci mettait en scène : les services secrets soviétiques, seuls susceptibles de savoir que ce jour-là « l'état-major de la CIA pour le Moyen-Orient se trouvait réuni à Beyrouth, les services secrets pour le montage de l'opération et des commandos suicides khomeinistes, drogués de fanatisme, pour se lancer, au nom de Dieu, sur l'ambassade du grand Satan ».* Autre analogie avec un antécédent probablement syro-iranien : la destruction de l'ambassade d'Irak en décembre 1981.

Si les Super-Etendard, devenus un symbole, peuvent expliquer la haine anti-française des uns et (ou) des autres, les motifs de l'attentat anti-américain sont tout aussi évidents. Le président Reagan ne vient-il pas d'adopter un ton extrêmement dur - menaçant même - à l'égard de la Syrie ? Et les Etats-Unis n'ont-ils pas, malgré tout stoppé l'avance des Syriens et de leurs alliés vers Beyrouth le mois dernier ? Depuis lors, le contingent américain de la force multinationale était continuellement harcelé, et deux « marines » ont été tués depuis l'arrêt des combats. A Damas, aux dires d'un voyageur revenu de la capitale syrienne, régnait une atmosphère de grande satisfaction.

Ce ne sont qu'hypothèses, voire spéculations. Mais le départ de la force multinationale étant un objectif déclaré de la politique de Damas et de ses alliés, quoi de plus intenable pour le président Reagan que des « boys » tombant par dizaines à Beyrouth, dans le plus grand désastre subi par l'armée américaine depuis le Vietnam, aux dires mêmes de son porte-parole à Beyrouth ?

« Une déclaration de guerre à l'Occident »

Bien entendu, la première réaction américaine a été : *« nous restons »* et *« nous ripostons »*. En France, le problème ne se pose pas de la même façon. Mais quelle riposte, et contre qui ? Bien que Washington ait porté ses soupçons vers l'Iran et ait dit que les agresseurs ne perdent rien pour attendre, à terme, l'attentat du 23 octobre constituera, à n'en pas douter, un handicap pour la politique libanaise et moyen-orientale du président Reagan. Et si Washington cède, c'est tout l'édifice de la force multinationale qui s'écroule.

L'ORIENT LE JOUR écrit à ce sujet : «Une véritable déclaration de guerre à la présence politique, militaire et même physique de l'occident au Liban ; l'un des coups les plus graves portés au prestige du monde libre depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. »

Les Libanais, dans leur majorité, ont besoin de croire en l'efficacité de l'occident, engagé à leurs côtés pour restaurer leur pays. Ils ont été choqués par la vulnérabilité de leurs protecteurs, même en sachant que contre des commandos suicides peu de mesures sont efficaces. Les hommes politiques de tous bords, y compris l'opposition, ont exprimé leur indignation ou à tout le moins, leur réprobation. Seul M. Walid Joumblatt a émis des réserves, mais à l'égad des seuls américains : après avoir, au contraire, salué le rôle des Français dans la protection des populations civiles, notamment palestiniennes.

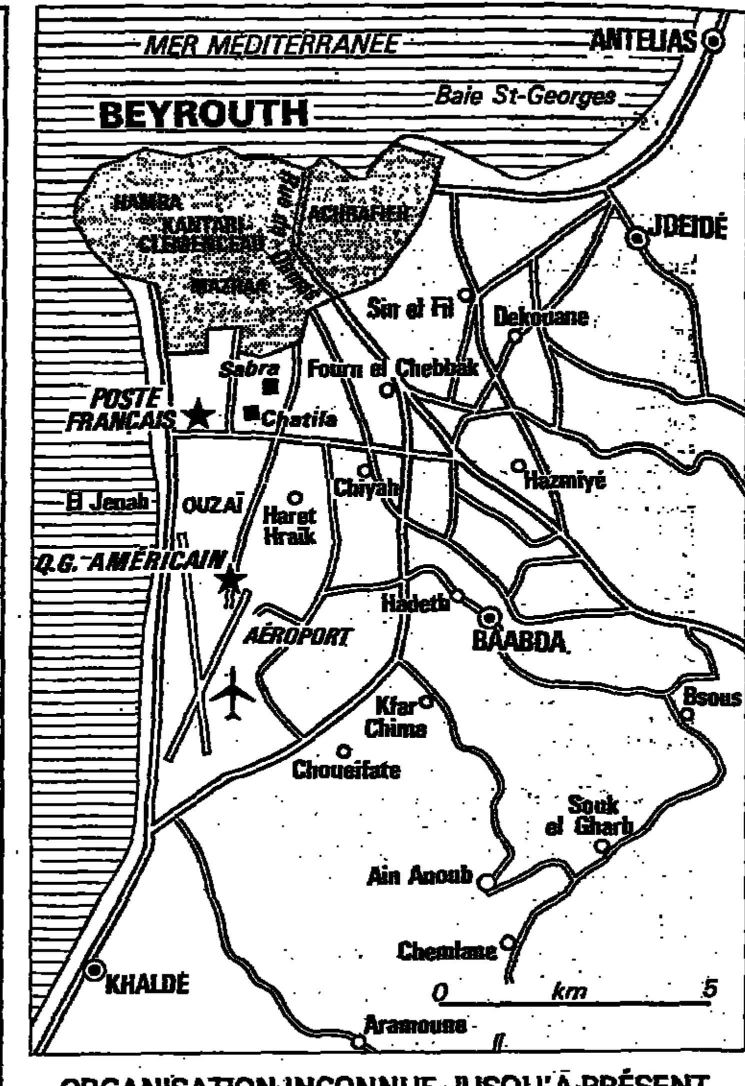
Au stade actuel il est impossible de dire si les tragiques événements auront des répercussions sur le Congrès national libanais en gestation pour les premiers jours de novembre à Genève. On peut aussi bien imaginer une prise de conscience accrue de tous les clans et de toutes les communautés mesurant des risques d'une destabilisation croissante de leur pays. Mais le contraire peut être également vrai, l'opposition prosyrienne imaginant que quelques coups de boutoir supplémentaires entraineraient le désengagement des Etats-Unis et, dans leur sillage, de l'Occident, et aboutiraient à l'effondrement du régime en place, alors que les hommes au pouvoir, surtout dans leur composante chrétienne, risqueraient de se montrer d'autant plus rigides qu'ils se sentiraient menacés.

Par la défensive

Lundi matin, après une nuit ininterrompue de recherches, les pelleteuses fouillaient encore précautionneusement les décombres. A mesure qu'elles s'enfonçaient dans le tas de ruines, les blessés se faisaient plus rares et les morts plus mutilés. L'horreur grandissait, l'espoir s'amenuisait ; mais personne n'oublie ici qu'un survivant indemne a été retiré de l'ambassade d'Irak une semaine après son effondrement.

Partout dans Beyrouth, la circulation est détournée devant les postes du contingent français. Au moment même où s'était produit le double attentat des drapeaux noirs avaient été plantés en ville près de ces postes. Le message a été interprété comme une menace de récidive de la part du chiisme khomeiniste. Mais il était déjà trop tard. Au demeurant, à quoi servirait une force multinationale barricadée dans ses retranchements. Elle se trouverait ramenée à la portion congrue, elle qui, il y a un an, en se déployant, symbolisait la puissance de l'Occident et son efficace contribution au sauvetage du Liban. Ses ennemis auront donc réussi à la mettre sur la défensive et, en quelque sorte, à la paralyser. Il paraît loin le temps où les *« petits gars »* faisaient du jogging dans les rues de Beyrouth. Et pourtant, c'était dans les premiers mois de cette annnée, jusqu'à ce que, d'attentats « légers » en attentats « sérieux », et de guerre dans la montagne au drame du 23 octobre, il ne reste à Beyrouth que des troupes sur le qui-vive, se demandant, à l'image du para français en état de quasi-hébétude sur sa civière, si, venues pour assurer la paix, elles ne se trouvent pas plongées dans une guerre qu'elles n'ont même pas le droit de faire.

L. G.



ORGANISATION INCONNUE JUSQU'A PRÉSENT

Le « Mouvement de la révolution islamique libre » revendique les attentats

Le «Mouvement de la révolution islamique libre» a revendiqué, dimanche soir, la responsabilité des deux attentats commis le matin à Beyrouth contre le quartier général du contingent américain et contre un immeuble abritant un poste français de la Force multinationale. Dans un appel téléphonique anonyme, ce mouvement, dont l'existence était inconnue jusqu'à présent, a annoncé la mort de deux de ses moudjahidin (combattants), Abou Mazen, vingt-six ans, et Abou Sijaan, vingt-quatre ans, alors qu'ils menaient *« leur assaut contre les sièges de l'agression impérialiste américaine et française à Beyrouth »*.

Dans son appel à l'A.F.P., le correspondant anonyme a ajouté que son mouvement ne cesserait pas de poursuivre son action avant le *« retour de Beyrouth sous la domination des révolutionnaires musulmans et de la jeunesse démocratique combattante »*. Il a également exprimé son *« soutien total à la politique de la Grande Syrie, qui prône le retour de la Palestine aux Palestiniens, la libération du Liban des forces impérialistes et isolationnistes et le renforcement de la révolution musulmane dans tout le monde arabe »*.

La phraséologie utilisée par le correspondant anonyme ressemble étrangement à celle employée par l'organisation du Jihad islamique, qui avait revendiqué, en avril, l'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth. La police libanaise avait, à l'époque, affirmé que cette organisation était liée à une fraction extrémiste de la milice chiite libanaise Amal. Celle-ci, forte de plusieurs centaines d'hommes armés dirigés par un ancien enseignant de quarante ans, Hussein Moussavi, est basée dans la ville de Baalbeck, dans la vallée de la Bekaa. Cette milice jouit de l'appui des Gardiens de la révolution iranienne, qui sont arrivés en juin 1982 au Liban, dans la région de Baalbeck, *« pour aider les soldats syriens à combattre les Israéliens »*.

M. Hussein Moussavi a été exclu en 1982 du Conseil du commandement du mouvement chiite politico-militaire Amal, parce qu'il s'était opposé publiquement à la nomination de M. Nabih Berri, l'actuel secrétaire général d'Amal au sein du comité de salut national formé après l'invasion israélienne à Baabda. Depuis, il est resté dans la Bekaa à la tête de ses miliciens et s'oppose au Conseil du commandement d'Amal actuellement contrôlé par M. Nabih Berri, qui, à plusieurs reprises, a affirmé la *« vocation légaliste »* de son mouvement et son indépendance à l'égard de la politique de Damas et de Téhéran. C'est ainsi que M. Berri avait été parmi les premiers à soutenir avec enthousiasme l'élection du président Amine Gemayel, avant de prendre ses distances à l'égard du pouvoir à la suite de la « phalangisation » du régime.

Depuis le départ de Hussein Moussavi, M. Nabih Berri a réussi à faire d'Amal une organisation structurée plus ou moins disciplinée. Cependant, même à l'intérieur de la banlieue sud de Beyrouth, presque entièrement contrôlée par les milices d'Amal, il existe des groupuscules chiites extrémistes qui mettent en cause la politique de M. Berri, taxée souvent de trop modérée.

● *Le concours des pompiers*. — Vingt marins-pompiers de Marseille et quinze pompiers de l'unité de protection civile de Brignoles (Var) ont été envoyés à Beyrouth, où ils disposeront de matériels de dégagement, préalablement expédiés par avion, pour la recherche des survivants.

Roman Roi

Renaud Camus

Grâce à RENAUD CAMUS et aux éditions P O L, une grande injustice historique enfin réparée ...

ROMAN II DE CARONIE

LADY DIANA LANDSOR REINE DE CARONIE

M. Taraskoff

«... Un très grand roman politique ... Une fiction génialement drôle ...»
Jean-Didier Wolfromm / L'Express

«... Renaud Camus nous entraîne dans une véritable hallucination de l'histoire à la manière de l'hyperréalisme américain.»
Philippe Boyer / Le Nouvel Observateur

«Folie généalogique ? Roman historique ? Rébus ? Roman du roman ? **Roman roi** dont le titre est à lui seul une énigme. est certainement tout cela ...»
Josyane Savigneau / Le Monde

«... C'est un bon émule de Georges Perec ... Il fabrique en virtuose et mélange le roman d'aventures, la parodie, la bande dessinée.»
Lucien Guissard / La Croix

ARL

EDITIONS P O L 26, RUE JACOB - 75006 PARIS

5 800 « soldats de la paix »

Du terrorisme urbain, voire de la guérilla urbaine : dès son installation à Beyrouth, le 20 septembre 1982, le commandement local du contingent français, au sein de la force multinationale de sécurité, s'attendait à cette menace, contre laquelle il n'existe pas de parade totalement efficace. Le double attentat perpétré dimanche 23 octobre contre les « soldats de la paix » américains et français a, précisément, surpris ces deux contingents, au moment où l'un d'entre eux — le corps français — se réorganisait et se répartissait autrement, dans le Grand-Beyrouth, pour présenter, aux éventuels coups adverses, le moins de vulnérabilité possible.

On compte actuellement 5 800 hommes, de quatre nationalités différentes, au sein de cette force de sécurité : 2 100 « bersaglieri » italiens, 2 000 parachutistes français, 1 600 « marines » américains et 100 « dragons de la reine » britanniques. Ces quatre contingents sont déployés dans Beyrouth-Ouest et sa banlieue, mais les soldats français et américains, qui tiennent le nord de la capitale et l'aéroport, sont probablement les plus intégrés dans la ville, vivant au milieu de la population, dont ils ont la garde.

Au début de l'opération, les « soldats de la paix » ont été accueillis avec enthousiasme et soulagement par l'ensemble des Beyrouthins. Entre septembre 1982 et juin 1983, pour ne prendre que cet exemple, le contingent français n'a perdu qu'un seul homme. Les combats s'intensifiant ensuite, on a enregistré, en revanche, entre le 22 juin 1983 et la tragédie du dimanche 23 octobre, la mort de 16 militaires français, dont certains ont été, il est vrai, victimes d'une manipulation imprudente de leurs armes.

Dans le même temps, le contingent américain perdait 8 hommes, essentiellement lors des bombardements qui ont visé leurs positions en septembre dernier, et le contingent italien, un homme.

Cet été, le dispositif français a commencé d'être modifié. De la quarantaine de postes répartis, auparavant, dans le Grand-Beyrouth, il n'en a été maintenu que 27, avec, notamment, une réduction des effectifs au P.C. de la résidence des Pins et, au contraire, une extension dans le centre de la ville et la zone du port. Ces 27 postes sont de la taille de la section — soit une trentaine d'hommes — ou de deux sections au maximum, de manière que chacun de ces postes de combat — qui sont en même temps des lieux de vie — ne soit pas une cible trop vulnérable, ni un abcès de fixation, comme l'a été, en avril dernier, l'ambassade américaine, détruite par l'explosion d'une voiture piégée.

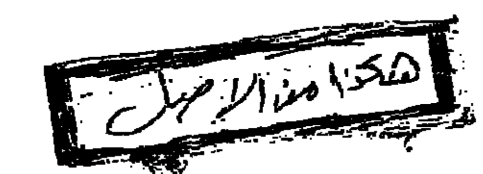
Soldats de métier et appelés

Bien que ce remaniement ait eu lieu avec la souci de ne pas donner à la population l'impression, fausse, qu'elle était abandonnée, il faut croire, aujourd'hui, que le nouveau dispositif n'était pas totalement hermétique à des actions soudaines, imprévisibles et brutales de guérilla urbaine. D'autant que le contingent français ne se contente pas d'occuper des points « statiques » de son dispositif, mais qu'il effectue de fréquentes et régulières patrouilles en ville, qui sont autant de cibles sans protection — les « soldats de la paix » ne ripostent qu'en cas flagrant de légitime défense — offertes aux coups d'éléments incontrôlés.

La seule protection du contingent français est, en réalité, à distance, en Méditerranée orientale, devant les côtes libanaises, où croise une escadre réunie autour du porte-avions *Clemenceau*, avec, notamment, la frégate *Duquesne* et les bâtiments d'escorte *Kersaint*, *Montcalm* et *Pimodan*. C'est du porte-avions — le *Foch*, à l'époque — que sont partis le 22 septembre dernier, on s'en souvient, des avions d'attaque Super-Etendard pour bombarder des batteries d'artillerie, probablement syriennes, qui avaient pris pour objectif le P.C. de la force française, à la résidence des Pins.

Arrivés entre le 16 et le 29 septembre dernier à Beyrouth, les éléments de la force française d'action rapide, qui ont été placés sous les ordres du général de brigade François Cann, relèvent principalement de la 11e division parachutiste normalement stationnée dans le Sud-Ouest. Ils ont relevé des légionnaires et des éléments de l'infanterie de marine, appartenant à la 31e brigade de Marseille, et ils devraient rester quatre mois au Liban.

Par rapport aux contingents américain et britannique, qui sont chacune une armée de métier, une part des «soldats de la paix» français sont, comme leurs homologues italiens, des recrues du contingent volontaires pour servir outre-mer. Environ 400 des 2 000 Français sont de ces appelés qui ont été doublement volontaires : volontaires pour un service long (jusqu'à deux ans maximum) à l'issue de leurs six premiers mois d'incorporation et volontaires — au sein même de ces appelés dits en «service long» — pour être versés dans la force multinationale de Beyrouth. La plupart des victimes appartiennent, du reste, au 1er régiment de chasseurs parachutistes, fort de 1 400 hommes et basé à Pau (Pyrénées-Atlantiques).



DE BEYROUTH

La détermination de M. Reagan

(Suite de la première page.)

Dans le milieu de la nuit, il en était tombé d'accord avec M. Shultz et M. McFarlane, car les États-Unis ne pourraient pas, surtout sous la pression d'une action terroriste, se laisser chasser du Liban – où ils se trouvent, aux côtés d'autres pays, à la demande d'un gouvernement légal – et abandonner ainsi un pan essentiel de leur politique proche-orientale.

Cette option étant éliminée, il faut premièrement ne pas sembler enregistrer les pertes sans réagir et deuxièmement rester, sans paraître accepter le risque d'autres morts parmi les soldats américains. Il le faut car il y va du prestige des États-Unis, de l'autorité du président vis-à-vis de ses concitoyens et aussi donc, de l'élection présidentielle de novembre 1984. L'ennui est qu'on ne peut faire état que de lourdes présomptions contre l'Iran, qu'il faut au minimum qu'il y ait coupable pour qu'il y ait riposte et que la sécurité des « marines » est tout simplement impossible à assurer.

Un problème insoluble

Sur la zone de l'aéroport où ils s'emploient à empêcher les combats, et qu'un journaliste américain comparaît récemment à la cuvette de Dien-Bien-Phu, on peut tirer comme des lapins les soldats de la première puissance du monde. Si leur gouvernement, comme il commençait à l'envisager la semaine dernière, leur donnait le droit de poursuite contre ceux qui les prennent pour cibles, s'en serait fait de la neutralité du contingent américain. Il ne serait plus qu'une milice libanaise parmi d'autres, se battant en fait aux côtés des Chrétiens. Barricader alors les « *marines* » dans d'imprenables bunkers ? Impossible aussi, va expliquer le Pentagone dans la journée, car ils ne sont pas là pour tenir des positions mais garantir la liberté et la sécurité de mouvement sur un aéroport dont l'ouverture ou la fermeture vaut bulletin de santé pour l'État libanais.

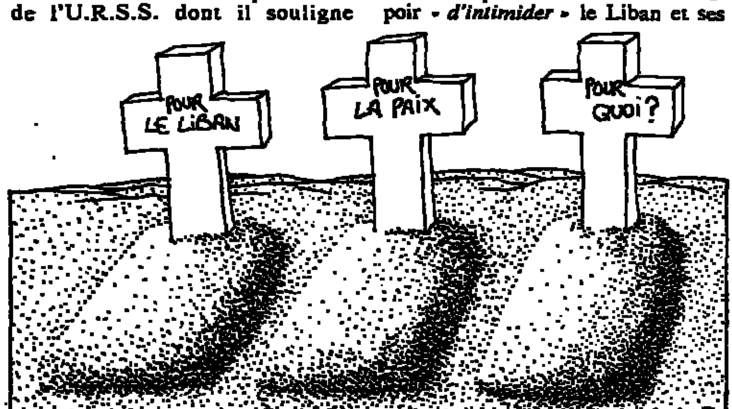
Le problème est bel et bien insoluble et quelles que soient l'identité et les buts des organisateurs des massacres-suicides de Beyrouth, ils auront en tout cas, vue de Washington, réussi à porter un coup sévère à M. Reagan à l'intérieur même de son pays. Quand on le réveille (on ne lui parle alors « *que* » de quarante-cinq morts), il sait qu'il n'aura pas grand chose à répondre aux sénateurs et représentants, y compris républicains, qui vont l'accuser d'avoir embourbé l'Amérique au Liban, et qu'il vient, en un mot, de subir un échec personnel majeur.

Au moins autant que de la situation sur le terrain, c'est des réactions à attendre du congrès qu'il discute dans la nuit, avec ses collaborateurs.

Quand il revient à la Maison Blanche, il parle haut : nous devons, dit-il, « *comprendre que ces actions révèlent, avec évidence, la bestialité de ceux qui voudraient (...) nous faire partir de cette région et que nous devons être plus déterminés que jamais à ce qu'ils ne puisse prendre contrôle de cette région vitale et stratégique* ». Ce ton est en effet « déterminé » mais pratiquement, cela ne signifie qu'une chose : les Etats-Unis ne quittent pas Beyrouth. C'était tout à fait attendu et reste à décider l'essentiel : les conditions dans lesquelles se fera ce maintien.

A 8 h 38 : M. Reagan reçoit à la Maison Blanche, outre MM. McFarlane et Shultz, le secrétaire d'Etat à la défense M. Weinberger, le vice-président Bush, le chef d'état-major général des armées le général Wessey, le conseiller de la présidence M. Meese, le secrétaire général de la Maison Blanche M. Baker et son adjoint M. Deaver. Deux heures de réunion et l'on envoie M. Weinberger répondre à une invitation prévue de longue date pour une émission de la chaîne C.B.S. à 11 heures. Les bilans provisoires en sont déjà à cent vingt morts. La Maison Blanche a commencé à faire état officieusement de « *présomptions* » contre l'Iran. Devant les caméras M. Weinberger confirme : « *Il y a beaucoup de points* », dit-il « *qui montrent la direction de l'Iran, comme il y en avait beaucoup qui pointaient dans cette direction dans l'affaire de l'ambassade.* »

Le 18 avril dernier, personne ne l'a oublié aux Etats-Unis, un attentat organisé de la même manière que ceux de dimanche matin, avait tué soixante-trois personnes dont dix-sept Américains à l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth. A l'époque, les services de renseignements de Washington avaient estimé que des indices concordants désignaient la main des ayatollahs. Aujourd'hui, non seulement la technique est la même, mais la France, fournisseur des Etendards à l'Iran en guerre contre l'Irak, a aussi été prise pour cible. Cela rend cette piste iranienne « *encore plus forte* », dit M. Weinberger, qui ne veut pourtant pas écarter une éventuelle responsabilité de l'U.R.S.S. dont il souligne « *l'énorme rôle dans la région* » et le goût pour « *la pêche en eau trouble* ». Sur le bureau présidentiel, les notes des services de renseignements s'accumulent. Deux décisions en ce début d'après-midi : M. Shultz annule la visite qu'il devait faire cette semaine au Salvador et au Brésil et un détachement de Marines de la base de Camp Lejeune (Caroline du Nord) reçoit son ordre de route pour Beyrouth où il doit prendre le relève des victimes de l'attentat. Le commandant déclare que ses hommes sont « *prêts à partir* » avec un « *morale d'acier* ». On en est à 135 morts.



(Dessin de PLANTU.)

16 h : réunion du conseil national de sécurité, c'est-à-dire des mêmes personnalités, à peu près, que le matin. Outre l'annonce du voyage à Beyrouth du général Kelley, le communiqué affirme que la présence au Liban des forces américaines et françaises est destinée à « *aider à un règlement pacifique de la crise* » de ce pays et que ce règlement « *est essentiel à la paix de la région et du monde* ».

Un espoir vain

Ces attaques, est-il dit, « *étaient clairement destinées à affaiblir notre détermination et à détruire les efforts du gouvernement libanais pour recouvrer le contrôle de la souveraineté de son pays* ». Une chose doit être pourtant « *claire* » : l'espoir « *d'intimider* » le Liban et ses amis est vain. Les Etats-Unis « *ne céderont pas au terrorisme international* ». La suite prêterait à sourire s'il ne s'agissait d'un drame : « *Nous comptons répondre à cet acte criminel quand ceux qui l'ont perpétré seront identifiés* ». « *Nos actions seront résolues* » ajoute le porte-parole de la Maison Blanche dont le communiqué parle encore des consultations en cours avec les autres pays de la force multinationale et de la « *détermination* », toujours, des Etats-Unis, à assurer la paix et l'indépendance du Liban.

Le dernier paragraphe indique enfin que « *nous avons fait remarquer au président Gemayel, la nécessité de persévérer (...) dans sa décision d'élargir la base politique et la composition de son gouvernement et ferons en sorte qu'il puisse le faire sans céder à ceux qui rejettent les solutions politiques...* »

Autrement dit, le processus des négociations libanaises doit se poursuivre – ne serait-ce que parce que seul son aboutissement permettrait aux Etats-Unis de se retirer de Beyrouth la tête haute. Et en attendant, dans ce monde politique d'ordinaire si bavard, ce n'est qu'avec la plus extrême prudence qu'a été évoquée l'éventualité d'une possible responsabilité de la Syrie dont la bonne volonté se trouve être indispensable à une solution politique libanaise.

D'autres décisions, a indiqué le Maison Blanche, ont été prises, mais ne seront annoncées que dans les jours à venir. Selon le sénateur Evans, un républicain, deux mesures destinées à accroître la sécurité des Marines seraient ainsi envisagées : élargir leur territoire de stationnement pour en faire une position mieux défendable ou plus probablement les installer sur mer, dans les bâtiments de la force américaine située au large de Beyrouth. L'idée serait de M. Weinberger et consisterait à maintenir en mer le contingent et à limiter ses patrouilles en terre ferme à six cents hommes maximum, transportés des navires par hélicoptères.

En attendant que soit connue la valeur des autres décisions, il est peu probable que ces premières réactions de la Maison Blanche suffisent à appaiser le Congrès et à museler les sept candidats déclarés à l'investiture démocrate. Durant tout le mois de septembre, M. Reagan avait bataillé très dur pour arracher aux sénateurs et aux représentants l'autorisation de maintenir les marines au Liban pour dix-huit mois encore – jusqu'à l'élection présidentielle donc.

Après avoir montré aux électeurs qu'il s'inquiétait de leur inquiétude, le Congrès avait cédé au président. Peu après pourtant, le leader de la majorité républicaine au Sénat, M. Baker avait – on l'a appris dimanche soir – écrit au président à la requette de ses collègues, pour lui demander que soient explorées toutes les voies pour réaliser le retrait des troupes américaines du Liban « *le plus tôt possible* ». Il a tout lieu aujourd'hui de se montrer plus pressant encore.

Le speaker démocrate de la Chambre des représentants, M. O'Neill, qui avait aidé M. Reagan à obtenir les dix-huit mois de maintien des troupes a annoncé qu'il se rendait au département d'État ce lundi pour s'enquérir des mesures desécurité prises par le président en faveur des marines. Le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Percy, un républicain, attend que M. Shultz vienne s'expliquer devant sa commission. Le sénateur Nunn, un démocrate, président de la Commission des affaires militaires et pas du tout « colombe » qualifie la politique libanaise du président de « *mission impossible* » et souhaite le remplacement des soldats américains par des forces de l'ONU.

Deux seulement des candidats démocrates, MM. Hollings et McGovern, ont réclamé le rappel du *contingent américain*, et *tous*, avec bien d'autres sénateurs et représentants, réclament une redéfinition claire et précise du rôle des marines au Liban et de la politique qu'y mènent les Etats-Unis. De nombreuses voix, dont celle du sénateur Kennedy, se sont élevées contre le fait que deux attentats conçus de la même manière aient pu se répéter à si peu de mois d'intervalle et réussir. Catégorique, M. Kissinger a enfin déclaré qu'il n'y avait « *pas de plan cohérent dans la mission* » confiée aux « marines » et clairement fait comprendre que les Etats-Unis et Israël devraient coordonner leur action pour faire pencher la balance du rapport des forces en défaveur des « *forces radicales* ». L'idée, partagée par beaucoup, a sa cohérence, mais Israël a apparemment aujourd'hui d'autres priorités que le Liban dont les Etats-Unis l'ont tant de mois poussé à se retirer.

BERNARD GUETTA.

Synergie K.E

Vos champs de réflexion.

Aragon, Badinter, Barthes, Bonnefoy, Braudel, Caillois, Carrère d'Encausse, Char, Chaunu, Chomsky, Condominas, Corbin, Derrida, Détienne, Duby, Einstein, Eliade, Finley, Gernet, Goubert, Grimal, Jakobson, Jankélévitch, Janov, Kuhn, Le Goff, Le Roy Ladurie, Lorenz, Ruffié, Starobinski, Vernant, Vilar...



Pour l'achat de 3 Champs, votre libraire vous offre "Le sérieux de l'intention" de W. Jankélévitch.

3 Nov. 83

LA NOUVELLE VOLVO BRUT DE BRUT.

TBWA

VOLVO

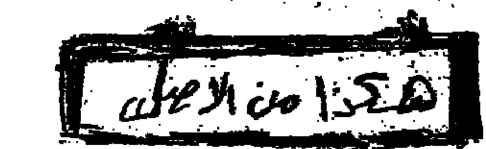
360 GLE
LA 2 LITRES
INJECTION
COMPACTE

Volvo lance la nouvelle Volvo Brut de Brut. Vivante image du prestige et du savoir-vivre Volvo, elle se conduit avec éclat.

Moteur à injection, 4 cylindres, 5 vitesses, 116 ch DIN, 185 km/h sur circuit. Consommations : 6,2 l à 90 km/h ; 8,1 l à 120 km/h ; 12,1 l en ville (normes ECE).

Venez la goûter chez tous les concessionnaires Volvo.

VOLVO



LE DOUBLE ATTENTAT DE BEYROUTH

Les réactions à l'étranger

Consternation, indignation, répulsion et douleur, telles ont été les réactions internationales les plus fréquentes au double attentat meurtrier de Beyrouth.

Dès dimanche, le gouvernement britannique a dénoncé cette *« gigantesque et attroce tragédie »*, selon l'expression de M. Luce, secrétaire d'État adjoint au Foreign Office, qui a également fait savoir que Londres examinait avec un *« soin extrême »* la situation du petit contingent britannique stationné au Liban. Comme Mme Thatcher, le chancelier ouest-allemand Kohl a adressé ses condoléances aux présidents Mitterrand et Reagan, après les deux attentats qu'il a qualifiés de *« criminels »*.

A Athènes, la nouvelle a bouleversé les travaux des ministres des affaires étrangères de la C.E.E., réunis depuis samedi à Vouliagmeni. Les Dix ont exprimé leur *« profonde émotion »* et leur inquiétude devant la *« situation très critique »* au Liban, a déclaré dimanche M. Haralambopoulos, ministre grec des affaires étrangères. Pour l'Italie et la Grèce, qui s'étaient engagées – en principe – à fournir des observateurs pour assurer la supervision d'un cessez-le-feu au Liban, la tragédie pourrait conduire à un réexamen de cet engagement.

La première réaction officielle syrienne a été celle de l'ambassadeur à Washington, M. Rafic Jouejaty, qui a exprimé, dimanche soir, les *« profonds regrets »* de son gouvernement et a estimé que les *« responsables »* des attentats sont ceux *« qui ont intérêt à voir échouer la conférence de Genève sur la réunification du Liban »*, en assurant que ce n'était pas le cas de la Syrie, *« venue au Liban pour arrêter ce genre de choses »*.

L'Egypte a condamné les *« monstrueux attentats »* de dimanche ; le ministre saoudien des affaires étrangères s'est déclaré *« désolé »* de constater que le *« bain de sang »* continue au Liban ; M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, a fait part de sa *« vive émotion »* et de son *« inquiétude »*.

La Libye, en revanche, dans un commentaire radiodiffusé, a parlé d'une *« opération audacieuse des forces patriotiques et progressistes libanaises »*, qui *« constitue une riposte directe à la politique de la matraque menée par les Etats-Unis au Liban »*. Quant aux deux fractions opposées de l'O.L.P., elles ont nié, l'une et l'autre, toute responsabilité dans ces attentats.

Les médias soviétiques se sont contentés d'annoncer, sans commentaire, *« deux violentes explosions »* à Beyrouth. Sans employer le terme d'attentat, l'agence Tass a cependant précisé qu'*« un camion chargé de 300 kilos d'explosif a sauté »* dans le périmètre du quartier général des fusiliers marins américains.

Le chef du gouvernement libanais, M. Chafic El Wazzan, a dénoncé la *« terrible catastrophe »* qui a *« profondément ébranlé et éprouvé »* son gouvernement. *« Cette situation douloureuse et lourde de signification doit ouvrir les yeux de chacun sur ce qui se passe dans notre pays »*, a-t-il notamment déclaré. Pour sa part, après avoir présenté ses condoléances au gouvernement français, l'ambassadeur du Liban à Paris, le prince Farouk Abillama, a estimé que le *« chaos »* s'instaurerait au Liban si la Force multinationale en était retirée. *« Ce genre d'attentat ne peut être que commandité par un État étranger »*, a-t-il estimé dans une interview accordée à Antenne 2.

Au Vatican, Jean-Paul II a exprimé, dimanche, son *« horreur »* et sa condamnation d'attentats qu'il a qualifiés de *« nouvel acte de guerre »*. A New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a exprimé ses condoléances *« aux familles de ceux qui ont si tragiquement perdu la vie dans l'accomplissement de leur devoir »*. Parmi les autres réactions, signalons la *« consternation »* du gouvernement canadien et l'*« indignation »* du premier ministre japonais. L'agence Chine nouvelle a annoncé, dimanche, la nouvelle sans commentaire.

Jérusalem estime que la Syrie a inspiré le double attentat

De notre correspondant

Jérusalem. – Pour les dirigeants israéliens, aucun doute : la Syrie a inspiré, voire mis en œuvre, le double attentat de Beyrouth. Certes, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, n'a pas, faute de preuve, accusé nommément le régime de Damas, mais il l'a rendu responsable de ces actes de terrorisme en des termes à peine voilés.

Réagissant promptement à l'annonce du drame, M. Shamir a déclaré dès l'ouverture de la réunion hebdomadaire du cabinet : *« Ce crime abominable a été sans aucun doute perpétré par ceux qui veulent empêcher une solution pacifique au Liban et cherchent à étendre le bain de sang dans le pays. Nous partageons pleinement le deuil des peuples français et américain et celui de leur gouvernement après cette terrible tragédie »*. Au cours d'un meeting, M. Shamir a, un peu plus tard, imputé la responsabilité de l'attentat à *« ceux qui nous pilonnent en Galilée »*. Dans un message de condoléances à ses homologues américains et français, M. Moshé Arens, ministre israélien de la défense, a repris le même thème en dénonçant les *« ennemis de la paix qui cherchent à saboter le processus de négociations, de réconciliation et de coexistence au Liban »*.

M. Dan Meridor, porte-parole du gouvernement, a prolongé les propos de M. Shamir en citant le jugement d'un expert de l'administration américaine publié dans un récent article du *Washington Post*, et selon lequel *« les Syriens ne veulent pas la paix au Liban »*. Selon M. Meridor, les *« odieux attentats de Beyrouth illustrent une nouvelle fois les méthodes terroristes et le danger qu'elles font constamment courir à Israël »*. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a d'ailleurs appelé dimanche *« les nations du monde libre à s'unir pour combattre et extirper définitivement les racines du terrorisme aveugle d'où qu'il vienne »*.

A Jérusalem comme ailleurs, on s'interroge sur l'identité des auteurs du double attentat. Le scénario le plus souvent avancé impute l'opération à des fanatiques musulmans chiites. Plusieurs analystes soulignent que pour un mystique chiite, le sacrifice suprême au service d'une cause noble garantit à coup sûr le salut éternel. Dans cette hypothèse, ajoutent les experts, les terroristes kamikazes auraient très vraisemblablement été manipulés par les services de renseignements de Damas. M. Yuval Neeman, ministre de la science et du développement, et dirigeant du parti ultra nationaliste Renaissance, est allé plus loin en accusant directement *« les services de renseignements soviétiques et syriens qui*, a-t-il fait observer, *sont les seuls à disposer du niveau technique nécessaire à l'organisation de tels attentats »*. Le ministre de l'intérieur, M. Yossef Burg a ajouté, pour sa part, que le drame de Beyrouth *« ne changerait rien à la politique israélienne au Liban »*.

Le gouvernement de Jérusalem a offert aux États-Unis et à la France une assistance humanitaire pour l'évacuation éventuelle des blessés de Beyrouth et tous les hôpitaux dans le nord du pays ont été placés en alerte. Mais Américains et Français n'ont pas sollicité cette aide. La radio et la télévision israéliennes ont abondamment couvert l'événement. La population, quelle que soit son émotion, est soulagée qu'aucun soldat israélien ne figure, pour une fois, parmi les victimes d'attentat au Liban. Il y a un peu plus d'un an, quatre-vingt-dix militaires avaient été tués lors de l'effondrement d'un immeuble abritant le quartier général israélien à Tyr. Les Israéliens s'inquiètent aussi des éventuelles répercussions des attentats sur la politique américaine au Liban. On craint, dans les milieux officiels, que la tragédie du Beyrouth ne marque *« un tournant décisif »* et n'incite la Maison Blanche à retirer ses « marines » *« après un laps de temps décent »*. On a le sentiment ici que les Américains devront, de toute façon, choisir entre un départ du Liban et un engagement beaucoup plus net dans le conflit.

Un hommage aux États-Unis

On indique ici qu'Israël *« n'a pas de position officielle en ce qui concerne la présence des « marines » au Liban car*, fait-on observer, *ce n'est pas Israël qui les a appelés et ils ne sont pas là pour protéger des intérêts israéliens »*. Mais il est clair qu'un éventuel retrait américain porterait un coup très dur à la stratégie de Jérusalem au Liban en laissant le champ libre à ses ennemis. On redoute aussi que l'opinion américaine jette le blâme sur Israël et lui reproche d'avoir entraîné l'Amérique dans une mission de paix qui s'avère de plus en plus sanglante. M. Shamir a d'ailleurs rendu, dimanche, un hommage appuyé aux Etats-Unis en soulignant *« le rôle unique qu'ils jouent comme leader du monde libre »*.

Pour l'ancien premier ministre travailliste, M. Itzhak Rabin, les attentats prouvent surtout que *« les objectifs que se sont donnés les Etats-Unis, en voulant rétablir l'autorité centrale de l'Etat libanais sur tout le territoire, sont trop ambitieux »*. Pour l'opposition travailliste, *« la situation dramatique qui prévaut au Liban impose de trouver une solution politique permettant à toutes les forces non libanaises d'évacuer le Liban dans les plus brefs délais et de mettre fin à une aventure tragique qui dure pour Israël depuis plus de cinq cents jours »*.

Un grave incident est, en tout cas, venu rappeler dimanche aux Israéliens que leur présence au Sud-Liban reste précaire et mal acceptée des habitants. Trois civils libanais chiites ont été tués par les soldats israéliens dans le village de Sarafand, au sud de Saïda. Selon le porte-parole de l'armée israélienne, les soldats avaient découvert, lors d'une perquisition, *« une importante cache de munitions »*. C'est au moment où la patrouille arrêtait des suspects qu'elle a été obligée de tirer pour se dégager des manifestants hostiles qui l'entouraient. Plusieurs civils et un soldat ont également été blessés lors de l'incident. On évoque à nouveau à ce propos la possibilité de fermer les points de passage sur la rivière Awali, ligne de défense de l'armée israélienne. Jusqu'à présent, celle-ci a hésité à prendre une telle mesure de peur de trop perturber la vie quotidienne des habitants de la région.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

M. ZAGLADINE : Les forces multinationales n'ont pas joué de rôle positif

Invité dimanche soir, 23 octobre, du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », M. Vadim Zagladine, directeur adjoint du département des liaisons internationales du P.C soviétique, a déclaré que le double attentat de Beyrouth – qu'il a qualifié de « *tragédie* » – montrait deux choses : *« Tout d'abord, que la solution militaire, quelle qu'elle soit, doit être exclue parce que cela mène à des tragédies nouvelles ; ensuite, que les solutions proposées jusqu'à aujourd'hui, en commençant par Camp David, en passant par les accords séparés entre le Liban et Israël, en finissant par les forces multinationales, là, n'ont rien donné. La tragédie continue. Il faut donc rechercher d'autres moyens. Je crois – c'est l'opinion de mon pays aussi – que ce doit être des moyens politiques. »*

« Nous n'avons aucune responsabilité dans tout ce qui se passe là, a encore dit M. Zagladine. *Les seuls responsables sont ceux qui ont commencé l'agression dans cette région-là et qui continuent cette agression (...) En ce qui concerne notre aide à la Syrie, c'est une aide défensive. On n'a jamais rien fait pour doter la Syrie de l'arme d'attaque (...) En accordant cette aide, nous soulignons toujours, dans toutes nos conversations avec les dirigeants syriens, que nous, nous sommes pour la solution pacifique. »*

Comme on lui demandait s'il faisait une différence entre les soldats français et les soldats américains au Liban, le responsable soviétique a déclaré : *« Il y a certainement une différence : à savoir que les Etats-Unis veulent s'installer dans cette région et ne cachent pas cette intention. Je n'ai jamais entendu formuler une idée pareille par la France. Mais les forces multinationales, comme telles, n'ont pas joué de rôle positif. »*

M. Zagladine a conclu sur ce point en observant que *« la participation soviétique dans la solution des problèmes dans cette région (le Proche-Orient) qui est très proche de nos frontières serait peut-être utile »*.

A LA DECOUVERTE DU NCR DECISION V.

LE MICRO-ORDINATEUR PROFESSIONNEL QUI A DU CŒUR.

Il est indispensable de pouvoir compter sur son ordinateur personnel, comme sur l'un de ses proches. C'est pourquoi nous avons conçu le NCR DÉCISION V pour en faire votre ami dévoué. Discret quant à la place qu'il occupe, d'une extrême simplicité au niveau de sa mise en service (il suffit de connecter le clavier à l'ordinateur et de le brancher), le NCR DÉCISION V se distingue par sa grande facilité d'emploi et permet d'éviter la plupart des manipulations fastidieuses.
N'est-ce pas avoir du cœur ?

UN COUP DE CŒUR QUI SERA LE DEBUT D'UNE GRANDE AMITIE.

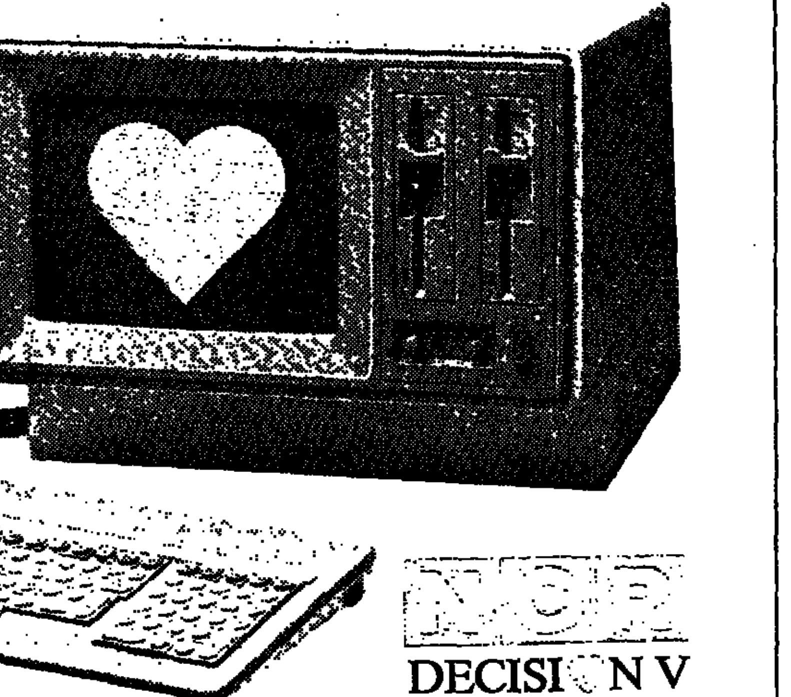
Avec le NCR DÉCISION V, vous pouvez envisager une association-amitié durable, grâce à des possibilités d'extension qui vont pouvoir suivre votre évolution. En mémoire, vous pouvez disposer de 512.000 octets et avec un disque Winchester vous portez votre capacité de stockage à 10 millions d'octets. Enfin, avec le réseau NCR DÉCISION NET vous aurez la possibilité de partager les données et d'établir le dialogue avec les micros professionnels de presque toutes les autres marques.

PARLONS A CŒUR OUVERT.

NCR fabrique des ordinateurs depuis toujours et notre société est implantée en Europe depuis 1885. Démarrez une longue amitié avec le NCR DÉCISION V. Avec nos 364 centres d'après-vente dans toute l'Europe, vous pouvez nous faire confiance sans réserve.
Alors, n'hésitez plus, venez essayer votre NCR DÉCISION V, le meilleur des micro-ordinateurs personnels. La preuve ? Nous lui avons donné un cœur.

NCR DECISION V.

Le micro-ordinateur professionnel qui a du cœur.



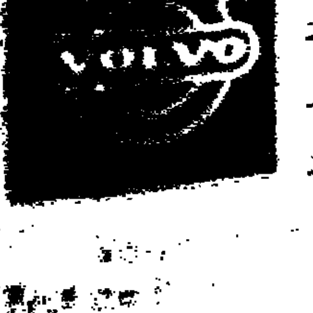
NCR
DECISION V

NCR France - Tour Neptune - 20 place de Seine - Cedex 20 - 92086 La Défense - Tél. 778.13.31
Ci-contre liste de nos distributeurs agréés.

NCR DECISION V
LISTE DES
DISTRIBUTEURS AGREES

DISTRIBUTEUR NATIONAL
STE LIGEST
47, rue de la Chaussée-d'Antin
75009 Paris
Tél. 526.11.44
DISTRIBUTEURS AGREES
PARIS/REGION PARISIENNE
CLE 128
51, rue de Miromesnil - 75008 Paris
Tél. 742.46.03
STE I.M.F.
8/10, rue de l'Eglise - 75015 Paris
Tél. 575.58.30/578.07.62
STE PROGRAM
35, rue la Fontaine - 75016 Paris
Tél. 288.48.68
S.D.P.I.
424, La Closerie, Mont-d'Est
93160 Noisy-le-Grand
Tél. 305.81.30
S.D.I.
Tour Gallieni 1 - 78 à 80, av.
Gallieni - 93174 Bagnolet Cedex
Tél. 360.13.54/360.13.55
PROVINCE
STE PRO-GE INFORMATIQUE
9, rue Diderot - 06000 Nice
Tél. (93) 53.61.22
STE ATEL
46, rue St-Jacques - 13006 Marseille
Tél. (91) 53.02.91
SPIL DIFFUSION
240, rue Paradis - 13006 Marseille
Tél. (91) 81.25.69
HEXAGONE INFORMATIQUE SUD
19, rue de Pontevès - B.P. 1957
13226 Marseille Cedex 02
Tél. (91) 91.91.15
MICRO-INFORMATIQUE SYSTEME
ET SERVICES
7, avenue de la Porte Neuve
17000 La Rochelle
Tél. (46) 34.86.02 (M. Astoul)
BUREAU SERVICE
Av. Kennedy - 20000 Ajaccio
Tél. (95) 22.26.21
S.P.I.D.I.
18, rue Dame Rose - 21310 Mirebeau
Tél. (80) 36.50.86
SYSTEMES INFORMATIQUES
10, rue Jules Burry
39000 Lons-Le-Saulnier
Tél. (84) 47.05.00 (M. Janin)
ETS LE DUIGOU
2, bd Victor Hugo - 44000 Nantes
Tél. (40) 20.09.80
L'ORGANIGRAMME
16, rue Emile Zola - 51100 Reims
Tél. (26) 88.51.13
ETS DESMAG
273, bd Victor Hugo - 59000 Lille
Tél. (20) 54.44.30
INGEFOR
79, rue de l'Hôpital Militaire
59000 Lille
Tél. (20) 54.09.04
ACPM
30, rue de Ribeauvillé
67100 Strasbourg
Tél. (88) 34.51.75
MICRO BOUTIQUE
37, passage de l'Argue - 69002 Lyon
Tél. (7) 837.37.63
SYSTEMES INFORMATIQUES
7, rue Victor Hugo - 69002 Lyon
Tél. (7) 837.21.54

OSCAR



LE DOUBLE ATTENTAT DE BEYROUTH

M. GEMAYEL :
on veut décourager la France et les Etats-Unis

Le président Amine Gemayel a estimé, dimanche soir, que *« les deux attentats contre la France et contre les Etats-Unis ont pour but de les décourager et de les forcer à se retirer de leur mission de paix pour laisser le champ libre à toutes les actions dévastatrices et au chaos au Liban »*.

Dans une déclaration faite à Beyrouth à Radio-France internationale, le chef d'Etat libanais a ajouté : *« Le Liban ne tombera pas, le Liban ne fléchira pas tant que de tels amis resteront à ses côtés.*

» Je tiens à transmettre au président Mitterrand, au gouvernement français et à la nation française mes sentiments de douleur les plus sincères. » « Aux familles des héros qui sont tombés, je présente les condoléances de tous les Libanais, a-t-il poursuivi. *Des Libanais de tous bords m'ont demandé aujourd'hui de vous exprimer, Françaises et Français, leur indignation et leur révolte contre ces crimes barbares. »*

M. JOUMBLATT :
un retrait français serait « peut-être désastreux »

M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste (P.S.P.) libanais, a déclaré, dimanche, à Amman : *« Peut-être que le retrait du contingent français, parce qu'il occupe certaines positions stratégiques — surtout pour donner confiance à la population libanaise et palestinienne, et aux réfugiés, — serait désastreux. La présence des Américains, c'est autre chose. Mais, en tout cas, je dénonce ces deux attentats. »*

« Ce sont deux attentats tragiques, et la seule solution pour sortir de ce guêpier, de ces sables mouvants libanais, c'est de trouver une solution politique stable et véritable : j'espère que Genève pourra donner ce résultat », a encore déclaré M. Walid Joumblatt, qui a affirmé : *« Je n'ai rien à faire avec cette histoire. L'approche pour régler le problème libanais, ce n'est pas une approche militaire. Il faut une approche, une solution politique. »*

AVANT LE CONGRÈS INTERLIBANAIS DE GENÈVE
« Aucun obstacle n'affectera le processus de réconciliation »
a affirmé le président Gemayel

Le président Gemayel a confirmé dans un communiqué officiel publié dimanche 23 octobre après la réunion du gouvernement libanais consécutive aux attentats anti-français et anti-américain qu'*« aucun obstacle n'affecterait le processus de réconciliation au Liban »*.

Beyrouth avait indiqué samedi 22 octobre que le congrès de réconciliation nationale s'ouvrirait le 31 octobre à l'hôtel Intercontinental de Genève pour tenter de trouver une solution à la crise libanaise. Le président Amine Gemayel, qui conduira la délégation gouvernementale, ouvrira par une allocution les travaux qui, selon le médiateur libano-saoudien Rafic Hariri, devraient durer *« quatre ou cinq jours »*. Des réformes institutionnelles et socio-économiques ainsi que des propositions pour le départ du Liban des forces étrangères doivent être proposées au cours du congrès, auquel doivent participer les principales composantes de l'échiquier libanais.

A Genève, nous câble notre correspondante, Isabelle Vichniac, les autorités du Canton, qui avaient manifesté leur mécontentement d'avoir été contraintes d'abriter la récente conférence de l'ONU sur la Palestine, se sont en revanche déclarées *« fières »* de donner l'hospitalité au congrès de réconciliation libanais. M. Guy Fontanet, chef du département de justice et depolice, à qui il incombe d'assurer la sécurité des participants à cette réunion, a fait part de sa satisfaction de voir confirmer *« la vocation de Genève au service de la paix »*.

A Beyrouth, le comité militaire quadripartite chargé de l'application du cessez-le-feu du 26 septembre a pu reprendre, samedi 22 octobre, ses activités, après une suspension de vingt-quatre heures qu'avait provoquée le boycottage provisoire de cette instance par le principal opposant libanais, M. Walid Joumblatt. Celui-ci a invité le Comité international de la Croix-Rouge à évacuer près de cinq cents personnes âgées ou malades faisant partie des quelque trente-cinq mille chrétiens réfugiés depuis un mois et demi à Deir-El-Kamar, dans le Chouf, et dont le ravitaillement n'est toujours autorisé, par les miliciens druzes, qu'au compte-gouttes.

Sur la ligne de front où se font face l'armée nationale et la milice druze, celle-ci, selon la radio libanaise officielle, a, durant plus de deux heures, bombardé dimanche les forces légales à partir d'Aley et de Dhour-El-Abaydieh. Dans l'Iklim-El-Kharoub, sur le littoral du Chouf, de violents accrochages ont eu lieu le même jour entre les Forces libanaises (chrétiens) et les druzes.

Le relais nécessaire

(Suite de la première page.)

Le président des Etats-Unis a, pour ce qui le concerne, répondu en soulignant la nécessité d'empêcher ceux qui voudraient expulser les Américains de prendre le contrôle de la région. Voilà qui est plus net et plus inquiétant. Est-ce bien là le rôle de la force multinationale, celui qui vaudrait à la France de subir les mêmes accusations et les mêmes représailles que les Etats-Unis ? Les dirigeants français ont obtenu, de la part des Américains, des apaisements sur les risques de « vietnamisation » dans lesquels ils seraient entraînés, mais cela ne saurait suffire pour rassurer l'opinion.

La politique française gagneraitè être plus claire, mieux expliquée, pour éviter toute suspicion et tout amalgame. Si la France entend préserver l'intégrité du Liban, cette construction délicate qui tente d'accommoder la démocratie et la participation de communautés inégales par le nombre, si elle veut empêcher un dépeçage du pays au profit de la Syrie et d'Israël et aux dépens de tous ceux qui seraient rejetés ou massacrés, il faut qu'elle le dise sans fard.

La volonté de sauvegarder les structures d'un État ébranlé, de raffermir la souveraineté de ceux qui le dirigent tant bien que mal, ne saurait masquer la réalité interne libanaise : ces structures et cette souveraineté sont contestées. Les puissances qui veulent le bien du Liban ne doivent pas le confondre avec celui d'une fraction des Libanais. Elles ont, sans doute, un rôle à jouer pour créer les conditions d'une authentique et durable réconciliation.

L'intervention physique et symbolique de puissances étrangères au Liban n'est admissible et supportable que si elle obtient l'assentiment général, sinon total, des Libanais et que si elle correspond aux aspirations de la communauté internationale.

Il n'est pas sain qu'une telle tâche, ici ou ailleurs, soit durablement confiée à la diligence d'un ou de plusieurs pays. Ceux qui participent à la force multinationale ont paré au plus pressé. Les Nations unies sont saisies, elles doivent prendre le relais, à supposer qu'elles en aient la capacité, mais la démonstration mérite d'être faite. La France, en principe, n'attend que cela puisqu'elle a toujours demandé l'intervention d'une force internationale. Elle est en droit d'exiger cette caution, faute de quoi elle se prendrait au piège, victime de ses bonnes intentions.

A. L.

N.B. Le président de la République est allé au Liban, lundi matin, pour dire aux soldats français qu'ils ne sont pas seuls dans l'épreuve. Il y a peu à ajouter, sinon que c'est un beau geste de sympathie et de solidarité.

PLANS/CONTRECALQUES SUR XEROX 2080
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT · AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12e ☎ 347.21.32

Les réactions en France

Les décisions et déclarations des dirigeants français

Avant 9 heures, dimanche 23 octobre, le ministre de la défense indique, dans un communiqué, que les circonstances de cet attentat *« odieux et lâche »* ne sont *« pas encore clairement déterminées »*. Ce texte exprime la *« douloureuse sympathie »* du président de la République, du chef du gouvernement et du ministre de la défense aux familles des victimes.

∴

M. François Mitterrand, qui s'est rendu très tôt à l'Elysée, demande à M. Charles Hernu, qui se trouve à Villeurbanne, de se rendre au Liban en compagnie du chef d'état-major des armées, le général Lacaze. Le président de la République, en contact téléphonique permanent avec les autorités françaises présentes au Liban, s'entretient aussi, au téléphone, avec le premier ministre, qui se trouve à Lille.

∴

A 12 h 15, à Lille, M. Pierre Mauroy fait une première déclaration dans laquelle il souligne que *« la France, à Beyrouth, accomplit une mission de paix »* et dénonce *« des mains criminelles* [qui] *viennent d'accomplir un odieux et lâche attentat contre la France et contre la paix »*.

∴

A Athènes, où il participe à une réunion des ministres des affaires étrangères de la C.E.E., le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, déclare : *« Le fait que des hommes décident froidement un beau matin d'envoyer des camions chargés d'explosifs pour détruire des soldats de la paix montre à quel point d'abérration on a pu parvenir dans cette région. Quels sont ceux qui peuvent penser sainement que, en tuant des soldats de la paix, on donne une meilleure chance à cette paix ? Pour nous tous, c'est un moment non seulement pénible mais redoutable. Arriverons-nous à sauver le Liban dans son unité, sa souveraineté, son indépendance, ses relations avec les pays voisins ? »* Interrogé sur une éventuelle remise en cause de la participation française à la force multinationale, M. Cheysson ajoute : *« La France n'a pas l'habitude de céder à la pression. Le fait qu'on nous attaque peut amener à se demander si, militairement, notre force est encore nécessaire, contrairement à ce que certains pourraient penser. »* Le ministre des relations extérieures regagne Paris aussitôt.

∴

Revenu à Paris, M. Mauroy s'entretient, en fin d'après-midi, à l'Elysée, avec M. Mitterrand. Le chef du gouvernement fait, à 18 h 30, à l'hôtel Matignon, une deuxième déclaration, rappelant que *« le président Gemayel et le chef des Druzes, M. Joumblatt, ont publiquement souhaité le maintien du contingent français au Liban. A l'inverse,* dit-il, *ceux qui refusent toute paix au Liban s'acharnent. Voilà pourquoi, dans l'ombre, des mains criminelles agissent. »*

En réponse aux questions des journalistes, le premier ministre indique que l'éventuel rapatriement des soldats français *« n'est pas d'actualité. C'est,* affirme-t-il, *une question qui ne se pose pas à l'heure qu'il est. »*

∴

Au même moment, à l'Elysée, M. Mitterrand fait le point de la situation avec M. Cheysson rentré d'Athènes.

∴

Vers 19 heures, M. Hernu arrive à Beyrouth. Il se rend en hélicoptère au quartier général du contingent français, à la Résidence des Pins.

∴

A 20 heures, à l'Elysée, M. Mitterrand s'apprête à s'entretenir au téléphone avec M. Ronald Reagan, avant de préparer, à 2 h 15 du matin, son départ pour Beyrouth.

Autres déclarations

● Mgr JEAN-MARIE LUSTIGER, archevêque de Paris, demande que *« l'épreuve subie par l'opinion française ne conduise pas à un lâche abandon des objectifs de paix »*. *« Il ne faut pas dire folie et déraison. Il faut dire crime, haine calculée, lointain espoir de réconciliation froidement assassiné (...) ; la vie engloutie de ces hommes volontaires doit réveiller les chercheurs de paix, au Liban même, dans notre pays et partout dans le monde. »*

● M. LIONEL JOSPIN, premier secrétaire du P.S. : *« Il est encore impossible de savoir qui a osé perpétrer cet acte lâche et criminel contre des hommes qui sont exposés en premières lignes depuis plus d'un an dans cette ville de Beyrouth, afin d'aider au mieux à maintenir un minimum de sécurité dans ce pays plus déchiré et chaotique que jamais qu'est devenu le Liban (...) Au-delà de l'indignation que nous ressentons et l'émotion que nous éprouvons pour le drame que vivent les familles des victimes, nous ne pouvons qu'affirmer notre détermination afin que si une chance subsiste pour la réconciliation des Libanais, elle soit encore saisie. »*

● M. GUY HERMIER, membre du bureau politique du P.C.F. : *« Ce drame ravive l'inquiétude et la crainte de voir la France engagée dans l'engrenage d'un conflit qui la dépasse... Il me semble plus que jamais nécessaire que l'Organisation des Nations unies soit saisie, afin de contribuer à la recherche d'une solution politique négociée avec toutes les parties concernées et de permettre le désengagement de la force multinationale.*

Si une telle solution s'avère impossible, c'est le problème des forces françaises au Liban qui se trouverait posé. »

● M. ALAIN KRIVINE (Ligue communiste révolutionnaire) : *« Les soldats français au Liban ne sont pas plus les soldats de la paix que leurs aînés quand ils « pacifiaient » l'Algérie. Leur présence n'est que l'expression militaire d'une politique impérialiste conjointement menée par les Etats-Unis, la France et l'Italie. Les troupes d'occupation françaises doivent être immédiatement retirées du Liban avant que l'engrenage de la guerre conduise Hernu et ses généraux à renforcer le corps expéditionnaire et à s'enliser pour de longues années dans ce pays. L'état-major des armées et le gouvernement français sont responsables de ces morts inutiles, dans un conflit où les travailleurs n'ont rien à gagner. La seule solution, c'est l'arrêt de l'intervention impérialiste française, américaine et italienne au Liban. C'est le retour immédiat au pays des troupes françaises à Beyrouth. Par avance, la Ligue communiste révolutionnaire s'oppose au déclenchement de manœuvres de guerre au Proche-Orient. »*

● M. CHIRAC a déclaré lundi 24 octobre à l'ouverture de la séance du Conseil de Paris, devant tous les conseillers : *« Les mots ne suffisent pas pour dire l'indignation et l'horreur qu'ont provoquées les deux attentats de Beyrouth. J'associe notre Conseil à l'hommage rendu aux jeunes soldats qui représentaient les forces de la paix et à leur famille »*. Tous les conseillers ont alors observé une minute de silence.

● M. BERNARD PONS, secrétaire général du R.P.R. : *« Nous sommes tous solidaires de notre contingent, dont la présence à Beyrouth n'a d'autre but que le service de la paix, de l'unité et de l'indépendance du Liban... Cet attentat est d'autant plus horrible qu'il frappe des Français dans l'exercice de leur devoir pour une noble cause. »*

● M. DIDIER BARIANI, président du parti radical : *« La malédiction du Liban et de son peuple s'acharne à nouveau sur ceux qui persistent à défendre son existence et sa liberté. Les auteurs de cette folie meurtrière ne sont sans doute que les instruments d'une volonté de déstabilisation du monde libre, qui doit impérativement et sans délai renforcer sa solidarité et l'organisation de sa vigilance face à cette nouvelle et tragique agression conjuguée des extrémistes islamiques et de l'Union soviétique. »*

● LE PARTI DES FORCES NOUVELLES (P.F.N.) : *« Après l'odieuse agression dont a été victime notre force de paix à Beyrouth, la France doit réagir avec vigueur et fermeté face à cet acte de guerre. »* Le P.F.N. appelle à un rassemblement le jeudi 27 octobre à 18 h 30, au métro George-V, sur les Champs-Elysées.

● M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national : *« Les assassins de nos soldats en mission de paix au Liban sont les Syriens et les druzes, c'est-à-dire les homologues au Liban de la majorité socialo-communiste au pouvoir en France. Les soldats français et américains piégés d'une façon ignoble sont donc les victimes des équivoques de notre politique étrangère. »*

● M. EDMOND MAIRE, secrétaire général de la C.F.D.T. : *« Il est urgent que le gouvernement français prenne des initiatives pour tout faire afin qu'une négociation s'engage... Je crois que, après ce qui vient de se passer, le simple maintien des forces qui tentent de maintenir en l'état les belligérants et le conflit n'est pas suffisant. »*

Le P.C.F. réitère ses « appréhensions »

A quoi servent les militaires français de la force multinationale au Liban ? Comment peut-on les laisser tuer sans réagir militairement ? Que font-ils encore à Beyrouth après l'attentat dont plusieurs dizaines d'entre-eux ont été victimes ? C'est en ces termes, sans doute, que l'affaire libanaise se pose à l'opinion publique française.

A ces questions, les responsables politiques français avaient déjà répondu avant les *attentats* de dimanche contre les forces françaises et américaines. M. Chirac s'étonnait que les Français subissent le feu des batteries druzes ou syriennes sans riposter, étonnement fondé sur le fait que, selon le président du R.P.R., *« la France n'avertit qu'une fois »*. L'intervention des Super-Etendard lui a donné satisfaction. M. Marchais, pour sa part, estimait, le 23 septembre, que la situation à Beyrouth ne correspondait plus au mandat assigné aux militaires français dont il demandait le rapatriement.

Les uns et les autres n'ont pas changé d'avis. On ne peut guère parler de riposte puisque l'agresseur n'est pas formellement identifié. Dès lors, l'opposition fait passer au second plan ses critiques de « l'ambiguité » de la politique extérieure française. A commencer par M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., qui souligne que la présence française n'a d'autre but que *« le service de la paix, de l'unité et de l'indépendance du Liban »*. Prévenant une réaction éventuelle de l'opinion publique française favorable au désengagement, M. Jean Lecanuet abonde dans le sens du gouvernement et affirme, comme Mgr Lustinger, que l'attentat *« ne doit pas conduiure à un lâche abandon des objectifs de paix »*.

Cette réaction permet au président de l'U.D.F. de remarquer adroitement que l'opposition, selon lui, soutient plus fermement que la majorité la politique extérieure de la France. M. Lecanuet touche juste, au moment où le P.C.F. relance le mouvement pacifiste en développant des thèses contradictoires avec celles de M. François Mitterrand. Il touche juste, au moment où le P.S.U. et la C.F.D.T. qui ont contribué à la victoire de la gauche en 1981 s'engagent, eux aussi, dans une campagne parallèle à celle du parti communiste. Il touche juste aussi, lorsqu'il souligne implicictement que le P.C.F. ne se situe pas, dans l'affaire du Liban, sur la même ligne que le gouvernement.

L'Humanité datée du 24 octobre rappelle les propos que tenait M. Georges Marchais il y a un mois. Le secrétaire général du P.C.F., avant l'intervention des Super-étendard, redoutait que la France prenne parti au Liban, dans ce qu'il considère comme une *« guerre civile »*, pour un camp contre l'autre et se laisse entrainer par les États-Unis *« dans un conflit qui la dépasse »*. Le commentaire d'Yves Moreau, publié en premère page du quotidien du P.C.F. relève que les événements de samedi sont de nature à aggraver *« les appréhensions »* exprimées par M. Marchais. Le gouvernement Gemayel — que la France soutient en tant que garant de l'unité du Liban — a confié *« les postes clés »* aux phalangistes, lesquels ont *« rallumé les combats »* et accentué la guerre civile, affirme l'éditorialiste. Quant aux américains, *l'Humanité* craint plus que jamais de leur part un engagement accru qui modifierait encore un peu plus, aux yeux du P.C.F., la nature du mandat confié à la force multinationale.

En revanche, on remarque, à la direction du parti socialiste, que M. Walid Joumblatt, chef des milices druzes, demande comme M. Gemayel, le maintien de la force française, et l'on en tire argument pour montrer que la France ne soutient pas plus un camp que l'autre. On s'inquiétait, d'autre part dimanche, de la nature de la réaction américaine. Le parti socialiste lui-même n'est pourtant pas unanime. Ainsi, les dirigeants CERES s'inquiètent-ils du fait que la France puisse être considérée comme le « numéro deux » des États-Unis et qu'elle n'ait pas utilisé toutes ses cartes en accordant un soutient trop exclusif au seul gouvernement libanais.

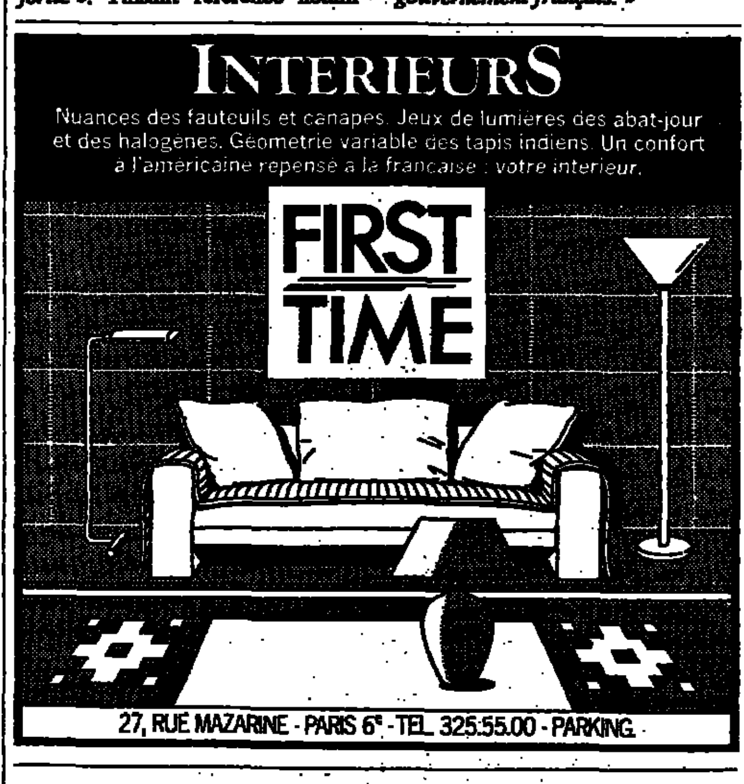
J.-Y. L.

M. LECANUET : M. Mitterrand est plus soutenu par l'opposition que par la majorité

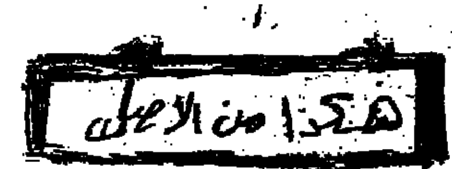
M. Jean Lecanuet, interrogé par le « Club de la presse » d'Europe 1, « *approuve* » la réaction de Mgr Lustiger selon laquelle *« l'épreuve subie par l'opinion française ne doit pas conduire à un lâche abandon des objectifs de paix »*. La déclaration de M. Mauroy lui paraît *« entachée d'indécision »* : *« Il n'a pas dit ce que la France allait faire demain. »*

« Voilà la France ensablée avec cinq mille hommes au Tchad, voici la France prise au piège du Liban. La main de l'Union soviétique apparaît dans toute cette affaire, au moment où elle lance une offensive dite — quelle dure ironie — de pacifisme », a ajouté le président de l'U.D.F.

M. Lecanuet estime que *« le président de la République, en matière de politique étrangère, reçoit peut-être plus de soutien de la part de l'opposition nationale qu'il ne reçoit d'appui de la part de sa propre majorité »*. Faisant référence notamment au débat sur les euromissiles et aux manifestations pacifistes, M. Lecanuet ajoute : *« Nous, dans l'opposition, quand il y a en jeu l'intérêt de la nation, nous surmontons nos positions de parti, nous soutenons l'action de la France (...). Les forces qui soutiennent la majorité, nous les voyons l'abandonner, la combattre ou se mettre en marge de l'action du gouvernement (...). M. Mitterrand est arrivé au pouvoir avec une majorité qui inclut les communistes. De ce fait, la crédibilité nationale et internationale de sa politique étrangère se trouve lourdement diminuée (...). M. Marchais contredit le président de la République sur son action internationale. Il l'a contredit sur l'Afghanistan, il le contredit dans l'affaire de l'équilibre des forces à rétablir pour favoriser une négociation entre l'Est et l'Ouest. M. Marchais a une politique étrangère totalement différente de celle qui est suivie par le gouvernement français. »*









LES MATERIAUX DU PROGRES

L'aluminium, le carbone, le graphite, les ferro-alliages, le cuivre, le zirconium sont les matériaux sur lesquels Pechiney concentre aujourd'hui son activité, mobilise ses forces et ses hommes.

Avec l'aluminium, dont il est troisième producteur mondial, Pechiney s'impose dans les industries de l'aéronautique, du bâtiment et de l'emballage.

Avec les produits carbonés et les ferro-alliages, dont il est respectivement second et troisième producteur mondial, Pechiney fournit aux plus grands sidérurgistes des produits de très haute technologie.

Avec le cuivre, dont il est le premier transformateur européen, Pechiney contribue à redynamiser ce secteur affecté par la crise.

Avec le nucléaire, Pechiney s'affirme comme le spécialiste du combustible des centrales à eau pressurisée.

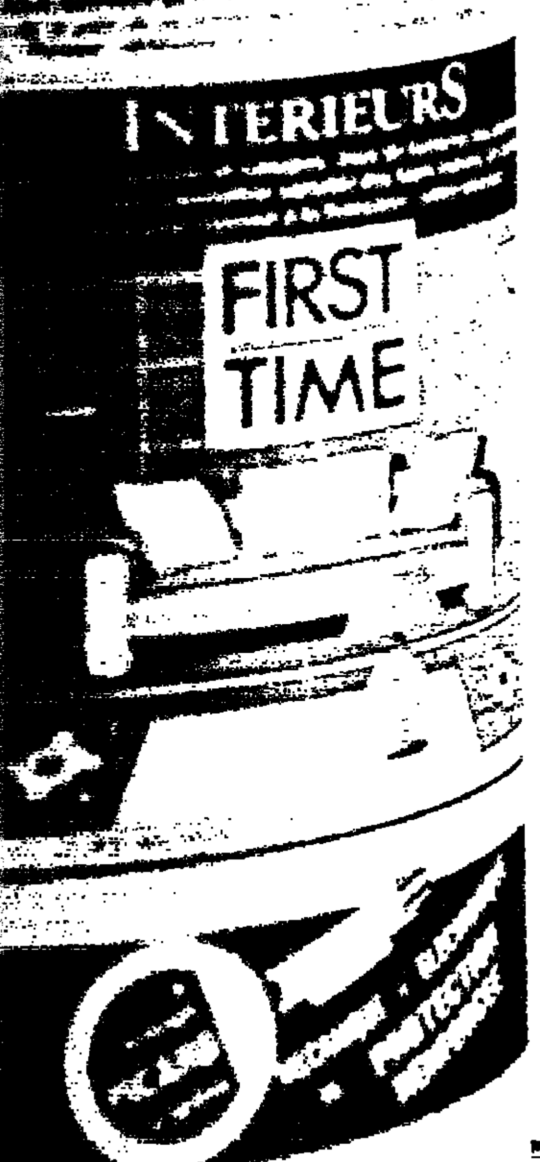
Enfin, avec la fabrication du zirconium, du titane et des céramiques, Pechiney se place d'ores et déjà dans la course aux matériaux de demain. Partout, dans le monde, Pechiney veut être présent, au plus haut niveau.

Pechiney modernise ses usines, rationalise sa production, développe ses activités de transformation, investit dans la recherche et s'implante à un niveau international grâce à un réseau commercial qui couvre 65 pays.

Ainsi, pour mener à bien cette grande ambition, Pechiney s'appuie sur une politique industrielle résolue et une politique sociale responsable.

Dans un climat concurrentiel acharné, Pechiney est décidé à participer activement au progrès. Et à gagner.

Direction de la Communication Pechiney.



Deux mille parachutistes de la Force d'action rapide, une unité en cours de création en France, sont déjà engagés, aujourd'hui, à Beyrouth. Parmi eux, une compagnie du 1er régiment de chasseurs parachutistes de Pau, qui a *été victime* de l'attentat de dimanche. A leur manière, Critias, un pseudonyme de hauts fonctionnaires de la défense, et Yves Lancien, chargé de la défense au R.P.R., estiment que la FAR doit permettre à la France de ne pas se résigner à subir les événements.

Entre l'Europe et l'outre-mer

par CRITIAS (*)

LA création d'une Force d'action rapide (FAR) regroupant cinq divisions a été considérée par l'ensemble des commentateurs comme étant la principale innovation de la loi de programmation militaire adoptée par le Parlement au printemps dernier. Cependant, deux questions principales pouvaient être légitimement posées par rapport aux *intentions affichées par le gouvernement.*

— La future FAR disposera-t-elle des ressources nécessaires à sa constitution et à l'accomplissement de ses missions ?

— La mise sur pied de la FAR renforcera-t-elle ou affaiblira-t-elle le caractère fondamentalement dissuasif de la doctrine de sécurité de la France ?

L'interrogation sur les moyens a déjà commencé à recevoir une réponse clairement affirmative. Ainsi, la constitution de la FAR se poursuit rapidement : la désignation du *général* Gilbert Forray comme commandant chargé de cette mission a été rapidement suivie par la constitution d'une première brigade aéromobile dès le 1er octobre de cette année.

La mise sur pied de la division aéromobile pourra se réaliser dans un délai de douze à dix-huit mois, en fonction des données résultant du fonctionnement de la 1re brigade.

Service national différencié

Il est vrai que la FAR bénéficie de dispositions particulièrement favorables. D'une part, les moyens de la FAR existent déjà très largement, ce qui en réduit fortement le coût : trois divisions sur cinq et les deux tiers environ des hélicoptères de combat sont d'ores et déjà disponibles. Il est paradoxal d'entendre certains membres de l'opposition se prévaloir de cet état de fait, pour minimiser le rôle des responsables *politiques* et militaires qui ont élaboré le concept d'action rapide : un peu comme *si, en 1939, le général* Gamelin s'était vanté d'avoir sous ses ordres le nombre de chars d'assaut nécessaire pour permettre la réalisation des projets militaires du colonel de *Gaulle ! Des moyens* sans politique n'ont guère plus de sens qu'une politique sans moyens — et ont l'inconvénient de mobiliser inutilement les ressources du pays... *Dans le cas qui nous intéresse,* il y a et les moyens et la politique adaptée.

Quant aux équipements futurs, force est d'observer que le gouvernement fait le nécessaire pour que soit *entièrement* matérialisée la priorité que représentent les FAR. Le projet d'hélicoptère de combat paraît, enfin, sur le point d'aboutir dans un cadre franco-allemand, dans des versions antichar et d'appui-protection. Le vote de la nouvelle loi sur le service national permettra d'assurer à l'action rapide une ressource mieux adaptée par le jeu du volontariat long, alliant heureusement le principe *de l'universalité du service militaire* aux impératifs de technicité et de souplesse propres aux interventions extérieures.

L'ensemble de ces mesures porte déjà ses fruits militaires et politiques. Contrairement à ce qui est dit ici et là, la France n'est nullement à court de moyens d'action rapide, à la suite de l'opération « Manta » et de l'intervention au Liban : 13 % seulement des hommes de la FAR sont présentement engagés dans ces interventions. Si, demain, la France doit entreprendre une opération ponctuelle rapide et concentrée (de l'ampleur de celle de Kolwezi), elle le peut. Deux mille hommes sont en alerte en permanence en métropole, sans compter les soldats prépositionnés dans le cadre d'accords de défense en Afrique. On pourrait encore remplacer les troupes des DOM-TOM par des unités métropolitaines. Enfin, une professionnalisation de certains régiments, aux emplois divers et par compagnie, *complétera ce dispositif en 1984.*

Avec le temps, la situation devra encore s'améliorer grâce au passage de la FAR à cinq divisions et au développement de formules de service *national différencié.*

L'alliance dans l'alliance

Cependant, l'évocation même de notre présence militaire active au Tchad et au Liban est de nature à provoquer une discussion sur les liens entre la FAR et la doctrine dissuasive qui est celle de notre pays. La dissuasion est, en effet, la seule voie raisonnable pour une puissance de taille moyenne comme la France, mais dont l'ambition reste mondiale. Un pays de 53 millions d'habitants, dont le potentiel économique est une petite fraction de celui des Super-Grands, ne peut que viser à éviter l'engrenage de la violence et celui de la guerre.

A cet égard, il convient de distinguer entre les possibles dimensions de recours à la FAR : la France et l'Europe, d'une part, où la FAR interviendrait en bloc, comme un tout (ce en quoi elle constitue bien une très grande nouveauté dans notre appareil défensif) ; l'outre-mer, d'autre part, où les menaces sont plus immédiates tout en étant d'une ampleur différente et appellent plutôt un engagement partiel de la FAR en sus de nos forces déjà stationnées hors d'Europe.

Dans le cas d'une crise en Europe, la FAR peut fort bien compléter notre doctrine de dissuasion ; dans un article fondamental paru dans la revue *Défense nationale* d'avril 1983, le général Poirier, orfèvre en la matière, en a apporté la meilleure des démonstrations. Tout en renforçant la logique de notre dissuasion nationale — car rien n'empêche un engagement sur une frontière nationale, ou sur notre propre sol, — la FAR concrétise aussi notre *« alliance dans l'alliance »* avec la République fédérale d'Allemagne, en nous donnant le moyen d'être présents là et au moment où l'intérêt de nos pays l'exigerait, dans le respect de notre indépendance de décision. Et bien que la logique de la FAR — force classique appelée à intervenir en « coup de poing » — soit non nucléaire, un adversaire potentiel en Europe ne pourra qu'hésiter à affronter physiquement les forces de la puissance nucléaire, indépendante et continentale, qu'est la France. Sa montée en puissance, son engagement, ont donc une signification politique dissuasive.

Mais cette valeur dissuasive se manifeste aussi outre-mer, car la FAR est à la fois le glaive qui permet de porter les coups d'arrêt nécessaires et le large bouclier à l'abri duquel la diplomatie de la France et de ses amis peut déployer ses efforts. Dans aucun cas la France ne s'est faite la supplétive d'une faction quelconque. Par contre, elle a rempli son devoir, y compris au prix du sang, en appui de gouvernements internationalement reconnus dont la légitimité n'est pas mise en cause au sein des instances internationales compétentes (ONU ou O.U.A.). Elle n'a pas fait preuve de l'aventurisme prôné par certains membres de l'opposition, qui auraient voulu bombarder ceux qui ne nous tiraient pas dessus ou envoyer, dangereusement pour nos pilotes, nos chasseurs bombardiers Jaguar sans soutien contre les fusées et intercepteurs libyens (dont un certain nombre furent vendus quand ils étaient au pouvoir).

Le pivot du monde

La Force d'action rapide est fondamentalement différente des forces d'intervention constituées par les deux super-puissances. Prenons le *cas des États-Unis : la fameuse* Rapide Deployment Force (R.D.F.) repose sur de tous autres postulats que la FAR. La R.D.F. agit par mobilisation relativement lente de moyens immenses là où la FAR peut intervenir sans délai avec des effectifs plus limités. Or il vaut mieux éteindre un incendie avec un seau d'eau que d'attendre que la maison tout entière soit en flammes. La FAR apporte un surcroît de 47 000 hommes à l'Europe pour une présence quasi immédiate au lieu choisi, alors que la R.D.F. pourrait dépouiller le théâtre européen de moyens déjà trop rares. Qui fera croire que l'Europe occidentale a cessé d'être l'enjeu essentiel de tout affrontement entre les super-puissances, alors qu'elle dispose d'un produit brut égal à celui des États-Unis et double de celui de l'U.R.S.S. ?

La FAR ne prétend évidemment pas se substituer aux gouvernements internationalement reconnus. Il est évident que cela la distingue totalement des forces soviétiques d'intervention extérieure. La France a envoyé ses soldats au Tchad — sans soulever la moindre protestation de l'O.U.A. ou de l'ONU — lorsque l'invasion libyenne apparaissait manifeste et après y avoir été invitée par le Tchad et la plupart de ses voisins africains. Ceux qui prétendent qu'il aurait fallu s'imposer auparavant ont une curieuse conception des rapports internationaux.

De même, au Liban, la France est doublement présente, à l'invitation de l'ONU, d'une part, dans le cadre d'une mission humanitaire et de soutien au gouvernement reconnu, d'autre part. Lors de l'invasion de l'Afghanistan, l'U.R.S.S. a suscité la condamnation de la vaste majorité de la communauté internationale, et notamment de l'Assemblée générale de l'ONU dont les deux tiers des membres sont des États non alignés. Curieuse « aide » que celle apportée à un chef d'État que l'on s'empresse de liquider dans les heures suivantes !

Non, la France n'est pas interventionniste. A l'inverse, elle ne se résigne pas à subir, pour reprendre la belle devise du maréchal de Lattre de Tassigny.

Certes, nos ressources ne sont pas indéfiniment extensibles, et la France ne saurait, sans risquer l'échec ou le ridicule, prétendre se gonfler afin de ressembler aux Super-Grands. Mais une doctrine mieux adaptée, des moyens plus polyvalents, une souplesse d'action plus grande, nous permettront de maintenir notre rang dans le monde. La FAR est l'expression de notre volonté, de notre capacité à être une nation ayant des intérêts mondiaux et une vocation universelle : ni super-puissance hégémonique ni province médiocre, la France — et sa civilisation — doit continuer à porter dans le monde son message de liberté et d'indépendance au service de la paix.

(*) Collectif de hauts fonctionnaires du ministère de la défense, astreints au *devoir de réserve.* — (N.D.L.R.)

Agir et non subir

par YVES LANCIEN (*)

VOICI donc la France en première ligne, au Liban comme au Tchad bien sûr, mais *aussi en Irak et sur le front du terrorisme.*

Telle est sans doute la rançon des engagements qu'elle assume, mais aussi des positions qu'elle prend.

C'est son honneur d'affirmer la permanence de son message au monde, d'être fidèle à ses devoirs d'assistance, de se dresser face à l'agression, d'œuvrer au rétablissement de la paix.

Mais c'est aussi un risque qu'elle prend (même s'il doit être pris) que d'appuyer tel belligérant — ou telle tendance — contre tel autre, de parler fort dans le débat Est-Ouest sur l'équilibre des forces en Europe, d'entretenir certaines frictions avec son principal partenaire occidental.

A l'intérieur, l'opposition — à l'inverse d'une composante de la majorité qui brave de plus en plus l'autorité présidentielle — a manifesté la plus grande réserve pour n'entraver en rien les efforts du gouvernement de son pays dans des circonstances difficiles.

Sur le terrain, les soldats français, *l'élite de nos armées, sont à pied* d'œuvre au Liban comme au Tchad, à pied d'œuvre et... l'arme au pied.

Dans les deux cas, les interventions extérieures sont venues se greffer, quand elles ne les ont pas suscités, sur des affrontements internes.

Au Liban comme au Tchad se manifestent de longue date les visées annexionnistes d'un pays voisin, se perpétuent les divisions internes entre factions ethniques, confessionnelles ou idéologiques.

La violence, la guerre, sont leur lot commun depuis bientôt vingt ans, cependant qu'à raison des liens forgés par l'histoire les nations occidentales, au premier rang desquelles la France, sont périodiquement sollicitées d'intervenir.

Autant reconnaître à cet égard que, de toutes les nations d'Europe, la France est bien la seule qui ait vocation et soit en situation de le faire.

Là s'arrêtent les similitudes, tant il est vrai que le problème tchadien est tout de même moins embrouillé que le problème libanais, que l'imprévisible y est moins sûr, que les échéances y sont moins brûlantes.

Au Tchad, nous avons d'abord hésité à nous engager, aussi longtemps qu'on a fait profession de croire qu'il ne s'agissait que d'un affrontement entre factions rivales.

Sans doute la gageure n'était-elle pas mince d'intervenir à nouveau directement au centre de l'Afrique face à un adversaire plus près de ses bases et *doté d'équipements* nombreux et modernes. Il était autrement confortable de placer ses espoirs dans la capacité du gouvernement en place à N'Djamena à *rétablir* tout seul la situation, dès lors qu'on lui fournirait, fût-ce *in extremis,* quelques missiles et quelques blindés.

Le colonel Kadhafi, de son côté, caressait certainement un espoir identique de voir triompher les forces du GUNT, renforcées par la légion islamique, sans avoir à recourir à une intervention ouverte des troupes libyennes.

L'un comme l'autre d'ailleurs, *chacun des protagonistes* tchadiens fut à deux doigts d'y *réussir,* et l'on aurait mauvaise grâce à reprocher à Hissène Habré, en tant qu'originaire de Faya-Largeau, d'avoir voulu reconquérir le chef-lieu du Bomkou-Ennedi-Tibesti (BET), au prétexte qu'à l'époque il était impossible de lui assurer, le cas échéant, un quelconque appui aérien.

Faya est tombée le 10 août, et dès le lendemain, au prix de très nombreuses rotations des Transall (jusqu'à vingt-neuf par jour), notre dispositif allait prendre forme.

Il y fallut pourtant quelques semaines, ce *qui relativise le* caractère « rapide » de nos « forces d'action ». On ne dira jamais assez combien il est urgent de doter notre armée de l'air d'un avion gros porteur : l'occasion ne saurait être meilleure pour revenir à la charge auprès des Etats-Unis en vue de la cession de quelques C-141.

Car l'armée libyenne aurait été en mesure avant le 15 août, continuant sur sa *lancée,* de bousculer nos premiers détachements.

Le risque à prendre était alors plus politique que militaire.

Que *la* Libye y ait renoncé, dans *ces conditions, autorise à penser* qu'elle ne le fera plus maintenant que nos forces sont largement en mesure de mener une bataille, y compris au niveau technologique le plus élevé.

Le risque est donc autre aujourd'hui : c'est l'enlisement dans les sables, en pleine chaleur, dans l'inaction, avec pour principaux adversaires la fièvre, les escarmouches, la lassitude.

Qui ne voit en effet qu'ayant empoché un premier gage, le colonel Kadhafi, pour qui le temps travaille assurément, peut très bien laisser pourrir la situation. Dans l'attente d'un retrait de nos troupes qui lui livrerait le Tchad tout entier.

Il faut donc aller vite, et négocier sans que la négociation s'éternise.

Mais sur quelles bases ?

Que peut-on offrir à la Libye en échange du retrait de ses troupes, sinon la formation à N'Djamena d'un nouveau gouvernement de coalition propre à combler les vœux du colonel Kadhafi ? Ce qui reviendrait, là aussi, *à lui assurer le contrôle du Tchad* tout entier.

Il ne sert à rien de regretter aujourd'hui les hésitations à s'engager, l'échec d'une dissuasion qui n'a pas joué.

Mais il est clair que, faute d'un moyen de pression, y compris militaire, il y a peu de chances d'amener la Libye à composition.

Au Liban, l'affaire est autrement compliquée : l'assassinat de Bechir Gemayel, le seul à pouvoir maîtriser les Phalanges, avec pour conséquence les massacres de Sabra et Chatila, a rallumé les braises sur lesquelles les Syriens et les Palestiniens n'ont pas manqué de souffler.

Israël en retrait, les États-Unis sur le devant de la scène, la paix civile, comme le retrait des forces étrangères, *sont plus que jamais compromis.*

A l'évidence, la force multinationale, comme la FINUL avant elle, est amenée à s'interroger aujourd'hui sur le sens de sa mission.

On ne s'interpose plus, on se garde d'intervenir pour protéger les populations d'éventuels massacres, on joue « chacun sa partition », et l'on s'expose longtemps aux coups avant de répondre.

Belle abnégation que celle de nos officiers, de nos sous-officiers et de nos hommes, qui rongent leur frein en pensant de plus en plus que le *métier de « gardien de la paix »* est bien ingrat aujourd'hui.

L'intimidation (les survols des Jaguar et des Super-Etendard) a bien joué au-dessus du Chouf comme à *Oun-Chalouba. Mais il était grand* temps que vienne *le* jour où *le* tir relayerait la gesticulation.

Une chose est claire en tout cas : la présence des troupes israéliennes était autrement dissuasive.

Dissuasion, maître mot ! Car si l'idée s'ancrait que l'on hésite beaucoup à donner l'ordre de tir à nos forces, même quand elles sont attaquées comme à Beyrouth, ne serait-on pas tenté à l'Est de douter de notre volonté d'utiliser un jour notre force de dissuasion nucléaire ?

L'histoire est là pour nous faire souvenir qu'il est hasardeux de s'installer *dans la « drôle de guerre »,* à l'abri d'une ligne Maginot.

Plus nous paraîtrons déterminés à agir, plus grandes seront les chances de la négociation et de la paix.

(*) Député R.P.R. de Paris, chargé de mission pour la défense au R.P.R.



AFFAIRES INTERNATIONALES

Pour être réellement opérationnel :

- Cycle de formation aux Affaires Internationales
  Ce cycle qui propose une formation résolument tournée vers la pratique, s'adresse à des cadres en voie de prendre des responsabilités dans le domaine international.
  Il se déroule sur 20 journées, à raison d'une journée par semaine, le vendredi à partir du 13 janvier 1984.
- Techniques de Base du Commerce International
  4 modules de 2 jours chacun pour se familiariser avec les Affaires Internationales.
- Gestion des Opérations en devises
  3 journées pour connaître les principes et techniques nécessaires à la sécurité de ces opérations.
- Formation en entreprise à la demande.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

groupe escp

Centre de Formation Permanente
79, avenue de la République 75011 PARIS
Tél. 355.39.08 (p. 1284)

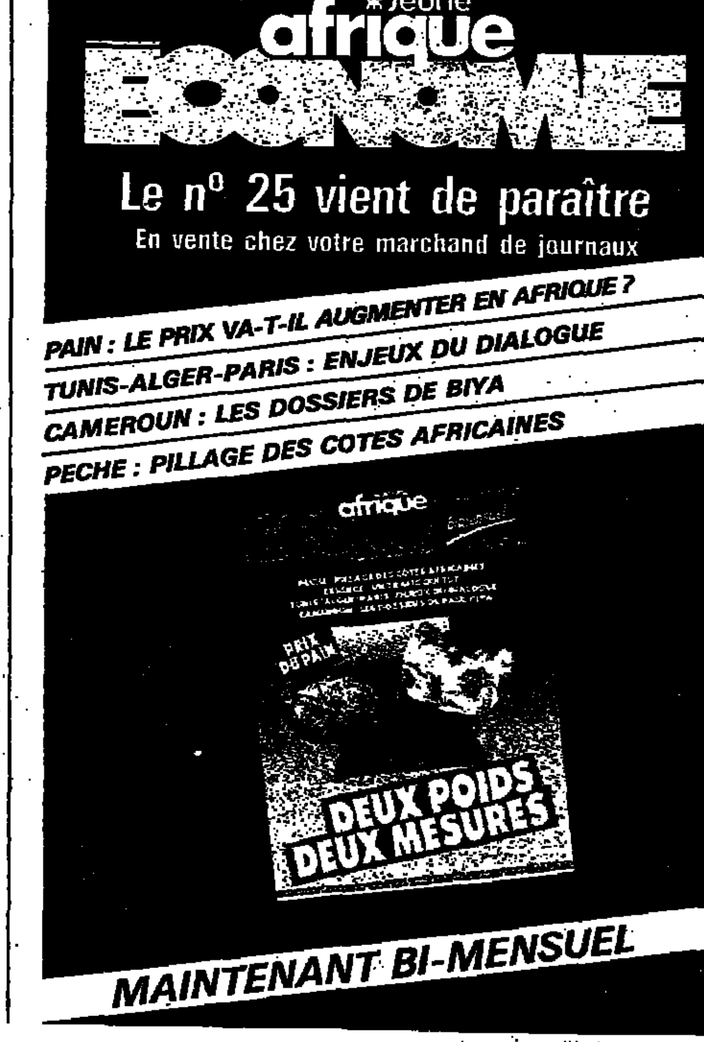
M. .... Fonction ....
Entreprise .... *Tél.* ....
Adresse..

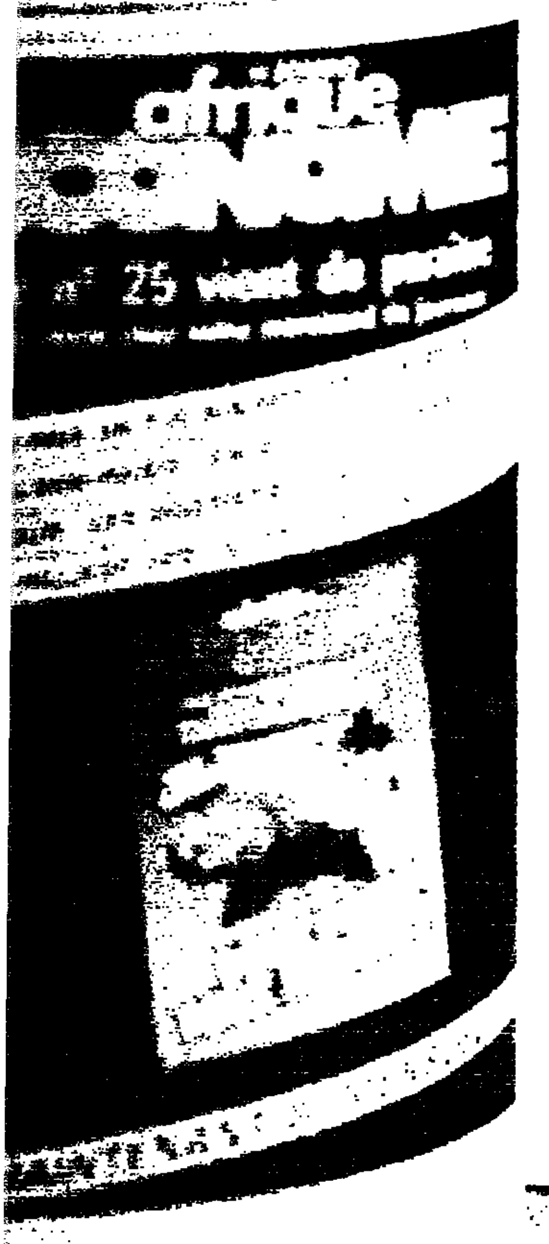
Souhaite recevoir une documentation :
«AFFAIRES INTERNATIONALES»

La gauche et la droite sont au moins d'accord sur un point !

Il faut des entrepreneurs

voir page 41





D'ACTION RAPIDE

LA PLACE DE LA FRANCE DANS L'OTAN

La F.A.R. pourrait être engagée en Europe contre des unités blindées soviétiques

La force d'action rapide (FAR), récemment créée par le gouvernement, a bien pour rôle – entre autres missions qui justifient son existence au sein de la panoplie française de défense – de s'opposer, de concert avec les forces de l'OTAN, aux unités soviétiques spécialement chargées, sur le théâtre Centre-Europe, de mener des opérations « coup de poing » contre le dispositif allié. Restée longtemps dissimulée dans le « flou artistique » qui, selon ses opposants, caractériserait aujourd'hui la politique de défense de la majorité, une telle mission est clairement avouée, dans un périodique proche de l'OTAN, par l'actuel chef d'état-major de l'armée de terre, le général René Imbot. Cette officialisation des missions de la FAR ne devrait pas être appréciée des responsables du P.C.F., qui avaient déjà réservé leur jugement sur l'intérêt d'une telle force, avec l'argument qu'elle replacerait la France sous le contrôle de l'OTAN.

A la fin de 1982, ce projet d'une FAR, qui réunira jusqu'à cinq divisions, soit quarante-sept mille hommes, sous les ordres directs du chef d'état-major des armées, était passé inaperçu en France, sauf de quelques spécialistes. Il avait en revanche été remarqué de plusieurs états-majors alliés, en particulier du général Bernard Rogers, commandant suprême des forces alliées en Europe, qui s'était publiquement félicité de l'accent mis par la France sur cette force aéromobile d'intervention rapide, susceptible d'éviter qu'une situation de crise éclatant dans n'importe quel secteur puisse gravement dégénérer.

Une nouvelle forme de riposte

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, s'était contenté d'expliquer, à l'époque, que la FAR, *composée essentiellement de forces* blindées et héliportées antichars, devait permettre d'engager, dès les premières *manifestations* d'une crise *ou d'un conflit, un corps expéditionnaire* classique capable de s'insérer dans le dispositif allié en Europe, en toute zone où le besoin se ferait sentir. *Dans cette perspective, la FAR,* dont les premiers éléments sont aujourd'hui en voie de constitution dans l'est du pays, serait actionnée *par le président de la République* pour marquer la volonté de la France de prendre, très tôt et très vite, sa part de la défense commune de l'Europe contre un agresseur extérieur, et avant tout déclenchement éventuel de sa force nucléaire de dissuasion.

Depuis le début de 1983, l'état-major de l'armée de terre a lancé une *série d'expérimentations, sur le terrain,* destinées à préciser davantage les missions et l'organisation de la FAR, compte tenu des directives gouvernementales. A *cette fin, un* embryon de FAR, baptisé « force éclair », a été mis sur pied et, depuis octobre, une brigade aéromobile – *élément précurseur* – est en cours d'installation en Lorraine pour donner ultérieurement naissance à cette force qui comprendra, en fin de compte, trente mille fantassins armés de missiles antichars Milan, sept mille hommes équipés de blindés AMX-10 RC et deux cent cinquante hélicoptères équipés de missiles antichars Hot.

Chargé de l'expérimentation de la « force éclair », le général Etienne Doussau avait indiqué, devant un *auditoire restreint au début de cet* été, que le FAR serait une force expédiée en avant du déploiement normal des unités françaises outre-Rhin, au *niveau des autres forces de l'alliance* atlantique, dans une situation d'urgence ou de crise en Europe. Il avait même ajouté que la FAR a pour *cible les éléments du deuxième échelon* de l'adversaire, et notamment, dans le dispositif soviétique, le « groupement de manœuvre opérationnel » (G.M.O.) – soit cinq cents blindés, deux cents tubes d'artillerie, cent armes sol-air et cent cinquante hélicoptères de combat – conçu *pour pénétrer profondément, dès la* première phase du combat, à l'intérieur des lignes alliées et y neutraliser les bases nucléaires, les commandements, *les centres de contrôle et de* communication, la défense aérienne, et paralyser le ravitaillement des arrières.

Les propos du général Doussau, par leur franchise, avaient déplu dans les sphères gouvernementales parce qu'ils s'inspiraient de déclarations précédentes du général Rogers. Selon le commandant suprême des forces alliées en Europe, l'évolution du dispositif soviétique en Europe – avec la création du G.M.O. – exigeait, de l'OTAN, une nouvelle forme de riposte fondée sur un développement accru d'armements classiques précis et « sophistiqués », et, en particulier, sur la constitution de forces rapides antichars sur le modèle de la FAR française.

Double mérite

Interrogé par des députés de la commission de la défense, au Palais-*Bourbon, sur cette communauté de* doctrine entre les propos du général Doussau et les thèses du général Rogers, M. Hernu avait simplement *convenu que l'emploi de la FAR à* l'avant du dispositif allié en Europe serait, naturellement, subordonné à l'accord du commandement atlantique, auquel il reviendrait d'assumer la responsabilité de l'appui aérien et du soutien logistique apportés à l'engagement des unités françaises. La FAR peut être déployée en cas de besoin là où le gouvernement le déciderait, avait admis le ministre, et cela suppose, bien sûr, de préparer cette éventualité avec les alliés.

Aujourd'hui, la situation se précise encore davantage, avec l'article du général Imbot consacré à la FAR dans la revue *NATO'sS Sixteen Nations,* qui est très proche des milieux de l'OTAN, à Bruxelles. Le chef d'état-major de l'armée de terre *française y affirme, notamment,* à propos de la mission de la FAR en Europe, que *« l'adversaire contre lequel la « force éclair » sera engagée sera le « groupement de manœuvre » opérationnel » (G.M.O.) de la valeur d'une division blindée renforcée ou, même, de deux divisions ».* Le chef d'état-major ajoute que la FAR, en Centre-Europe, fournira au gouvernement français *« la possibilité d'une intervention militaire bien au-delà des frontières nationales »* contre la menace, la plus importante, que représentent les divisions blindées adverses. Des *procédures* d'*« interopérabilité »* devront être prévues entre nations alliées.

L'article du général Imbot a un double mérite : celui de confirmer – en les explicitant par la voix la plus officielle de la hiérarchie – les propos de son subordonné, le général Doussau, et celui de fixer clairement aux unités de la FAR – lorsqu'elles seront engagées en Europe sur l'ordre du chef de l'Etat – la mission de s'en prendre aux forces « coup de poing » de l'Union soviétique : ces G.M.O., de la taille d'une division, d'un corps d'armée, voire d'une armée, plus spécialement chargés d'enfoncer par surprise, puis de bousculer les lignes alliées pour désorganiser les arrières de l'OTAN. Certes, tout dépendra en dernier lieu d'une décision gouvernementale, mais il devient évident dès maintenant que l'armée française se prépare, se structure et s'équipe pour être, le cas échéant, en mesure de combattre avec ses alliés contre l'armée rouge.

Tout récemment, pour signifier l'importance qu'il attache à cette création, M. Hernu a comparé la FAR *à ce projet, d'avant la dernière guerre* mondiale – de Charles de Gaulle, alors colonel – de former une nouvelle armée française de métier à par*tir du couple « troupes aériennes et corps de choc »,* fondé sur la cuirasse et la puissance de feu des unités blindées ou motorisées. Comme ces *forces, dont seule l'Allemagne nazie* sut tirer parti à l'époque, la FAR doit surtout faire appel à des engagés et à des spécialistes que le ministre de *la défense se refuse à confondre avec* des cadres professionnels.

La meilleure et la pire des choses

A ce jour, les partis politiques, en France, ne se sont pas véritablement prononcés sur cette nouvelle organisation de l'armée de terre et sur ses implications dans de l'actuelle stratégie de l'OTAN. Seuls quelques-uns des spécialistes de la défense, dans les deux principales formations de l'opposition, ont tenu à souligner que *la France n'avait peut-être pas prévu* d'adapter réellement ses moyens à ses ambitions militaires, la réunion sous un même commandement *d'unités d'intervention, déjà existantes* mais disparates, ne suffisant pas à constituer l'ensemble cohérent que voudrait être la FAR.

En revanche, la semaine dernière à Paris, le président de la commission de la défense au comité central du P.C.F., M. Louis Baillot, a, devant un auditoire d'officiers, expliqué que, comme la langue d'Esope, *« la FAR peut être la meilleure ou la pire des choses ».* L'argument avancé est que, avec la FAR, on assiste à la professionnalisation d'un certain nombre de régiments, qui risque de transformer les appelés en *« valets d'armes ».* Le dernier article du général Imbot – parce qu'il désigne nommément l'adversaire – devrait accentuer et motiver davantage les *critiques du P.C.F. à l'encontre de la* FAR. Ce n'est, en effet, un mystère pour personne que dee nombreux communistes considèrent que, pour des raisons techniques qui tiennent au recueil du renseignement en profondeur, à la logistique et à la planification des appuis, un engagement de la FAR en Europe, dans les conditions décrites par *NATO's Sixteen Nations,* mettrait alors la France dans la dépendance de l'OTAN.

JACQUES ISNARD.

CAPEL.
Finie l'austérité
pour les
hommes forts.

CAPEL prêt-à-porter
hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse
Paris 15





CAPEL prêt-à-porter
hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sebastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com Maine-Montparnasse
Paris 15

**Canon AP350.
La machine à écrire
par cœur.**

C'est la perfection faite machine à écrire, l'AP 350 de Canon! Rien ne lui manque pour tenir le haut du clavier.

Ni le confort parfait d'une frappe électronique, rapide et silencieuse.

Ni la tranquillité complète qu'offre l'écran à cristaux liquides, vous permettant de visualiser le texte avant l'impression et de faire, ainsi, échec à l'erreur.

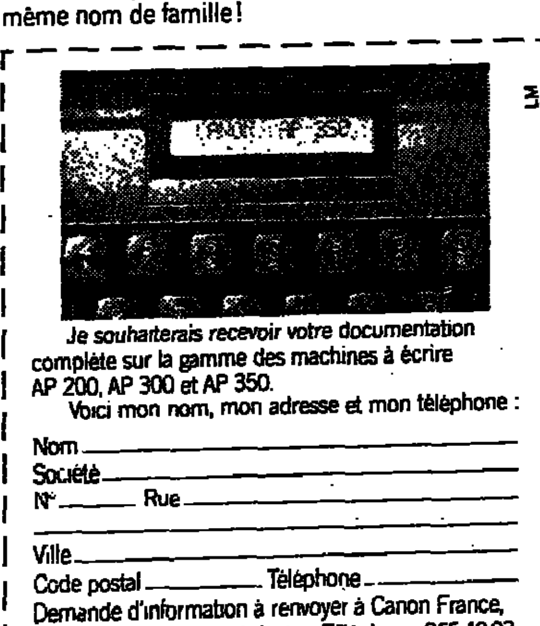
Efficace, l'AP 350 n'arrête pas là ses talents. Elle a une mémoire *extensible de 2000 à 8000 caractères* pour vos courriers et textes répétitifs.

Evolutive, l'AP 350 vous reliera sans problème à *un support extérieur tel que la station* de disquette, ou même votre traitement de texte, votre micro-ordinateur...

Et toute simple avec ça ! Regardez son clavier, il vous met tout de suite à l'aise, dès le premier contact.

En plus, l'AP 350 a deux petites sœurs. Electroniques elles aussi. L'AP 200, une benjamine avec mémoire de correction. *L'AP 300*, une cadette avec écran d'affichage. Deux petites sœurs un peu moins grandes que leur aînée.

AP 200, AP 300 ou AP 350, *le même air et le* même nom de famille !



Je souhaiterais recevoir votre documentation complète sur la gamme des machines à écrire AP 200, AP 300 et AP 350.

Voici mon nom, mon adresse et mon téléphone :

Nom ____

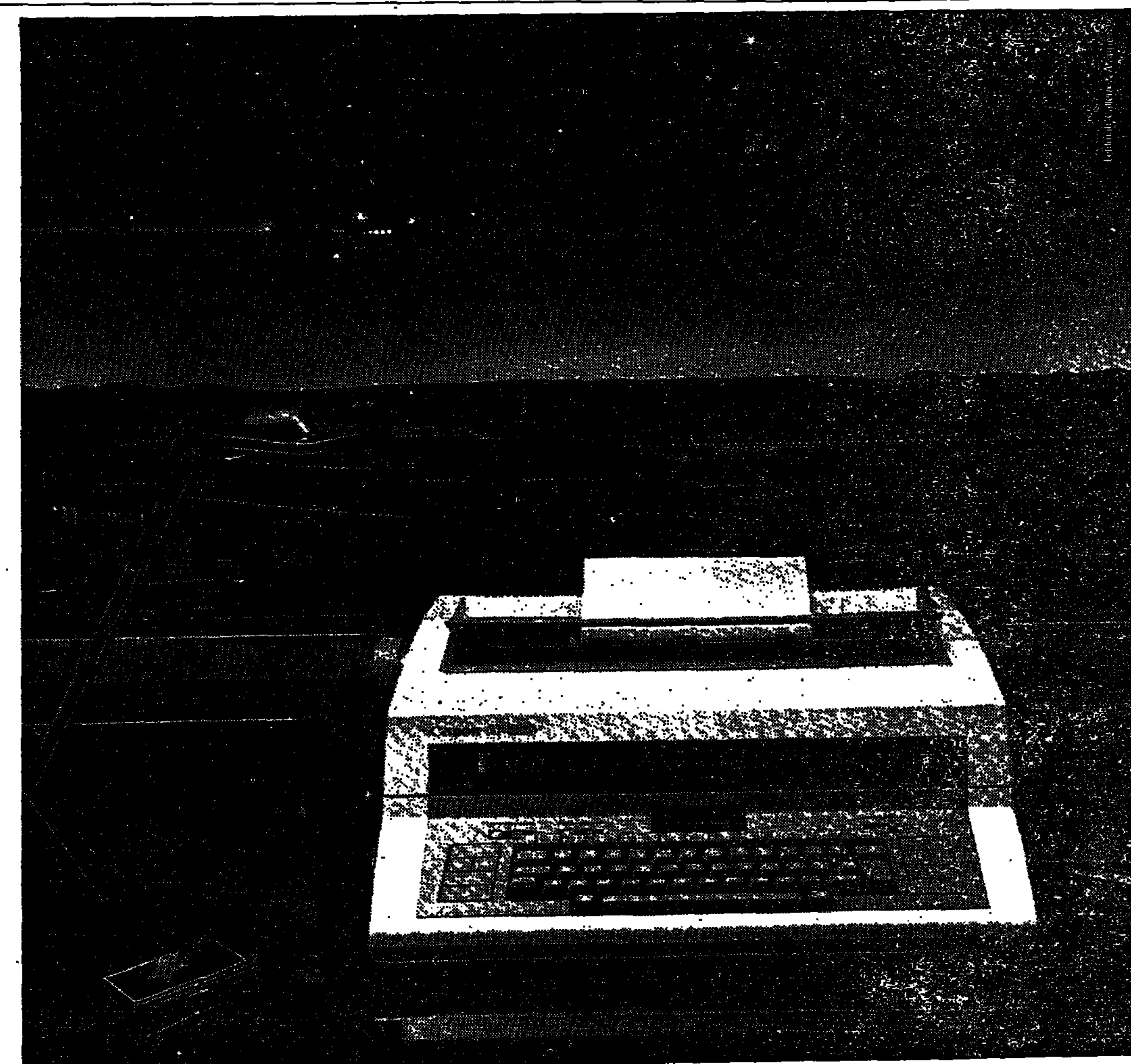
Société ____

N° ____ Rue ____

Ville ____

Code postal ____ Téléphone ____

Demande d'information à renvoyer à Canon France, 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex. Téléphone 865.42.23.



Canon
Haute technicité. Haute simplicité.

LES MANIFESTATIONS PACIFISTES

DEUX MILLIONS DE PERSONNES...

Ce week-end, qui devait marquer le point culminant de « l'automne chaud » du mouvement pour la paix, a parfaitement illustré la formule-choc de M. François Mitterrand : *« Le pacifisme est à l'Ouest et les missiles sont à l'Est. »* De Londres à Rome, de Madrid à Paris, de Bruxelles à Bonn, deux millions de personnes environ ont manifesté samedi et dimanche contre les fusées à moyenne portée destinées au théâtre européen. Au Canada même, quelques dizaines de milliers de manifestants ont protesté, moins contre le déploiement des missiles américains en Europe, qui ne les tracasse pas outre mesure, que contre leur expérimentation dans le nord du pays.

Partout, le mouvement de la paix a fait la démonstration de sa force, dans des ambiances de kermesse et de fête champêtre, sauf en France, parent pauvre du pacifisme, où le Mouvement de la paix a péniblement mobilisé moins de vingt mille personnes et le Codene moins de huit mille malgré l'apport de la C.F.D.T.

Les Soviétiques ont apprécié à leur juste valeur ces grandes manifestations, dirigées, selon eux, *« contre la menace mortelle que fait peser sur l'Europe la stratégie des Etats-Unis »*. Il est vrai qu'à quelques rares exceptions près la colère des manifestants était plus souvent dirigée contre les fusées américaines qui seront installées en Europe vers la fin de cet automne, que contre les SS-20 soviétiques pointées sur l'Europe depuis quelques années déjà.

Mais ce n'est pas parce que Moscou se réjouit, ni même parce que les communistes jouent ici et là un rôle de premier plan dans l'encadrement des cortèges, que les manifestants sont tous manipulés par le Kremlin. *Même le président Reagan, qui* n'a pas toujours échappé à cette conception simpliste, a été cette fois plus mesuré, en dénonçant simplement la *« campagne d'intimidation »* de lU.R.S.S. qui *« exploite »* le mouvement pour la paix.

La satisfaction des Soviétiques doit être d'ailleurs toute relative. S'ils comptaient sur le mouvement pour la paix pour empêcher, ou même seulement retarder, l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe occidentale, ils ne peuvent être que déçus. A Bonn comme à Londres, les dirigeants ont même profité de la semaine pacifiste pour dire, ou laisser dire, que tout était prêt pour recevoir les nouveaux systèmes d'armement. Les pacifistes ne se font plus aucune illusion à ce sujet.

Aussi pourraient-ils se trouver, dans les prochaines semaines, embarrassés de leur succès de ce week-end. Comment poursuivre l'action et maintenir la mobilisation, alors que leurs liens au niveau européen sont très lâches et que, dans chaque pays, les protestataires sont mus par des aspirations très diverses ? Placées devant le fait accompli du déploiement des *armes américaines*, les grandes masses risquent de se décourager et de laisser face à face des petites minorités tentées par l'action violente et des gouvernements qui, au moins dans les principaux pays concernés, ne sont pas décidés à céder.

D.V.

Dunod
introduction à la finance d'entreprise
PIERRE-ANDRÉ DUFIGOUR ET ANNE GAZENGEL
• Des exposés clairs et précis sur les principaux aspects financiers
• Des exercices pratiques pour l'application.
DUNOD Entreprise - 81 F
DUNOD entreprise

BONN : démonstration de force

(Suite de la première page.)

Alors, sans qu'on se soit donné le mot, mille petites lumières s'allumèrent ; des bougies, parfois de simples briquets, trouèrent de lueurs poétiques l'obscurité qui recouvrait l'assemblée.

Le premier orateur, le seul que le sourcilleux comité de coordination du mouvement de la paix ait autorisé à parler sans déposer son texte auparavant, était l'écrivain Heinrich Böll. Il dénonça la course aux armements, qui engloutit des milliards qui seraient mieux employés à secourir le tiers-monde. Un thème qui revint fréquemment dans la bouche des orateurs. Il stigmatisa la C.D.U. qui, *« pudiquement et impudiquement »*, se réclame du christianisme, et il fit l'éloge des Verts, *« nécessaires et utiles »* contradicteurs de la politique officielle. Il évoqua également l'alliance tacite Mitterrand-Chirac-Marchais sur les euromissiles, et déplora que la France puisse croire qu'elle resterait épargnée par un conflit européen.

Au prix Nobel de littérature succédèrent un chrétien-démocrate dissident, un pasteur d'Erfurt (R.D.A.), qui craignit les conséquences des fusées américaines sur le régime de Berlin-Est, un professeur de génétique à l'université de Cologne, un membre féminin de l'état-major du syndicat unique (D.G.B.), un Turc en quête du droit d'asile, une pacifiste italienne et une Anglaise.

Le mouvement de la paix avait aussi réussi à recruter un amiral américain en retraite, M. Gene La Roque, qui décrivit les Pershing-2 et les missiles de croisière comme des armes offensives et non défensives.

M. Brandt contesté

La vedette de l'après-midi aurait dû revenir à M. Willy Brandt, président du S.P.D., qui, après bien des tractations avec les dirigeants du mouvement de la paix, avait été *« accepté »* comme orateur. Mais il ne reçut du public qu'un accueil assez tiède. Qu'a-t-il dit ? *« Nous avons besoin en Allemagne et en Europe non pas de plus mais de moins d'armes exterminatrices. Nous représentons ici la majorité du peuple allemand. Plus de 60 % des citoyens de la République fédérale — et c'est fort bien ainsi — ne veulent pas qu'on accueille sur leur territoire ces diaboliques engins atomiques. Pourquoi, je vous le demande, n'a-t-on pas pris à Genève les Soviétiques au mot ? Pourquoi ne fait-on pas de leur ouverture le point de départ d'un accord qui, en réalité, signifierait moins d'armes de destruction pour l'Europe ? Mais les puissants de ce monde se sont mis dans leur tête de mule qu'il était plus important d'installer des Pershing que de démonter des SS-20, ce à quoi nous ne pouvons dire oui ; là-dessus, nous ne pouvons dire que non. »*

Ce langage, pourtant assez clair, ne fut pas jugé assez catégorique par les auditeurs, et un concert de sifflets monta quand M. Brandt évoqua la Bundeswehr, qui a pour mission, dit-il, *« en tant qu'armée de l'Etat démocratique, de nous aider à assurer la paix (...). Nous ne nous laisserons pas intimider, pas plus que nous ne sommes sensibles au chantage ; nous ne nous adressons pas seulement à nos alliés et à nos partenaires à l'ouest et à l'est, mais encore au gouvernement de notre propre pays en proclamant : N'ayez pas peur de la volonté de paix des Allemands. Faites-en usage pour le bénéfice de tous »*.

Peu après, Petra Kelly, chef de file des Verts au Bundestag, s'en prit violemment au leader social-démocrate qui, dans une allusion plutôt furtive, s'était montré fidèle à l'appartenance de l'Allemagne de l'Ouest à l'OTAN. Pour elle, il y a incompatibilité absolue entre cette adhésion et le rejet des euromissiles.

Après son exploit de samedi, le mouvement de la paix entend poursuivre sur sa lancée. Il a prévu une autre journée de protestation en novembre et des actions au moment de l'arrivée des fusées américaines en décembre. Mais il lui sera difficile de retrouver le dynamisme de ce 22 octobre, qui supposait non seulement un mouvement d'opinion mais un gigantesque travail d'organisation à tous les niveaux. En comparaison, les quelques réunions publiques auxquelles la C.D.U. avait appelé, comme à Munich, où le mouvement de la paix lui laissait le champ libre, ont fait piètre figure. M. Franz Joseph Strauss, dont le parti domine pourtant la ville et la Bavière, n'a pu rameuter que quinze mille personnes. *Il est vrai que, de toute façon,* la majorité du Bundestag votera comme un seul homme le 21 novembre pour le déploiement des euromissiles.

ALAIN CLÉMENT.

STUTTGART : la plus longue chaîne du monde

De notre envoyé spécial

Neu-Ulm. — Les pacifistes ont manqué de confiance en eux. Ils auraient pu, sans peine, pousser plus loin leur invraisemblable promenade *de santé antinucléaire*, étirer davantage cette *« chaîne humaine »* du désarmement qu'ils ont fait vagabonder, samedi, à travers les collines du pays souabe.

Cent six kilomètres. Pari tenu, record battu ! Pour relier, en se tenant la main, la caserne de Willey, à Neu-Ulm (Bavière), au château de Vaihingen, près de Stuttgart (Bade-Wurtemberg), quartier général des forces américaines en Allemagne fédérale, il fallait un peu moins d'un manifestant adulte au mètre, soit près de cent mille personnes réparties tout le long de la nationale 10, de plusieurs routes de campagne et de quelques chemins vicinaux.

Pour cette folie bucolique sur *fond* de paysages d'automne, le mouvement pacifiste a réuni, en fait, plus de deux cent vingt mille « maillons » vivants qu'il a égayés dans la nature avec un sens de l'organisation à couper le souffle. Mue par une telle force, la chaîne aurait pu (pourquoi pas ?), comme le suggéraient les manifestants au soir de ce succès sans précédent connu, aller jusqu'à Munich faire la nique au Bavarois Franz Josef Straus.

Les organisateurs savaient qu'ils *prenaient* un gros *risque. L'origina*lité de la manifestation avait attiré l'attention des médias et le succès ou l'échec de la semaine d'actions pouvait dépendre en partie de leur capacité à aligner les sympathisants sur 106 kilomètres.

« Résistez ! »

A cheval sur la Bavière ou le Bade-Wurtemberg, la chaîne allait se forger dans des régions qui doivent accueillir la plupart des fusées et des missiles de croisière, mais qui, à dominante démocrate-chrétienne, sont aussi les plus réfractaires au mouvement en faveur du désarmement.

Et puis, ça n'a l'air de rien, faire la chaîne. Mais sur une telle distance, il avait fallu prévoir l'accès rapproché de cinquante trains spéciaux, de mille cinq cents cars, des lieux de rassemblement et des parkings en rase campagne.

Des milliers de personnes, dès le milieu de la matinée, des Willey-Barracks à la banlieue de Stuttgart, s'étaient mises en marche à la queue-leuleu, suivant des ballons-phares, orange pour ceux qui gagnaient le *sud, bleu pour ceux qui remontaient* au nord. Très disciplinés, ces protestataires ordonnaient leurs banières, mauves pour les féministes, rouges pour les jeunes socialistes, noires pour les autonomes, les croix de Pas Christi et des centaines de fusées de carton-pâte.

Des sympathisants, pour la traversée d'Ulm, juste après le Danube, avaient balisé le chemin en suspendant aux immeubles d'immenses banderoles. *« Résistez ! »*, commandait l'une d'entre elles, à deux pas de la cathédrale gothique.

Beimersteten, à 15 kilomètres d'Ulm, bourg minuscule blotti autour de son église et de ses silos à grain, n'avait jamais connu pareille activité un samedi matin. Dix mille personnes d'un coup. La boulangerie, les deux cafés pris d'assaut. Les tracteurs contraints à des manœuvres de dentelles pour éviter les effigies des colombes de la paix ou les bébés anti-nucléaires poussés en landeau par des parents écologistes.

Groupes de protestants, membres des courants *« alternatifs »*, « baba-cool » et rats de banlieue, prophètes barbus chantant de vieux *« folks » vermoulus de la fin des années* soixante. Punks en godillots à clous et bourgeois socio-démocrates en loden, Bavarois en costume régional, prêtres catholiques et militants marxistes-léninistes, bref, toutes les composantes de la société allemande en rupture de bouclier nucléaire, s'étaient offert une grande randonnée champêtre qui les mettaient plutôt en joie.

La peur, ce dénominateur commun des pacifistes d'outre-Rhin, attendrait bien le lendemain. Tant pis si les slogans désespérés, les prévisions pessimistes des pancartes, les visages de mort sur les affiches, cadraient mal avec ce décor d'arrière saison.

A 12 h 40, exactitude oblige, la *« chaîne humaine »* était en place. Les « maillons » se donnaient la main et, souvent sur plusieurs rangs de front, entamaient, pour un quart d'heure, une farandole de 106 kilomètres.

PHILIPPE BOGGIO.

En Tchécoslovaquie

Les bons pacifistes et les autres

Une trentaine de pacifistes italiens appartenant au parti radical se sont vu refuser un visa d'entrée en Tchécoslovaquie, où ils voulaient manifester pour *« la paix à l'Est comme à l'Ouest »*. Faute de mieux, ils ont déployé leurs banderoles à la frontière austro-tchécoslovaque, où ils ont passé la nuit de samedi à dimanche 23 octobre. Trois autres radicaux italiens ont toutefois pu se rendre à Prague avec des visas de tourisme ; ils ont été arrêtés dès qu'ils ont tenté de distribuer des tracts.

Les radicaux italiens — qui ne s'étaient pas associés à la grande manifestation de Rome, samedi, l'estimant trop unilatérale, — déclaraient dans ces tracts être venus à Prague parce que *« si l'on n'affirme pas la valeur du dialogue et de la liberté d'expression sanctionné par les accords d'Helsinki, il n'y aura aucun espoir de désarmement et de paix »*. Cet incident est venu en épilogue à la série de manifestations pacifistes « officielles » organisées pendant toute la semaine en Tchécoslovaquie : selon un rituel immuable : défilés imposants de foules scandant des slogans antiaméricains, discours des dignitaires et vote de résolutions soutenant la politique soviétique et condamnant celle de Washington. — *(A.F.P.)*

Dans le port de Hambourg

NEPTUNE CONTRE LES MISSILES

(De notre envoyée spéciale)

Hambourg. — Des remorqueurs battant pavillon pacifiste dans le port de Hambourg. Des bateaux de plaisance faisant, pendant quelques heures, le blocus (symbolique) de l'Elbe. Des équipes d'aviron faisant claquer au vent, en remontant le courant, leur bannière « pour la paix ». Une énorme figure de carnaval en carton-pâte, de 5 mètres de haut, Neptune portant dans ses bras un missile, glissant sur l'eau du port, sur fond de grues et d'entrepôts. Du bruit : sirènes de bateaux, « big *bands », et slogans « Hop, hop, hop ; Atomraketen Stop »* (Halte aux fusées atomiques). Des centaines de groupes partant des entreprises, des immeubles, des rues *« dénucléarisées »* de Hambourg, *rejoignant* dix *cortèges* qui convergent en étoile vers le centre de la ville.

Des pancartes *« J'ai peur »*, des têtes de mort, des déguisements à base de sacs-poubelle, des maquillages blafards aux yeux rouges irradiés. Des cars, des trains, qui, par dizaines, déversent les manifestants de Hanovre, de Brême, de tout le Nord. Des lâchers de ballons noirs par centaines. *Des « sportifs pour la paix »* sautant en parachute sur la ville. Un avion qui promène dans le ciel de Hambourg la banderole de Green Peace. La place de l'hôtel de ville, qui, peu à peu, *s'emplit de jeunes, de moins* jeunes, installant leur fauteuil pliant, d'enfants dans des poussettes.

Le maire social-démocrate de la ville au balcon. Une sono défaillante qui ne livre que par bribes le discours d'un protestant, d'un communiste, d'un Salvadorien, d'un Vert et de quelques autres. La place qui déborde, et les gens qui étouffent. Des manifestants qui grimpent sur les échafaudages et les toits alentour. Neptune réapparaissant, porté par les mains qui se tendent et naviguant sur cette mer humaine qui noie le centre de Hambourg... Au total, quatre cent mille personnes selon les organisateurs, deux cent mille, selon la police.

Et puis quand vient la nuit, tandis que cette masse énorme n'en finit pas de battre en retraite, quelques milliers de « durs » — des Verts, des punks, des loubards-tout-cuir, des autonomes — qui vont quand même brûler le drapeau américain, dresser des barricades, « casser du flic », et quelques vitrines du côté du « quartier Springer », les immeubles du groupe de presse fermement protégés par la police.

CLAIRE TRÉAN.

LONDRES : une majorité indécise

De notre correspondant

Francis Cornu, qui était notre correspondant à Jérusalem, remplace désormais, à Londres, Daniel Vernet, rentré à la rédaction parisienne. Voici sa première correspondance de Grande-Bretagne.

Londres. — Etait-ce le « crépuscule » pour le mouvement pacifiste britannique, comme l'a affirmé l'éditorial du *Sunday Times* au lendemain de la plus grande manifestation jamais organisée à Londres ? Les contestataires du 22 octobre ont peut-être jeté leurs derniers feux, mais quel coucher de soleil resplendissant... Bloquant la circulation pendant près d'une demi-journée, environ deux cent cinquante mille personnes (1) ont défilé dans le centre de Londres depuis les rives de la Tamise jusqu'à Hyde Park. L'immense cortège s'est étiré sur près de 10 kilomètres. Quarante trains spéciaux et près de quatre cents autocars avaient acheminé vers la capitale les militants de province.

Une opération d'envergure

Succès sans précédent pour la (C.N.D.) Campagne pour le désarmement nucléaires qui fût en Grande-Bretagne et en Europe dand les années 50 un pionnier du mouvement contre la « bombe » et qui a retrouvé un second souffle après la décision de l'OTAN de déployer en Europe des Pershing-2 et des missiles de croisière. Avec une admirable organisation, la C.N.D. a mené une opération d'envergure. L'efficacité discrète de son service d'ordre n'était pas moins grande que celle des imperturbables « bobbies » de la police londonienne répartis en grand nombre tout au long du parcours. La C.N.D. a prouvé son expérience et son autorité au point que le parti travailliste et les syndicats, dont les effectifs étaient pourtant considérables dans ce défilé, semblaient s'être complètement rangés sous sa houlette.

Avec les sections travaillistes et syndicales, avec leurs traditionnelles bannières richement brodées, défilent les représentants des différentes Eglises, des presbytériens aux quakers en passant par la « confrérie anglicane pacifiste ». Une multitude de groupuscules d'extrême gauche, des anarchistes sans oublier les nationalistes gallois et écossais, le parti écologiste, Greenpeace, et même des travailleurs indiens ou chypriotes sont représentés. Sur les pancartes et banderoles, ce sont presque toujours les mêmes slogans : *« No Cruise »*, *« No Trident »* (missiles de la nouvelle génération pour les sous-marins nucléaires britanniques), *« Non à l'OTAN »*, *« Non à Reagan »*. Il faut chercher lontemps pour trouver de rares allusions aux SS-20 *soviétiques*.

Pique-nique à Hyde Park

C'est une manifestation paisible et sage dans l'ensemble, mais un peu folle tout de même. Les punks ont mis leurs plus délirants atours pour défiler. Pourquoi pas ? Il y a bien des adeptes de la secte d'Hare Krishna et quelques bouddhistes. Tout ce monde se mélange avec cet art consommé qu'ont les Britanniques de ne pas paraître prêter attention à l'incongru. A l'arrivée à Hyde Park, la manifestation se transforme en pique-nique général sous un soleil radieux. Succédant à la tribune à un dirigeant du parti libéral, M. Neil Kinnock reçoit une ovation mesurée comme le seront ses propos. Le dirigeant travailliste semble embarrassé malgré les talents de persuasion qu'on lui reconnaît d'ordinaire. Il est de toute évidence soucieux d'éviter autant que possible le débat, constant chez les travaillistes, entre les partisans d'un désarmement unilatéral et les modérés qui prônent la limitation par la négociation.

Samedi matin, le mouvement pacifiste avait cependant reçu un mauvais coup avec la publication de deux sondages indiquant que la cause qu'il défend a perdu sensiblement du terrain en Grande-Bretagne au cours des derniers mois. Une enquête du *Guardian* révèle notamment que 48 % des personnes interrogées restent opposées au déploiement des missiles de croisière, mais il y en avait 61 % au début de l'année. En outre, les partisans d'un désarmement unilatéral seraient moitié moins nombreux qu'ils ne l'étaient il y a un an.

FRANCIS CORNU.

(1) Selon les chiffres avancés par la presse, la police parle de deux cent mille personnes tandis que les organisateurs revendiquent trois cent cinquante mille manifestants.

ROME : des franciscains aux prostituées des autonomes aux syndicalistes

De notre correspondant

Rome. — Les cortèges bigarrés où le rouge de la gauche côtoyait le jaune des écologisteset le bleu des catholiques le violet des évangélistes ont parcouru samedi 22 octobre les rues de Rome. 500 000 personnes — un million titrait dimanche *L'Unita* — ont manifesté en faveur de la paix et du désarmement.

Depuis le vote du Parlement donnant son accord à l'installation des 112 missiles Cruise à Comiso, en Sicile, le mouvement pacifiste s'est certes développé (selon un sondage réalisé par l'hebdomadaire *Panorama*, 58 % des Italiens sont contre les missiles). Au-delà du mot d'ordre unificateur (suspension de l'installation des missiles à Comiso), il demeure divisé en une multitude de sensibilités, voire de positions divergentes. Mais la manifestation de samedi est significative d'une prise de conscience tendant à dépasser les clivages politiques : incontestablement étaient descendues dans la rue des personnes qui, auparavant, n'avaient pas participé au rendez-vous pour la paix (comme par exemple celui d'octobre 1981 très clairement dominé par le parti communiste.)

Une certaine confusion dans les slogans, la diversité des participants (des Frères franciscains au mouvement des prostituées, des autonomes aux syndicalistes), le côté mouvement de masse spontané qu'ont pris les cortèges, témoignent à la fois de la force du pacifisme italien se dégageant de sa léthargie et aussi de ses limites. L'unité de la manifestation de samedi, il faut la chercher dans une condamnation des missiles, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest : symboliquement, les cortèges sont passés devant les ambassades des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

Mais, au-delà de ce dénominateur commun, existe-t-il une unité de stratégie ? Dans la galaxie pacifiste se dessinent deux grandes forces, qui sont loin d'être d'accord entre elles : les communistes et les catholiques. A côté de l'extrême gauche, le P.C.I. fut l'un des promoteurs de l'appel des intellectuels pour la manifestation du 22 octobre. Il a reconnu officiellement la suprématie de l'arsenal nucléaire soviétique en Europe, mais il n'a pas précisé sa position en cas d'échec des négociations de Genève.

Les pro-soviétiques du parti mettent à profit cette ambiguïté pour critiquer la direction. A court terme, le P.C.I. compte surtout utiliser le mouvement de la paix pour renforcer le dialogue avec une frange du mouvement catholique.

La grande nouveauté de la manifestation de samedi fut, en effet, l'engagement d'une partie du monde catholique. Les travailleurs chrétiens de l'ACLI, de l'Action catholique ou de Charitas, traditionnellement engagés, ont été rejoints par Communion et libération — qui condamne pour sa part en termes généraux la guerre nucléaire — et par de nombreux catholiques venus en famille. Mais les limites de cet engagement n'en demeurent pas moins, comme en témoigne ce démenti du vicariat de Rome, affirmant que, contrairement à ce qui avait été annoncé par les médias, il n'avait pas fait afficher un appel à la participation des catholiques à la manifestation. Radio Vatican précisait d'ailleurs qu'une *« grande majorité »* d'Italiens n'avaient pas participé à la manifestation, non pas par indifférence, mais *« par crainte que son geste ne soit utilisé politiquement »*.

PHILIPPE PONS.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « le Monde Dimanche »

93 pages. 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

EN EUROPE OCCIDENTALE

BRUXELLES : le ralliement hésitant et tardif des partis et des syndicats

De notre correspondant

Bruxelles. – Etaient-ils cent vingt mille, dimanche, dans les rues de Bruxelles, comme le dit la police, ou près de quatre cent mille, comme l'affirment les organisateurs ? L'évaluation était difficile, car les cortèges partaient de trois points différents, et certains arrivaient encore au point de rendez-vous alors que beaucoup d'autres repartaient déjà. Toujours est-il que depuis deux ans la capitale n'avait pas été envahie par une telle marée humaine.

Si la manifestation pour la paix de Bruxelles s'est déroulée sans incident sérieux, il reste que, à bien des égards, elle a pris un caractère quelque peu équivoque. Les mots d'ordre, certes, étaient dirigés avant tout contre la politique gouvernementale qui entend rester fidèle à ses engagements atlantiques. On protestait contre les nouvelles armes atomiques, contre la bombe à neutrons, contre les Pershing, les missiles de croisière, pour une zone dénucléarisée en Europe, pour le gel nucléaire, contre la course aux armements entre Américains et Soviétiques.

Parmi ces slogans, le démantèlement des SS-20 soviétiques n'occupait qu'une place limitée. Dans les défilés bon enfant qui ont parcouru la capitale belge, quelques chars représentaient cependant les fusées soviétiques, à côté de nombreux Pershing et de missiles de croisière.

A cette occasion, des organisations politiques et syndicales ont fait de leur mieux pour prendre en marche le train d'un mouvement pacifiste dont le succès leur paraît quelque peu inquiétant. Très rares sont aujourd'hui les hommes politiques belges qui se risquent encore à dénoncer les militants pacifistes comme des « colombes » qui seraient en réalité des « pigeons ». Seuls les libéraux francophones et flamands restent très fermement opposés à toute politique d'abandon. Les chrétiens-démocrates, qui sont le principal parti gouvernemental, n'avaient certes pas appelé leurs adhérents à prendre part à cette manifestation, mais ils les laissaient libres d'« obéir à leur conscience » en défilant à titre individuel. Certaines organisations très représentatives comme le Mouvement ouvrier chrétien, se sont d'ailleurs jointes à la protestation.

Que beaucoup de militants du syndicat socialiste F.G.T.B. se soient également retrouvés là n'a rien de surprenant. Plus délicate toutefois était la position des chefs du mouvement socialiste. Du côté flamand, certes, l'attitude antinucléaire était dépourvue d'équivoque. Du côté francophone, cependant, les mots d'ordre ont été un peu plus hésitants.

Le président du parti socialiste, M. Guy Spitaels, n'a cessé d'expliquer ces derniers jours qu'il ne reniait en aucune manière la double décision de l'OTAN prise en 1979. Il lui paraît cependant raisonnable d'envisager un moratoire de six mois avant que la Belgique ne prenne une décision définitive sur l'implantation des quarante-huit missiles de croisière qu'elle devrait déployer en cas d'échec à Genève.

Une manifestation impressionnante donc. Mais des motivations diverses et des mots d'ordre qui n'avaient pas le même sens pour tous les manifestants.

JEAN WETZ.

MADRID : contre l'OTAN et les G.I.'s

De notre correspondant

Madrid. – Plus de cent mille manifestants, selon les estimations les plus fiables, se sont joints, dimanche, dans les rues de Madrid, à la campagne internationale « pour la paix » et contre le prochain déploiement sur le sol européen des missiles de croisière et des Pershing-2 américains en cas d'échec des négociations de Genève. La manifestation, qui s'est déroulée dans une ambiance de kermesse et sans aucun incident, avait été organisée par le Comité d'action pour la paix et le désarmement, qui regroupe quinze mouvements pacifistes, et la Commission anti-OTAN, composée d'une vingtaine d'associations de quartier nées peu avant l'entrée de l'Espagne dans l'alliance.

Le parti communiste espagnol (P.C.E.), qui a fait du pacifisme et du refus du maintien de l'Espagne dans l'alliance atlantique l'un de ses thèmes d'action privilégiés (surtout depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes, en décembre 1982), a pris une part très active à cette marche, à laquelle a participé son secrétaire général, M. Gerardo Iglesias. Le P.C.E. a cependant réfuté les accusations selon lesquelles il manipulerait les pacifistes espagnols.

Malgré l'engagement des organisateurs à limiter le thème du rassemblement au seul problème des euromissiles, le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) et l'Union générale des travailleurs (U.G.T., syndicat prosocialiste) avaient, pour leur part, refusé de se joindre à cette initiative, craignant qu'elle ne se transforme en une critique ouverte de la politique du gouvernement de M. Felipe Gonzalez.

De fait, le slogan scandé le plus fréquemment a été le désormais célèbre « OTAN no, bases fuera » (« Non à l'OTAN, les bases dehors »), qui résume les buts des pacifistes espagnols : la sortie de leur pays de l'alliance atlantique (dont elle est devenue le seizième membre en mai 1982), après le référendum, et le départ des quelque dix mille soldats américains stationnés dans quatre bases militaires.

Plusieurs autres manifestations similaires ont réuni chacune quelques milliers de personnes dans d'autres villes du pays.

(Intérim.)

Devenez Commissaire de l'Armée de Terre !

A la fois officier et administrateur, le commissaire assure en début de carrière la fonction de directeur financier et administratif des formations de l'Armée de Terre ; puis il occupe des postes de responsabilités dans les organismes du commissariat et en état-major.

Comme l'Air et la Marine, l'ARMÉE DE TERRE se dote d'un COMMISSARIAT dont l'effectif doublera dans les prochaines années.

Dès 1984, 15 places seront offertes dont 3 réservées au recrutement féminin à des :

ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES TITULAIRES D'UN DIPLÔME D'ENTRÉE A L'E.N.A.

L'admission à l'école du commissariat de l'Armée de Terre se fait par un concours commun aux commissariats des Armées de Terre, de l'Air et de la Marine. Ce concours est ouvert aux candidats des deux sexes titulaires de l'un des diplômes exigés aux concours externes d'entrée à l'E.N.A.

Pour tous renseignements, téléphonez au 555.95.20 - Poste : 43-270 ou écrivez à :

Direction centrale de l'Intendance
Sous-Direction "organisation-personnels"
37, boulevard de Port-Royal
75013 PARIS

HAVAS CONTACT

PARIS : faible mobilisation

(Suite de la première page.)

L'après-midi, cinq mille personnes environ se sont rassemblées place de la Bastille, toujours à l'appel du Codene et de la C.F.D.T., qui avaient organisé une sorte de kermesse autour d'un programme artistique. M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a participé à la manifestation du matin, et M. Jacques Chérèque, membre du secrétariat confédéral à celle de l'après-midi. La principale banderole de ces deux manifestations demandait « *le non-déploiement des Pershing et la destruction des SS-20* ».

La mobilisation sur le thème de la paix n'a donc pas été, en France, comparable à ce qu'elle a été dans d'autres pays européens. En outre, le Mouvement de la paix a réuni beaucoup moins de monde qu'il ne s'en était rassemblé, le 19 juin dernier, à Vincennes autour du P.C.F. et de la C.G.T. aussi, mais sous couvert de l'« appel des cent ». Cette différence tient, pour une part, au fait que le rassemblement de Vincennes était national, alors que la manifestation de samedi ne concernait que la région parisienne. Pour une autre part, les deux initiatives avaient un caractère différent. La manifestation de juin avait une portée générale pour le désarmement nucléaire, tandis que celle de samedi était très précisément tournée contre le déploiement des missiles américains. La banderole de la C.G.T. parisienne l'indiquait sans ambages : « *Non à l'installation des Pershing et des CRUISE en Europe* ».

M. Krasucki a expliqué, en réponse aux questions des journalistes, que, contrairement à M. François Mitterrand, il estime qu'« *il y a des missiles et des pacifistes des deux côtés* », à l'Ouest comme à l'Est. « *L'important*, a-t-il dit, *c'est de réduire les missiles et de ne pas en rajouter, des deux côtés.* »

M. Maire soulignait, pour sa part, dimanche matin, que les négociateurs de Genève doivent décider, « *d'une part, la destruction des SS-20 et, d'autre part, la non-implantation des Pershing* ». Le secrétaire général de la C.F.D.T. insistait sur l'ordre dans lequel il formulait ses deux exigences, car, disait-il, « *ce sont les SS-20 qui ont créé une situation dangereuse pour l'Europe entière* ». Il mettait au défi le P.S. et le gouvernement, hostiles à toute manifestation pacifiste, de « *dire en quoi l'action que mène aujourd'hui la C.F.D.T. ne correspond pas aux intérêts généraux du pays* ». M. Maire aurait pu ajouter un autre argument : la C.F.D.T. est hostile à la prise en compte des forces françaises dans la négociation de Genève, ce qui a valu à M. Jean-Pierre Bobichon, secrétaire de l'union régionale parisienne, les huées d'une partie des manifestants du Codene, dimanche après-midi, place de la Bastille.

La faiblesse des démonstrations pacifistes en France n'empêche pas qu'elles alimentent le débat sur la signification de ce courant d'opinion. Ainsi, M. Jean Lecanuet, président du l'U.D.F., s'est-il ému dimanche au « Club de la presse » d'Europe 1, de ce que MM. Krasucki et Maire s'opposent, chacun à sa manière, aux thèses du président de la République. Selon M. Lecanuet, « *les forces qui soutiennent la majorité* » se mettent « *en marge de l'action du gouvernement* ». Le président de l'U.D.F. n'exclut pas que le mouvement pacifiste se développe en France dans l'avenir. Les manifestations de cette fin de semaine devraient rassurer M. Lecanuet, non seulement en raison de leur faible importance, mais aussi parce qu'elles démontraient la nature de ce mouvement, qui, à la différence de ce que l'on observe dans d'autres pays européens, est divisé. Avec le Mouvement de la paix ou avec le Codene ont défilé des militants politiques ou syndicaux, témoignant de leur fidélité à des organisations ou à des sensibilités, plutôt que de l'émergence d'une réaction originale face à une situation nouvelle.

PATRICK JARREAU.

« Mitterrand est très militariste »

Faut-il vraiment opposer les deux foules ? Suspecter les arrière-pensées des manifestants qui, place de l'Opéra samedi et place de la Bastille dimanche, dénonçaient les missiles, tant à l'Est qu'à l'Ouest, souvent, il est vrai, sans s'interroger sur l'équilibre des forces ? Doit-on taire les mots d'ordre communs des deux rassemblements, sur la paix, la vie ou le désarmement ? Et si, après tout, Jean Ferrat, diffusé par les haut-parleurs du mouvement de la paix, et Gilles Servat, présent, le lendemain, sur le podium de la C.F.D.T. et du CODENE, c'était un seul et même combat ?

On le dirait volontiers si les manifestants, eux-mêmes, le proclamaient. S'ils avaient eu l'impression que cette double manifestation n'était qu'un malentendu. S'ils avaient affirmé que les œillets rouges à 5 francs de la C.G.T. et du P.C. valaient bien ces autocollants à 5 francs, eux aussi, des pacifistes. Il n'en fut rien. Entre les uns et les autres, une drôle de paix : samedi, beaucoup, originaires de la région parisienne, feignaient d'ignorer la manifestation du lendemain ; dimanche, l'enjeu, pour la plupart, était de faire mieux que la veille.

Comment auraient-ils pu mieux faire ? Leur chaîne, du dimanche matin, sur 4,5 kilomètres, de l'ambassade du l'Union soviétique à celle des Etats-Unis était, certes, une première, mais la marche du Mouvement de la paix samedi, de Jaurès à Opéra, solidement cousue de fil rouge et encadrée par la logistique communiste, était, elle, en fait, affaire de professionnels. Les premiers s'organisaient dans un aimable désordre : les banderoles étaient relativement rares, l'un voulait « *la paix à gogo* », et l'autre avait conservé la pancarte confectionnée à la hâte pour le rassemblement du Larzac, le 6 août dernier. Les seconds, eux, n'improvisaient pas : un camion des Jeunesses communistes pour fabriquer à la chaîne de superbes maquillages ; des Estafette de la C.G.T. pour diffuser les messages des pacifistes de Bonn ou de Mikis Théodorakis, un service d'ordre, enfin, pour exclure, au besoin, cette dizaine de militants de l'Organisation communiste de France, qui brandissaient cette banderole : « *Euromissiles à l'Est, pacifistes à l'Ouest, égalent rapport inégal !* » Le propos est de M. François Mitterrand.

Le président de la République fut souvent mis en cause samedi comme dimanche. « *Mitterrand est très militariste,* affirmait cette lycéenne de Condorcet, inscrite aux Jeunesses communistes, *il ne voit le danger que du côté de l'Est.* » Même critique chez ce technicien de la sidérurgie, militant du P.C.F. dans le dix-septième arrondissement, qui s'interrogeait ouvertement sur la nécessité pour le parti communiste de rester au gouvernement : « *Beaucoup de camarades sont contre la participation, les socialistes sont incorrigibles, ils sont réformistes et ne changeront jamais.* » Les réserves des militants du mouvement de la paix ne les feront pas pour autant clamer, avec quelques centaines de militants trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire présents à cette manifestation : « *Troupes françaises, hors du Tchad !* ». « *Ils ont raison,* concédera un membre du service d'ordre de la C.G.T., *mais, pour l'instant, ce n'est pas l'essentiel.* »

Même déception face au gouvernement chez certains manifestants de dimanche. On verra, *place de la Bastille*, un membre du parti socialiste de Mâcon remettre à M. Guy Tarlier, un des *animateurs* de la lutte pour le Larzac, sa carte de militant, vieille de dix ans : « *Autrefois,* lui dira-t-il, *je t'ai remis ma carte de renvoyeur de livret militaire pour lutter en faveur du Larzac ; aujourd'hui, je ne veux plus servir de caution au parti socialiste, où je n'ai pas, visiblement, fait école.* » Les militants autour de lui, sont amers, pas au point pourtant de rejoindre quelques anarchistes un peu à l'écart, qui ont étalé ces mots : « *Pas de paix sans guerre à l'Etat.* »

NICOLAS BEAU.

CHERCHE/OPÉRA

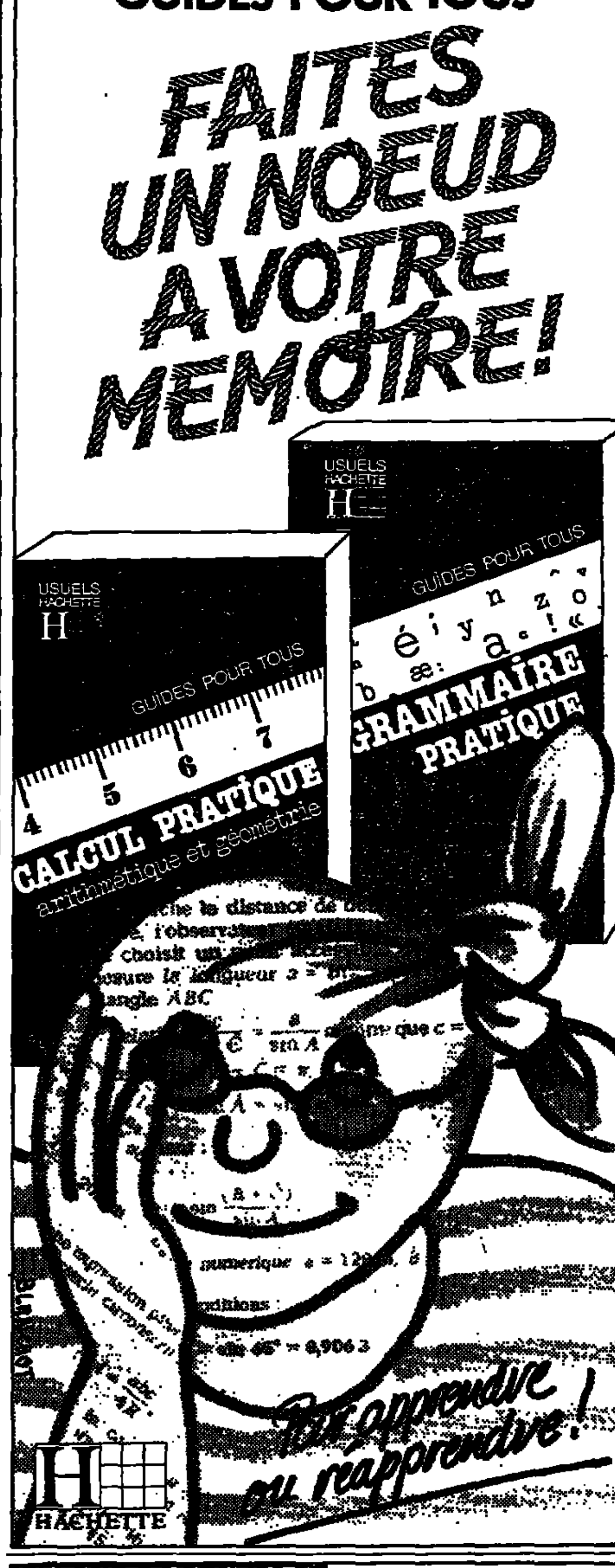
4 billets pour l'Opéra « MADAME BUTTERFLY »

Date : soir 26 octobre 1983
Lieu : Opéra Paris

OFFRE TRÈS INTÉRESSANTE.

S'il vous plait téléphonez (réponse payée) nº : 19 41 1 391 98 10
durant les heures du bureau

GUIDES POUR TOUS



L'ETOILE DES NEIGES

Etablissement agréé et conventionné S.S.

Reçoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, toute l'année

Scolarité dans l'établissement

- Maladies des voies respiratoires
- Asthme

Cadre familial - 20 lits – Alt. 950 m.

05400 La Roche-des-Arnauds
Téléphone : (92) 57-82-57

NE CHOISISSEZ PLUS VOS PLACEMENTS LES YEUX FERMÉS

VÉRIFIEZ AVANT !

c'est l'atout que vous offre REVENUS-PIERRE le placement pierre sans soucis

Oui, vous avez bien lu, nous vous proposons de découvrir Revenus-Pierre et de faire « l'état des lieux », sans débourser un centime et sans prendre d'engagement.

Voici comment :

Revenus-Pierre réunit des personnes qui mettent de l'argent en commun pour s'acheter des immeubles, les faire gérer par les spécialistes du groupe de la Compagnie Bancaire, et s'en partager les revenus et les plus-values. Chaque trimestre, les *associés de Revenus-Pierre* reçoivent leur quote-part de loyers et le bulletin d'informa*tion sur la gestion*.

Pour vous permettre de choisir les yeux ouverts, nous vous proposons de recevoir, comme les associés, ce bulletin d'information.

Vous n'aurez contracté aucun engagement et vous disposerez cependant de toutes les informations utiles pour vérifier, *sans aucun risque*, les performances de Revenus-Pierre.

Vous pourrez ainsi prendre votre décision en toute connaissance de cause et profiter ensuite des avantages traditionnels du placement dans la pierre (sécurité, protection du capital, revenus progressant régulièrement...), sans en subir les tracas (travaux, recherche de locataires, encaissement des loyers, revente...).

Pour bénéficier de ce nouveau service, appelez le 16 (05) 10.15.20 (votre appel est gratuit : la communication est à notre charge), ou envoyez le coupon-réponse ci-dessous à Revenus-Pierre, 5 avenue Kléber, 75798 PARIS CEDEX 16.

GRATUIT

à retourner à Revenus-Pierre
5 avenue Kléber, 75798 PARIS CEDEX 16

Je désire, sans aucun engagement de ma part, recevoir gratuitement le bulletin trimestriel d'information que reçoivent les associés de Revenus-Pierre.

Nom ______ Prénom ______
Adresse ______
______
Code postal ______ Ville ______
Tél. (dom.) ______ (bureau) ______

NN1 MON

DIPLOMATIE

LE CHEF D'UN BANTOUSTAN SUD-AFRICAIN A PARIS

Le Bophuthatswana cherche à justifier son « indépendance »

La « République » du Bophuthatswana ? A première vue, il y a de quoi hausser les épaules. Encore l'un de ces Etats-croupions créés en Afrique du Sud, qui ne représentent jamais que 13 % du territoire de la République blanche et ne seront que d'opportunes réserves de main-d'œuvre noire. D'ailleurs, le Bophuthatswana, « indépendant » depuis 1977, ne constitue qu'un territoire morcelé — pas moins de sept enclaves en territoire sud-africain, — que personne ne reconnaît, à l'exception de Pretoria, et dont l'image de marque demeure *Sun City*, présentée comme un *Luna-Park* pour Blancs sud-africains fuyant, à l'occasion d'un week-end, les lois raciales de l'apartheid. Pourrait-il jouer un autre rôle que celui d'une consolidation du « développement séparé » ? Son président, M. Mangope, en « visite privée » à Paris pour quatre jours à compter de mardi 25 octobre, n'est-il jamais qu'un pestiféré ?

Le cas du Bophuthatswana mérite sans doute une deuxième lecture. Morceau de l'ancien Bechuanaland britannique, il a été rattaché, en 1895, à la colonie du Cap, puis intégré à l'Union sud-africaine devenue, sur le tard, République Sud-Africaine. *Son territoire sera morcelé, puis* partiellement regroupé à compter de 1959. L'autre partie du Bechuanaland, devenu protectorat britannique, a accédé à l'indépendance voilà vingt ans et forme aujourd'hui le Botswana, Etat membre de l'Organisation de l'unité africaine et pays de la « ligne de front ».

Anglophone, frontalier — dans sa partie centrale — du Botswana, le Bophuthatswana est peuplé de plus de deux millions de Tswanas, alors que le Botswana ne compte qu'un million d'habitants, pour l'essentiel également tswanas. Le bantoustan « indépendant » de M. Mangope connaît une expansion économique, depuis une demi-douzaine d'années, que beaucoup d'Etats africains indépendants peuvent *lui envier. Il est deuxième* producteur mondial de platine, exporte du maïs et de la viande de bœuf, compte plus de cent cinquante unités industrielles et tire suffisamment de profits du tourisme pour financer des programmes assez sérieux dans les domaines de l'éducation et de la *santé*.

Il est parvenu à réduire son taux de dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud, qui ne finance plus que 4 % de son budget. Experts et techniciens israéliens, américains et canadiens, pour citer les plus nombreux, y prennent progressivement le relais des Sud-Africains. Une politique de promotion agressive, auprès des pays occidentaux, *lui a* permis d'attirer des capitaux étrangers. Le Bophuthatswana entend faire comprendre qu'il ne constitue pas un bantoustan comme les autres et qu'une administration efficace, à titre d'exemple, lui permet de revendiquer, aujourd'hui, l'un des niveaux de vie les plus élevés d'Afrique noire.

Pendant trois jours, M. Mangope va tenter de convaincre la capitale française qu'il a fait un pari. Et que ce pari peut être gagné. Installé à l'Hôtel grillon, il sera tour à tour l'hôte de M. André Bettencourt, du Club de Dakar, de l'Association parlementaire Europe-Afrique, de l'Association de la presse eurafricaine et d'industriels français. Il est vrai que ces derniers sont tentés par le Bophuthatswana. Thomson-C.S.F. doit lui fournir les premiers émetteurs de son futur réseau de télévision. Novo*tel collabore à la réalisation de* deux projets d'hôtels à Mmabatho, la capitale. S.G.E.-Construction, C.G.E.E.-Alsthom et le B.R.G.M. ont, tout récemment, pris des contacts pour intervenir dans les secteurs de la construction, de l'électrification et de l'hydraulique. Ingéroute a été sollicitée pour la réorganisation des transports publics et E.C.T.I. doit intervenir dans des missions ponctuelles d'assistance technique...

Le Bophuthatswana, qui prétend voler de ses propres ailes devrait être, en théorie, la parfaite justification du système des *bantoustans choisi par Pretoria* pour consolider le « développement séparé ». Son éventuel succès — et sa volonté affichée d'accéder à une réelle indépendance — pourraient-ils en faire un partenaire gênant pour Pretoria ? Les Sud-Africains se seraient-ils, dans ce cas bien particulier, *piégés eux-mêmes* ? Telle est, en tout cas, la démonstration qu'entend faire, sans trop le dire, M. Mangope. Il ne manque ni d'atouts, ni d'amis, ni de complices. Tout en l'ignorant officiellement, les autorités françaises le laissent agir, alors que l'Allemagne fédérale l'avait accueilli plus ouvertement. Pour éviter tout incident, sa protection sera assurée. Affaire, pour le moins, à suivre.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● *Trois sommets inter-africains.* — Les 30 et 31 octobre, trois organisations inter-africaines se réuniront à Niamey, sous la présidence du chef d'État nigérien, le général Seyni Kountché. Il s'agit de la C.E.A.O. (communauté économique de l'Afrique de l'ouest), de l'UMOA (union monétaire ouest-africaine) et de l'ANAD (accord de non-agression et d'assistance en matière de défense).

● *L'U.R.S.S. et l'enquête sur le Boeing sud-coréen.* — Le secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale, M. Yves Lambert, qui poursuit son enquête sur la destruction, le 1er septembre, d'un Boeing-747 sud-coréen par la chasse soviétique, a déclaré le jeudi 20 octobre qu'il avait été invité à se rendre en U.R.S.S. M. Lambert envisage d'effectuer ce voyage courant novembre. Il a déposé à l'O.A.C.I. le 16 octobre un rapport intérimaire de cinq pages sur son enquête et doit remettre un rapport définitif le 16 décembre. — *(U.P.I.)*

● *Hassan II à l'Elysée.* — Le roi Hassan II du Maroc a été reçu à déjeuner samedi 22 octobre, à l'Elysée, par M. Mitterrand. Le déjeuner avait été précédé d'un entretien en tête à tête. Cette rencontre a duré plus de deux heures. Lundi dernier, le souverain avait déjà été reçu par le chef de l'Etat, avec lequel il s'était entretenu du conflit saharien.

CETTE ANNÉE AVEC PARISTENNIS, L'HIVER SERA COURS, COURS, COURS
ENTRAINEMENTS HEBDOMADAIRES POUR ADULTES ET ENFANTS TOUS NIVEAUX
PARISTENNIS
51, Avenue du Gal-M.-Bizot PARIS 12e
628.02.32

LES NÉGOCIATIONS EUROSTRATÉGIQUES DE GENÈVE

La « Pravda » rejette catégoriquement les dernières propositions américaines

La *Pravda* a consacré, dimanche 23 octobre, un très long article à la réfutation des dernières propositions américaines dans les négociations sur la limitation des armements stratégiques, qui avaient été formulées le 3 octobre dernier par le président Reagan. Pour le quotidien du P.C. soviétique, il s'agit d' *« une nouvelle invention de la propagande »*, destinée à assurer à Washington *« un avantage unilatéral »*. En particulier, le commentateur anonyme rejette toute idée de *« build down »* (principe qui consiste à démanteler au moins deux engins de type ancien, chaque fois que l'on en implante un plus moderne), en estimant que les dernières suggestions du président américain *« ne changent rien »*. Les *Izvestia* avaient déjà, dès le lendemain de leur formulation, rejeté ces propositions, mais de façon moins catégorique et détaillée.

Dans un entretien publié ce lundi par l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, M. Arbatov, conseiller de M. Andropov pour les affaires étrangères, estime, de son côté, que l'échec des pourparlers eurostratégiques de Genève entraînerait *« une nouvelle étape dans la course aux armements »*, et confirme, comme l'a fait M. Zagladine au cours de l'émission « R.T.L.-*le Monde* » (lire d'autre part), la menace de retrait soviétique des négociations au cas où les euromissiles occidentaux commenceraient à être installés.

M. Bruno Kreisky, président du parti socialiste autrichien et ancien chancelier, s'est prononcé, dimanche, à la radio ouest-allemande, en faveur du report de l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière prévu avant la fin de l'année en R.F.A., et la poursuite des négociations de Genève si Américains et Soviétiques ne parviennent pas à un résultat en novembre. M. Kreisky n'exclut pas, d'autre part, un *« sérieux revers »* pour les relations Est-Ouest en cas d'installation des euromissiles. On ne peut plus se permettre *« une guerre froide comme dans les années 50 et 60 »*, a-t-il estimé.

Par ailleurs, l'hebdomadaire dominical britannique *The Observer*, indique que les premiers euromissiles américains seront opérationnels le 15 décembre en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne. Selon le journal, qui ne précise pas ses sources, il s'agirait de seize missiles de croisière, qui seront déployés à la base aérienne anglaise de Greenham-Common, à 80 kilomètres à l'ouest de Londres, et de neuf Pershing-2, qui seront implantés à la base militaire américaine de Schwäbish-Gemünd, en R.F.A. — *(A.F.P., Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

L'Irak a riposté à l'offensive iranienne en bombardant deux villes du Khouzistan

Le conflit irano-irakien connaît depuis jeudi 20 octobre (*le Monde* du 22 octobre) une brusque tension, mais cette évolution de la situation ne cadre pas avec les inquiétudes de ces dernières semaines. En effet, l'Iran a repris l'initiative des combats, mais sur le front du Kurdistan, le plus éloigné des eaux du Golfe, et si un détroit a été miné par les Irakiens, c'est celui, iranien, de Khor-Moussa, et non la voie d'eau internationale du détroit d'Ormuz.

La nouvelle offensive iranienne en direction de la localité irakienne de Banjwin, dans le nord-est du pays, est pour les observateurs dans le droit fil des précédentes offensives de Téhéran contre le Kurdistan irakien, en juillet et en septembre de cette année. Son objectif principal semble bien être celui annoncé par Téhéran de couper les opposants kurdes iraniens de leurs bases arrières en Irak. Cependant, quatre jours après le déclenchement de l'opération Aurore quatre, les communiqués militaires parfaitement contradictoires des deux belligérants ne permettent pas de se faire une idée claire de la situation sur le terrain. Le quotidien officiel iranien *République islamique* a publié, samedi 22 octobre, une carte montrant que l'armée iranienne avait effectué une percée de 40 kilomètres en territoire irakien. *A en croire le journal*, l'armée iranienne se serait emparée d'une bande de territoire de 700 kilomètres-carrés située au nord et à l'est de la ville irakienne de Penjwin et sur les deux rives de la rivière Chiler.

Selon Bagdad, les forces irakiennes ont riposté samedi 22 octobre par des bombardements aériens et des tirs de fusée sol-sol sur deux villes iraniennes. Six missiles au total sont tombés samedi sur deux villes du Khouzistan faisant, selon un bilan provisoire iranien, cent quatre-vingts morts et cinq cents blessés, et détruisant soixante maisons et quarante-cinq magasins à Dezfoul et des dizaines de bâtiments à Masdjed-Soleiman. De même source on indique que l'aviation irakienne a bombardé, samedi aussi, Marivan (Kurdistan iranien), après la ville de Baneh vendredi, et qu'un avion irakien a été abattu jeudi à l'ouest de la zone des combats de l'offensive.

A Téhéran, dimanche, l'imam Khomeiny a rompu un silence de deux semaines pour émettre le vœu que la guerre irano-irakienne *« en soit à ses derniers jours »* et que le régime irakien soit *« proche de sa chute »*. Enfin sur le plan diplomatique, Moscou a donné son accord à une proposition occidentale visant à mettre un terme à la guerre irano-irakienne, proposition qui pourrait être votée d'ici à une quinzaine de jours par l'ONU, annonce le *Sunday Times* de Londres. — *(A.F.P., Reuter)*.

A TRAVERS LE MONDE

Mauritanie

● *APPEL A L'AIDE INTERNATIONALE.* — Le chef de l'État mauritanien, le lieutenant-colonel Ould Haidalla, a lancé, vendredi 21 octobre, un appel à l'aide internationale pour faire face aux conséquences de la sécheresse, qui est considérée comme la plus grave enregistrée en Mauritanie depuis dix ans. La production céréalière du pays ne dépassera pas, cette année, 12 000 tonnes, soit 10 % des besoins globaux. — *(A.F.P.)*

Pakistan

● QUATRE MILLE ARRESTATIONS. — Le gouvernement a annoncé, dimanche 23 octobre, que 4 000 personnes avaient été arrêtées depuis le début de la campagne de désobéissance civile, il y a dix semaines, et que 2 527 d'entre elles étaient encore en prison. Il a précisé que 3 332 opposants avaient été arrêtés dans la seule province du Sind et que 1 565 y étaient encore détenus. D'autre part, le général Zia a réaffirmé que des élections générales auraient lieu en mars 1985 au plus tard — sans la participation des partis politiques. — *(Reuter, U.P.I.)*

Pérou

● ATTENTATS DU SENTIER LUMINEUX. — Trois personnes ont trouvé la mort dans une série d'attentats perpétrés le samedi 22 octobre par le mouvement maoïste Sentier lumineux, qui cherche ainsi, selon le chef de l'Etat, le président Fernando Belaunde, à empêcher le bon déroulement des élections municipales du 13 novembre. L'un des attentats était dirigé contre les locaux de l'Alliance populaire (au pouvoir), attaqués à la mitraillette et à l'explosif par deux groupes de terroristes, qui ont tué une personne et en ont blessé plusieurs autres.

Le second mort est un policier tué devant le poste de police d'un quartier populaire. Un des terroristes a été abattu et deux policiers ont été blessés durant la fusillade qui a suivi. — *(A.F.P.)*

République Sud-Africaine

● CONDAMNATION DE DEUX MEMBRES DE L'A.N.C. — MM. Zacharia Molotsi et Jacob Molefe, tous deux membres de l'A.N.C. (Congrès national africain, mouvement clandestin), ont été condamnés, vendredi 21 octobre, à dix-huit et quinze ans de prison par la cour de Pretoria. — *(A.F.P.)*



AMÉRIQUES

Grenade

Les nouveaux dirigeants veulent normaliser leurs relations avec Washington

La confusion continue de régner à la Grenade, après le coup d'Etat sanglant de la semaine dernière. Le nouvel homme fort de l'île, le général Hudson Austin, a des états de service tout à fait classiques pour un chef militaire qui se présente comme révolutionnaire. Ancien agent de police et ancien officier des prisons, il avait pris part aux grèves et manifestations contre l'ancien régime, quand le gouvernement était *présidé par Sir Eric Gairy, et avait* participé au coup d'Etat de mars 1979 qui porta au pouvoir Maurice Bishop.

*Successivement ministre de la dé*fense et de l'intérieur, et ministre des communications et du travail, il a fait, depuis 1979, des stages à Cuba, en Allemagne de l'Est et en Union soviétique.

Mais ce « profil » s'accorde mal avec les déclarations et même certaines décisions du conseil militaire révolutionnaire qui a pris le pouvoir. Selon l'envoyé spécial de l'agence France-Presse à Trinidad, le conseil a en effet déclaré, par l'intermédiaire de Radio Free Grenada, qu'il avait l'intention de remettre le pouvoir aux civils dans un délai de moins de deux semaines et qu'il ne changerait pas les grandes lignes de la politique extérieure du pays. Dans son bulletin du dimanche 23 octobre à midi, Radio Free Grenada a insisté sur la volonté de normaliser les relations avec les Etats-Unis. Ainsi se trouverait confirmée, selon les observateurs, la disgrâce de M. Bernard Coard, ancien vice-premier ministre, présenté comme le cerveau du complot mené par le général Austin. M. Coard, partisan d'un alignement inconditionnel sur l'Union soviétique, s'était opposé à Maurice Bishop sur cette question des relations avec les Etats-Unis. Depuis le coup d'Etat, il a d'ailleurs disparu. Interrogé sur son sort par le quotidien britannique *l'Observer*, le général Austin a déclaré : *« Nous ne savons pas où il est. Il a peut-être quitté l'île. Il ne joue absolument aucun rôle dans la direction de Grenade en ce moment. »* L'ancien premier ministre, Sir Eric Gairy, a annoncé à la radio nationale de la Barbade que M. Bernard Coard était mort.

Autre mesure significative : les nouveaux dirigeants ont autorisé deux diplomates américains à se rendre à Saint-George's, capitale de la *Grenade, pour discuter du sort du* millier d'Américains actuellement dans l'île. Cette décision a sans doute influencé celle des chefs de gouvernement de la Communauté économique des Caraïbes (Caricom), qui se sont réunis d'urgence, dimanche, à Port-of-Spain (Trinidad and Tobago). Ceux-ci ont pratiquement exclu, en effet, une intervention militaire dans l'île. Ils ont seulement résolu de suspendre la Grenade de l'organisation caraïbe *« jusqu'à nouvel ordre »*.

EUROPE

Espagne

M. Felipe Gonzalez exclut l'adoption de mesures d'exception au Pays basque

De notre correspondant

Madrid. — Alors que cent mille personnes manifestaient le samedi 22 octobre contre le terrorisme à Bilbao, la principale ville du Pays basque, le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a catégoriquement exclu l'adoption de mesures d'exception pour lutter contre les indépendantistes de l'ETA.

« En tant que gouvernement, nous ne voulons pas en arriver à déclarer une situation d'exception que quelques-uns nous demandent », affirme M. Gonzalez, rejetant ainsi les requêtes pressantes de l'opposition de droite, qui se fait l'écho des désirs d'importants secteurs de l'armée. Il a justifié cette attitude par la nécessité pour les citoyens et les partis politiques de *« ne pas perdre leur sang-froid »*.

Les propos de M. Gonzalez traduisaient une nette volonté de calmer les esprits, comme si le pouvoir craignait de se laisser entraîner trop loin par la colère et l'indignation populaires suscitées par l'assassinat, le 18 octobre, du capitaine Alberto Martin Barrios par l'ETA politico-militaire.

Ainsi peut-on interpréter l'appel insistant à l' *« unité »* et à la *« sérénité »* lancé à la population par M. Gonzalez et son engagement à *« maintenir le calme »*, seul moyen, *a-t-il répété, de venir à bout du* terrorisme. M. Gonzalez estime apparemment que l'adoption de mesures d'exception au Pays basque entraînerait son gouvernement — et tout le système démocratique — dans un dangereux engrenage et que le remède serait pire que le mal. Reste, bien sûr, à savoir si les forces armées admettront cette conception, qui constitue aussi un constat implicite d'impuissance du pouvoir face au terrorisme.

Le gouvernement, qui a fort habilement exploité l'émotion provoquée dans le pays par les tragiques événements de la semaine dernière pour renforcer l'adhésion populaire en sa faveur, peut se féliciter du succès du rassemblement unitaire de samedi à Bilbao, qui a réuni plus de cent mille Basques sur le thème *« Avec le peuple, contre l'ETA »*.

Il s'est agi en l'occurrence de la plus importante manifestation contre l'ETA qui ait eu pour théâtre le Pays basque. Seule manquait à l'appel la coalition Herri Batasuna, *« bras politique »* de l'ETA militaire, qui n'avait pas condamné l'assassinat du capitaine Martin Barrios, le jugeant simplement *« absurde »* et *« politiquement incompréhensible »*.

A la fin du rassemblement, le président du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garaikoetxea, a lancé un appel *« énergique et dramatique »* aux *« etarras »* pour qu'ils déposent les armes. *« Personne ne peut essayer d'imposer ses idées par la force*, a-t-il précisé, *la plus belle utopie devient réactionnaire si elle cherche à se réaliser par la violence. »* M. Garaikoetxea n'en a pas moins terminé son allocution par le traditionnel *« Vive l'Euskadi libre ! »*, trois mots qui résument toutes les craintes de l'armée. Le ton était bien différent de celui qui avait présidé à la grande manifestation de la veille contre le terrorisme à Madrid (*le Monde* daté 23-24 octobre), qui s'est terminée sur un triple *vivat* : à l'Espagne, à la Constitution et au roi. Si les deux rassemblements étaient dirigés contre l'ETA, leur signification politique était pourtant loin d'être indentique.

(Intérim.)

Suisse

LÉGER GLISSEMENT A DROITE AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES

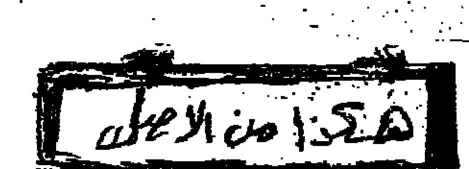
(De notre correspondant.)

Berne. — A quelques variantes près, les élections législatives du dimanche 23 octobre en Suisse auront confirmé la traditionnelle stabilité du corps électoral. D'après les premiers résultats, on enregistrait tout au plus un déplacement de huit à dix mandats, sur un total de deux cents au Conseil national (Chambre basse) et de 3 sièges sur quarante-six au *Conseil des Etats* (Chambre haute).

Comme prévu, le scrutin a également traduit un léger glissement à droite. Les bénéficiaires *en sont* les radicaux, les libéraux et l'Action nationale, d'inspiration xénophobe, qui auront chacun deux députés supplémentaires. Alors que les démocrates-chrétiens cèdent deux sièges, la gauche fait les frais de ces transferts. Les socialistes perdraient deux députés au Conseil national et trois mandats au Conseil des Etats, ces derniers au profit des radicaux. Plus sensible est le recul des communistes, qui n'auront probablement plus qu'un seul représentant à la Chambre basse au lieu de trois précédemment. Par ailleurs, s'ils ont quelque peu amélioré leur position en passant de un à deux députés, les écologistes n'auront pas réalisé la percée escomptée. Les quatre partis de la coalition gouvernementale (socialiste, radical, démocrate-chrétien et centriste) restent donc assurés de disposer à eux seuls de plus des quatre cinquièmes des sièges du nouveau Parlement. En raison de l'absence d'enjeux véritables, à peine 45 % des électeurs se sont déplacés, soit le taux de participation le plus faible depuis 1919.

J.-C. B.





Le Monde

politique

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La majorité a adopté une taxe sur la télévision par câble

L'Assemblée nationale a, le samedi 22 octobre, achevé la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1984 (*le Monde* des 22, 23 et 24 octobre). Les députés socialistes et communistes ont ainsi adopté (ceux du R.P.R. et de l'U.D.F. votant contre) l'article 39 du projet, qui prévoit, après le vote de divers amendements, un total des dépenses nettes de l'Etat, en 1984, de 939 322 millions de francs (en augmentation de 1 350 millions sur le projet gouvernemental). Comme, au cours de la discussion, les recettes ont été augmentées de 1 632 millions de francs, le déficit est ainsi ramené à 125 518 millions, au lieu de 125 800 millions de francs prévus initialement.

• STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE. – Jusqu'alors, leurs rémunérations étaient indexées sur le SMIC. Le projet prévoit de mettre fin à cette indexation. Cette disposition, qui devrait rapporter 70 millions de francs à l'Etat, a été adoptée par les députés socialistes.

• TAXE SUR LA DIFFUSION DES PROGRAMMES AUDIOVISUELS PAR CABLE OU VOIE HERTZIENNE. – Le gouvernement souhaitait créer un fonds de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels, semblable au fonds d'aide à l'industrie cinématographique. Il serait financé par une taxe sur les abonnements aux programmes de télévision par câble et sur les messages publicitaires que ceux-ci diffuseraient. La Commission des finances, jugeant juridiquement difficile de créer un impôt sur un produit « *en gestation* », s'y était d'abord opposée, mais M. Jack Lang, ministre de la culture, a insisté, estimant, a expliqué M. Emmanuelli, avoir besoin de ce fonds pour soutenir la production française et éviter l'envahissement par les émissions étrangères. Aussi le groupe socialiste a-t-il finalement accepté cette taxe, en la limitant simplement, pour les abonnements, à deux centimes par jour en 1984, trois centimes en 1985 et à six centimes en 1986, alors que le gouvernement prévoyait ce taux dès 1984. L'Assemblée a adopté ce dispositif malgré les vives critiques de l'opposition.

A la suite d'une seconde délibération, demandée par le groupe socialiste, l'Assemblée est revenue sur trois articles du projet :

• DÉPENSE POUR RAVALEMENT, ACQUISITION, CONSTRUCTION D'IMMEUBLES. – Le groupe socialiste souhaitait améliorer la déduction du revenu des charges d'emprunts contractés par les propriétaires-occupants. M. Jean Anciant (P.S. Oise) a accepté, finalement, de retirer son amendement après que M. Emmanuelli eut expliqué que cela coûterait très cher au budget de l'Etat dans les années à venir. Mais, pour aider l'industrie du bâtiment, le secrétaire d'Etat a annoncé que le nombre de primes au logement aidé (P.L.A.) sera augmenté de dix-mille, la prévision initiale étant de *soixante-mille*.

• TAXE SUR LES ENTREPRISES NE FAISANT PAS DE BÉNÉFICES. – Pour compenser exactement les diminutions des recettes de l'Etat, entraînées par le maintien de certaines exonérations de taxe foncière et la non-application du taux majoré de T.V.A. à la location de magnétoscopes, le groupe socialiste a obtenu l'augmentation de l'imposition forfaitaire des sociétés ne faisant pas de bénéfices. Elle sera de 4 000 F pour les sociétés ayant un chiffre d'affaires inférieur à un million de francs ; de 6 000 F pour un chiffre d'affaires compris entre un et deux millions de dépenses ; de 8 500 F entre deux et cinq millions de francs ; de 11 500 F entre cinq et dix millions de francs ; de 17 000 F au-delà.

THIERRY BRÉHIER.

Les recettes augmentées de 1 632 millions de francs

Les divers amendements au projet gouvernemental, adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale, ont apporté les modifications suivantes aux prévisions initiales de recettes :

• *Impôt sur le revenu, par création d'une décote sur la surtaxe : moins 248 millions de francs ;*

• *Impôt sur les grandes fortunes, par création d'une majoration conjoncturelle de 8% : plus 485 millions de francs ;*

• *Taxe sur les contrats d'assurance augmentée de deux point : plus 940 millions de francs ;*

• *Non-application du taux majoré de la T.V.A. à la location de magnétoscopes : moins 40 millions de francs ;*

• *Impôt sur les sociétés ne faisant pas de bénéfices : plus 195 millions de francs ;*

• *Droits de timbre : plus 300 millions de francs.*

TOTAL : plus 1 632 millions de francs.

• *Val-de-Marne : recherches de permanences.* – A Villejuif (Val-de-Marne), l'opposition a tenu une permanence en plein air, le samedi 22 octobre, de 10 h à 12 h, devant la mairie. Ses 7 élus (sur 45) reprochent au maire, M. Pierre-Yves Cosnier (P.C.F.), de ne pas leur accorder de local pour leur permanence. A la même heure, mais à Saint-Maur cette fois, la gauche (7 conseillers sur 53), qui tenait une permanence sauvage sur les marches de la mairie, formulait le même grief contre le maire, M. Jean-Louis Beaumont (div. d.). – *(Corresp.)*.

LE CONSEIL NATIONAL DU P.R.

Mme Veil met en garde l'opposition contre les « risques » de présenter deux listes aux élections européennes

Dans l'entretien qu'il nous avait accordé, à la veille de la réunion de son conseil national (*le Monde* du 22 octobre), M. François Léotard, secrétaire général du P.R., se félicitait que son parti ait su, en dépit des courants qui le traversent, maintenir son unité.

Samedi 22 octobre, cette unité a *été préservée sans peine*, dans la mesure où les deux questions qui reçoivent, aujourd'hui, au parti républicain des réponses divergentes *n'ont fait l'objet d'aucun débat*, qu'il s'agisse du choix d'une ou de deux listes de l'opposition aux élections européennes ou de l'attitude à adopter face au Front national et plus généralement face à l'extrême droite.

Après le bilan d'activité de M. François Léotard, un rapide échange de vues a permis à M. François Delmas, ancien secrétaire d'Etat, ancien maire de Montpellier, de dire son accord avec l'attitude de Mme Simone Veil à Dreux – point de vue qu'est loin de partager la majorité du parti républicain, – et à M. Alain Madelin, délégué national, de préciser que dans cette affaire, l'opposition, même si elle a conclu à Dreux un accord avec le Front national, n'a pas à recevoir de leçon de morale de la gauche. Mais ces deux interventions sont restées sans suite.

Il fallait passer à l'ordre du jour du conseil national : l'Europe. Le matin, avec M. Hervé de Charette, auteur d'un manifeste européen (*le Monde* daté 23-24 octobre), l'après-midi avec Mme Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes. Au fil des interventions, on parla en particulier du libre-échange, de l'élargissement de la Communauté et des problèmes budgétaires.

M. Emmanuel Hamel, député du Rhône, a bien essayé de suggérer, face à une salle visiblement favorable à deux listes, que devant « *la gravité de la situation internationale* » et « *la volonté unitaire des électeurs* », le choix d'une seule liste d'opposition aux élections européennes serait préférable. Son intervention fut jugée hors sujet. Avant de quitter le conseil national, Mme Simone Veil devait toutefois adresser une mise en garde à l'opposition contre les « *risques* » de constituer deux listes aux élections européennes. Un tel choix, selon elle, présente « *plus d'inconvénients que d'avantages* ». S'il y a deux listes, a-t-elle remarqué, il faut qu'il y ait des « *raisons de fond* », que « *des points de vues suffisamment différents* » les justifient aux yeux de l'opinion. S'il y a deux listes, « *il ne faut pas que ce soit l'occasion d'une surenchère qui ne pourrait être que nationaliste et non européenne* », a ajouté Mme Veil, qui craint que l'U.D.F. et le R.P.R., se présentant séparément, ne cherchent surtout à se « *disputer* » les voix des électeurs de l'opposition plutôt que d'essayer de gagner des voix sur la majorité et de se « *marquer* » par rapport à elle.

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., ne partage pas ce point de vue. Il a expliqué dimanche au « Club de la presse » d'Europe 1 que son choix, pour des raisons de « *tactique électorale* », se porte toujours vers deux listes. Il reconnu toutefois que « *si les Français veulent avant tout infliger un blâme au gouvernement*, [cette] *stratégie électorale sera modifiée* ». M. François Léotard souscrivit à cette analyse.

Pas plus que ce débat sur les élections européennes n'a été abordée la alliances avec l'extrêmedroite, le secrétaire général, dans son discours de clôturedont il n'a pu, en raison de la longueur des interventions sur l'Europe, que prononcer des extraits, a tenu toutefois à rappeler deux principes : « *out homme, tout parti, est présumé innocent ; c'est la loi qui fonde le jugement et non pas les intérêts du pouvoir.* » Ainsi, explique-t-il, « *s'il y a incitation à la haine raciale, s'il y a reconstitution de ligues dissoutes, que l'on applique la loi, et si la loi est insuffisante, que l'on propose alors de l'améliorer. Voilà le cadre démocratique de ce débat* [sur l'extrême droite] ; *nous n'accepterons ni les amalgames ni les procès d'intention* », a-t-il poursuivi, avant de préciser : « *Si nous sommes un jour face à des personnes ou à des partis qui prônent la haine raciale, qui pratiquent l'antisémitisme ou qui n'ont pas une attitude républicaine, non seulement ce ne seront pas nos alliés mais ce seront immédiatement nos adversaires.* »

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Devant le congrès du parti démocrate français

M. JACQUES CHIRAC EST FAVORABLE A UN PROJET COMMUN POUR L'OPPOSITION

M. Jacques Chirac a déclaré, samedi 22 octobre, devant le congrès national du parti démocrate français que préside M. Guy Genesseaux, conseiller de Paris (ex-radical) :

« *Je suis parfaitement favorable à ce que l'ensemble des partis, des mouvements et des clubs de l'opposition se réunissent et réfléchissent en commun, ce qui peut être rapide, sur leurs convergences, et élaborent ce qui pourrait être un projet commun, quelque chose qui indique aux Français que, le jour venu, l'alternance démocratique ayant joué, l'opposition serait capable de gouverner dans l'intérêt de tous.* »

Le congrès du P.D.F. a été placé sous le signe de deux slogans : « *Construire et agir* » et « *Essayer la différence* ». M. Genesseaux, en présence de M. Michel Pinton pour l'U.D.F. et de M. Philippe Malaud pour le C.N.I.P., a affirmé : « *L'heure n'est pas à se trouver un chef mais à donner un projet d'espoir aux Français.* »

Le congrès a désigné comme secrétaire général M. Jean-Henry Ricard, informaticien, conseiller municipal de Croissy-sur-Seine (Yvelines).

ARMAND COLIN
103, bd Saint-Michel
75005 Paris

Eléments d'économie politique
Jean-Pierre et Michel Tirouflet
Comment fonctionne l'économie d'un pays? Quels mécanismes, quel langage, quelles théories?

Economie internationale
Richard Caves et Ronald Jones
1. Le commerce - 2. Les finances
Les relations économiques entre nations et leurs rapports avec les grands événements mondiaux.

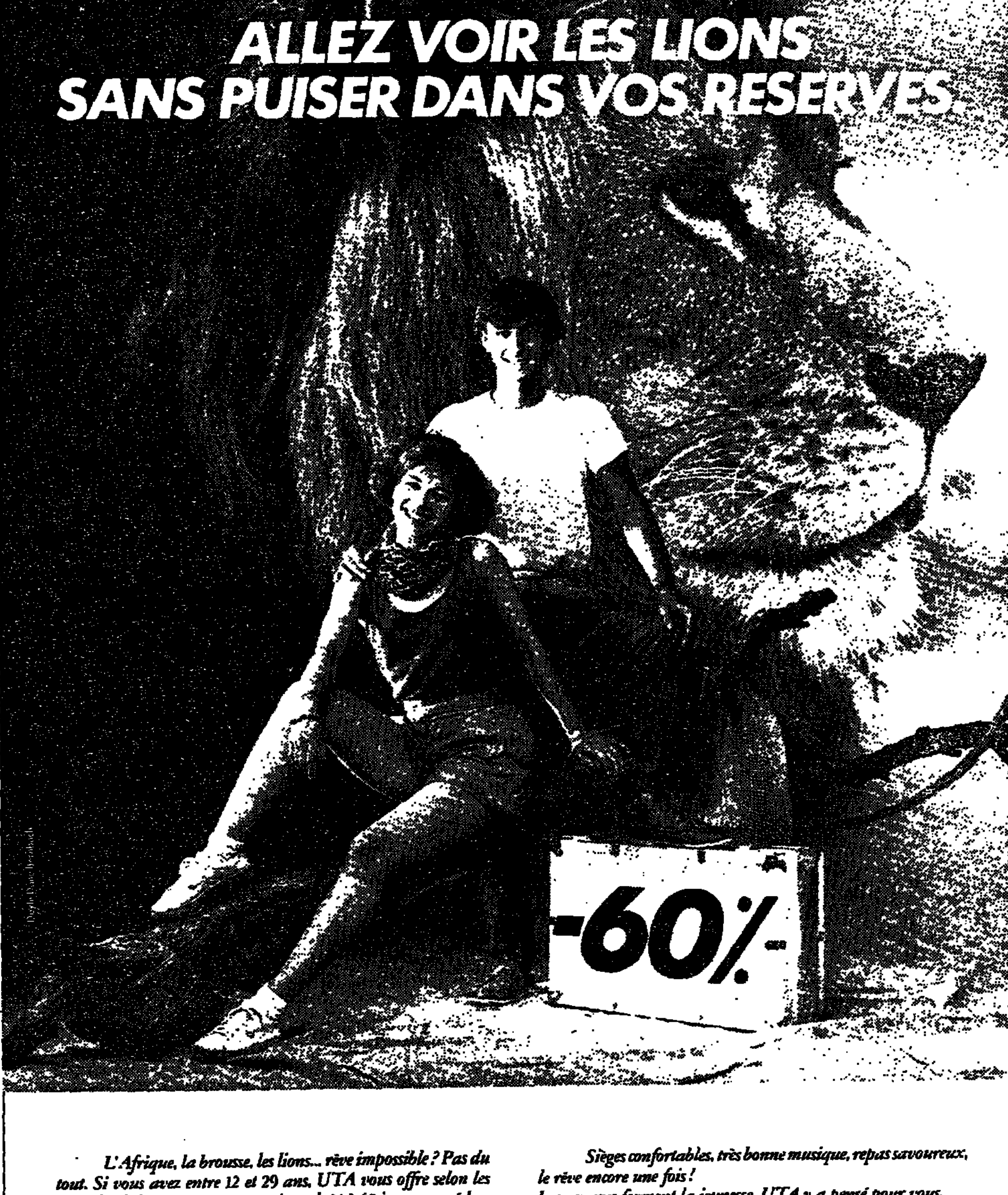
Le défi économique du Japon
G.C. Allen
Pays surpeuplé, pauvre en ressources naturelles, dont le dynamisme a fait l'une des grandes puissances économiques mondiales.

La Chine et son économie
Pierre Trolliet
Une somme d'informations précises sur tous les secteurs de l'économie dans la Chine d'après Mao.

Paul A. Samuelson
L'ÉCONOMIQUE 2
11e édition actualisée d'un grand classique

MAURICE PARODI
L'économie et la société française depuis 1945
La croissance française : phénomène économique et social.

ARL



*L'Afrique, la brousse, les lions... rêve impossible ? Pas du tout. Si vous avez entre 12 et 29 ans, UTA vous offre selon les périodes de l'année et pour un séjour de 14 à 60 jours une réduction d'environ 60 % sur ses vols réguliers, en classe économique, vers la plupart de ses destinations en Afrique***

De plus, les parents des plus jeunes peuvent être rassurés. Leurs enfants voyageront en toute sécurité grâce au personnel UTA. Si vous êtes comme un lion en cage à l'idée de découvrir l'Afrique, les quelques heures de vol sauront vous faire patienter très agréablement.

Sièges confortables, très bonne musique, repas savoureux, le rêve encore une fois !
Les voyages forment la jeunesse, UTA y a pensé pour vous.

(*) Pour les conditions d'application de ces tarifs et des autres possibilités, renseignez-vous auprès de UTA ou de votre agence de voyages.

UTA

NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

L'ex-courant A (M. Jospin) garde la majorité absolue au comité directeur

Les délégués des trois motions déposées en vue du congrès socialiste de Bourg-en-Bresse se sont réunis samedi 22 octobre à Paris. Ils ont pris connaissance des votes sur chacun de ces textes qui, samedi matin, avaient eu lieu dans toutes les fédérations, à l'exception de la Haute-Saône.

Dans ces fédérations, qui représentent 7423 mandats pour le congrès (sur un total de 7449), la motion n° 1, qui réunit les anciens courants A (M. Jospin), B (M. Mauroy) et C (M. Rocard), obtient 5746 mandats, soit 77,40 % ; la motion n° 2 (le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement) en recueille 17,94 % (1332 mandats), et la motion n° 3 (les « dissidents » de l'ancien courant rocardien), 4,64 % (345 mandats).

Le système de calcul des mandats défavorise les minorités. Ainsi la motion 3 dépasse-t-elle les 5 % de suffrages exprimés à la base nécessaires pour qu'un courant soit représenté au comité directeur et au bureau exécutif. Le comité directeur, lui, reste constitué de 131 membres titulaires, répartis entre les courants en fonction du pourcentage de mandats obtenu. Le courant 1 aura 101 titulaires, le courant 2 en aura 24 et 6 représentants du courant 3 y siégeront. Au sein du courant 1, l'équilibre est ainsi établi : 66 sièges pour l'ex-courant A (M. Jospin), 22 pour le courant B (M. Mauroy) et 13 pour l'ex-courant C (M. Rocard). Ainsi, les représentants de l'ex courant A gardent la majorité absolue au sein du comité directeur, tandis que les amis de M. Rocard perdent 7 sièges. Ils avaient... en effet... accepté, lors du comité directeur de synthèse des 10 et 11 septembre, que leur représentation soit diminuée si les « dissidents » rocardiens parvenaient à dépasser la barre des 5 % des suffrages exprimés.

Les amis de M. Rocard apparaissent donc comme les perdants de ce congrès — en termes de rapport de forces internes, bien qu'ils se soient coulés au sein d'un nouveau courant ultra-majoritaire. Ceux de M. Mauroy perdent un siège de titulaire.

Les dirigeants du CERES se déclarent satisfaits des résultats qu'ils ont obtenus. Ils progressent de 3,5 points par rapport au congrès de Metz, en 1979, où ils avaient recueilli 14,4 % des mandats, et ils occuperont 3 sièges de titulaire supplémentaire au comité directeur. Officiellement, ils continuent de situer leur démarche sur la recherche d'une synthèse, au congrès, avec M. Lionel Jospin, mais ils admettent que, si accord il y avait, ce serait, selon le terme utilisé par l'un d'entre eux, pour le moins « *sportif* ».

Malaise et règlements de comptes dans la fédération du Gard

De notre correspondant

Nîmes. — Dans la fédération du Gard du parti socialiste circulent des rumeurs de dissolution à l'occasion du prochain congrès de Bourg-en-Bresse. Cette situation paradoxale dans un département où le P.S. est implanté de longue date, est l'aboutissement d'un différend larvé entre d'un côté l'appareil fédéral, les élus socialistes du conseil général et, de l'autre, un certain nombre de militants. Ce différend ne recoupe pas nécessairement les clivages traditionnels du P.S. L'important, pour certains conseillers généraux, c'est d'acquérir une certaine indépendance par rapport à un appareil qu'ils jugent trop « théoricien » alors qu'eux-mêmes, depuis longtemps, ont l'habitude de travailler sur le terrain avec leurs électeurs des zones rurales. Plus concrètement, les péripéties qu'a connues l'an dernier la désignation du président de l'assemblée départementale sont probablement à l'origine de ce que certains considèrent comme un « *règlement de comptes* » avec la commission exécutive fédérale.

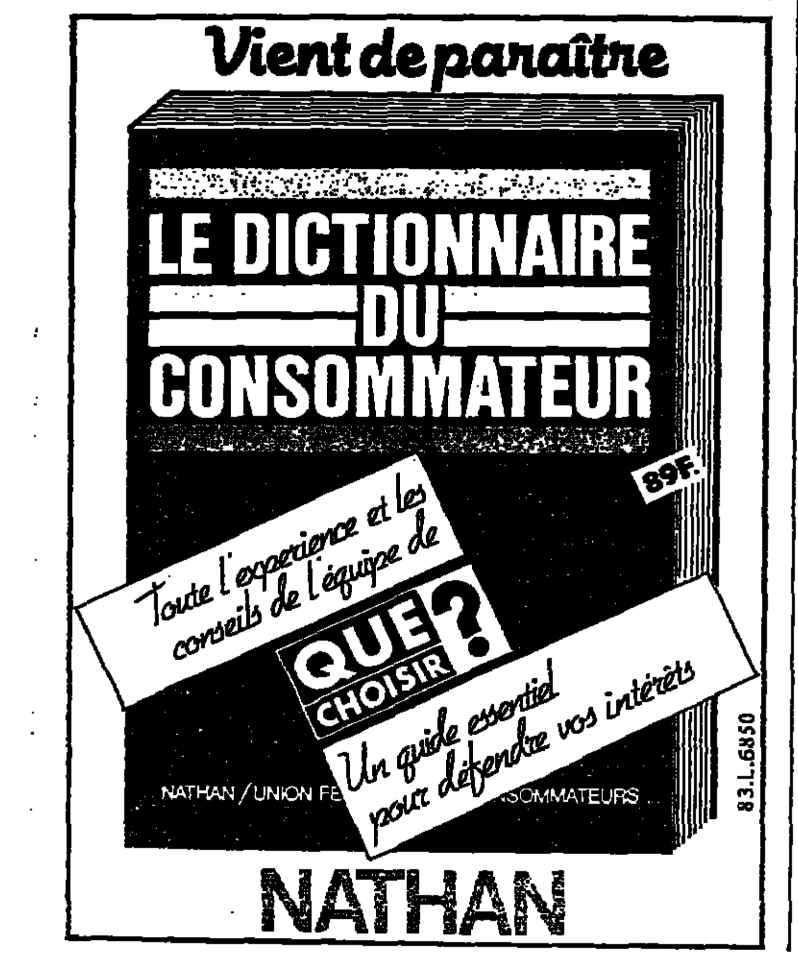
Tout a commencé le 24 mars 1982. Ce jour-là, le conseil général du Gard devait élire son président. M. Gilbert Baumet, le sortant, ex-radical devenu P.S. et signataire, début 1981, d'un texte de soutien à la candidature de M. Michel Rocard à la présidence de la République, se retire : la fédération pousse son candidat, M. Georges Benedetti, député, maire de Bagnols-sur-Cèze. Cette désignation avait provoqué un mouvement d'humeur des élus P.S., qui, pour marquer leur désaccord, avaient élu M. Edmond Reboul, « figure » de l'époque S.F.I.O. Celui-ci avait démissionné immédiatement, laissant le champ libre à M. Benedetti.

Malheureusement pour ce dernier, l'élection fut invalidée quelques mois plus tard, et les conseillers généraux du P.S., majoritaires au conseil général, plébiscitèrent M. Baumet. La réaction ne se fit pas attendre : M. Baumet fut exclu du parti socialiste. Cette décision, perçue comme la sanction de l'engagement de M. Baumet aux côtés de M. Rocard, a davantage séparé les élus des responsables départementaux du parti. Les délégués au congrès fédéral, réunis le 15 octobre, ont refusé de donner quitus à la commission exécutive sortante pour son action. Commentaire fréquent : « *L'opération est téléguidée par les conseillers généraux. M. Baumet, bien qu'évincé du parti, a réussi avec ses amis à mettre sur orbite des personnes qui lui sont favorables.* »

De fait, il semble que la composition de la future commission exécutive marque l'élimination de la quasi-totalité de l'équipe sortante, après des discussions plus que houleuses. « *Confrontation normale d'idées* », rétorque M. Jean Colençon, actuel premier secrétaire fédéral, qui se refuse à personnaliser le débat.

OLIVIER CLERC.

● *Confirmation de l'annulation de l'élection cantonale d'Aix-en-Provence Nord-Est.* — Le Conseil d'Etat a confirmé, vendredi 14 octobre, le jugement du tribunal administratif de Marseille qui, le 16 juin 1982, avait annulé l'élection au premier tour, le 14 mars 1982, de M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca (U.D.F.-P.R.). Le Conseil d'Etat a pris notamment en considération un écart de dix voix entre la liste d'émargement et le nombre de bulletins dans l'urne et les affiches apposées dans les bureaux de vote propres à jeter la confusion chez les électeurs.



Les militants socialistes de l'après 10 mai

par JACQUES KERGOAT (*)

En 1936, la poussée électorale qui porte au pouvoir la coalition de Front populaire paraît rétrospectivement fort limitée : un peu moins de deux points de pourcentage en plus, au premier tour, pour l'ensemble de la coalition. A l'intérieur de celle-ci, le parti socialiste S.F.I.O. perd quatre points et il ne dispose que de 146 élus sur 618 députés. Pas grand chose à voir, donc, avec la « vague rose » des élections de juin 1981, qui voit le parti socialiste passer de 22,1 % à 36,9 % et disposer à lui seul de la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Pourtant la victoire de 1936 se traduit par un gonflement sans précédent des rangs socialistes : + 68 % de 1935 à 1936, + 42 % de 1936 à 1937. Les victoires électorales de mai puis de juin 1981 n'ont pas produit d'effet comparable. Précédée d'une année où la combativité ouvrière se tient à son plus bas niveau depuis 1958 — alors que l'année 1935 avait été marquée par la lutte contre les décrets Laval-Herriot et de véritables émeutes ouvrières à Brest et à Toulon, — suivie par une période où les réactions ouvrières sont peu comparables au mouvement d'occupations d'usines de juin 1936, l'accession au pouvoir a eu cette fois-ci sur le parti socialiste des répercussions plus modestes : 8,43 % d'augmentation de ses effectifs de 1980 à 1981, 3,90 % de 1981 à 1982, font qu'il atteint 213 000 adhérents au 31 décembre 1982. Encore faut-il ajouter que l'essentiel de la progression de 1981 s'est faite dans les premiers mois de l'année : elle apparaît donc plus liée à la mobilisation de la campagne présidentielle qu'à la victoire électorale elle-même.

Cette très légère progression se répartit de manière inégale selon les départements. Bien entendu, l'effet de taille joue : ce sont souvent les fédérations aux effectifs les plus réduits qui progressent le plus dans la période récente. Avant toute variable géographique, c'est sans doute ce qui explique la progression dans le bas du Massif Central, où le nombre d'adhérents au P.S. est particulièrement faible dans plusieurs départements. Mais cette constatation renvoie aussi à la « *nationalisation* » de l'implantation du parti socialiste. Alors que les trois places fortes du mouvement socialiste en France (Bouches-du-Rhône, Nord, Pas-de-Calais) totalisaient en 1971 39,7 % des effectifs, elles n'en représentent plus que 27,9 % en 1979 et 25,6 % aujourd'hui.

En fait, de 1971 à 1979, la progression du P.S. a été particulièrement sensible dans des zones d'industrialisation récente (la Bretagne en est le prototype) et dans des zones très anciennement industrialisées, mais frappées de plein fouet par la crise économique (la Lorraine). Cette tendance se prolonge, mais de manière plus floue, de 1979 à 1982 : la progression se ralentit, aussi bien en Bretagne (Finistère et Côtes-du-Nord) qu'en Lorraine (Meurthe-et-Moselle). En revanche, dans le Bassin parisien, le renforcement des effectifs est net.

Au fil des années, le parti socialiste a ainsi inversé la tendance de la social-démocratie française à se développer principalement dans les zones à dominante rurale — aux dépens du parti radical — et à perdre du terrain dans les zones urbanisées, au profit du parti communiste. L'évolution de l'implantation du P.S. est d'ailleurs dans ce domaine comparable à l'évolution de ses suffrages électoraux : sur les trente départements où ont le plus progressé les suffrages socialistes, des législatives de 1978 à celles de 1981, vingt-six se situaient au nord de la Loire. De même, ce ne sont plus les bastions du Sud-Ouest, à tradition « républicaine », qui fournissent le gros des effectifs : en 1982, en majorité absolue, les adhérents du P.S. sont au nord de la Loire.

Le petit et moyen salariat ?

Une analyse exhaustive de la structuration socio-professionnelle des adhérents du P.S. est aujourd'hui fort difficile : le dernier sondage fiable remonte à 1973. A partir d'éléments plus partiels (instances de direction diverses, délégués aux congrès...), il a souvent été affirmé que le parti socialiste avait perdu sa nature ouvrière, et s'était transformé en un « nouveau parti radical », ou en « parti de la petite bourgeoisie avancée », la rupture se situant alors au moment du congrès d'Épinay, en 1971.

En fait, s'il est peu contestable que le nombre d'ouvriers — au sens strict du terme — n'a cessé de décroître parmi les adhérents, le phénomène apparaît bien antérieur à 1971 et ne semble pas s'être accéléré depuis. Quant aux couches dans lesquelles le P.S. s'est renforcé, il s'agit, certes, en partie de la petite bourgeoisie moderne, mais tout autant des couches « tertiarisées » de la classe ouvrière.

Le P.S. a recruté à son image : un pourcentage d'ouvriers et d'employés semblable à celui qui existait déjà dans ses rangs. Le centre de gravité des adhérents reste bien, comme le répète souvent M. Jean Poperen, le petit et moyen salariat.

C'est là un domaine où existent des indications plus précises, mais où, en même temps, les chiffres ne rendent que partiellement compte de la réalité. Ainsi, la progression des groupes et sections d'entreprise est-elle particulièrement sensible depuis 1981.

Même si leur composition n'est pas spécifiquement ouvrière — les cadres y sont, à vrai dire, nombreux, — c'est là une présence non négligeable dans les entreprises. Reste que, pour l'essentiel, ce développement ne traduit pas, selon les commentaires des responsables du secteur entreprises du P.S., un recrutement au sein des entreprises elles-mêmes, mais bien plus un tranfert interne de militants jusqu'alors inscrits dans leurs sections locales : sans doute ont-ils éprouvé le besoin d'un cadre d'organisation collective dans un endroit — leur lieu de travail — où ils sont très fréquemment interpellés sur la politique gouvernementale.

La progression est également sensible pour les groupes du Mouvement de la jeunesse socialiste. Ceux-ci étaient présents dans vingt-cinq départements avant mai 1981 : ils l'étaient dans soixante-quinze départements au moment de la conférence nationale Jeunesse de l'automne 1982, et dans quatre-vingt-cinq départements au 31 décembre 1982. Globalement, les responsables du secteur estiment que les effectifs du M.J.S. sont ainsi passés, depuis mai 1981, de 1 500 à 70 000 adhérents. Le phénomène paraît vraisemblable si on le met en rapport avec l'évolution du vote des jeunes (moins de vingt-cinq ans) : 28 % d'entre eux votaient pour le P.S. en 1978, 44 % en 1981. Mais, là aussi, la réalité que recouvrent les chiffres doit être cernée avec prudence.

Certes, des groupes des Jeunesses se sont spontanément créés. Mais dans la mesure où le M.J.S. n'est pas une organisation autonome par rapport au P.S., et dans la mesure où tous les adhérents du parti âgés de moins de vingt-cinq ans en sont membres de droit, une démarche administrative peut suffire pour qu'un groupe existe au moins statistiquement... et administrativement.

Quant aux femmes, leur pourcentage dans le parti, à la veille du 10 mai, était généralement estimé, par le parti socialiste lui-même, aux alentours de 20 %. Cette évaluation est peut-être légèrement surestimée, mais une augmentation régulière du pourcentage des adhérentes apparaît vraisemblable — elles n'étaient que 13 % en 1973, — correspondant d'ailleurs à l'évolution, parmi les femmes, des électrices socialistes (20 % en 1973, 25 % en 1978, 30 % en 1981). Cependant, les animatrices du secteur femmes du P.S. font état aujourd'hui d'une baisse d'environ trois à quatre points du pourcentage d'adhérentes. Peut-être faut-il y voir la rançon du peu d'activité depuis le 10 mai du secteur lutte des femmes, et du faible relais dont ont disposé les initiatives gouvernementales de Mme Roudy au sein du parti lui-même.

Les Dirigeants

Les éléments sont plus précis en ce qui concerne la composition sociale d'instances diverses, congrès ou organes de direction.

Incontestablement, par exemple, le parti s'est rajeuni, comme en témoigne la place des trente-quarante ans parmi les délégués aux congrès : 27 % en 1973, 42 % en 1979, 45 % en 1981.

Incontestablement, aussi, l'instauration des quotas (1) a facilité la féminisation des instances. Les déléguées aux congrès étaient ainsi 12 % en 1973, 16 % en 1979, et 20 % en 1981. Les candidates à la députation sont passées de 2,3 % en 1973 à 5 % en 1978 et 8 % en 1981, et les élues de 0 % à 1 % en 1978 et 7 % en 1981. Les freins sont cependant encore nombreux : Mme Edith Cresson est la seule femme maire socialiste d'une ville de trente mille habitants. Et surtout, ce mouvement de féminisation ne semble pas s'être prolongé depuis le 10 mai : entre 1973 et 1979, les femmes étaient ainsi passées, au comité directeur, de 5 % à 21 % au bureau exécutif de 0 % à 19 %. Ce pourcentage est retombé, à partir de l'automne 1981, à 20 % au comité directeur et à 15 % au bureau exécutif.

Enfin, du point de vue des classes sociales, l'évolution n'a pas fondamentalement modifié ce que Patrick Hardouin (2) appelle « *la prime aux élites et l'exclusion ouvrière* ». Il y a certes maintenant un peu plus d'employés et de cadres moyens au comité directeur, mais on n'y trouve que 1 % d'ouvriers. Parmi les députés socialistes, le pourcentage d'ouvriers est passé de 0 à 1,4 %. Et la proportion d'ouvriers délégués aux congrès était de 3 % en 1973, de 5 % en 1979, et toujours de 5 % au congrès de l'après 10 mai. Dans les sphères de direction, c'est un pouvoir sans partage que détiennent les enseignants et les cadres supérieurs, aux dépens d'ailleurs des professions libérales dont le poids diminue régulièrement.

(*) Jacques Kergoat, sociologue, vient de publier, aux éditions Le Sycomore, *le Parti socialiste*.

(1) Les quotas imposent la présence d'un minimum de 20 % de femmes à tous les échelons de direction, ainsi que parmi les candidats aux élections au scrutin de liste.

(2) Cf. les articles de Patrick Hardouin (*Revue française de science politique*, n° 28), de Paul Bacot (*Citta e regione*, n° 3) et de Roland Cayrol et Colette Ysmal (*Projet*, n° 165).

L'implantation du P.S. dans les entreprises (1973-1982)

	Sections d'entreprise	Groupes socialistes d'entreprise	Total des structures
1973	66	129	195
1974 (mai)	247	494	741
1974 (déc.)	272	530	812
1976	211	545	756
1980	230	839	1 039
1982 (mai)	342	1 362	1 704
1982 (déc.)	371	1 504	1 874

Au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* »

« LA PARTICIPATION DES COMMUNISTES FRANÇAIS AU GOUVERNEMENT CORRESPOND TOUT A FAIT A NOS PRINCIPES », déclare M. Zagladine.

Invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », dimanche 23 octobre, M. Vadim Zagladine, chef adjoint de la section de politique étrangère du comité central du P.C. soviétique, a déclaré, au sujet des positions du gouvernement français sur les euromissiles : « *Je vois certaines contradictions dans la politique française. Je ne suis pas d'accord avec la position du gouvernement français à ce sujet. Mais c'est son affaire. En ce qui concerne la participation des communistes dans le gouvernement, c'est le jeu de la démocratie. La coalition des forces de gauche a remporté la victoire. C'était très important, cela reste encore très important. C'est un pas en avant.* »

M. Zagladine a déclaré que les relations entre le P.C. soviétique et le P.C. français « *sont excellentes* », et que le voyage de M. Georges Marchais à Moscou, en juillet dernier « *a été un très grand succès* ». Il a ajouté : « *Nos partis (...) peuvent prendre des positions différentes sur certains sujets. Mais cela ne touche pas aux principes. Les principes restent les mêmes ; nous partons des mêmes principes.* »

« *La France a choisi un président,* a dit M. Zagladine. *C'est avec ce président que nous avons affaire. En ce qui concerne le gouvernement de gauche, nous apprécions beaucoup ce qu'il a fait en politique intérieure (...). La participation des communistes français au gouvernement correspond tout à fait à nos principes. Le principe des communistes est, dans toutes les conditions, de faire tout ce qui est en leurs possibilités, de leur force, pour améliorer la vie des gens.* »

L'UNI se désolidarise de la Journée d'amitié française

*A la suite de notre relation de la Journée d'amitié française du 16 octobre (*le Monde *du 19 octobre), l'Union nationale interuniversitaire nous écrit :*

« L'UNI tient à faire une mise au point très claire. Il est d'abord évident qu'aucun membre de l'UNI n'a tenu quelque propos antisémite que ce soit. Il importe donc de dénoncer l'amalgame insidieux auquel se sont livrés certains journaux.

» Sur le fond, l'UNI condamne sans réserve l'antisémitisme, moralement dégradant et intellectuellement stupide. Elle déplore que les organisateurs n'aient pas été en mesure d'empêcher de tels débordements et se voit obligée de ne plus participer à l'avenir à de telles journées, entachées par des propos à ce point irresponsables. »

[Après la prise de position de M. Pierre Sergent au nom du Comité directeur du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) (*le Monde* du 21 octobre), l'UNI est la seconde organisation à se désolidariser de la Journée d'amitié française organisée par les comités « Chrétienté-Solidarité ». L'UNI tenait, durant cette journée, un stand dans la salle B de la Mutualité où étaient retransmis par haut-parleur les propos tenus, à la tribune, dans la grande salle. « *Il y avait du bruit,* y explique-t-on aujourd'hui, *qui ne permettait pas de bien entendre. Si cela avait été le cas, on entendant ce qui se disait, nous aurions plié bagage tout de suite.* — E. P.]

UN PRÉSIDENT ET HUIT VICE-PRÉSIDENTS DE GAUCHE AU CONSEIL RÉGIONAL DU NORD-PAS-DE-CALAIS.

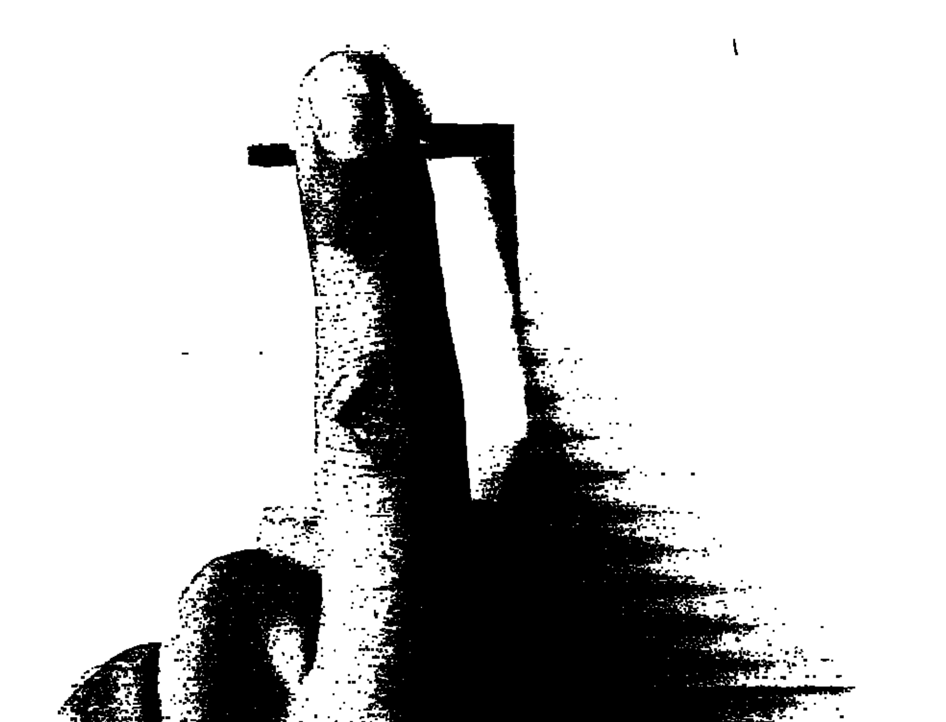
(De notre correspondant.)

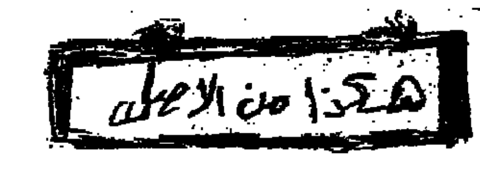
Lille. — M. Noël Josephe, maire socialiste de Beuvry (Pas-de-Calais), a été réélu vendredi 21 octobre président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, par 107 voix sur 111. Cette élection, qui intervenait après l'entrée de quelques nouveaux membres sur les bancs de l'assemblée régionale à la faveur des dernières sénatoriales, n'aurait dû être qu'une formalité. Mais il n'en a rien été puisqu'elle a été marquée par un incident, les dix-sept membres de l'opposition ayant quitté la salle. Ils entendaient ainsi protester contre l'éviction de deux des leurs des postes de vice-présidents qui leur avaient été jusque là attribués, il est vrai sans délégation précise.

Les huit vice-présidences seront désormais détenues par la majorité de l'assemblée. Celle-ci a estimé le temps venu, selon M. Bernard Derosier, président du groupe socialiste, de « *régulariser la situation politique de l'exécutif régional* ». Elle a jugé également qu'il était « *aujourd'hui opportun, qu'à l'image des autres régions de France, les vice-présidences aillent à la majorité* ». — J.-R. L.

PROFILS ÉCONOMIQUES — trimestriel 48 F — abon. : 140 F/an
DOSSIERS d'HISTOIRE et de GÉOGRAPHIE
L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
13 numéros déjà parus
140 dossiers
1700 pages sur...
MUTATIONS DE L'EXPLOITATION AGRICOLE — L'INDUSTRIE EN MILIEU RURAL — ÉVOLUTION DES CLASSES SOCIALES — RÉPARTITION DE LA POPULATION ET ÉVOLUTION RÉCENTE — LES COMPTES DE LA NATION — LA BALANCE DES PAIEMENTS — ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE — CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS — LE TROISIÈME ÂGE — LES ZONES DE FAIBLE DENSITÉ — L'ÉVOLUTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES — POLITIQUE DES AIDES ET INDUSTRIALISATION RÉGIONALE — PROBLÈMES MONÉTAIRES INTERNATIONAUX — LA CRISE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS — LA CRISE DES ANNÉES 30 ET 70 : ÉTUDE COMPARÉE — LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉCONOMIE : MÉCANISMES ET MESURES — INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ÉTRANGER — ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE
documentation sur demande
en vente dans les librairies universitaires — 32, rue Bargue 75015 PARIS tél. 567.74.19

OISE — OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH — agréée par le British Council
21, rue Théophraste Renaudot 75015 PARIS
NOËL 83 PRÉPAREZ EFFICACEMENT L'ÉPREUVE D'ANGLAIS
Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral : BAC - HEC SCIENCES PO DEUG - LICENCE CAPES
PROMO J





Le Monde

société

ÉDUCATION

Quatre-vingt mille personnes à Nantes « pour la liberté d'enseignement »

De notre envoyé spécial

Nantes. — Calmes et décidés, ils sont venus. Sans slogan et sans violence, ils ont défilé dans les rues ensoleillées de Nantes. Du sud de la Vendée et des terres de Mayenne, ils ont fait le voyage en train ou en autocar pour participer, dans les artères d'une préfecture déserte, à ce long pèlerinage qui a rassemblé quatre-vingt mille enfants et adultes, samedi 22 octobre, *« pour la liberté d'enseignement »*. Peut-être même cent mille ou un peu plus... Partis de trois endroits distincts, les cortèges se sont regroupés ou rencontrés comme un immense serpent paralysant la ville. Pères, mères, enfants, jeunes, maîtres et clercs, ils se sont rassemblés dans leurs écoles des départements de la Loire-Atlantique, de la Vendée, du Maine-et-Loire, de la Sarthe et de la Mayenne pour participer au défilé.

A quinze heures, près de l'église Sainte-Thérèse, située dans les faubourg nord, les premiers manifestants entament une longue marche. Derrière une banderole proclamant *« l'école libre vivra »*, ils vont avancer lentement pour gagner le Champ-de-Mars. Quatre heures plus tard, dans l'obscurité, des groupes compacts continuent de marcher sous les calicots mentionnant le nom de leur école.

« Nous avons l'habitude », explique un membre du service d'ordre, un poste émetteur-récepteur crachotant à la main. *« Le 4 décembre 1982, nous étions déjà trente mille venus seulement de Loire-Atlantique pour affirmer notre choix de l'école libre. »* Organiser une manifestation est plus facile après cette première expérience. Ils savent négocier un parcours, désigner des responsables, louer des cars, retenir des trains. *« Les Sarthois sont des gens qui se déplacent peu. Agriculteurs, ils quittent rarement leurs terres ; aujourd'hui, ils ont rempli les cent vingt cars prévus »*, explique M. Jean-Philippe Cazac, président régional des organismes de gestion.

« Ecole Saint-Symphorien », « Ile d'Yeu », « Notre-Dame-du-Bon-Port » : Mme Marie-France Levilland, présidente des associations régionales de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), contemple ces banderoles avec satisfaction : *« Je suis une présidente heureuse »*, déclare-t-elle. Ravie d'une manifestation puissante et sans incident, elle sourit. Le petit groupe de jeunes gens musclés de l'Union nationale inter universitaire (UNI anti-marxiste) n'a réussi à provoquer aucun débordement. Pas plus que la banderole d'inspiration « anar » : *« Dieu n'existe pas, rentrez chez vous »* qui n'est restée que quelques minutes accrochée au mur du château ducal...

Tout s'est bien passé ou plutôt se serait bien passé s'il n'y avait eu cette insistance de quelques élus à vouloir se mettre trop en avant. Parce que ce rassemblement se voulait *« seulement »* une manifestation pour la liberté de l'enseignement, les organisateurs avaient demandé aux personnalité politiques de se montrer discrètes. *« Nous ne sommes dépendants d'aucun parti, nous ne voulons aucun slogan contre qui que ce soit »*, répétait M. Paul-Henri Bonhommet, l'un des organisateurs. Respectueux de ces principes, M. Olivier Guichard, député-maire (R.P.R.) de La Baule, tout comme le maire de Nantes, n'arborait pas son écharpe tricolore. Mais M. Jean Foyer (député R.P.R.) ainsi qu'une vingtaine d'autres élus portaient la leur.

M. Guermeur refoulé

Arrivées sur le Champs-de-Mars, terme du défilé, des personnalités ont tenté de monter à la tribune. Bousculade, protestations, le speaker a dû insister à plusieurs reprises pour expliquer que le balcon où s'installaient les orateurs *« n'était pas assez solide pour recevoir les élus »*. Certains sont partis. D'autres, frustrés de ne pouvoir parler, se sont confiés aux journalistes. M. Guy Guermeur, conseiller municipal R.P.R. de Lorient, a distribué le texte d'un discours où il expliquait que *« tout est fabriqué pour entraîner les responsables des écoles libres à entrer dans le jeu mortel de la négociation-intégration »*. Mais aucun des manifestants ne l'a entendu déclarer : *« Si défendre la liberté des familles, c'est être classé à droite, eh bien, nous disons oui ! »*.

D'ailleurs, ces manifestants auraient-ils accepté un tel discours ? Ce marin, casquette bleue et grande barbe noire, qui luttait pour maintenir contre le vent une hampe de banderole, est venu *« défendre la liberté. Un point C'est tout »*. Il refuse tout discours politique. Employé des H.L.M., cet autre manifestant ne veut pas polémiquer. Il est là pour son fils, élève d'une école de Saint-Herblain, car *« le maire refuse toujours d'acquitter le forfait d'externat »*. Il se dit prêt au dialogue, mais n'accepte pas le refus pur et simple ; il a pris connaissance des propositions du ministre de l'éducation nationale qui lui paraissent *« acceptables »*.

Mme Levilland aussi a lu le texte ministériel. Elle en reconnaît les aspects positifs, mais estime que ce rassemblement est un avertissement adressé au gouvernement *« pour qu'il sache que nous ne supporterons pas de mesures autoritaires qu'il serait tenté de prendre en dehors d'une concertation avec nos responsables de l'enseignement catholique »*. Face aux milliers de parents, de jeunes bardés de badges, d'adolescents heureux de la fête, elle a crié de la tribune sa confiance aux responsables de l'enseignement catholique. Applaudie, elle a conclu : *« Qu'ils sachent que nous demeurons prêts à toute éventualité aujourd'hui, demain comme après-demain, pour manifester ici et même, s'il le fallait, à Paris, pour que vive dans notre pays la liberté effective de l'enseignement. »*

SERGE BOLLOCH.

Les responsables de l'enseignement catholique répondront le 12 novembre aux propositions de M. Savary

Week-end de réflexion pour les responsables de l'enseignement catholique. La décision qu'ils ont prise est... de ne pas en prendre dans l'immédiat. Réuni dimanche 23 octobre, le comité national de l'enseignement catholique a choisi de répondre le 12 novembre aux propositions de M. Alain Savary. Il utilisera ainsi le mois de délai accordé par le ministre de l'éducation nationale. *« Nous n'aurions pas été pris au sérieux*, confiait un des membres du comité, *si l'on n'avait pas examiné le texte avec sérieux. »*

Réflexion, et action aussi. A Nantes, une manifestation sur le thème : *« L'école libre vivra »* a rassemblé samedi quatre-vingt mille personnes environ. Elle avait été décidée avant l'annonce du projet Savary. Les organisations de l'enseignement catholique avaient gardé, à son égard, une certaine distance en n'y dépêchant aucun leader national. Le syndicat C.F.T.C. de l'enseignement chrétien (SNEC : 43,6 % des voix dans le primaire et 37,4 % dans le secondaire) a néanmoins, jugé ce rassemblement *« particulièrement opportun »*. Le succès de la manifestation illustre, de la part des défenseurs de l'enseignement privé, une capacité persistante à se mobiliser. Ce lundi 24 octobre, M. Claude Tardy, président du SNEC — C.F.T.C. nous a déclaré que, quelles que soient les décisions du comité national, le 12 novembre, *« des rassemblements où se manifestera la détermination des défenseurs de l'enseignement privé apparaîtront plus que jamais nécessaires »*. Si le comité national a laissé toutes possibilités ouvertes en différant sa réponse, la position modérée des évêques français n'y est pas étrangère. Très équilibrée, comme à l'accoutumée, l'interview que nous a accordée Mgr Jean Vilnet confirme l'obstination des responsables de l'Église catholique à *« défendre la liberté »*. Ce qui n'empêche pas le président de la conférence épiscopale française de noter sans ambages que, *« cette fois »*, la lettre de M. Savary ne sera pas *« renvoyée à son expéditeur »*. Attitude de sagesse, qui a finalement prévalu dimanche au sein des responsables de l'enseignement catholique. La veille, les présidents académiques et départementaux de l'UNAPEL avaient donné *« leur accord pour entamer un dialogue avec le gouvernement »*, mais aussi affirmé très nettement leur opposition à la titularisation des maîtres *« qui porte en elle le germe de l'intégration »*, et rappelé leur volonté *« de maintenir la totale liberté de choix de l'école pour les parents »*.

Au comité national, la modération et la cohésion l'ont emporté au moins pour l'instant. Les participants ont renoncé en définitive à mettre en avant des préalables à toute discussion. Ainsi pourrait se dégager une longue marche vers un compromis, la recherche d'une voie moyenne que représente par exemple l'un des syndicats « modérés », le SPELC (31,8 % des voix dans le primaire, 23,2 % dans le secondaire) pour qui le texte de M. Savary *« laisse (...) un cadre plus ouvert pour d'éventuelles négociations »*.

Les laïques sur la défensive

Les tenants de la laïcité, eux non plus, ne se précipitent pas pour préciser leur attitude. L'unanimité n'est pas de mise chez eux, à en juger par les termes très durs du comité pour l'appel aux laïques. Cette organisation, animée par les militants du Parti communiste internationaliste (P.C.I.), décèle dans le texte du gouvernement *« la délaïcisation de l'Etat et de l'école par la pulvérisation du service d'enseignement en établissements autonomes ayant un projet pédagogique propre »*. Le comité pour l'appel aux laïques exposera, mercredi 26 octobre, l'action qu'il envisage pour s'opposer au *« démantèlement complet du service public »*. A peu près au même moment, le « Comité national d'action laïque » (CNAL), qui s'est exprimé avec un mélange de fermeté (*« la paix scolaire ne peut s'établir que par le fin du dualisme »*) et d'ouverture, fera lui aussi connaître sa réponse à M. Savary. Vendredi dernier, M. Jean Andrieu, président de la fédération des parents d'élèves, membre du CNAL, a déploré dans une interview à Radio Monte-Carlo, que le ministre *« se place en position d'arbitre »*. La F.C.P.E. regrette de *« ne retrouver ni ses revendications, ni les engagements pris par M. François Mitterrand de mettre en œuvre le service public unifié et laïc de l'éducation nationale »*.

D'ici au 12 novembre, les partenaires du ministre de l'éducation nationale multiplieront réunions, assemblées et séances de travail. Un lent processus de réflexion sur l'avenir de l'enseignement public et privé a déjà commencé. Ce n'est pas encore vraiment le débat que peuvent espérer les citoyens, qu'ils soient éducateurs professionnels ou non. Mais le temps de l'intransigeance absolue est peut-être en train de s'éloigner.

CHARLES VIAL.

« Cette fois, nous ne renvoyons pas la lettre à son expéditeur » nous déclare Mgr Vilnet

Rome. — Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale française, qui fait partie de la délégation française au synode de Rome, nous a livré ses premières réactions à la lecture des nouvelles propositions du gouvernement sur les rapports de l'enseignement public et de l'enseignement privé.

« Lorsque le 20 décembre dernier, M. Alain Savary a rendu publiques une première série de propositions, vous les avez refusées comme base de négociations en menaçant de pratiquer la politique de la « chaise vide ». La nouvelle copie du ministre est-elle plus acceptable ?

— Cette fois, nous ne renvoyons pas la lettre à son expéditeur ! Les propositions seront examinées sérieusement. La dernière fois, c'était l'idée d'« établissements d'intérêt pubic » (E.I.P.) — terme utilisé jusqu'alors pour désigner une entité de création récente où les responsabilités de l'Etat et des intérêts privés sont partagés — qui nous paraissait juridiquement insoutenable....

— Mais la notion d'E.I.P. réapparaît dans les nouvelles propositions.

— C'est vrai, et cela continue de faire problème. D'autre part, le ministre fait un ensemble de propositions, toutes négociables, selon lui. N'écrit-il pas dans sa lettre d'accompagnement *« Je n'escompte pas d'acquiescement total »* ?, alors que le 20 décembre on avait l'impression que l'ensemble était à prendre ou à laisser.

— Pourriez-vous expliciter la déclaration assez brève que vous aviez faite de Rome au nom du conseil permanent de l'épiscopat français ? (le Monde du 21 octobre.)

— Tout d'abord, les principes. Ils sont de deux ordres :

1) Il appartient légitimement à l'État de promouvoir le renouveau de l'ensemble du système éducatif. Il y va du bien des enfants et des familles. Il ne s'agit pas seulement de défendre l'enseignement libre, mais aussi de promouvoir l'amélioration de tout le système scolaire. Nous voulons la paix scolaire.

» 2) Nous tenons à faire respecter trois droits fondamentaux pour une véritable liberté scolaire : le droit d'avoir un projet éducatif propre ; le droit pour les enfants des familles croyantes de recevoir dans le même acte l'instruction profane et l'instruction religieuse, en pleine cohérence avec notre vision de la foi ; le droit d'un choix légitime accordé aux parents et aux enseignants.

Assouplir la carte scolaire

» Ensuite, les propositions du ministre. Elles seront examinées sérieusement par les instances compétentes dans un délai raisonnable. Mais je ferai remarquer à titre personnel qu'elles ne sont pas aussi indépendantes les unes des autres qu'on voudrait nous le faire croire. Il s'agit d'un inventaire de questions controversées, présentées dans un ordre croissant d'urgence et de difficulté. Il faudrait d'abord examiner l'ensemble pour voir s'il n'y a pas une dissonance entre telle ou telle partie et les principes que j'ai énumérés. Puisqu'il est question de réaménager l'édifice scolaire dans sa totalité, il faut procéder logiquement pour ne pas s'apercevoir trop tard qu'une partie de la réforme ébranle l'édifice auquel nous tenons ! Le danger serait d'accepter un engrenage sous prétexte de traiter chaque question comme un « en-soi ».

— Pouvez-vous donner des exemples ?

— Prenez la titularisation des enseignants privés dans l'enseignement public. Ce qui est proposé de façon volontaire et sous forme incitative pourrait instaurer un processus inéluctable. De même, des incidences budgétaires contraignantes pourraient entraîner à la longue l'étouffement progressif de l'enseignement libre. Il y a aussi le statut des enseignants et du personnel, et surtout celui du directeur d'établissement.

» Enfin, troisième partie de ma déclaration, les instances compétentes pour négocier. Il existe un Comité national de l'enseignement catholique qui, la chose est assez rare pour être soulignée, regroupe toutes les catégories concernées par les écoles catholiques. Ce Comité, présidé par un évêque, s'est réuni ce week-end. Il appartiendra d'étudier les propositions de M. Savary et de proposer les conditions de la négociation.

— Voyez-vous un aspect positif dans ces nouvelles propositions ?

— Les conséquences de la décentralisation devraient aller dans le sens d'une souplesse dont se réclame la liberté d'enseignement. Il serait bon que la notion de « carte scolaire » aille aussi dans le sens de l'assouplissement, y compris pour l'école publique. Cela dit, la loi sur la décentralisation est nouvelle, et tout reste à faire. Je rappellerai en conclusion qu'il n'est pas fortuit que Jean-Paul II ait choisi Lourdes comme tribune pour un « appel » contre tous les totalitarismes en août dernier. Il savait qu'il parlait sur le sol d'un pays libre. Or les pays libres ne sont plus si nombreux, et toute notre activité consiste à défendre la liberté.

Propos recueillis par
ALAIN WOODROW.

SCIENCES

PROGRESS-18 S'EST FIXÉ A LA STATION ORBITALE SALIOUT-7

Le cargo spatial Progress-18, que les Soviétiques avaient lancé le 20 octobre, s'est fixé, sans difficulté, le surlendemain, à la station orbitale Saliout-7. Les deux cosmonautes, qui vivent à bord de Saliout depuis la fin du mois de juin, vont donc pouvoir poursuivre leur mission — ou éventuellement préparer celle de leurs successeurs — dans la mesure où le vaisseau Progress a permis de ravitailler la station en vivres, combustible et matériel.

Cette opération réussie a montré que le second collier d'amarrage de la station fonctionnait parfaitement et qu'un vaisseau spatial habité pouvait, à tout moment, venir s'y fixer.

DÉFENSE

UNE ENQUÊTE EST OUVERTE APRÈS L'EXPLOSION A BORD DU SOUS-MARIN « DORIS »

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a ordonné une enquête après l'explosion, survenue samedi 22 octobre devant le port de Sète (Hérault), à bord du sous-marin classique *Doris* de la Marine nationale. L'accident s'est produit dans le local des batteries, au moment où des spécialistes en vérifiaient le fonctionnement à la suite d'un dégagement anormal.

Selon la préfecture maritime de Toulon, deux sous-mariniers ont été tués : le premier maître Bruno Larrieu et le quartier-maître Gilles Santini, et cinq ont été blessés dont deux, le capitaine de corvette et commandant le *Doris*, Dominique Gilbert, et le second maître Armand Benedict, sont dans un état grave. M. Hernu, aussitôt prévenu, a exprimé ses condoléances aux familles des victimes.

FAITS ET JUGEMENTS

Une nouvelle cache d'explosifs en Corse

Un jeune homme âgé de dix-neuf ans, Frédéric Tent, a été inculpé de vol d'explosifs et écroué après la découverte, le 21 octobre, d'un stock d'explosifs à Ajaccio. Dans un box de garage, les policiers avaient trouvé plus de 100 kilos de dynamite.

C'est la deuxième découverte de ce genre en Corse en moins d'une semaine. Le 15 octobre, à Bastia, la police urbaine avait mis la main sur plus de 100 kilos d'explosifs, ainsi qu'un arsenal.

Une manifestation basque à Bayonne

Un millier de personnes, dont une majorité de Basques espagnols, ont manifesté, samedi 22 octobre, à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) pour la *« libération »* de deux militants de l'ETA-militaire qui, selon cette organisation, auraient été enlevés récemment dans cette ville par des policiers espagnols. Quelques heurts ont opposé, lors de la dislocation, de jeunes manifestants aux forces de l'ordre.

Quatre policiers espagnols, interpellés mardi 18 octobre à Hendaye, avaient été inculpés de coups et blessures volontaires avec préméditation et écroués alors qu'ils s'apprêtaient, selon toute vraisemblance, à enlever le réfugié basque Jose-Maria Larretxea.

● *Manifestation antiraciste à Paris. — « Non à la politique raciale, chauvine et impérialiste du gouvernement et de la droite. »* Derrière cette banderole, trois cents manifestants français et immigrés ont dénoncé, samedi 22 octobre, à Paris, *« la traque aux clandestins »*, *« les ghettos et les quotas »* et réclamé *« le droit au logement pour tous »*. Soixante panneaux en carton rappelaient les noms des victimes d'attentats racistes ou de bavures policières. De Barbès à l'avenue de Clichy, la manifestation, organisée par plusieurs mouvements d'extrême gauche et d'immigrés, a suscité quelques réactions hostiles.



JUSTICE

LE PROCÈS DES GRACES MÉDICALES

Une revanche posthume pour le juge Michel

Les magistrats de la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de Versailles jugent, à partir du 24 octobre, une affaire d'« escroquerie à la liberté » dans laquelle sont impliqués quatre médecins et un avocat. Une étonnante manipulation qui, pour la première fois, a pu être en partie démontée par la justice.

Toute la lumière n'a pas été faite, mais un terme a été mis au trafic de « grâces médicales » qui sévissait à la prison-hôpital des Baumettes de Marseille. Une victoire posthume pour le juge assassiné Pierre Michel, qui en avait soupçonné l'existence après avoir été, par des manœuvres frauduleuses, contraint de remettre en liberté un trafiquant de drogue, Robert Kéchichian. Une mystification très élaborée dont l'aboutissement judiciaire aura été exceptionnellement rapide.

Pour une fois, la justice n'a pas traîné, malgré le contretemps imposé par la décision de la Cour de cassation, le 17 septembre, de dessaisir le tribunal de Marseille. Il y a à peine un an et demi, le parquet de cette ville ouvrait une information après la plainte déposée par un détenu de la prison des Baumettes, déclarant avoir versé une somme de 180 000 francs à deux autres prisonniers pour pouvoir bénéficier d'un placement à la prison-hôpital. Une banale affaire d'escroquerie, en somme, qui sera en fait le point de départ d'une enquête révélant l'existence d'un trafic de libérations pour de pseudo-raisons médicales.

La prison-hôpital des Baumettes (P.H.B.), dont le médecin-chef était le docteur Alain Colombani, était devenue, en quelque sorte, *« l'antichambre de la liberté »*. Dans un premier temps, certains détenus s'y faisaient transférer, puis, plus tard, étaient libérés grâce à leur dossier médical falsifié. D'autres, au contraire, y restaient nettement plus longtemps que leur état ne le nécessitait. Ces irrégularités se pratiquaient certainement moyennant finance, bien que l'enquête n'en ait jamais apporté la preuve.

L'instruction fut alors confiée à M. François Ardiet, qui fit interpeller le docteur Colombani, ordonna plusieurs perquisitions et plaça le téléphone de ce dernier, ainsi que celui de son avocat, Mᵉ André Fraticelli, sur écoutes. La méthode utilisée par M. Ardiet fut jugée trop abrupte, notamment par le parquet. La presque totalité de ces écoutes fut donc annulée sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Le dossier s'enlisa, le magistrat se heurtait à de sérieuses difficultés en raison de la nature médicale de l'affaire et de l'impossibilité de réunir des preuves formelles. Comment déterminer si tel ou tel détenu était réellement malade d'autant que la plupart d'entre eux avait fui ? Comment acquérir des certitudes incontestables, puisque les rares témoignages pouvaient être sujets à caution ?

Quinze dossiers médicaux jugés suspects furent néanmoins confiés à deux médecins de Grenoble, les docteurs Gabriel Cau et Jacques Faure, pour contre-expertise. L'un d'entre eux, celui d'un trafiquant de drogue, Robert Kéchichian, leur apparut sérieusement douteux. Leur conclusions est claire : *« L'hospitalisation de Kéchichian, entre décembre 1980 et juillet 1981, à la P.H.B. n'était pas justifiée par l'état de santé du détenu. »* Or Kéchichian a été remis en liberté le 16 juillet 1981 parce qu'il était prétendument à l'article de la mort. Comment une telle mystification a-t-elle pu opérer ? L'objet du procès est, précisément, de répondre à cette question.

M. Christian Raysseguier, juge d'instruction, à qui avait été confiée, le 12 janvier 1983, dans le plus grand secret, la tâche d'élucider le mystère, a pu lever une partie du voile. Le 10 février, il procède à l'inculpation et à l'incarcération du docteur Colombani. Un mois plus tard, le 8 mars, c'est au tour de deux médecins experts auprès des tribunaux, les docteurs Bernard Mariotti et Raymond Mazaud. Seul le premier est écroué.

Puis le 16 mars, le docteur Solange Troisier, à l'époque médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire, est également inculpée mais laissée en liberté. Enfin, le 16 mai, Mᵉ André Fraticelli, considéré comme la cheville ouvrière de cette étonnante manipulation, s'éclipse du palais de justice de Marseille alors que le magistrat instructeur venait de lui notifier son inculpation.

par Michel Bole-Richard

Au total donc, quatre médecins et un avocat sont poursuivis pour avoir été les artisans présumés de la libération usurpée d'un « gros bonnet » de la drogue, qui, lui aussi, a disparu, à l'automne 1981, à la veille de son procès au cours duquel il devrai être condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle. Comment et pourquoi cela a-t-il été possible ?

La réalité du mal

La première étape de l'élargissement escroqué de Kéchichian, qui a essentiellement consisté à abuser le juge Pierre Michel — instruisant son dossier, — fut le rapport que ce dernier avait demandé aux deux experts, les docteurs Mariotti et Mazaud. Le juge Michel venait d'être informé que Kéchichian avait été transféré au centre régional anticancéreux médical (C.R.A.C.M.) pour y subir des examens. Il voulait connaître la réalité du mal dont souffrait cet homme de trente-sept ans qui, depuis six mois, était à la P.H.B. et avait fait une grève de la faim pendant quinze jours.

Le rapport des experts sera formel : l'état de Kéchichian *« n'est pas compatible avec la détention »*, celui-ci souffre d'une récidive d'un sarcome de Darier-Ferrand, une maladie de la peau de nature cancéreuse à évolution lente qui n'entraîne que très rarement la mort. Or, le professeur Jean-Maurice Spitalier, du C.R.A.C.M., avait prévenu le docteur Colombani après le retour à la P.H.B. de Kéchichian que ce dernier pouvait rester en prison, car son état n'était en rien alarmant. Pourquoi donc les deux experts ont-ils menti au juge Michel ?

Le cas du docteur Mazaud est clair. Il n'a vraisemblablement jamais examiné le malade et s'est contenté de contresigner le rapport. Quant au docteur Mariotti, il n'a jamais pu fournir d'explications satisfaisantes sur les raisons qui l'ont poussé à rédiger un rapport trompeur. Les débats permettront peut-être d'en savoir un peu plus et d'éclaircir certaines contradictions.

Le juge Michel, qui mène une lutte acharnée contre les trafiquants de drogue, décide d'envoyer Kéchichian à l'hôpital des prisons de Fresnes pour le faire soigner. C'est alors qu'intervient la fameuse lettre du docteur Troisier, en date du 4 juillet 1981, dans laquelle elle s'oppose au transfert à Fresnes, car, écrit-elle : *« Kéchichian est atteint d'une affection si grave que ses jours sont en danger. »* Comment peut-elle le savoir ?

Il a été établi que Mᵉ Fraticelli, dont elle est très proche, fut l'inspirateur de cette lettre et qu'il est même venu à Paris la chercher pour la remettre à un autre de ses amis, en l'occurrence le docteur Colombani. Mᵉ Fraticelli ne voulait plus être pris de court par le juge Michel comme cela avait été le cas avec un autre de ses clients, lui aussi trafiquant de drogue, Louis Giralt, qui, en 1978, avait été transféré à Fresnes alors que l'avocat espérait le faire libérer pour cause de maladie.

Concernant Kéchichian, le docteur Colombani non seulement ne s'étonne pas de la teneur de la lettre du docteur Troisier, pourtant en contradiction totale avec les observations du professeur Spitalier, mais il rédige, à la demande du parquet il est vrai, un certificat précisant que de nouveaux nodules sont apparus sur l'abdomen de Kéchichian ainsi qu'une *« tumeur de la taille d'une noisette »*. Mᵉ Fraticelli, qui connaît tous ces développements, dépose donc, à point nommé, une demande de mise en liberté pour son client en indiquant : *« Les chances de succès de l'intervention à pratiquer sont extrêmement limitées, et la détention ne peut que les réduire davantage. »*

L'avocat fait aussi clairement allusion à la mort en prison d'un détenu que le juge Michel avait toujours refusé de mettre en liberté. Ce drame avait été exploité contre lui à l'époque. Des tracts anonymes l'avaient accusé d'être responsable *« d'un assassinat légal »*. Piégé, le juge Michel signera, le 10 juillet 1981, l'ordonnance rendant la liberté à Kéchichian, qui, six jours plus tard, quittera la prison des Baumettes.

Un maillon décisif

Cette étonnante manipulation a donc parfaitement fonctionné. Les magistrats du tribunal de Versailles auront à en rechercher les tenants et les aboutissants. Une entreprise hardie puisque le principal acteur, Robert Kéchichian, est actuellement en fuite et que le juge Pierre Michel a été assassiné le 21 octobre 1981, à Marseille. Reste alors le docteur Troisier, intermédiaire certes, qui n'a cessé de clamer son innocence, mais qui a été néanmoins un maillon décisif du processus.

Cette grande amie de Mᵉ Fraticelli s'est sans doute laissé abuser par cet avocat habile et influent qui avait la réputation de détenir la « clé des Baumettes ». Il n'empêche que son rôle dans certaines faveurs accordées à des détenus suscite des questions. Quant au docteur Colombani, qui, lui aussi, crie son innocence, il régnait en maître incontesté sur l'hôpital de la prison, à tel point qu'on l'avait baptisé *« le petit Napoléon »*. Plusieurs détenus l'ont accusé d'avoir refusé leur hospitalisation car ils ne voulaient pas *« cracher au bassinet »*. Cependant les deux instructions menées par MM. Raysseguier et Ardiet n'ont jamais pu mettre en évidence le moindre versement d'argent. C'est pour cette raison que les inculpations initiales pour corruption et trafic d'influences n'ont en définitive pas été retenues ni contre le docteur Troisier, ni contre le docteur Colombani.

Les charges accumulées contre le « patron » de l'hôpital des Baumettes sont cependant sérieuses, bien qu'il n'ait cessé de rejeter la faute sur autrui. Il s'est, en fait, comporté comme l'exécutant docile de celui qui était devenu une sorte de mentor, Mᵉ Fraticelli, à qui il servait, d'une certaine manière, de « rabatteur ». Tous deux s'estiment cependant victimes d'une cabale des magistrats. Le docteur Colombani a même demandé dans une lettre adressée au chef de l'Etat s'il doit *« pour se faire entendre revivre en acteur le drame de René Lucet »*. Et Mᵉ Fraticelli clame qu'il n'a *« aucune haine, aucune rancune, aucune rancœur »* mais s'en prend très vivement aux juges marseillais qu'il accuse de *« s'être départis de leur sérénité »*.

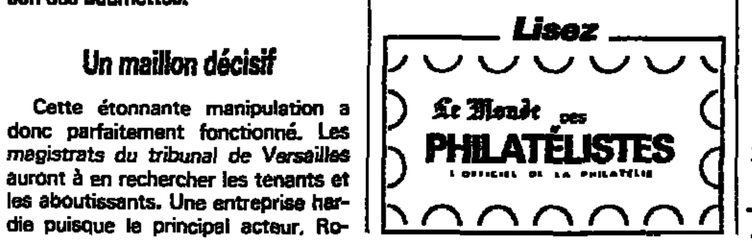
L'affaire Kéchichian a, une nouvelle fois, illustré un système frauduleux dont il avait déjà beaucoup été question il y a une dizaine d'années. Les libérations pour de fausses raisons médicales ne datent pas d'aujourd'hui. C'est sans doute ce type de trafic qui a coûté la vie au prédécesseur du docteur Troisier à la tête de la médecine pénitentiaire, le docteur Georges Fully, qui a été déchiqueté par un colis piégé déposé à son domicile, le 20 juin 1973.

Aujourd'hui, seule l'affaire Kéchichian a pu être en partie élucidée grâce à l'opiniâtreté d'un juge d'instruction épaulé par le parquet. Les autres dossiers douteux ne seront vraisemblablement jamais éclaircis. Il n'empêche que, à travers le cas Kéchichian, la justice a pu mettre un terme à un trafic que le juge Michel avait suspecté, et qui en est peut-être mort. Quel était l'ampleur de ce trafic ? Il est probable qu'il n'existait pas de véritable organisation structurée. Il s'agissait plutôt d'opérations au coup par coup, qui pouvaient se développer en raison de liens privilégiés existant entre quelques personnages-clés dans le déroulement du processus. A Marseille, ce fut le cas. Mais cela était-il possible sans complicité au sein même de la hiérarchie judiciaire ? La question reste entière. L'enquête n'a pas permis de le savoir. Les débats ne permettront sans doute pas d'en apprendre plus.

Les différents inculpés jugeront probablement qu'ils ne sont pour rien dans ces manipulations. Ils rejetteront vraisemblablement sur les autres leurs propres responsabilités. Surtout sur les absents. On ne se privera pas de faire remarquer que c'est en définitive le juge Michel qui a remis en liberté Robert Kéchichian, ce qui est exact. Ce magistrat a, sans conteste, été trompé, et de quelle manière ! Au premier chef, par un homme, Mᵉ Fraticelli, qui n'avait pas caché, au lendemain de son assassinat, qu'il le détestait. Un avocat qui n'a pas hésité à déclarer devant les caméras de la télévision à propos du docteur Troisier : *« Elle en sait tellement sur des tas de saloperies, y compris celles qu'elle a couvertes, que, si on veut l'emmerder, elle ne se laissera pas faire... »*. Elle ne sera pas la seule dans ce procès, où chaque inculpé s'efforcera d'apparaître comme une victime.

LA RÉAPPARITION DE M. FRATICELLI

M. André Fraticelli, aujourd'hui radié du barreau de Marseille, ancien avocat de Robert Kéchichian, a annoncé qu'il se présenterait à l'audience du tribunal correctionnel de Versailles. Inculpé le 16 mai *« de complicité de fabrication de faux certificats médicaux, faux et usages de faux documents médicaux »*, il avait pris la fuite du palais de justice de Marseille et depuis, vivait *« quelque part en Méditerranée »*. M. Fraticelli estime qu'il *« ne peut être que relaxé »* car la libération de son client Kéchichian *« est due à un concours de circonstances »*.



SPORTS

FOOTBALL

LES HOMMES DU P.-S.-G.

Pascal Zaremba le polyvalent

Les lendemains de fête réservent parfois de mauvaises surprises. Pour les dirigeants du Paris-Saint-Germain, la satisfaction d'avoir réussi contre la Juventus de Turin la plus grosse recette réalisée en France pour un match de football (5 536 864 F) était atténuée par le décompte des blessures liées à cette rencontre : claquage au mollet gauche pour Dominique Bathenay, indisponible pour deux mois ; élongation à la cuisse gauche pour Jean-Marc Pilorget ; point de contracture à un mollet pour Dominique Rocheteau.

Avec une équipe profondément remaniée, surtout en défense, le P.S.-G. avait tout à redouter de la venue du Lille Olympique Sporting Club, samedi 22 octobre, au Parc des Princes. Dans les tribunes, où moins de quinze mille spectateurs avaient pris place, la fièvre européenne avait chuté avec la température. Sur le terrain, les joueurs redoutaient tout autant la décompression psychique que la fatigue physique. Dans ce contexte, la chance qui s'offrait à Pascal Zaremba de faire ses preuves en suppléant de Bathenay au poste de défenseur libre relevait plutôt du cadeau empoisonné.

Depuis son arrivée au P.S.-G. la saison dernière, Pascal Zaremba a occupé bien des postes sans trouver une place de titulaire. A Valenciennes, son premier club professionnel où il avait débuté à seize ans en provenance de son village natal de Fresnes-sur-Escaut, distant de treize kilomètres, ce défenseur très athlétique (80 kilos pour 1,86 mètre) était devenu une vedette. Il avait été retenu en équipe de France espoirs.

Quand Valenciennes a été relégué en deuxième division, Pascal Zaremba a choisi les propositions de Paris-Saint-Germain de préférence à celles de Saint-Étienne ou de Lille pour tripler son salaire et disputer une coupe d'Europe. Son adaptation n'a pas été facile.

Mal à l'aise dans cet environnement et dans son rôle de premier remplaçant, il avait demandé à repartir. *« J'avais vu le président à la trêve hivernale,* explique-t-il. *Il avait compris que j'avais du mal à m'acclimater. Il était prêt à faire un effort pour que je retrouve un club dans le Nord en fin de saison. »* La finale de la Coupe de France avait changé ce projet.

Ce jour-là, Pascal Zaremba avait « crevé l'écran » d'un tir de 30 mètres qui avait permis au P.S.-G. d'ouvrir le score contre Nantes. Francis Borelli, le président, n'était plus décidé à brader un remplaçant aussi efficace. De son côté, Zaremba pensait avoir enfin conquis ses galons de titulaire. Avec le changement d'entraîneur, il a bien vite compris que tout était à recommencer.

Plutôt réservé dans la vie et fataliste dans son métier, il accepte son sort sans rechigner. Les blessures, les suspensions, les sautes de forme de certains de ses coéquipiers lui ont permis de disputer treize des quinze premiers matches de la saison. Avec quatre buts, il est même le deuxième buteur du P.S.-G., derrière Rocheteau.

Précieux en défense ou au milieu de terrain, il peut aussi se montrer dangereux en attaque par la puissance de ses tirs de loin et sa détente sur les corners. Joueur polyvalent, il n'avoue pas de prédilection pour un poste : *« Je peux jouer demi défensif, demi offensif ou libero »*. L'indisponibilité de Bathenay pour deux mois lui offrait l'occasion de se stabiliser à un poste de grande responsabilité.

Neuf buts !

Si l'on se fie à la victoire de Lille sur le score inhabituel de 5 buts à 4, la première expérience est loin d'être concluante. Il est vrai qu'il bénéficie de circonstances atténuantes au sein d'une défense remaniée, manquant tout à la fois de métier, de coordination et de détermination.

Après un départ tonitruant de l'ailier gauche algérien Salah Assaad, qui débutait sous le maillot du P.-S.-G. et avait vu son premier centre dévié dans les buts lillois par son compatriote Nordine Kourichi, la première heure de jeu a en effet été catastrophique pour les joueurs de la capitale.

Contraints de jouer leur va-tout, les Parisiens ont ensuite pris tous les risques pour faire pression sur les Nordistes. Dans ce jeu débridé, Zaremba abandonnait le plus souvent son poste de défenseur libre pour se retrouver à la pointe de l'attaque. Mais l'espoir né d'un troisième but de Safet Susic (61ᵉ minute) a pris fin sur un contre de Bureau (87ᵉ minute). Un quatrième but de Michel N'Gom à l'ultime minute ne pouvait éviter au P.S.-G. de subir sa deuxième défaite au Parc des Princes. Un échec aussi surprenant qu'inquiétant dans sa forme à l'approche de deux rencontres décisives pour l'avenir du club de la capitale : le match retour de Coupe européenne du 2 novembre à Turin et la visite trois jours plus tard de Bordeaux, qui devance désormais le P.S.-G. de cinq points en championnat.

GÉRARD ALBOUY.

MARATHON

Lazare et Dixon au sprint

En l'absence du Sochalien Jacky Boxberger, c'est le Néo-Calédonien Alain Lazare qui a gagné le championnat de France de marathon (42,195 km) disputé le 23 octobre à Rouffach. Il a réalisé la troisième meilleure performance nationale (2 h 12' 55"), devançant l'ancien champion Bernard Faure (2 h 18' 55") et Claude Mimni, révélation de l'épreuve (2 h 13' 48"). L'épreuve féminine est revenue à Sylviane Levesque (2 h 38' 58") qui a précédé Chantal Langlacé (2 h 39' 02") et Maria Lelut (2 h 42' 22").

En l'absence du meilleur performeur mondial, l'Américain Alberto Salazar, et du champion du monde, l'Australien Robert de Castella, c'est un Néo-Zélandais, Rodney Dixon, ancien médaillé olympique du 1 500 m, qui a gagné le marathon de New-York disputé par quelque 17 000 concurrents. La première femme à été la championne du monde norvégienne Grete Waitz qui s'est imposée pour la cinquième fois.

La course la plus narcissique

De notre correspondante

New-York. — Après les Australiens, ravisseurs de la coupe de l'America, c'est la Nouvelle-Zélande, suivie de peu par l'Angleterre, qui a remporté, dimanche, le marathon le plus célèbre du monde. C'était aussi la première fois que la victoire allait à un non-Américain. Plus «sportifs» que les membres du Yacht Club de New York, les habitants de la «grosse pomme» ont fait un accueil triomphal à Rod Dixon et à son second malheureux, le Britannique Geoff Smith.

A son quatorzième anniversaire, le succès du marathon de New-York ne cesse de s'amplifier : il y a chaque année plus de participants, plus d'étrangers, plus de femmes, plus de personnages pittoresques, mais aussi plus de M. et Madame Tout-le-monde. Chaque année aussi, apporte sa surprise : dimanche, en l'absence d'Alberto Salazar et de Bill Rogers, les grands vainqueurs des dernières épreuves, la course était tout à fait «ouverte». Le suspense a été maintenu jusqu'au bout, lorsque Smith, qui menait depuis Brooklyn, a commencé à butter et que Dixon, dominant une crampe, l'a dépassé dans la dernière ligne droite, prenant le ciel à témoin de sa joie. En revanche, absence totale de surprise avec la victoire de Grete Waitz, la petite Norvégienne à la queue de cheval et aux gants blancs, qui, même pas essoufflée, a remporté sa cinquième victoire.

Le *New-York Times* a publié le résultat de son enquête sur le « marathonien moyen ». Personne ne sera surpris d'apprendre que cette épreuve masochiste à une clientèle passablement relevée : 45 % des engagés ont fait des études universitaires, 46 % ont un revenu annuel supérieur à 40 000 dollars (2 % seulement sont dans la tranche inférieure à 10 000 dollars), 67 % ont entre trente et quarante-neuf ans, 9 % plus de cinquante ans. 64 % des coureurs se sont blessés à un moment ou à un autre (36 % au genou).

Malgré les « dessous de table » versés aux champions et la débauche publicitaire à laquelle l'épreuve donne lieu, elle garde une image de fête populaire saluant l'héroïsme de l'effort gratuit. Un banquier français, qui court tous les week-ends et en était à son quatrième marathon, nous disait, lugubre, deux jours avant : *« Il paraît que chacun n'a que dix marathons dans sa vie. »* Erreur, si on en croit un autre participant, M. Thian Mah, un Sino-Canadien de cinquante-sept ans, professeur de sciences à l'université de Toledo, qui en a couru trois cent deux...

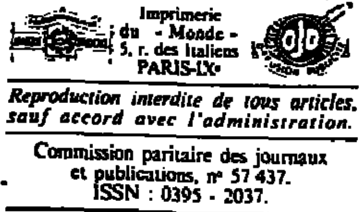
Il y a des marathons dans bien d'autres villes, mais New-York est sans doute la première à en avoir fait une institution. La preuve : les quatre éditoriaux — pas un de moins — que le *New York Times* a consacrés samedi à l'événement : l'un, intitulé « Torture » se demandait comment tant de gens venaient risquer leurs tendons et leurs ménisques dans les rues de la ville la plus mal pavée du monde. Un autre croyait avoir la réponse : le marathon de New-York est l'épreuve la plus narcissique qui soit. D'ailleurs, il y a en, cette année, plus de dix-sept mille volontaires parmi lesquels mille Français et l'ancien champion olympique de ski Jean-Claude Killy pour montrer leurs souffrances devant les caméras du monde entier.

NICOLE BERNHEIM.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, nᵒ 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION
(Quatrième journée aller)

Le Mans b. *Tours	100-96
Lyon b. *Antibes	91-90
*Limoges b. Avignon	83-67
*Villeurbanne b. Monaco	84-75
*Caen b. Vichy	79-73
*Challans b. Reims	96-87
Orthez b. *St.-Français	92-90

Classement. — 1. Le Mans, Orthez, 11 pts ; 3. Stade-Français, Limoges, Tours, Lyon, 10 pts.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Quinzième journée)

Bordeaux b. *Saint-Etienne	2-0
*Monaco b. Rennes	3-2
*Auxerre et Nimes	0-0
Lille b. *Paris-S.-G.	5-4
Nantes b. *Laval	1-0
Strasbourg b. *Metz	1-0
*Brest b. Rouen	1-0
Toulouse b. *Lens	1-0
*Toulon et Nancy	0-0
Sochaux b. *Bastia	2-0

Classement. — 1. Bordeaux, 24 pts ; 2. Monaco, 22 pts ; 3. Auxerre, 21 pts ; 4. Paris-S.-G., Nantes, Strasbourg, 19 pts ; 7. Rouen, 15 pts ; 8. Lens, Toulouse, Lille, Nancy, Laval, 14 pts ; 13. Sochaux, Brest, 13 pts ; 15. Toulon, Nîmes, 12 pts ; 17. Metz, Bastia, St-Etienne, 11 pts ; 20. Rennes, 8 pts.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
Groupe A

Poule 1

*Tarbes b. Oloron	26- 6
*Montauban b. Bagnères	26-18
*Hyères b. Carcassonne	27- 4
Béziers b. *Castres	26- 9

Classement. — 1. Béziers, 14 pts ; 2. Tarbes, 12 ; 3. Hyères, Bagnères, Oloron, 11 pts ; etc.

Poule 2

Graulhet b. *Brive	6- 3
*Nice b. Toulon	18-13
*Angoulême b. Grenoble	10- 6
*Vienne b. La Voulte	6- 3

Classement. — 1. Graulhet, Toulon, 12 pts ; 3. Grenoble, Nice, 10 pts ; etc.

Poule 3

*Agen b. PUC	48- 3
*Boucau b. Toulouse	9- 6
*Dax b. Tulle	57-25
*La Rochelle et Lourdes	7- 7

Classement. — 1. Dax, 13 pts ; 2. La Rochelle, Toulouse, 12 pts ; etc.

Poule 4

Bayonne b. *Aire	15- 9
*Aurillac b. Tyrosse	26- 6
*Perpignan b. Montfer	15- 8
*Albi b. Hagetmau	15-13

Classement. — 1. Bayonne, Aurillac, Tyrosse, Montferrand, 11 pts ; etc.

Poule 5

Bègles b. *Bourg	14- 6
*Narbonne b. Mont-de-Marsan	52-13
*Biarritz b. Nîmes	15- 7
*Pau b. Romans	12- 9

Classement. — 1. Bègles, 14 pts ; 2. Narbonne, 13 pts ; 3. Pau, 12 pts ; etc.

Les micro-ordinateurs peuvent toujours échanger des informations.

ARRIVEE

Le réseau local VICTORNET met la communication entre micro-ordinateurs à l'heure de l'informatique.

Les communications entre micro-ordinateurs sont restées longtemps archaïques : peu rapides, longues à mettre en œuvre, coûteuses. Avec le réseau local VICTORNET, les micro-ordinateurs VICTOR disposent aujourd'hui *des moyens de communication à la hauteur de ces surdoués.*

Cette technologie de pointe permet d'interconnecter 64 postes de travail et périphériques d'une capacité actuelle de mémoire de masse de 100 Mo, sur une distance de 450 m. Elle marque le début d'une nouvelle révolution en matière de micro-informatique.

Jugez vous-même.

Le réseau local VICTORNET *décloisonne l'information* : elle peut circuler (à une vitesse informatique : 1 million de bits par seconde) dans tous les services de l'entreprise. Chaque poste de travail, à la fois récepteur et émetteur, a ainsi accès à l'ensemble des données présentes dans le réseau.

La coopération entre les appareils devient plus étroite : *ils travaillent ensemble et simultanément.* Par exemple ils peuvent gérer en même temps les différents postes comptables : paye, facturation, stocks.

La communication entre les appareils rapproche également les hommes. Le service informatique n'est plus un "état dans l'état". Il acquiert toutes les qualités d'un véritable système nerveux de l'entreprise.

Enfin le réseau local VICTORNET *est parfaitement évolutif.*

Naturellement VICTORNET est d'autant plus performant qu'il permet d'utiliser à merveille les grandes qualités des micro-ordinateurs VICTOR.

Une grande vitesse de traitement. Un abondant catalogue de programmes d'application. Des caractéristiques ergonomiques très étudiées.

Avec son réseau local, VICTOR *donne une fois de plus la* preuve de sa volonté de conquérir l'avenir.

VICTORNET : Réseau local de type OMNINET®.

VICTOR®

Plus qu'un nom: une référence.

Je désire recevoir une documentation détaillée sur le micro-ordinateur VICTOR et son réseau local
en renvoyant ce bon à : VICTOR Technologies.
Tour Horizon, 52, Quai de Dion Bouton, 92800 Puteaux.

LM

NOM : ______ SOCIÉTÉ : ______

FONCTION : ______ ADRESSE : ______

______

APPLICATION : ______ TELEPHONE : ______

Le Monde

culture

MUSIQUE

« LA PASSION DE GILLES », à Bruxelles

Un double satanique de Jeanne d'Arc ?

Bruxelles a été, le 18 octobre, le théâtre d'un événement rare : la création d'un opéra contemporain, la Passion de Gilles, *composé par un musicien liégeois, Philippe Boesmans. Le spectacle étrange et fastueux, réglé par Daniel Mesguich, confirme le rang le l'Opéra national de Belgique dirigé par Gérard Mortier, commanditaire de l'œuvre.*

Jeanne d'Arc et Gilles de Rais, antithèse spectaculaire fournie par l'histoire : la vierge guerrière et sainte, le beau capitaine satanique, violeur et meurtrier d'enfants, dont Barbe-Bleue ne donne qu'une image édulcorée et somme toute décente... Le poète belge Pierre Mertens a été frappé par le parallélisme de ces destinées : fidèle compagnon de Jeanne, Gilles mourra comme elle, jugé par une juridiction ecclésiastique d'une sincérité douteuse et brûlé comme « relaps, hérétique, sorcier ». Il en a tiré un livret d'une belle langue (1) pour l'œuvre de Bosemans, une sorte de méditation en images sur *« la double postulation vers Dieu et vers Satan »*, selon l'expression de Baudelaire », car Gilles a *tout misé sur la pucelle*, mais le ciel l'abandonnant, pour lui *« tout est permis »*. Sa violence dans le bien, qui *« réchauffait Jeanne et la glaçait à la fois »*, va se donner libre cours dans le mal : magie, alchimie, sodomie sur les petits garçons feront un beau deuxième acte à la mode. Mais qui croit au diable ne peut ne pas croire en Dieu. Condamné justement par un tribunal injuste, Gilles monte au ciel et rejoint Jeanne *« au sommet du brasier »* (et, *dans la réalisation* de Daniel Mesguich, sous les auspices d'un cochon, ou plutôt d'un « cauchon », crucifié !). Avouons que la conclusion ne convainc guère : le chevalier déchu avoue ses crimes *« pour sauver son âme et marchander son salut »*, sans apparemment les regretter ; le parallélisme avec Jeanne est plus que douteux, artificiel.

Philippe Boesmans a écrit pour ce drame violent une fort belle partition, sans guère s'y engager personnellement, selon ses déclarations, à l'exemple de Richard Strauss qui *« composait de manière intentionnellement ludique »*. Son langage vise à ne pas effaroucher le spectateur en écartant tout radicalisme moderne. S'il ne se refuse pas quelques repos dans la tonalité, des allusions à la musique populaire ou au grégorien, de poétiques évocations de la nature, l'écriture n'en est pas *moins d'essence sérielle.*

La trame orchestrale riche, parfois étincelante, toujours claire, sans lourdeur et d'une continuité remarquable, soutient le drame avec des atmosphères et des expressions suggestives, *laissant toujours les voix à* découvert. Pourtant Boesmans n'a pu engendrer un style vocal très original, restant à mi-chemin du récitatif debussyste et du « bel canto » atonal de Berg, comme la plupart des opéras écrits dans les dernières décennies.

La mise en scène de Mesguich, excessivement brillante et colorée, se développant sur quantité de plans, mêlant les temps et les lieux, avec mille allusions visuelles plus ou moins saisissables, en prend à son aise avec l'esprit du livret.

Tout l'opéra est vu à travers l'imaginaire de Gilles, où Jeanne, androgyne cuirassé de lin blanc, blonde platinée, est une sorte d'ange-putain, qui s'offre sans pudeur au chevalier, protégée par sa virginité flamboyante... Et cette Jeanne obsessionnelle est partout : c'est la ribaude que Gilles est sur le point de violer, et l'enfant qu'il va martyriser, et, dans les vitrines coulissantes, celle qui est étendue sur un autel et celle avec qui le double de Gilles entretient de longs duos érotiques...

Le personnage de la bonne Lorraine est d'autant plus ambigu que l'on ne comprend pas un mot de la belle Carole Farley, à la voix si musicale (mais brisée par trop de Lulu), au contraire de Peter Gottlieb, Gilles ténébreux, qui soutient vaillamment toute l'œuvre, sans renouveler beaucoup son personnage sentencieux et déclamatoire avec une voix assez monocorde. La tendresse du public est allée vers Colette Alliot-Lugaz, page rayonnant, qui ressemble davantage à la vraie Jeanne.

Dans le tourbillon échevelé de Mesguich, on remarque aussi les personnages incarnés par Alexander Oliver, Gérard Serkoyan et Jean-Christophe Benoît, quantité de personnages secondaires, les chœurs de Günter Wagner et les enfants, remarquablement dirigés par Pierre Bartholomée qui fait ressortir toutes les beautés de la partition, bien secondé par l'excellent orchestre de la Monnaie.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Qui mérite d'être lu dans sa version intégrale (Editions Actes-Sud, B.P. 2, 13520 Le Paradou, 96 pages, diffusion Presses universitaires de France).

UGC CHAMPS-ELYSEES • UGC BOULEVARD • UGC ODEON • UGC MONTPARNASSE
UGC CONVENTION • CINE BEAUBOURG LES HALLES • CLICHY PATHE
UGC GARE DE LYON • 14 JUILLET BEAUGRENELLE
ARTEL Nogent • ARTEL Créteil • ARTEL Rosny • BUXY Val d'Yerres • C2L Versailles
C2L St-Germain • FRANÇAIS Enghien • CLUB Colombes • 9 DEFENSE-4 TEMPS
Une réussite à tous les niveaux V.S.D.
NICOLE GARCIA • MARIE-CHRISTINE BARRAULT
Les mots pour le dire
MARIE CARDINAL
JOSE PINHEIRO
DANIEL MESGUICH • JEAN-LUC BOUTTE • CLAUDE RICH

VARIÉTÉS

Les baraques de Jean-Marie Rivière

Habillé en frac blanc, le bagou étonnant, animant le spectacle depuis la salle, dansant, chantant, interpellant, se lançant corps et cœur dans la mêlée, y jetant son goût de l'épate, l'illusion, le baroque, l'énorme et la convention sublimée, Jean-Marie Rivière est notre dernier bateleur. En 1968, il inventait l'Alcazar, qu'il a animé tous les soirs durant six années. Puis, fatigué de l'image d'entrepreneur de travestis qui lui collait à la peau, il a vendu l'établissement et créé un nouveau lieu, le Paradis Latin, où *il a officié pendant quatre ans* avec son sens de la dérision et du merveilleux.

Mais il souffrait au Paradis Latin d'un malentendu : *« J'aimais construire une suite délirante de séquences surréalistes,* dit-il, *et le propriétaire voulait faire du japonais. »* Un jour, Rivière est parti en emportant sa magie, et il s'est retrouvé, un peu plus tard, dans les Caraïbes, à Saint-Barthélemy, où précise-t-il, *« j'ai cinq baraques que je loue à des américains ; je fais parfois le restaurant et, quand le cœur chante, j'anime le cabaret ».*

En mai dernier, Jean-Marie Rivière a mis en scène une revue *« assez rigolote »* au Piccadilly Theatre de Londres. Le voici à présent de retour à l'Alcazar, où il prépare une nouvelle revue — première représentation le 15 novembre — avec la même petite équipe de fidèles : Pierre Simonini, le décorateur, Frédéric Botton, l'auteur-compositeur, Paco, l'assistant. *« J'ai abandonné mes fantasmes de travesti,* dit Rivière. *Tout le monde exhibe aujourd'hui « son » travesti. La moindre boîte ringarde de province présente un travelo de l'Alcazar. Je monte le spectacle avec une troupe de jeunes. Je travaille toujours dans la tradition, le « non-téléphoné » et l'extravagance. Ainsi, je transforme les hommes politiques en Schtroumpfs. »*

Parallèlement, il prépare à l'opéra de Nancy, pour les fêtes de fin d'année, une nouvelle mise en scène d'*Andalousie,* l'opérette à succès de Francis Lopez. Les décors seront, là aussi, *signés par Pierre Simonini, et la* distribution fera appel à un jeune ténor, Thierry Dran. « Andalousie, *c'est extravagant en soi. On doit jouer le jeu. On a l'impression de travailler sur un monument populaire comme* le Bossu. *Il ne faut surtout pas aller contre le mouvement, ou alors il faut tout réécrire. »*

A l'Alcazar, Jean-Marie Rivière répète la revue tous les jours, sautant à l'occasion sur l'actualité quand celle-ci rivalise de dérision avec son propre spectacle.

CLAUDE FLÉOUTER.

■ Un centre national supérieur de formation aux arts du cirque va être aménagé à Châlons-sur-Marne dans l'ancien cirque municipal. Créée sous l'égide du ministère de la culture, cette école, qui sera dirigée par l'acteur polonais Richard Kubiak, proposera aux jeunes artistes une formation de quatre ans ; aidera à la création de nouveaux spectacles, et assurera la conservation de la tradition. Les premières classes débuteront en septembre 1984 à l'intention de vingt-cinq élèves. L'association pour la préfiguration de ce centre est présidée notamment par M. Alexis Gruss junior.

CINÉMA

« LE GÉNÉRAL DE L'ARMÉE MORTE », de Luciano Tovoli

La fausse paix des cimetières

Un jour, Michel Piccoli a eu le coup de foudre pour un étrange roman de l'écrivain albanais Ismaïl Kadaré (1). Et, comme le projet d'en tirer un film n'aboutissait pas, il s'est fait producteur. Et puis, il a écrit l'adaptation du roman avec Jean-Claude Carrière et Luciano Tovoli. Ce dernier, grand chef opérateur italien, rêvait de tourner ce film depuis que, pendant la réalisation de *Rêve de singe,* Marco Ferreri lui avait parlé de l'extraordinaire histoire racontée par Ismaïl Kadaré. Grâce à Michel Piccoli, *Luciano Tovoli a débuté* dans la mise en scène à quarante-six ans. Entreprise peu banale.

Le film commence dans un cimetière devant le mausolée vide d'un colonel fasciste tombé en Albanie, ainsi que trois mille soldats italiens, au cours de la seconde guerre mondiale et enseveli là-bas. Le général Ariosto (Marcello Mastroianni) rencontre les parents et la veuve du colonel, la comtesse Betsy (Anouk Aimée). Il est chargé d'aller récupérer les ossements du mort, accompagné par Benetandi, l'aumônier de la famille (Michel Piccoli). Par la même occasion, il s'efforcera de retrouver ceux des soldats de Mussolini enfouis en terre étrangère, conquise puis perdue.

Bien des années ont passé depuis la fin du conflit. A quoi rime cette quête macabre ? A démonter, avec une ironie implacable, le faux héroïsme des anciens conquérants, l'inanité de la gloire militaire.

L'adaptation a modifié quelque peu les données d'Ismaïl Kadaré. Le personnage de la veuve du colonel, qu'il avait tout juste évoqué, a pris beaucoup plus d'importance. Mais Anouk Aimée, « ange » fascinant, est bien dans l'esprit du roman, tirant les ficelles de la dérision qui emporte le général et l'aumônier, dans une inutile odyssée. Sur le rythme fantomatique de la mise en scène, Mastroianni et Piccoli, tous deux surprenants, découvrent la fausse paix des cimetières, le ricanement de la mort se jouant d'une mission absurde, dans un cliquètement d'os arrachés à la terre d'un pays qui se venge.

Un officier allemand manchot (Gérard Klein, fabuleux) fouille, lui aussi, les tombes repérées, mélange avec cynisme les restes des soldats italiens et de ses compatriotes. A travers les décors sauvages des Abruzzes (l'autorisation de tourner en Albanie, *d'abord accordée, fut retirée*), la folie rôde sur la tactique du général et les ruses du prêtre. Par sa science des éclairages, Luciano Tovoli a créé le climat qu'il fallait à cette farce funèbre. Il a réussi à trouver un style burlesque frôlant le tragique, scandé par la musique de Mahler, et parfaitement original.

JACQUES SICLIER.

(1) *Le Général de l'armée morte,* publié en 1970 aux éditions Albin Michel, avec une préface de Robert Escarpit, reparaît sous une jaquette inspirée du film. 65 F.

★ Voir les films nouveaux.

■ Le comédien anglais Paul Hardwick, ancien membre de la Royal Shakespeare Company, et que l'on peut voir actuellement dans le film « Octopussy », est mort à Londres. Il était âgé de soixante-quatre ans.

NOTES

Musique

Sous le regard du père

Le 25e Concours international de guitare, dont la longévité dit assez la foi et la ténacité de son fondateur Robert J. Vidal, s'est achevé le 20 octobre sous la présidence du grand Monsieur qui, au début de ce siècle, a redonné à l'instrument son identité classique.

Quand Andres Segovia donna son premier récital, il y a soixante-quatorze ans à Grenade, il était quasi seul de son espèce et le répertoire était presque oublié. Au grand auditorium de Radio-France, ce vieil homme très droit, l'œil vif, la lucidité intacte, contemplait d'un air débonnaire la foule qui l'acclamait, et au-delà les centaines de milliers de guitaristes qu'il a engendrés de par le monde, pour qui son exemple a suscité tant d'œuvres.

Cent cinquante-sept candidats s'étaient présentés à ce concours, mais la cuvée de l'année n'a pas paru la meilleure. Aucun des quatre finalistes n'a témoigné d'une personnalité exceptionnelle : si le jeu très pur de William Kanengiser, (Etats-Unis, 2e prix) a été favorisé par l'écriture et le lyrisme très intériorisé de *l'Hommage à Falla* de Rodrigo, son *Prélude* de la *4e Suite pour violon* de Bach manquait vraiment de pugnacité ; très musicienne, Christiane Spannhof (R.D.A., 2e prix) a paru enfermée dans son instrument par le trac ; le Français Eric Franceries (3e prix), en dépit d'une fugue de Bach un peu sage et molle, a révélé des dons de poète dans le *Prélude et scherzino* d'Alexandre Tansman et un suave *Hommage aux Pink Floyds* de Jacques Casterède.

J.L.

Rock

Pop-corn

Le chapiteau n'était qu'à moitié plein, dimanche 23 octobre, pour le concert de Culture Club à l'Espace BASF. C'est le paradoxe de ce groupe dont les ventes se chiffrent par millions mais dont le public, très jeune, suit les hit-parades et achète plutôt des 45 tours. Le trajet de Culture Club est fulgurant mais son existence est encore trop récente : un peu plus d'un an.

Les yeux faits, un costume taillé dans un drapeau américain, de longues nattes surmontées d'un haut-de-forme doré : lorsque Boy George, le chanteur androgyne, est monté sur scène, les petites filles des premiers rangs ont poussé des cris perçants. Ce sont elles qui, par milliers, lui envoient des ours en peluche, des lettres d'amour où elles confient avoir quitté, pour lui, leur petit ami.

Pourtant, Culture Club n'est pas un produit surfait. Les mélodies sont riches et sophistiquées, le métissage des influences (rock, rhythm'n blues, reggae, musique des caraïbes) bigrement remuant, la technique des musiciens éprouvée et la voix de Boy Georges d'une rare beauté. Avec les défauts de ces qualités : à force de perfection, il n'y a plus de surprise. On garde une impression d'écœurement, comme après avoir avalé trop de pop-corn. Mais il ne fait aucun doute que les pop-corn vont se multiplier. C'est devant des salles pleines que Culture Club se produira l'an prochain.

ALAIN WAIS.

★ Le lundi 24 octobre à Strasbourg ; le 30 à Nice. Discographie chez Virgin.

Cinéma

Un goût de tendresse

Un motel minable noyé dans l'horizon infini de la plaine. Une jeune femme, Rosa Lee (Tess Harper), veuve d'un combattant du Vietnam porté disparu, tient une station d'essence et élève son petit garçon, Sonny. Un étranger, un peu paumé, brise cette solitude, Mac Sledge (Robert Duvall), chanteur de Country Music, *qui vient de se* séparer de sa femme, également chanteuse. Mac et Rosa Lee décident de se marier. Sonny accepte Mac, qui tient pourtant à revoir sa grande fille Sue Anne. Bonheur éphémère, fragile, comme à reconstruire à chaque seconde. L'affection, l'amour, la simple présence du quotidien, aident à vivre. A survivre.

De ce sujet, dû à Horton Foote, le cinéaste australien Bruce Beresford, travaillant pour la première fois en Amérique, a tiré un film volontairement dépouillé, portrait d'une minorité silencieuse, mais pas au sens habituel. Des êtres au passé trop lourd cessent de se poser des questions, échangent leur détresse. Le *paysage se met comme à l'unisson* des sentiments, un Texas peu familier, sans derricks, sans clinquant. La vie s'écoule, fait mal parfois.

Robert Duvall semble se jouer au naturel. Mais Tess Harper incarne parfaitement l'esprit pionnier toujours vivant. Et Alan Hubbard, Sonny, ne se laisse jamais faire, affirme toujours une saine indépendance.

L. M.

Danse

Promesses d'un ballet

Dès son premier spectacle à Roubaix, en mars dernier, le Ballet du Nord que dirige Alfonso Cata, avait surpris, par une expérience de la scène, inespérée chez des danseurs aussi jeunes et venus d'horizons divers. Invité au Théâtre des Champs-Élysées à l'occasion du Festival de Paris, le Ballet du Nord a confirmé cette bonne impression. *Il* est rare qu'une troupe néo-classique montre autant d'audace, de spontanéité dans l'exécution d'œuvres difficiles.

Alfonso Cata a été ambitieux, trop peut-être, en faisant appel à des chorégraphes de l'école anglo-saxonne, qui travaillent dans le flou et la virtuosité. La technique des garçons est un peu faible pour maîtriser *Percussion pour six,* une suite de variations initialement composée par Vicente Nebrada et destinée aux stars du Harkness Ballet. Les danseuses sont plus expertes. Kathleen Smith et Maria Guerrero apportent une note poétique à *Fantaisies* de John Clifford, un pas de quatre aux *portées acrobatiques.*

Le Ballet du Nord peut devenir une belle compagnie. En aura-t-il le temps ? Déjà il a dû réduire ses effectifs, et la nouvelle municipalité de Roubaix, qui a fait d'autres choix financiers, l'a mis en sursis jusqu'en décembre.

M. M.

SALLE PLEYEL DEMAIN MARDI 25 OCTOBRE
Récital de piano
RUDOLF SERKIN
HAYDN SCHUBERT BEETHOVEN
OAI RAINER

THÉATRE DE L'ESCALIER D'OR
LOUISE/EMMA
RENCONTRE FICTION
Une pièce d'Anne ROCHE
« E. Istria et F. Chatot donnent corps et chair aux deux personnages, avec la jubilation d'une complémentarité complice »
(La quinzaine littéraire).

DERNIÈRE LE 30
Romance of Mexico
de Jean-Pierre Thibaudat
théâtre d'ivry 672.37.43
« ... Beau et inquiétant... »
Colette GODARD - LE MONDE

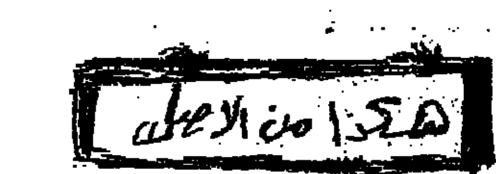
COMME AU CINÉMA
30 % DE RÉDUCTION LE LUNDI
pour voir *les 3 JEANNE* aux Bouffes Parisiens
BOUFFES PARISIENS
296 60 24
LES 3 Jeanne
NOUVEAU SPECTACLE

SHAKESPEARE AU LYCÉE
par le Théâtre du Campagnol
au Lycée Buffon 16 bd Pasteur 15e
du 14 au 27 oct.
à 20 h 30
Loc : 3 fnac
LES ATTENTIONS PARTICULIÈRES
Philippe Clévenot et G. Oestermann
au Lycée Technique d'Etat 233 bd Raspail 14e
du 17 au 27 oct. à 20 h 45

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 194 F	1 727 F	2 260 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11) : 19 h 30 : Vive Offenbach !

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). 20 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir.

BEAUBOURG (277-12-33). Débats : 17 h 30 et 21 h : avec Stefan Zweig. – Cinéma/Vidéo : à partir de 12 h 30 : Time Five, for Marco ; Nouveaux films B.P.I., à 13 h : Prélude pour un théâtre des dieux ; 16 h : Philippe Soupault et le surréalisme ; 19 h : Toute la mémoire du monde.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Concerts : 18 h 30 : A. Vanzo, M. Masquelin, A.M. Fontaine (Delibes, Gounod, Bellini, etc.) ; 20 h 30 : Barbara Hendricks, Orchestre de Chambéry et de la Savoie (Mozart, Barber).

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34). 20 h 30 : Musique de Pologne (Ewa Demarczyk).

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Comédiens cherchent public pour mourir d'amour et plus si difficultés.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : le Misanthrope.

BOUFFES - PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : l'Echo du silence ; 22 h : Va ma Terre quelle belle idée.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon - Abracadabracula ; 22 h 45 : Cabaret Dada.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Cajamarca ou le supplice de Pizarre ; 20 h 30 : l'Entonnoir ; 22 h 30 : Bobby Lapointe ; II. 18 h 30 : Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Visages de Cocteau. Petite salle, 18 h 30 : la Putain littéraire ; 19 h 45 : Mozartement vôtre ; 22 h 15 : Baudelaire du mal.

LYCÉE BUFFON (307-85-80), 20 h 30 : Shakespeare au lycée.

LYCÉE TECHNIQUE, 233, bd Raspail (307-85-80), 20 h 30 : les Attentions particulières.

MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : les Sales Mômes.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52) 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), Rencontres, 20 h 30 : Prosper Mérimée.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 15 : la Dernière Bande ; 21 h 15 : Restaurant de nuit.

RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Bouvard.

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE DE L'ALLIANCE (544-50-40), 20 h 30 : Récitals poétiques.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr... ez vous ?

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 18 h 30 : le Grand Écart.

THÉATRE 13 (588-16-30), 21 h : l'Emoi d'amour.

UNION (246-20-83), 20 h 30, jours pairs : le Chant général ; jours impairs : L'an 2000 n'aura pas lieu.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), II : 22 h 30 : Fouillis.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51) 19 h 30 : la Spécialité.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : le Ticket.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h. : l'Impôt et les Os.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h : U. Ramaswany.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 24 octobre

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Danses traditionnelles de Corée.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), XXIe Festival international de danse de Paris, 20 h 30 : Ballets Jazz de Montréal.

Le music-hall

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Giovanna Marini.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 22 h : M. Benin.

ESPACE CARDIN (266-17-81) 20 h 30 : J. Gréco.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Chopelia.

Les concerts

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : G. Ros (Ligeti, Sierra, Ros).

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE, Grand Théâtre, 20 h 30 : G. Poulet. Cl. E. Nandrup (Mozart).

ATHÉNÉE, 20 h 30 : N. Anfuso.

LUCERNAIRE, 21 heures : O. Yagoubi (Debussy, Beethoven, Yagoubi).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : D. Doriz.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : A. Sanders.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h. : M.-A. Martin, D. Borker, H. La Barrière, M. Pelzer.

LA RESSERRE AUX DIABLES (272-01-73), 22 h : Quatuor de saxophones.

TWENTY ONE (260-40-51), Marcia Maria Trio.

Les festivals

FESTIVAL INTERNATIONAL DU *CINÉMA DU TIERS-MONDE* (v.o.) : Rivoli-Beaubourg (272-63-32) : 16 h : De la mystérieuse Buenos-Aires ; 18 h : *Affaire brillante ; 20 h : le Visiteur de* l'aube ; 22 h 15 : Victoire de la jeunesse

FESTIVAL MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) : Panique à l'hôtel.

FESTIVAL WOODY ALLEN (v.o.), Action Ecoles, 5e (325-72-07) : Guerre et amour.

MIZOGUCHI - KUROSAWA (v. o.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), 14 h 10, 16 h 10, 18 h 5, 20 h 5, 22 h 5 : les Contes de la lune vague après la pluie.

FESTIVAL DINO RISI, Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37) (v.o.) : les Monstres : 14 h 30, 16 h 50, 19 h 10, 21 h 30.

FESTIVAL MOCKY, Républic Cinéma, 11e (805-51-33) (v.o.) : 16 h : Un couple ; 18 h : les Compagnons de la Marguerite ; 20 h : les Vierges ; 22 h : Un couple.

AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : 16 h, 18 h, 20 h, 22 h : Siddharha.

FESTIVAL HITCHCOCK (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50), 18 h, 20 h, 22 h : Psychose.

PAUL VECCHIALI, CINÉASTE ET PRODUCTEUR, Studio 43, 9e (770-63-40), *18 h : l'Archipel des amours ;* 20 h : Corps à cœur ; 22 h : les Roses de la vie et les Ruses du diable.

HOMMAGE A TOURGUENIEV (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80), 16 h 20 : Assia ; 18 h : Un nid de gentilhommes ; 22 h : l'Ermite.

RÉTROSPECTIVE TH. DREYER *(v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-*39-19), 16 h, 22 h : le Livre de Satan ; 18 h : Gertrud.

LES GRANDES HEURES DE LA COMÉDIE AMÉRICAINE (v.o.) : Olympic Marylin, 14e (545-35-38), 15 h, 18 h 20, 22 h : Mon épouse favorite.

En région parisienne

IVRY, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30 : *Romance of Mexico.*

SAINT-DENIS, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), voir Festival d'Automne.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, l'Arche de Noé, de M. Curtiz ; 17 h, Révolte à Dublin, de J. Ford ; Studio Bela Balazs (Film de fiction) ; *19 h,* le Pressoir, de G. Maar.

Les exclusivités

L'AMI DE VINCENT (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-57) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aus., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'ARGENT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55)).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Olympic Entrepôt 14e (545-35-38) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f., Impérial, 2e (742-72-52) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-25-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BENVENUTA (Fr.-Belg.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE BOURREAU DES CŒURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42 26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES BRANCHÉS A SAINT-TROPEZ (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

BRULER LES PLANCHES (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT *AND DUST) (Ang., v.o.) : Quintette, 5e* (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 5e (326-58-00) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Escurial, 13e (707-28-04).

CHANEL SOLITAIRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LA CRIME (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Movies, 8e (260-43-99) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-02) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

EVIL DEAD (A.) (*) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18).

LE FAUCON (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA FEMME DE MON POTE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-94-98) ; Rialto, 19e (607-87-61).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, (236-83-93) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; *UGC Convention, 15e* (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : *Studio Bertrand, 7e* (783-64-66).

FRANCES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).

FURYO (Jap., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-20-12).

LE GÉANT (All., v.o.) : Studio 43, 9e (770-63-40) (H. sp.).

LE GUERRIER DE L'ESPACE (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

HANNA K. (Fr.-A.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX, (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) (H. sp.).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (325-95-94).

LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

KOYAANISQATSI (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LIBERTY BELLE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Saint André des Arts, 6e (326-48-18).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

OCTOPUSSY (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e *(354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e* (325-59-83) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Parmount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumond Sud, 14e (327-84-50) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

ŒIL POUR ŒIL (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

OUTSIDERS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

PATRICIA (Aut., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

POUSSIÈRE D'EMPIRE (Franco-Vietnamien) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; St-Séverin, 5e (354-50-91) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; *Biarritz, 8e* (723-60-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

ROSI ET LA GRANDE VILLE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; *U.G.C. Gare* de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e, (336-23-44) ; Montparnasse *Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet* Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA SCARLATINE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e, (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23)

STAYING ALIVE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) Paramount City, 8e (352-45-76) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C Gobelins.

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMIE, film allemand de Margarethe Von Trotta, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colysée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; *St-Lazare-Pasquier, 8e* (387-35-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

ASSIA, film inédit de Iossif Heifitz, v.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

L'ERMITE, film soviétique de Roman Balaïan, v.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

LE GÉNÉRAL DE L'ARMÉE MORTE, film franco-italien de Luciano Tovola : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Bastille, 12e (357-90-81) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-*Beaugrenelle, 15e (575-79-79)* ; Images, 18e (522-47-94).

RACKET (*), film américain de John Mackenzie, v.o. : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Élysées-Linlcoln, 8e *(359-36-14) ; Paramount-Odéon, 6e* (325-59-83) ; Parnassiens, 8e (329-83-11) ; Convention St-Charles, 15e *(579-33-00) ; v.f. : Impérial, 2e* (742-72-52).

LE RETOUR DU JEDI, film américain de Richard Marquand, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount-Mercury, 8e (562-45-76) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

TENDER MERCIES, film américain de Bruce Beresford, v.o. : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Images, 18e (522-47-94).

salon international des
composants électroniques 83
PARIS
14-18 novembre
Au nouveau Parc d'Expositions Paris-Nord
●
mardi 15 novembre 1983
TABLES RONDES INTERNATIONALES
les nouvelles orientations des circuits intégrés

Présidées par M. Jacques BOUYER, Président du SITELESC et de l'EECA, les Tables Rondes Internationales 1983 sont organisées par :
● le SITELESC - Syndicat des Industries de Tubes Electroniques et Semiconducteurs, *et parrainées par :*
● EECA - European Electronic Component Manufacturers Association,
● EIAJ - Electronic Industries Association of Japan,
● SIA - Semiconductor Industry Association (USA).

Table ronde 1 **Matin**
Evolution des produits et importance du logiciel en microélectronique.
La tendance vers une plus grande complexité, vers des prix moins élevés, des volumes de production plus importants, devrait s'accentuer plus que jamais au cours des prochaines années, dans l'industrie des circuits intégrés.
Les fabricants de circuits intégrés vont devoir mettre au point des *composants de plus en plus performants et complexes, produits en* grandes quantités.
De même, avec les utilisateurs de circuits intégrés, ils devront incorporer dans leurs produits une part croissante d'intelligence, suivant en cela une évolution semblable à celle qu'a connue l'informatique.
Ces modifications auront, à n'en pas douter, des conséquences importantes qu'il est encore difficile d'apprécier.
On peut également se demander :
● Où se situera l'équilibre entre les circuits universels, les circuits à la demande et les circuits prédiffusés ?
● Comment évolueront les parts respectives du logiciel et des circuits proprement dits ?
Au cours de cette Table Ronde on s'interrogera sur les taux de croissance prévisibles de ces grandes familles de circuits intégrés, en tenant compte de l'alourdissement des capitaux nécessaire à cette industrie et du développement du logiciel dans la fabrication et la conception de ces composants.
Président : Dr. OüCHI Atsuyoshi, senior executive vice-president, and director, NEC, Japan.
Modérateur : M. BONELLI Pierre, président-directeur général, SEMA, France.
Panelistes : M. FIEBIGER Jim, vice-president and assistant general, *Manager semiconductor products sector,* MOTOROLA, U.S.A.
M. KRIJGSMAN C. Kess, directeur général - division circuits intégrés, NV. PHILIPS, The Netherlands.
M. LARKIN Melvyn William, director of technology, PLESSEY, U.K.
M. LASSUS Marc, directeur général, MATRA-HARRIS Semi-Conducteurs, France.
M. NOELS Jacques, directeur des activités semiconducteurs, Groupe THOMSON, France.
M. ODAKAWA Kaichiro, assistant group executive semiconductor and IC division, TOSHIBA, Japan.
M. PAGLIUCA Bruno, senior vice-president-Worlwide semiconductor marketing, TEXAS INSTRUMENTS, U.S.A.

Table ronde **Après-midi**
Besoins et formation de spécialistes dans le domaine de la microélectronique.
En *microélectronique, la demande en ingénieurs ou techniciens,* que ce soit au niveau des fabricants, des utilisateurs ou des organismes de recherche, va se développer de manière exponentielle au cours des prochaines années.
Le déséquilibre entre l'offre et la demande pose des problèmes aux *milieux enseignants tout comme* les possibilités de formation continue dans l'industrie.
Au cours de cette Table Ronde, on tentera d'abord de chiffrer le problème et ensuite d'apprécier les solutions existantes et proposées.
Après avoir décrit la situation présente, on tentera d'évaluer les *différentes tendances pour les années à venir dans les grandes zones* géopolitiques de la microélectronique telles que l'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon, face à cet aspect vital et critique de la révolution microélectronique
Président : Le président de la SIA - *SIA Chairman,* U.S.A.
***Modérateur :** M. ELDIN Jacques, directeur général adjoint* des laboratoires de Marcoussis, CGE, France.
Panelistes : M. DESIO Robert W. director of Technical, Education and Systems Research Institute, IBM, U.S.A.
M. MALGRANGE Jean-Louis, conseiller à la direction générale des *enseignements supérieurs et de la recherche,* MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, France.
M. PICQUENDAR Jean-Edgar, consultant, France.
M. ROBERTSON J.M., director Endinburgh microfabrication facility, UNIVERSITY OF EDINBURGH, UK.
M. RUGE Ingolf, senior professor in microelectronics, MUNICH TECHNICAL UNIVERSITY, F.R.G.
M. SHIBATA Shotaro, director, chief engineer semiconductor and IC division, HITACHI, Japan.
M. SMULLIN, Louis D., professor, electrical engineering dpt, MASSACHUSETTS *INSTITUTE OF TECHNOLOGY,* U.S.A.
M. VAN OVERSTRAETEN Roger, professor departement elektrotechniek, KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN, Belgium

✂ - - - - - - - - - - - - - -

BULLETIN D'INSCRIPTION
à compléter et à retourner : Tables Rondes 1983
11, rue Hamelin, 75783 Paris Cedex 16 - France
Tél. : 33 (1) 505.14.27 - Télex : SYCELEC 611045 F.
Nom ______
Adresse professionnelle ______
______
Code postal et Ville ______
______ Tél. ______
Droits d'inscription : 200 FF nets par personne.
Paiement à l'ordre de « GIEL Colloque international ».
Date ______ Signature :

SPECTACLES

13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

SUPERMAN III (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) (H. sp.) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) (H. sp.).

TONNERRE DE FEU (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-10-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

UNDERGROUND USA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

UNE PIERRE DANS LA BOUCHE (Fr.) : Berlitz, 2e (740-60-33).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Ciné 13, 18e (254-15-12).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

ZELIG (A.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) (version angl. non s/titrée) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75).

Les séances spéciales

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h.

BLADE RUNNER (*) (A., v.f.) : Opera Night, 2e (296-62-56), 16 h 10, 19 h 20, 21 h 30.

CARMEN JONES (A., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68), 21 h.

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 5.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 19 h.

LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PÉKIN (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 15 h 45.

CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 20.

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h 10.

ELISA VIDA MIA (Esp., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 17 h 50.

GEORGIA (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83), 18 h 10.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44), 19 h.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85), 22 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 25.

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38), 18 h.

MAMAN A 100 ANS (Esp., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 16 h.

LES MONSTRES ATTAQUENT LA VILLE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 30.

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-48-65), 20 h.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 15.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 21 h 50.

QUERELLE (**) (All., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 15 h 45.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40, 0 h 20.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 18 h 15.

JOCKEY
127, bd du Montparnasse
320-63-02
Pas comme les autres
on s'y amuse !...

Mardi 25 octobre
à 20 heures
COURSES
à
VINCENNES
Pari Jumelé dans toutes les courses
Pari Trio
à chaque réunion
Retenez votre table au « Privé »
989-67-11
★
Prochaines soirées :
26, 28 oct., 2 novembre

COMMUNICATION

Lundi 24 octobre

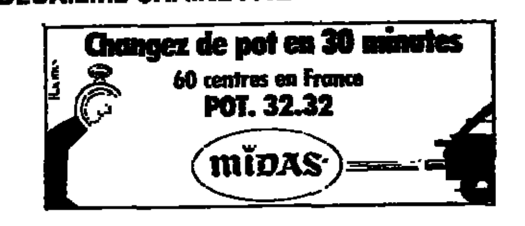
PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 **L'avenir du futur : Buck Rogers au XXVe siècle.**
Film américain de D. Haller (1979), avec C. Gérard, P. Hensley, E. Gray, H. Silva, T. O'Connor, J. Wiseman.
Un astronaute de la NASA se trouve plongé en état d'hibernation, au cours d'une mission dans l'espace. Il est ranimé, cinq siècles plus tard, dans un univers qui a bien changé. Film de science-fiction traité d'une manière parodique avec des effets spéciaux impressionnants.

22 h 5 **Débat : L'astronomie de l'invisible.**
Avec MM. Casse, A. Brahic et E. Spiegel, astrophysiciens et J. Heidman, astronome.

23 h 5 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A2



20 h 35 **Emmenez-moi au théâtre : Orphée.**
De J. Cocteau. Réal. C. Santelli. Avec J.-P. Bouvier, C. Frot.
Une fausse pièce de boulevard, une adaptation moderne du mythe d'Orphée, signée Cocteau, mise en scène par Claude Santelli. La magie « Cocteau » ne passe pas.

22 h 10 **Magazine : Plaisir du théâtre.**

23 h 10 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 **Téléfilm : les Mouettes sur la Saône.**
D'après J. Chauvire ; adapt. M. Tourneur ; réal. J. Sagols.
En 1920, une amitié de vacances naît entre deux enfants, dont l'un, François, déborde de vie et l'autre, Frédéric, est un malade. Ambiance feutrée, drames intérieurs. « les Mouettes sur la Saône » est un poème de l'amitié tragique, remarquablement interprété.

22 h 25 **Journal.**

22 h 30 **Magazine : Thalassa.**
De G. Pernoud.
Planche à voile : quelle sécurité ?

23 h 30 **Prélude à la nuit.**
« Sonate n° 1 », de Hindemith, par Bruno Pasquier, alto.

FR3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

17 h 6 **Dessin animé : Ulysse 31.**
17 h 45 **Cafés en perdition.**
18 h **C'est toujours la saison.**
18 h 30 **Sports.**
18 h 55 **Informations.**
19 h 10 **Ulysse 31.**
19 h 15 **Informations régionales.**
19 h 35 **Feuilleton : Les Mohicans de Paris.**

FRANCE-CULTURE

20 h « Les Vertiges », de S. Ganz (2e partie : exhumation). Avec J. Gastaldi, A. Bertin, M. Simon...
21 h **L'autre scène ou les vivants et les dieux** : « Mélusine ou l'interdit du regard », par J. Markale.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : Walter Benjamin.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** : « la Passion selon Guignol », de Pousseur et Chagas, concerto pour violon et orchestre de Boesmans, « Aïs », de Xenakis par l'Orchestre philharmonique de Liège, dir. P. Bartholomée, sol. R. Pieta, violon...
22 h 30 **Fréquence de nuit** : Feuilleton : « La voix n'est pas un organe » ; œuvres de Mahler. 23 h 10 Les châteaux : Versailles.

Mardi 25 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 **Vision plus.**
12 h **Le rendez-vous d'Annik.**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **Portes ouvertes.**
14 h 5 **Paysans du tiers-monde. (C.N.D.P.)**
14 h 25 **Série : François Gaillard ou la vie des autres.**
15 h 30 **Monte-Carlo Show.**
16 h 20 **Le forum du mardi.**
Les relations mère-fille.
17 h 30 ***Le paradis des chefs.***
18 h **Ton amour et ma jeunesse.**
18 h 20 **Le village dans les nuages.**
18 h 40 **Variétoscope.**
18 h 55 **7 h moins 5.**
19 h **Météorologie.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Jeu : Marions-les.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**

20 h 35 **Théâtre : l'Amour fou, d'André Roussin**, adapt. M. Bertay. Avec S. Valère, J. Desailly, B. Lavalette...
Une charmante petite bourgeoise, épouse d'un cadre supérieur, victime des avances d'un architecte. Orage passager dans la famille.

22 h 40 **Le théâtre et les hommes : Les festivals.**
Emission de L. Cousseau, réal. J. Dayan.
De Montluçon à Avignon en passant par Salon-de-Provence, une tournée des festivals de l'été avec leurs organisateurs. Des extraits de spectacles.

23 h 40 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h 5 **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
13 h 35 **Feuilleton : Les amours romantiques.**
13 h 50 **Aujourd'hui la vie.**
14 h 55 **Série : Timide et sans complexe.**
15 h 45 **Reprise : La chasse aux trésors.**
En Belgique (dif. le 22 oct.).
16 h 45 **Entre vous, de L. Bériot.**
Comment tu t'appelles ? ; Et peindre quand même.
17 h 45 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 45 **Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord**

20 h 35 **Film : les Temps modernes.**
Film américain de C. Chaplin (1935), avec C. Chaplin, P. Goddard, H. Bergman, C. Conklin, A. Garcia, S. Sanford (N. Rediffusion).
Charlot, rendu passagèrement fou par le travail à la chaîne, se retrouve à la rue. Il recueille une jeune fille pauvre et vagabonde. Tous deux cherchent à survivre, à rester libres. Satire virulente du machinisme et des contraintes sociales, qui fut mal accueillie aux États-Unis. Dans ce film très célèbre, le personnage de Paulette Goddard apporte une grande tendresse.

22 h 10 **Mardi cinéma.**
Avec Marie-France Pisier et Gérard Jugnot.

23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 ***Dessin animé : L'inspecteur Gadget.***
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**

20 h 35 **Film : Rien ne sert de courir.**
Film américain de C. Walters (1966), avec C. Grant, S. Eggar, J. Hutton, M. Taka, T. Hartley, J. Standing, B. Astar.
Un homme d'affaires anglais, qui se trouve à Tokyo pendant les Jeux Olympiques, va, à la suite de difficultés de logement, organiser le bonheur d'une jeune fille et d'un jeune homme qui ne semblaient pas faits l'un pour l'autre. Comédie américaine très traditionnelle, mais qui compose un agréable divertissement grâce au charme et à la fantaisie que conserve Cary Grant, dans sa maturité.

22 h 30 **Journal.**

22 h 50 **Prélude à la nuit.**
« Tzigane », de Ravel, par J.J. Kantorov, violon, et J. Rouvier, piano.

FR3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

17 h 6 **Hier au cinéma : Zouzou, film de M. Allégret.**
18 h 55 **Informations.**
19 h 10 **Dessin animé : Ulysse 31.**
19 h 15 **Informations régionales.**
19 h 35 ***Feuilleton : Les Mohicans de Paris.***

FRANCE-CULTURE

12 h 5 **Nous tous chacun.**
12 h 45 **Panorama.**
14 h **Sons.**
14 h 5 **Un livre, des voix** : « les Chiens de Dieu », de H. de Grandmaison.
14 h 47 **Les après-midi de France-Culture** : Variation 3 ; à 15 h 20, *Rubriques internationales* ; à 16 h 25, Micromag ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30 **Feuilleton** : L'hôtel Saint-Pol.
19 h 25 **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30 **Sciences** : Temps et devenir (les attracteurs étranges).
20 h **Dialogues** : La peau, le sang et l'histoire, avec J. Bernard et J.-P. Escande.
21 h 15 **Concert** : Les premiers prix de 1982 des tournois des royaumes de la musique, avec le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : Walter Benjamin.

FRANCE-MUSIQUE

12 h **Archives lyriques.**
12 h 35 **Jazz** : Bill Evans.
13 h **Les nouvelles muses en dialogue.**
14 h 4 **Chasseurs de son stéréo.**
14 h 30 **Les enfants d'Orphée.**
15 h **D'une oreille l'autre** : œuvres de Mozart, Rachmaninov...
17 h 5 **Repères contemporains** : P. Mestral.
18 h **L'imprévu.**
19 h 5 **Studio-concert** : *Exotique*, de Kagel ; *le Corps à corps*, d'Aperghis ; *Tlaloc*, de Barreau par le trio de percussions Le Cercle.
20 h **Jazz.**
20 h 30 **Concert** : *la Messe de Notre-Dame*, de G. de Machaut par le Clemencic Consort, dir. R. Clemencic et Die Singgemeinschaft Dreilaedereck, dir. B. Wolfsgruber.
22 h **Cycle acousmatique** : F. Dhomont.
23 h **Fréquence de nuit.**

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 24 OCTOBRE

— *M. Michel Giraud*, président du conseil régional de l'Ile-de-France, est reçu au journal du Poste parisien, à 18 h 45 (Paris, 101 MHz).

— *M. Jean Poperen*, secrétaire national du parti socialiste, répond aux questions des auditeurs dans l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

— *M. Aloïs Mertès*, vice-ministre ouest-allemand des affaires étrangères, participe au journal d'Antenne 2, à 20 h, dans son édition spéciale ayant pour thème « Euromissiles et pacifisme ».

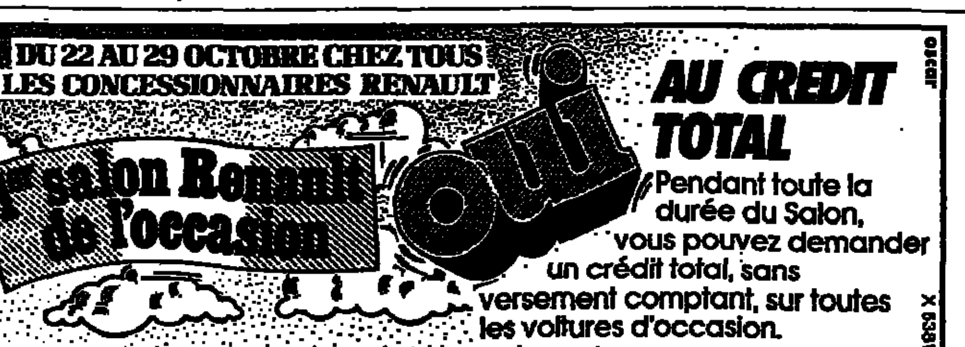
MARDI 25 OCTOBRE

— *M. Claude Poperen*, membre du bureau politique du P.C.F., est l'invité du journal de 7 h 15, sur T.S.F.-93 (93 MHz, Bobigny).

— *M. Yvon Gattaz*, président du C.N.P.F., est reçu à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.

— *M. Michel Crépeau*, ministre du commerce et de l'artisanat, participe au journal de 13 heures sur T.F. 1.

— *Mme Michèle Cotta*, présidente de la Haute Autorité, est l'invitée du Poste parisien, à 18 h 45 (sur 101 MHz, Paris).



LA MISE EN ROUTE DU PLAN CABLE

Le client roi ou le citoyen communicant

De notre envoyé spécial

Montpellier. — Un foisonnement d'idées, une confrontation utile entre technocrates, chercheurs, élus et industriels, un grand forum des nouveaux médias : les cinquièmes Journées internationales de l'IDATE (1) à Montpellier, du 19 au 21 octobre, ont tenu leurs promesses (*le Monde* daté 16-17 octobre). Le thème du colloque, « Les réseaux de l'image », était d'une actualité brûlante, à l'heure où le plan de câblage de la France, décidé il y a un an, entre dans sa phase opérationnelle. La partie qui se joue repose sur le comportement futur de l'usager appelé à devenir ou non un abonné d'un réseau câblé. Que demande-t-il ? Et que va-t-on lui offrir ?

Il y a les optimistes. Ceux qui proclament, avec M. Daniel Populus, pionnier de la vidéo de quartier à Grenoble et aujourd'hui l'un des bras séculiers du ministère de la culture : « *Le Noël de la communication arrive !* » « *Les attentes sont partout, les décideurs sont prêts à bouger.* » Et puis les sceptiques. Ceux qui se demandent, avec M. Henri Dasse (Hachette audiovisuel), si « *ce sera un Noël de riches ou un Noël de pauvres* » ; ou ceux qui se reconnaissent dans cette confidence de M. François-Xavier Hutin, directeur du service études et analyses du quotidien *Ouest-France* et militant du P.S. : « *L'État socialiste se lance dans un nouveau Concorde.* » L'ampleur des sommes en jeu, les chiffres contradictoires qui circulent à propos du coût d'installation des réseaux ou de celui des heures de programmes, l'incapacité d'évaluer un marché pour un « produit » qui n'existe pas... autant de raisons d'être méfiant.

Alors on s'efforce de cerner le futur usager des réseaux câblés. On se lance à corps perdus dans les enquêtes. Une aubaine pour les chercheurs et les bureaux d'études. Car si l'on connaît à peu près les comportements des *téléspectateurs*, on ne sait pas grand-chose de leurs désirs. Le « taux de pénétration » moyen de 50 % pour le câble, fixé par le ministère des P.T.T. et appliqué par exemple dans la convention ville-Etat à Montpellier, ne semble pas reposer sur des données fiables. Mais on observe déjà un vaste besoin de liberté et de choix, donc d'extension des programmes disponibles. Le téléspectateur français, surtout s'il a voyagé à l'étranger, « en veut » plus. Si l'on y ajoute le développement de l'achat par correspondance, les usages nouveaux du téléphone, le succès des « réseaux conviviaux » (Montpellier, Strasbourg...), la montée irrésistible de la micro-informatique domestique, les attentes de service décelées notamment avec l'expérience Télétel à Vélizy, la croissance des dépenses culturelles des ménages (40 % en dix ans selon Mme Marie-Christine Wellhof du Centre national du cinéma), on peut estimer, avec Mlle Nicole Celle (Centre national d'études des télécommunications), qu'il y a bien « *des signes avant-coureurs posisifs* » favorables aux futurs réseaux d'images.

Le rouleau compresseur

Mais est-ce bien encore le moment de s'interroger ? Le rouleau compresseur de l'Etat est en marche, comme pour le téléphone et comme sans doute pour l'annuaire électronique. La reconversion des industries et la nécessité de créer des emplois ont sans doute pesé lourd dans les choix gouvernementaux. Ceux-ci rencontrent une autre logique, celle des collectivités locales. M. Michel Bonetti, du Centre scientifique et technique du bâtiment, a fait valoir que « *la télédistribution venait à point nommé une fois que les autres équipements collectifs ont été réalisés. L'Etat ouvre le marché des collectivités locales à la filière électronique* ». L'engagement récent de la Caisse des dépôts et consignations (M. Robert Lion, son directeur général, clôturait les journées) donne tout son poids à cette analyse. On ne reviendra pas en arrière. Concorde ou pas.

A partir de là, deux conceptions. En premier lieu, celle du « *client-roi* », qu'il convient d'accrocher par des « programmes attractifs », le mot revenait sans cesse. Tout le monde, y compris les précurseurs des villes nouvelles, a tiré un trait sur les premières expériences de vidéo communautaire. On sait aujourd'hui que le public ne paiera pas 100 F ou 120 F par mois pour une petite gazette filmée du quartier.

Championne de cette attitude : la capitale. M. José Frèches, rapporteur général de la commission du câble de la Ville de Paris, a fait un tabac dans cette assemblée majoritairement « de gauche » en annonçant clairement la couleur : « *pragmatique et commercial* ». Il faut, selon lui, que l'abonné parisien ait « *un bloc suffisant de programmes* » : huit chaînes de télévision, dont Canal 5 Tour Eiffel (gérée par une société privée), une chaîne anglaise, R.T.L.-Télévision et Télé-Monte-Carlo. Les canaux restants pourront être utilisés, dans une deuxième phase, par d'autres formes de télévision locale, par les entreprises, par des services interactifs. C'est déjà plus flou.

Elargissant le débat à la demande générale de programmes, M. Daniel Populus interpelle les banquiers et les industriels de la culture et de la communication. Sauront-ils investir dans un secteur à risques pour ne pas laisser « *transformer la production de programmes en un secteur assisté* » ? Réponse molle de M. Henri Dasse, représentant d'Hachette audiovisuel : « *Nous sommes dans un attentisme hésitant... Il faut inventer de nouveaux services... Il faut expérimenter et faire des études de marché valables...* ».

Prudence de tribune ? Deux jours après avoir signé sa convention, Montpellier avait déjà, selon son maire, six propositions d'envergure, dont une avec installation gratuite d'un studio. Antenne 2, pour sa part, saisit la question au bond : « *Le câble est une menace pour nous*, déclare M. François-Henri de Virieu, directeur des relations internationales et du développement de la deuxième chaîne. *Alors, on va se défendre ! Nous sommes pour la concurrence.* » La réponse : Entreprise Vidéo Antenne 2 (EVA 2), filiale à 100 %, fournit déjà son concours à la mission télédistribution et au réseau expérimental de Lille. Deux objectifs : « *Utiliser notre fantastique fonds de commerce* » et « *offrir de nouveaux produits* ».

Des régies de programmes

Deuxième conception, celle du citoyen communicant. Là, les hommes de gauche sont plus à l'aise, débordant de générosité et d'idées, pas toujours très nouvelles. Cette « communication sociale », qui permet les relations à la base entre les individus et entre les groupes, depuis le temps qu'on en parle... M. Jean-Claude Quiniou, du Centre d'études et de réalisations informatiques audiovisuelles, les multimédias (CERIAM), y croit : « *La communication sociale est peut-être encore un rêve mais déjà plus une utopie. En face, on nous propose un cauchemar* ». Sous-entendu : des chaînes en série et « *du chewing-gum dans les yeux* », pour reprendre l'expression d'un autre collaborateur du CERIAM. Il s'agit de mettre en place les moyens pour permettre à une *production* locale de se développer et de diffuser ses réalisations.

Actuellement, ces moyens sont très faibles. On les recense ici et là. Selon M. Daniel Bégard, président de Réseau Sud (*le Monde* daté du 3-4 octobre 1982), « *un tiers seulement des régions ont un minimum de tissu de production* ». Celui-ci est composé du secteur institutionnel (entreprises, universités...) — où les équipements sont souvent sous-employés, — du secteur associatif et de petites entreprises privées. Rien à voir avec les besoins qui se font jour *pour fournir aux futurs réseaux* des programmes locaux ou régionaux.

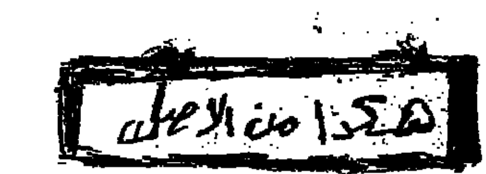
On note pourtant des convergences parmi les différents acteurs de cette nouvelle pièce : fortifier ce qui existe, refuser l'amateurisme et former de nouveaux professionnels, et surtout créer des « pools » de production, ce qu'on appelle maintenant des « *régies de programmes* », qui centraliseraient, pour les proposer aux différents réseaux, les productions locales. Seul moyen, aux yeux de beaucoup, de rentabiliser celles-ci.

Mais la communication à l'échelle de la ville ou du « pays » ? On peut aussi la favoriser par la création de petites unités et par la diffusion des images dans les lieux publics préfigurant les centres de communication chers à M. Bernard Brabet, le directeur de l'IDATE (*le Monde* daté du 16-17 octobre). On y pense en Seine-Saint-Denis, dans la région de Lannion (Côtes-du-Nord), à Hérouville-Saint-Clair (Calvados). La difficulté, c'est qu'un tel système devra s'appuyer sur les « forces vives », associations et militants politiques, dont la pugnacité et le professionnalisme ne sont pas évidents. A moins que la collectivité locale, quelle que soit sa couleur, n'organise à son profit la production locale...

En utilisant dans l'avenir les ressources de cette fameuse interactivité — les banques de données, la visioconférence, les télévidéothèques, etc. — les nouveaux médias et leur organisation en réseaux peuvent-ils contribuer à aviver les relations sociales ? M. Robert Lion semble le croire, qui déclarait, à Montpellier : « *Souvent déstructuré par l'urbanisation, la cité pourrait être restructurée par la communication.* »

YVES AGNÈS.

(1) Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie, bureau du Polygone, 34000 Montpellier. Tél. : (67) 65-48-48.



Le Monde

ECONOMIE

MATIÈRES PREMIÈRES

LE CIRCUIT DU CACAO

Quatre pays africains et le Brésil

La nourriture des dieux

AU début, la cabosse, ce fruit tropical, de forme oblongue, qui contient les fèves de cacao. A la fin, la tablette de chocolat que dégustent les amateurs du monde tempéré. Entre les deux, tout le processus du transport des sacs de jute en camion et en bateau, de la transformation des graines en pâte et en barres, *sans compter la spéculation*, alimentée notamment par les aléas climatiques.

D'un côté, le planteur, qui, en *Côte-d'Ivoire*, touche 6 F *par* kilogramme de fèves – chez le confiseur français, 1 kilo de chocolat peut valoir dix fois plus. De l'autre, tous les intermédiaires, les pisteurs, les négociants, les chargeurs, les industriels, sans oublier *les fonctionnaires nationaux et internationaux* qui doivent – ou devraient – amortir les cahots du cacao.

Quatre à cinq ans pour que le cacaoyer – Theobroma-cacao, – cet arbre d'environ 3 mètres, sécrète la « nourriture des dieux ». Cinq pays effectuent les trois *quarts de la récolte mondiale. Des* milliers de paysans vivent plus ou *moins* bien de cette *matière* première, au troisième rang des exportations agricoles du monde. Un accord international pour en stabiliser les cours reste à imaginer. – M.B.

Le cacao est le troisième produit d'exportation agricole, après le café et le sucre. Sa production mondiale est estimée pour la campagne qui s'est achevée en septembre 1983 à 1 434 000 tonnes, nettement en retrait sur les trois années précédentes : environ 1 700 000 tonnes en 1982, 1 670 000 tonnes en 1981, 1 600 000 tonnes en 1980. Elle se *trouve même légèrement inférieure* à ce qu'elle était en 1969 (1 506 000 tonnes).

Cinq pays, dont quatre africains, assurent les trois quarts de la production : ce sont, dans l'ordre, la Côte-d'Ivoire (25 %), le Brésil (20 %), le Ghana (12 %), le Nigéria (10 %) et le Cameroun (7 %). Toutefois, au cours de la dernière décennie, la part de l'Afrique a diminué, de 73 % à 60 % environ, au profit *de l'Amérique centrale* et du Sud, du Brésil surtout. L'effondrement de la production du Ghana et la forte diminution enregistrée au Nigéria n'ont pas été entièrement contrebalancés par l'explosion de la production de la Côte-d'Ivoire.

Ce pays, devenu le premier producteur mondial, avec en 1982 450 000 tonnes environ, a fait une véritable percée dans ce domaine où il ne produisait que 195 000 *tonnes* en *1969 (+ 130 %)*. Pour sa part, son rival, le Brésil, est passé de 183 000 tonnes en 1969 à 312 000 tonnes en 1982 (+ 70 %). Mais il connaît aujourd'hui des difficultés en Amazonie, où les coûts d'approche, la fragilité des sols et les *parasites font obstacle au développement* du cacaoyer, au profit, dans le Nord-Est aussi, de cultures mécanisables sur de grandes surfaces, comme le soja ou la canne à sucre.

Les initiés du cacao jettent un voile pudique sur la déconfiture ghanéenne, due à l'instabilité et à l'échec économique du régime d'Accra. Selon eux, il faudrait de dix à vingt ans pour remonter l'économie cacaoyère ghanéenne, qui reste malgré *tout la troisième du monde* (mais la première par la surface occupée, décalage qui correspond bien au vieillissement des cultures et des planteurs). Le Cameroun tend à maintenir sa production autour de 120 000 tonnes, mais connaît un grave problème sanitaire avec la pourriture des cabosses.

Le trouble-fête malais

Les autres producteurs américains, la Colombie, l'Équateur et le *Mexique cherchent* à *maintenir leur* rang dans un marché pour l'heure saturé. Le trouble-fête pourrait bien venir d'Asie. D'ici dix ans, le duel pour la première place se jouera certes entre la Côte-d'Ivoire et le Brésil, la première ne disposant ni *de bonnes terres ni d'un climat favorable*, mais jouissant d'une remarquable stabilité politique et donc du soutien international et ayant assis sa prospérité sur son « agrobusiness ». Toutefois, en Asie, la Malaisie affiche une ambition officielle : 100 000 *tonnes en* 1990. Elle a atteint 45 000 tonnes en 1982 contre 5 000 dans les années 70. Ses atouts : une main-d'œuvre de qualité et des rendements supérieurs à ceux de l'Afrique.

D'après un calcul théorique le *tonnage divisé par la surface (avec* toute la relativité qu'il faut accorder aux statistiques), les rendements moyens seraient les suivants : Afrique 314 kilos par hectare, Amérique du Sud et centrale *481* kilos, Asie 613 kilos. Par pays, la Côte-d'Ivoire *arriverait en tête avec* 650 kilos, suivie de la Malaisie et du Brésil avec respectivement 625 et 624 kilos, alors qu'on trouve 250 kilos pour le Nigéria et 185 kilos pour le Ghana. *Chiffres à prendre avec des pincettes*, puisqu'ils sont calculés à partir de l'annuaire F.A.O. pour la production de 1981, qui accorde à la Côte-d'Ivoire 700 000 hectares : sur place, selon l'interlocuteur, la superficie des cacaoyères en production *varie de 800 000 à 1 million* d'hectares, sans parler du 1,4 million d'hectares qui inclurait les cacoyères abandonnées ou vieillissantes... Il reste que l'Asie a de bonnes chances d'être demain – pour l'an 2000 – une zone importante de production.

Or se pose la question de savoir si la crise que connaît le cacao est structurelle ou conjoncturelle. Depuis quelques années, la consommation de chocolat plafonne dans les pays occidentaux. Produit non indis*pensable, il est de ceux dont on se* passe quand le porte-monnaie rétrécit : il en résulte un excédent de la production sur la consommation qui cessera d'être structurel lorsqu'il y aura reprise. Aussi la Côte-d'Ivoire, qui s'est sortie d'un mauvais pas grâce *au dépérissement de ses* voisins immédiats, joue-t-elle la sagesse et la stabilité. Mais elle ne baisse pas pour autant les bras.

Le marché potentiel du cacao est en effet énorme : l'Afrique elle-même, où le chocolat ne fait pas par*tie des habitudes alimentaires*, l'U.R.S.S., l'Europe orientale ou la Chine sont autant de vastes plages pour les marchands de cacao. D'ailleurs, le récent rapprochement entre Abidjan et *Pékin* – avec échange d'ambassadeurs – n'est pas étranger à cet espoir de *pénétration du marché*, qui vaut aussi pour le café.

Selon la F.A.O. et la Banque mondiale, un palier de production devrait être atteint dans la décennie *qui* correspondrait en gros à la consommation, soit 1,9 million de tonnes en 1985, *et 2,2 à 2,3 millions* en 1990. Cet équilibre approximatif entre l'offre et la demande rend plus nécessaire encore un accord international efficace, les petits écarts en*traînant des mouvements spéculatifs* sans rapport avec la légèreté de l'excédent ou du déficit.

Un marché instable

Un fait à noter encore dans cette présentation *: jusqu'à présent l'Amé*rique, surtout le Brésil, bénéficie mieux que l'Afrique de la valeur ajoutée apportée par la transformation de la fève en sous-produits, voire en produits *finis. L'Amérique* exporte deux fois plus de produits transformés que l'Afrique, alors que cette dernière exporte quatre fois plus de fèves. Toutefois, la part des pays producteurs dans l'activité de broyage est en hausse, grâce surtout à *l'Amérique latine* et à *la* Côte-d'Ivoire.

Côté consommation, l'Europe *se* taille la part du lion dans les impor*tations de fèves (66 % en 1980, dont* 16 % pour l'Allemagne fédérale, 14 % pour les Pays-Bas, 8 % pour le Royaume-Uni, 5 % pour la France). Les Etats-Unis absorbent environ *15 % de ce marché, et l'U.R.S.S.* 12 %. L'activité de broyage dans les pays importateurs correspond peu ou prou à ces pourcentages.

Il reste que le cacao est un mar*ché fragile : instabilité des rende*ments due aux aléas climatiques, aux prix à la production également, qui, s'ils sont insuffisants, favorisent le développement des cultures vi*vrières ; instabilité encore avec la* présence de problèmes phytopathologiques dont la solution passe par des traitements le plus souvent chimiques, qui acccroissent les charges des planteurs ; *instabilité* toujours, due à l'élasticité de la consommation *par* rapport au prix de vente ; instabilité enfin due aux déplacements des capitaux spéculatifs qui interviennent sur les marchés à terme, bien au-delà des be*soins de couverture du négoce* et de l'industrie.

Face à cela, le paysan doit faire le choix de planter des arbres qui ne produiront que dans deux ou quatre *ans et qui vieilliront lentement*... avec une somme de travail toujours égale.

J. G.

Dans les jardins de Quetzalcoatl

C'est chez les Aztèques au *Mexique et les Mayas d'Amérique* centrale qu'il faut chercher l'origine du cacahualt, nom de la fève de... cacao. Selon la légende aztèque, le cacaoyer était cultivé dans les jardins du dieu Quetzalcoatl et fut envoyé sur terre *pour les délices humaines*. A son quatrième voyage vers le Nouveau *Monde*, Christophe Colomb croise une embarcation chargée de fèves.

Premier contact d'un Européen avec le cacao. Le second sera plus durable. Cortès et ses « conquérants » *découvrirent à la fois l'empire des Aztèques et sa* monnaie : des fèves de cacao, qui servaient aussi à fabriquer un breuvage, le xocoalt, additionné de poivre et de farine de maïs. C'était la boisson de l'empereur Montezuma. C'était amer. Avec du sucre et de la vanille, cela devint la boisson des Espagnols. *Rentrés au pays, ils firent venir le* cacao, et les Hollandais surtout se chargèrent du transport vers la fin du seizième siècle et le début du dix-septième. Pendant ce temps, la demande grossit en Europe, et l'offre s'étend à la *Jamaïque* (1660), à Saint-Domingue, à la Martinique, puis, au dix-huitième siècle, au Venezuela et au Brésil, dans la région de Bahia (1754).

Les premières entreprises apparaissent vers 1770. En France, *qui dispose d'une certaine* avance technique, Antoine-Brutus *Menier monte* en 1824, *à* Noisiel-sur-Marne (aujourd'hui l'une des communes de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée), la plus grande chocolaterie du moment. *Déjà, un* M. Van Houten a mis au point, en 1815, la solubilisation du cacao. Les concurrents s'appellent Philipp Suchard *(Neufchâtel, 1824), Kohler* (1828), Lindt, Tobler... Et les Espagnols ? Si la Révolution française a quelque peu refroidi l'enthousiasme des gens de cour pour le chocolat, le blocus continental, puis la décolonisation en *Amérique du Sud ont coupé l'*Espagne de ses bases d'approvionnement.

En Afrique, continent qui deviendra *le premier pays producteur*, le cacaoyer n'est introduit qu'au début du dix-neuvième siècle. En deux temps : en 1822, des cacaoyers de variété *amelonado, originaires de la région de* Belem, sont acclimatés à Sao-*Tome, en* 1850, *le gouverneur* de la Gold Coast, aujourd'hui le Ghana, Sir William Branford Griffiths, plante dans son parc quelques cabosses et en distribue aux paysans d'alentour.

En 1840, un charpentier de marine, *William* Prat, avait introduit des cacaoyers sur l'île de *Fernando-Po, des amelonado* et des *trinitario*. Trente-neuf ans plus tard, c'est un forgeron qui s'en retournant chez lui ramena aussi des cabosses de Fernando-Po : Tetteh Quashies est considéré comme un héros national au *Ghana*...

Les *trinitario* de Fernando-Po *atteindront le Nigéria en 1874*. En Côte-d'Ivoire, l'introduction du cacaoyer sera plus tardive : par le Libéria en 1892 et par le Ghana en 1905. Mais l'enthousiasme des agriculteurs *ivoiriens* n'était pas *immense* pour cette culture. En 1908, *l'administration* française a rendu la plantation du cacaoyer obligatoire dans ce pays.

J. G.

La « Caisse de stab. » d'Abidjan

Dans le petit Manhattan d'Abidjan, le quartier du Plateau, les tours *qui abritent les ministères, les services* publics ou les établissements internationaux sont connues par leur enseigne lumineuse : Shell, U.T.A... Tout chauffeur de taxi, même s'il ne sait pas lire, connaît la « Caisse de stab. », immeuble de vingt-cinq étages où *règnent, au sommet* le ministre de l'agriculture, et au vingt-troisième niveau la direction générale de la Caisse de stabilisation et de soutien des prix du café et du cacao.

Toute l'économie de la Côte-d'Ivoire tourne autour de ce bloc de béton, moins harmonieux que son *voisin de verre et d'acier* abritant, lui, les postes et télécommunications. Dans l'euphorie des années 1976 à 1978, avec le doublement, voire le triplement des recettes de la Caisse, les *réalisations qu'elle a financées* ont été bon train. Ne doit-elle pas, *de par ses statuts*, conserver 60 % des fonds pour assurer le paiement du café et du cacao aux planteurs, quel que soit le cours mondial, et affecter les 40 % restants à un budget *spécial d'investissement* et d'équipement ?

Des anciens comptoirs

Ainsi, la plus-value dégagée sur les ventes de café et de cacao a-t-elle permis de financer en partie *le rêve* fou, la nouvelle capitale de Yamoussoukro, village natal du président. En fait, assure-t-on à la Caisse de stab., *« le plus gros est parti dans le Nord, dans le cadre de la lutte pour les régions déshéritées. Ce n'est pas Yamoussoukro qui a bénéficié de la majeure partie des fonds de la Caisse. Les deux tiers du budget spécial vont à l'agriculture »*.

Depuis 1980, le décor a changé. La chute des cours mondiaux, le maintien des prix aux planteurs et l'endettement *hérité des investissements* des années fastes ont fait de la Caisse un outil financier appauvri et condamné à contribuer au paiement de la dette publique. Celle-ci atteindra 400 milliards de francs C.F.A. (8 milliards de francs français) *en 1983 contre* 240 milliards en 1982. En regard, les recettes provenant de la caisse de stabilisation se sont élevées à 93 milliards en 1982 et à 116 milliards en 1983 (prévision) pour un *chiffre* d'affaires approximatif de 500 milliards *(10 milliards de francs)*. C'est dire l'importance de la production du ca*cao et du café* dans l'économie ivoirienne, dans ses investissements *d'hier et* dans son programme anti-crise d'aujourd'hui.

Comment fonctionne la Caisse de stabilisation ? Le gouvernement arrête un prix pour la campagne, unique pour l'ensemble du territoire. Il était depuis trois ans de 300 francs C.F.A. (6 F) le kilo de fèves de ca*cao ou de café. Il devait passer pour* cette campagne (octobre 1983 à septembre 1984) à 350 F environ *« pour ne pas décourager les planteurs »*. La Caisse prend en charge les frais d'approche jusqu'au pays d'importation, *« grande originalité du système, qui permet de déterminer le prix de revient du produit »*.

Toutefois, ces différents services (transport, assurance, fret) sont effectués par des exportateurs agréés, une trentaine sur la place d'Abidjan, dont cinq importants, qui sont rémunérés *pour ce travail. Il s'agit pour* les plus gros d'anciens comptoirs coloniaux, comme la société Abile-Gal fondée et installée en Côte-d'Ivoire depuis 1934 et qui réalise aujourd'hui dans l'agro-alimentaire un chiffre d'affaires d'environ 70 mil*liards de francs C.F.A., dont 65* milliards pour le cacao et le café. A l'indépendance, le gouvernement ivoirien a préféré garder les services de sociétés coloniales, en y intégrant des capitaux et des hommes.

Les exportateurs achètent soit directement *aux planteurs, soit en re*courant à des intermédiaires, les pisteurs « libano-syriens » comme on dit, avec un brin de mépris, à Abidjan. Ces frais de regroupement du cacao sont rémunérés à taux fixe par la Caisse de stabilisation. Dans ce *marché captif*, peu *rémunéré* – *« mais on y gagne de l'argent »*, dit-on chez Abile-Gal, – la concurrence passe par le tonnage traité (bien que théoriquement chaque exportateur dispose d'un quota fixé *par la* Caisse) et donc par les gratifications prodiguées aux paysans, au-delà du prix garanti. Depuis trois ans environ certains exportateurs, qui connaissent aujourd'hui des difficultés, se sont brûlés à ce jeu.

Les frais d'approche seront moins élevés si les sacs de fèves sont regroupés, voire livrés à un dépôt, ou encore au port d'Abidjan ou à celui de San-Pedro, à l'ouest de la Côte-d'Ivoire, nouveau pôle d'exportation du pays. Les paysans, réunis en groupements à *vocation coopérative* (G.V.C.) – dans la mesure où ils s'organisent pour rassembler les fèves et les livrer –, récupèrent les ristournes en tout ou partie, correspondantes à la rémunération des « pisteurs » et des exportateurs. Il *s'agit là d'une incitation* à l'auto-organisation, favorisée encore par les prêts de la Banque nationale de développement agricole.

Incitation à double tranchant. Les planteurs prennent certes l'habitude de travailler et compter en commun, ce qui ne leur est pas naturel. Mais les ristournes servent à financer des équipements socio-culturels pour le village (école, dispensaire, mosquée...) ; elles ne sont pas réinvesties dans l'agriculture, ce qui peut être un obstacle au développement de la coopération.

On compte moins de deux mille G.V.C., inégalement répartis sur le territoire, inégalement efficaces aussi ; mais il est difficile de savoir la production qu'ils contrôlent. Chez Abile-Gal, l'achat direct aux G.V.C. représente aujourd'hui *35 à 40 %* du volume traité. En fait, le pouvoir de négociation des planteurs *face à* l'immense pompe à cacao et à monnaie qu'est Abidjan se limite à sa capacité de suivre le produit, et donc à investir pour ce faire en moyens de transport.

Les fèves ont été triées, séchées, *stockées. Il ne reste plus qu'à* les vendre. La Caisse de stabilisation directement – ou l'exportateur, après accord de la première – conclut un marché avec un négociant. Dans les deux cas, l'opération est effectuée par l'exportateur privé : *« Nous sommes un pays d'économie libérale, et la Caisse n'est pas un office (board) »*, explique M. Norbert Kouakou, directeur général de la Caisse de stab. Le privé vend donc au cours convenu, le cours mondial. La différence entre ce cours et le *prix de revient des fèves rendues* sur le lieu d'importation constitue un plus qui sera reversé à la Caisse.

« L'assurance... des autres »

Plus le cours mondial est élevé, *plus la Caisse* reçoit d'argent, puisque les rémunérations des planteurs et exportateurs sont fixes. Si le cours s'effondre au-dessous du prix de revient, la Caisse verse alors une prime à l'exportateur. Le point d'équilibre est atteint lorsque le cours *mondial descend à 440 francs* C.F.A. le kilo (8,80 francs français) : pas de reversement à la Caisse, pas de soutien non plus. Sur ses remboursements, la Caisse doit naturellement financer ses frais de fonctionnement : aussi ne *commence-t-elle à faire des* bénéfices que bien au-delà de 440 francs C.F.A. En 1983, les cours ont évolué entre environ 600 francs C.F.A. et 1 000 francs C.F.A., maximum atteint en août. *Ils tournent* en octobre autour de 875 francs C.F.A.

Cacao, capitale Abidjan, c'est encore, en descendant du plateau, par le pont Houphouët-Boigny, les docks, les stocks, les industries cacaoyères de la zone industrielle de Vridi. Si, avec le travail des planteurs, l'Etat ivoirien fait, plus mal que bien aujourd'hui, son beurre, le rôle de jeune premier mondial dans une période de surproduction crée des obligations : maîtriser, maîtriser l'offre, par tous les moyens. *En fait* il y en a essentiellement deux : le *stockage* et la *transformation* locale.

Avoir une politique de stockage, cela pourrait vouloir dire organiser les pays *producteurs en une sorte* d'OPEP du cacao. Il existe bien une alliance des pays producteurs, qui représente 80 % de l'offre, mais, reconnaît M. Bra Kanon, ministre ivoirien de l'agriculture, *« le Comité des ventes de l'alliance ne fonctionne pas »*.

En 1980, la Côte-d'Ivoire tente d'arrêter une politique de stockage commune aux pays producteurs. La chute des cours est toute récente. Pendant la négociation, qui se tient à Abidjan, le Ghana vend... Besoin urgent de ressources. *« Seule la Côte-d'Ivoire a stocké 100 000 tonnes*, raconte le ministre. *Nous avons été l'assurance tous risques des autres. On ne le veut plus. On aurait pu avoir aussi une politique de financement des stocks par le F.M.I. ; mais les Etats-Unis étaient trop réticents. »*

Réticence des Etats-Unis, incapacité de retenir l'offre à plusieurs, la Côte-d'Ivoire a choisi de se débrouil*ler seule et d'être prête* à participer au stock régulateur, si celui-ci existe dans le futur accord international. En poussant les sacs de riz ou de café dans les coins, la Côte-d'Ivoire pourrait stocker *400 000* tonnes. Mais les fèves de cacao se conservent mal en climat tropical. Elles sont friandes d'eau et l'atmosphère en regorge. A plus de 7,5 % d'humidité, elles commencent à pourrir.

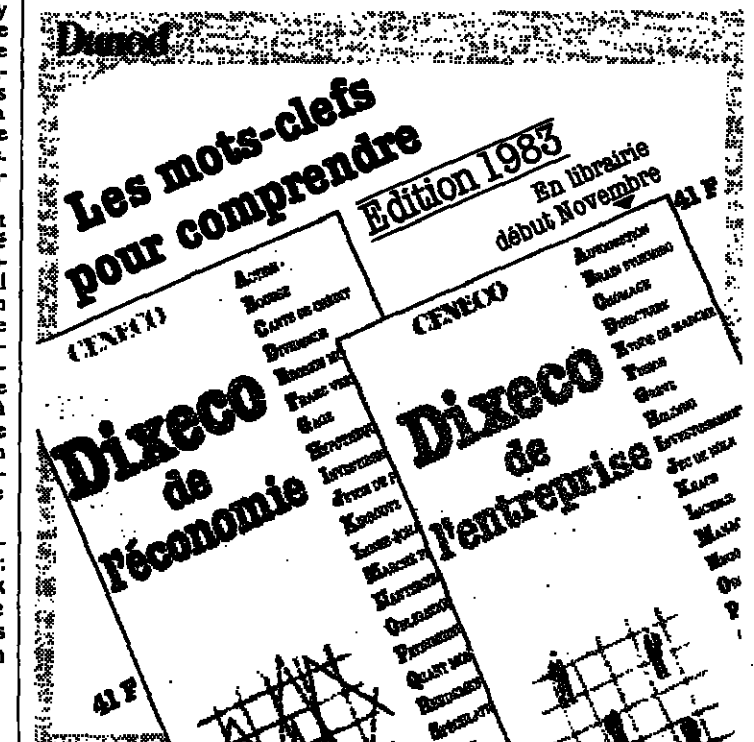
Une moderne cathédrale d'acier et de *béton vient d'être inaugurée* sur le port d'Abidjan. On peut y conserver jusqu'à 33 000 tonnes de cacao en vrac. Hypersophistiqué, ce silo est un véritable piège à humidité, traquée par des capteurs en ses moindres recoins, même pour la condensation née des différences de chaleur, intérieure et extérieure. D'autres enregistrent la température. Le tout est informatisé.

La conservation du cacao se fait sous *gaz inerte. Il peut être gardé* plus d'un an. Coût de l'investissement réalisé par le groupe Abile-Gal et un consortium bancaire : environ 3 milliards de francs C.F.A. Coût de fonctionnement annuel : 750 millions (15 millions de francs français) que, par contrat, puisque le silo est un service privé rendu à l'établissement public, la Caisse de stabilisation devra débourser. En fait, la rémunération se fait en fonc*tion du tonnage stocké* pour le compte de la Caisse.

*Stocaci, la filiale créée pour ex*ploiter ce silo, a une autre ambition : mettre fin au trafic en sacs, les vieux sacs de jute qui parcourent le monde, pour un vrac en conteneurs équipés aussi pour une conservation sous gaz inerte.

JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 22.)



LE CIRCUIT DU CACAO

Un introuvable accord international

La Côte-d'Ivoire et les États-Unis sont conviés le 31 octobre à une réunion exploratoire à Londres. Il s'agit d'examiner les chances d'une négociation en mai prochain, sous les auspices de la CNUCED, pour un renouvellement de l'accord international sur le cacao, auquel, cette fois, la Côte-d'Ivoire, premier producteur, et les États-Unis, premier importateur, accepteraient d'adhérer.

M. Denis Bra Kanon, ministre ivoirien de l'agriculture, nous a fait part de son désir de participer et de faire valoir les thèses de son pays à la rencontre de Londres. Au cours de son récent séjour aux États-Unis, le président Houphouët-Boigny a plaidé ce dossier. Sans succès apparent, semble-t-il.

L'accord international sur le cacao, qui date de 1972, a été renouvelé deux fois, en 1975 et 1980. Jusqu'à présent, il n'a pas révélé son efficacité, parce que, de 1972 à 1980, les cours mondiaux étaient supérieurs à la limite haute de la fourchette à l'intérieur de laquelle les prix du cacao devaient être maintenus. Après avoir atteint un record en juillet 1977, le cours n'a pas cessé de baisser, pour se situer en dessous de la limite basse de la nouvelle fourchette fixée en 1980, sans que les achats effectués favorisent une réelle remontée des cours. Accord inopérant donc.

Cet accord, dans son principe — en 1972 et 1975, — comprenait un système de quotas d'exportation et un stock régulateur. Celui de 1980 ne reposait plus que sur ce dernier. Les prix doivent être contenus théoriquement entre 100 et 160 cents la livre. Si le prix chute à 110 cents, l'Organisation internationale du cacao (O.I.C.) est autorisée à acheter et à stocker jusqu'à 100 000 tonnes. Le prix doit revenir à 106 cents pour reprendre les achats au-delà de 100 000 tonnes (jusqu'à concurrence de 75 000 tonnes supplémentaires), et tomber à 102 cents pour que ce volume soit lui-même dépassé. A l'inverse, et théoriquement toujours, le stock doit être replacé sur le marché, progressivement, en fonction du volume détenu, lorsque le cours atteint 150 cents la livre.

Les États-Unis à l'extérieur

Or les achats effectués en septembre 1981 n'ont pas empêché la baisse des cours (90 cents la livre en 1981, 72 cents à la mi-décembre 1982). De nouveaux achats, début 1982, eurent seulement pour effet d'épuiser les réserves financières du stock régulateur alimentées par une taxe de 1 cent par livre exportée (et par livre importée en provenance d'un pays non membre de l'accord), portée à 2 cents en octobre 1982. Depuis le mois de mars de la même année, aucun achat supplémentaire n'est autorisé. Des banques brésiliennes ont avancé 75 millions de dollars, mais un désaccord persiste sur la façon d'utiliser cet emprunt.

« L'accord ne peut pas fonctionner, déclare M. Bra Kanon, *parce que le plus gros acheteur, les États-Unis, généralement défavorables aux accords par produit est resté à l'extérieur. De ce fait, nous aussi. Il ne fonctionne pas non plus parce que les pays instables vendaient, quand le stock achetait pour tenter d'enrayer la chute des cours. Nous voulions quant à nous, à l'image de ce qui se passe dans la C.E.E., une véritable politique des revenus, avec un prix garanti pour la campagne, tenant compte des coûts de production.*

» A Londres, à la fin de ce mois, nous demanderons que, pour le cacao, qui n'est pas un produit de cueillette, soit arrêté le principe d'un prix pondéré qui pourrait être, comme dans la C.E.E., encore, un prix d'objectif. De plus, depuis plusieurs années, la production s'est déplacée, et de nouveaux pays, asiatiques notamment, sont apparus sur le marché. Les contingents d'exportation devraient être établis en fonction des producteurs réels.

» Nous demandons que l'on puisse évaluer sérieusement l'offre par rapport à la demande. Il faut établir la vérité sur la production, et le comité statistique de l'O.I.C. est inopérant. Des organismes comme la Banque mondiale ou la F.A.O. pourraient être les observateurs impartiaux qui font défaut. Si ces deux concepts, prix d'objectif et évaluation objective de la production, sont vérifiés, nous aurons alors les éléments de base pour imaginer un nouvel accord. »

Le ministre ivoirien de l'agriculture envisage encore, alors que les négociations dites de Lomé-III viennent de s'ouvrir, une révision du système Stabex, qui, devant assurer la régularité des prix des produits exportés, *« n'a pas eu d'effet pour le cacao ». « Nous pensons à une nouvelle formule, comparable au protocole, sucre, c'est-à-dire des prix garantis attachés à un volume d'importation. »*

L'obsession de la Côte-d'Ivoire, à savoir maîtriser l'offre de ses produits et stabiliser les cours, pourrait même la conduire à intervenir elle-même sur les marchés à terme, *« en dépit de son horreur de la spéculation »*, précise M. Bra Kanon. *« Nous avons été approchés en ce sens. Mais cela exige des hommes rompus à ces métiers. On ne les a pas aujourd'hui. Nous pourrions peut-être envisager des structures mixtes avec les professionnels... »*

J. G.

Bibliographie

LE CACAO. François Léry. « Que sais-je ? », PUF, 1971. 124 pages, 20 F.

LA FILIÈRE CACAO. Marie-Noëlle Terpend. Les dossiers faim-développement, C.C.F.D., 1982, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. 103 pages, 25 F.

NÉGOCIANTS ET CHARGEURS, Philippe Chalmin. Economica, 1983. 228 pages, 98 F.

LA STABILISATION DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES, Philippe Delmas et Christophe Guillemin. Economica, 1983. 339 pages, 98 F.

PATRON ? DUR... DUR..., Georges Poirrier. Cantalou, 1983. 171 pages, 39 F.

Le STABEX déréglé

Vingt-deux des soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), signataires de la convention de Lomé, sont des producteurs de cacao. Une dizaine d'entre eux le sont de façon significative, les cinq plus importants étant dans l'ordre, la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria, le Cameroun, la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La convention, par le jeu de ses instruments ou encore par l'influence qu'exerce la C.E.E. au sein de l'accord international, est-elle parvenue à apporter un soutien effectif à ses partenaires A.C.P. touchés par la chute des prix ?

Au vu des chiffres, la réponse est négative. Au cours des dix dernières années, la production a fortement régressé au Ghana et au Nigéria, et le phénomène atteint des producteurs de moindre importance comme le Togo. Les importations de cacao dans la C.E.E. sont, elles, à peu près stables : 455 000 tonnes par an en moyenne au cours de la période 1971-1973 contre 451 000 tonnes de 1979 à 1981.

Cependant, les producteurs A.C.P. ont moins bien fait que leurs concurrents d'Asie et d'Amérique latine, qui, en moyenne, ont accru leurs ventes à la C.E.E. Si l'on considère les exportations mondiales de cacao, le recul des pays A.C.P. est beaucoup plus net : leur part, qui était de l'ordre de 75 % en 1970, dépassait à peine 60 % en 1980. C'est dire que leur dépendance par rapport aux marchés communautaires s'est accrue.

Un cacaoyer d'après une gravure de 1724.

En 1981, le Système de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX) de la convention de Lomé a joué assez massivement au profit des pays A.C.P. producteurs de cacao. Les transferts qui leur ont été alloués en 1982 au titre de la récolte de 1981 ont atteint 40 millions d'ECU (275 millions de francs), soit 28 % du total des sommes versées par le STABEX cette année-là. Cette aide-assurance contre les mauvaises récoltes et la chute des cours a profité surtout au Ghana, au Cameroun, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

En 1983, à titre de compensations pour la récolte 1982, les A.C.P. vont se voir attribuer à nouveau 28 % des transferts STABEX. Les principaux bénéficiaires seront le Togo, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sao-Tomé et la Sierra-Leone ; mais le montant des versements sera très inférieur à celui de l'année précédente : *18 millions d'ECU* (122 millions de francs) sur un total de 65 millions.

Faute d'avoir pu, avec les crédits limités dont il dispose, faire face à la totalité des *« demandes justifiées »* de compensations présentées par les A.C.P., le STABEX est complètement déréglé. *« Le STABEX*, souligne M. Pisani, commissaire au développement, *a été conçu, en 1974 comme une assurance anti-excédent dans la perspective d'une régularisation des cours des produits de base. Celle-ci n'a pas eu lieu. Le STABEX n'a pas les moyens d'annuler à la fois les effets des excédents et ceux de la crise. »* Un des objectifs de la négociation pour le renouvellement de la convention de Lomé sera d'en revoir le fonctionnement.

La Communauté œuvre-t-elle avec efficacité en faveur d'une politique cohérente des produits de base, notamment du cacao ? L'attitude restrictive du Royaume-Uni et de la R.F.A. l'a conduite à ne parler que d'une voix timide. Toutefois, elle va participer activement aux conversations exploratoires qui vont maintenant débuter en vue de la conclusion d'un quatrième accord international. Le troisième, actuellement en vigueur, expirera le 30 septembre 1984.

Des quotas d'exportation

Selon les experts européens, les producteurs de cacao vont devoir faire face à une période d'excédents structurels. Le cas des A.C.P. risque d'être aggravé par l'arrivée en force sur le marché de pays asiatiques comme la Malaisie ou l'Indonésie qui plantent beaucoup et produisent à des prix plus compétitifs que les pays d'Afrique occidentale.

Compte tenu de cette analyse, Bruxelles considère qu'il serait dans l'intérêt des A.C.P. que le futur accord, outre l'existence d'un stock régulateur (unique instrument de l'accord actuel), prévoie également des quotas d'exportation. Ce système permettrait peut-être de stabiliser la situation relative des pays producteurs et donc de sauver la mise aux A.C.P. Un autre objectif important sera de persuader la Côte-d'Ivoire et, du côté des consommateurs, les États-Unis, qui ne sont pas membres du troisième accord, de participer au suivant.

Cependant, il apparaît qu'à terme la politique à appuyer par la Communauté doit consister à encourager ou à faciliter la hausse des prix payés aux paysans qui produisent le cacao, ainsi qu'à débureaucratiser la production, notamment au Ghana, ensuite à renforcer les efforts jusqu'à présent peu fructueux en faveur d'une diversification de la production agricole, en mettant l'accent sur les productions vivrières. Dans l'esprit de M. Pisani, ce devrait être un des buts prioritaires de Lomé.

PHILIPPE LEMAITRE.



La « Caisse de stab. » d'Abidjan

(Suite de la page 21.)

Une révolution et une première dans le monde du négoce du cacao, qui impliquent que les importateurs s'équipent à leur tour et qu'on révise aussi *la norme internationale* des contrats (15 à 16 tonnes pour un conteneur, au lieu de 25 tonnes).

L'État ivoirien teste un autre procédé de conservation, la « capatainérisation » : le produit est stocké sous vide dans des poches plastiques. L'expérience en cours depuis dix-huit mois — avec deux machines, l'une à Abidjan, l'autre à San-Pedro — n'est pas encore concluante. Au niveau du prix de revient d'abord, (le coût des poches plastiques) ; au niveau technique non plus : l'humidité, si les fèves ne sont pas assez sèches, provoque une prise en masse des 600 kilos serrés dans la poche.

Il n'en reste pas moins qu'avec ses deux machines la Côte-d'Ivoire dispose d'une capacité de stockage supplémentaire de 50 000 à 60 000 tonnes. Au total, elle peut retirer du marché, pour une plus ou moins longue durée de conservation, 165 000 tonnes (y compris le stockage traditionnel), soit plus du tiers de son potentiel de production.

La transformation sur place représente une autre volonté politique de maîtriser l'offre. La capacité de transformation dans les trois « beurreries » (Saco, API, Procaci) *et la chocolaterie (Chocodi)* d'Abidjan a *été* portée en deux ans, selon M. Bra Kanon, de 75 000 tonnes à 105 000 tonnes de fèves. L'État est propriétaire ou actionnaire de ces quatre sociétés. La Côte-d'Ivoire est, après le Brésil, le pays qui « transforme » le plus. L'industrie locale traite en majorité les fèves de moins bonne qualité, celles qui ont le moins de valeur *marchande* ou qui ne seraient pas expertées.

Toutefois si, comme le dit un industriel, *« le mouvement de transformation est irréversible »*, l'avantage est variable. Les beurreries fabriquent de la masse, du beurre de cacao et des tourteaux (poudre), qui sont des produits industriels intermédiaires, pour lesquels il existe un marché mondial moins spéculatif que celui de la fève. Par contre, il est plus difficile d'arriver aux produits finis : l'obstacle est à la fois psychologique et technique. Psycologique, le blocage devant un chocolat *« made in Africa »* ; technique, car il faut mélanger les crus de cacao pour faire un bon chocolat et il semble exclu d'importer en Côte-d'Ivoire des fèves du Brésil, du Ghana ou du Cameroun... Quant au marché national, il est encore trop faible. Dans le pays premier producteur de cacao, chaque habitant ne consomme que 600 grammes de produits chocolatés par an, contre 5 kilos environ en France, par exemple.

Il y a d'autres obstacles encore au *développement de la transformation* sur place, qui permet théoriquement au pays producteur de la matière première de conserver la plus-value apportée par l'industrie. Ce sont les coûts de transport *plus élevés, pour* le même tonnage, pour les sous-produits que pour les fèves ; la concurrence avec les sociétés européennes, qui, nous assure-t-on, disposent d'avantages fiscaux importants ; les coûts de fonctionnement d'une société en Afrique, finalement très lourds (énergie, salaires des expatriés) ; ou, encore — ce qui prouve que, même avec la volonté politique, rien n'est parfait, — le fait que les industries locales ne bénéficient pas du même taux d'escompte privilégié que les exportateurs (2,5 % de différence). La Banque centrale des *États d'Afrique* de l'Ouest devrait remédier bientôt à cette anomalie.

JACQUES GRALL.



Secrétariat, Secrétariat bilingue, Traitement de textes, Comptabilité, Informatique.

Plus Intérim est le spécialiste de l'intérim administratif en région *parisienne.*

Plus Intérim a depuis toujours une politique de rigueur et de qualité. Au niveau de la sélection, de la formation, du suivi des intérimaires.

Chacune des 12 agences Plus Intérim dispose d'un effectif d'intérimaires très important et très fidèle, ce qui permet choix et rapidité d'intervention.

Appelez-nous : vous verrez que nos intérimaires ont vraiment un plus.

Agence St-Lazare, 60, rue de l'Arcade, 522.01.79.

Agence Muette, 97, rue de Passy, 524.04.99.

Agence Denfert, 14, place Denfert-Rochereau, 322.47.22.

Agence Nation, 3, boulevard de Charonne, 373.05.06.

Agence Les Quatre-Temps, Parvis de la Défense, 774.70.70.

Agence Rueil-Albert-Ier, face RER, 732.02.86.

Agence Vélizy 2, Niveau bas, porte 5, 946.27.00.

Agence Belle-Epine, Niveau bas, porte 7, 686.30.48.

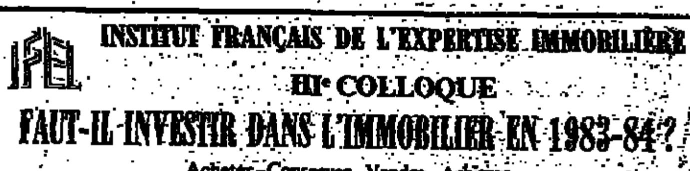
Agence Créteil-Soleil, Niveau bas, porte 11, 898.11.22.

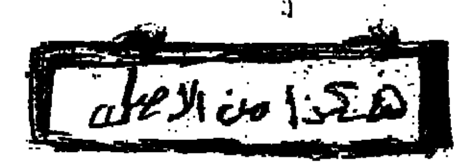
Agence Evry 2, Niveau haut, porte 8, 079.04.99.

Agence Rosny 2, Niveau bas, porte 7, 854.77.11.

Plus Informatique (saisie, étude, exploitation) et Plus International (secrétariat toutes langues, traduction), 80, bd Haussmann, 522.01.79.

Plus Interim.
L'Intérim Administratif.





MATIÈRES PREMIÈRES

LE CIRCUIT DU CACAO

Le gotha du négoce

Située dans un sobre immeuble de briques rouges de Borough High Street, à l'écart de la City, où se font et se défont encore toutes les affaires concernant les matières premières, la firme Gill and Duffus (G. and D.) ne marque guère d'empressement particulier à revendiquer la première place dans le commerce mondial du cacao, dont elle détient pourtant plus de 50 %. *« Nous sommes simplement parmi les premiers de la profession »*, se contente d'affirmer M. John Patrick, l'un des responsables du groupe, en se hâtant de citer aussitôt la liste des autres grands noms (Berisford – 25 % du marché, – Acli, Philip Brothers) qui constituent le gotha du négoce international.

C'est au début du vingtième siècle, en 1907 exactement, que fut créée cette société, à l'initiative de Frank G. Gill et A. S. Duffus, avec, comme activité initiale, le commerce des noix et des noisettes. Rapidement, la firme allait éprouver le besoin d'élargir son champ d'action en ouvrant, en 1929, un département spécialisé dans les fèves de cacao. Progressivement, le café, le sucre, le caoutchouc, le thé (dans une modeste proportion pour ce produit), entraient à leur tour dans son champ d'action pour finir sur le commerce des métaux depuis une dizaine d'années avec le rachat de la société française René Weil.

Aujourd'hui, Gill and Duffus, qui emploie un millier de personnes, coiffe cinq secteurs d'activité – assurances, fabrication dans certaines unités, marchés à terme de marchandises, métaux et énergie et, enfin, négoce, – mais c'est surtout ce dernier domaine qui confère au groupe britannique l'essentiel de sa puissance... et de ses revenus. En 1982, sur un chiffre d'affaires total de 1 006 millions de livres sterling (1) (contre 889 millions l'année précédente), plus de 98 % des ventes provenaient de l'ensemble des matières premières, alors qu'à peine 2 % étaient imputables au courtage en assurance. Quant au bénéfice net (avant impôts), il s'était établi à 7,67 millions de livres sterling contre 6,78 millions en 1981, une mauvaise année pour Gill and Duffus qui subit alors une perte de 7 millions de livres consécutive à une opération mal contrôlée à Hong-kong.

Héritière des grandes firmes de négoce britannique qui avaient l'ensemble des anciennes colonies pour marché d'approvisionnement, Gill and Duffus continue au fil des ans à pratiquer son activité essentielle qui consiste à aller chercher des produits de base, en l'occurrence du cacao, parfois à l'autre bout du monde, pour le revendre à des industriels qui se chargeront ensuite de le commercialiser. Si le schéma peut paraître assez simple, son exécution revêt une singulière complexité. En effet, quand le négociant s'efforce d'acheter à bon prix une matière première dans l'espoir de la revendre dans les meilleures conditions, il lui faut également prévoir le transport, le stockage, l'assurance, quand il ne s'agit pas de financer des récoltes ou de couvrir l'ensemble de ces risques sur les marchés à terme.

Du flair

« Le plus important, explique M. Patrick, *ce n'est pas tant de savoir à quel prix on va acheter le cacao que de déterminer celui auquel il faudra s'arbitrer sur les marchés à terme. »* D'où la nécessité pour le numéro un du négoce international du cacao de créer sa propre firme de courtage, qui intervient en tant que *« broker »* sur les trois principaux marchés à terme : Londres (52 % des transactions), New-York (46 %) et Paris, les places d'Amsterdam, de Rotterdam et de Hambourg étant réservées aux transactions sur le *« physique »* (la matière première proprement dite) par opposition au simple *« papier »* qui fait l'objet des contrats à terme.

A la différence d'autres sociétés qui, telle Berisford avec sa filiale cacao J.-H. Rayner, continuent à suivre une stratégie très intégrée, reflet de la personnalité de ses dirigeants, Gill and Duffus pratique une politique beaucoup plus décentralisée, avec des centres de profit autonomes, à tel point que Pacol Ltd, filiale à 100 % de G. and D., peut fort bien se trouver en concurrence avec cette dernière sur un même marché. *« Gill and Duffus et Pacol ont parfois les mêmes clients »*, reconnaît M. André M. Schaeffer, l'un des huit spécialistes du département cacao de Pacol Ltd.

« Notre travail, c'est celui du « dealer », qui consiste, en gros, à acheter à la production et à vendre à des chocolatiers dans le monde entier ; en ce qui nous concerne, plutôt en Europe, y compris dans les pays de l'Est qui sont de gros clients », explique-t-il. *« Ce qui est important, c'est de bien connaître et de suivre la valeur du cacao, car les beurriers sont parfaitement au courant du prix. C'est une question d'expérience, mais surtout de flair, car il faut savoir intervenir au moment qui convient pour se placer à bon prix entre les chargeurs et les industriels, avec, en fin de course, un bénéfice de 1 % à 2 % sur l'opération... dans le meilleur des cas. »*

Un œil fixé sur la courbe internationale du cacao, l'autre sur l'état de santé des cabosses, le négociant va s'efforcer d'harmoniser tous ces paramètres. Mais là ne s'arrête pas sa mission. Il lui faut aussi informer : d'abord ses propres services afin qu'ils se fassent une plus juste idée du prix qu'il conviendra de négocier avec la Caisse de stabilisation des pays producteurs, mais aussi sa clientèle, très sensible à ce « plus » qu'elle considère comme un précieux service.

Dans ce domaine, les études et les stastistiques établies par Gill and Duffus font autorité dans la profession, d'autant plus que le groupe possède dans les principaux pays producteurs ses propres « compteurs de cabosses » chargés de lui fournir toutes les informations utiles sur l'état d'avancement de la récolte et son importance probable. On comprend que, dans ces conditions, G. and D. reste d'un mutisme total dès lors qu'on l'interroge sur les déclarations – jugées trop alarmistes par certains – du ministre ivoirien de l'agriculture, M. Denis Bra Kanon, qui a indiqué que la production de cacao de son pays devrait chuter de plus de 100 000 tonnes au cours de la période 1983-1984 (par rapport à une moyenne de 450 000 à 500 000 tonnes) sous l'action conjuguée d'une dramatique sécheresse et de nombreux feux de brousse.

« Il est encore trop tôt pour annoncer des chiffres qui ne feraient qu'amplifier la guerre psychologique que se livrent actuellement producteurs et consommateurs à la veille de fixer le prix de la récolte », explique-t-on en aparté au siège de la compagnie, en donnant rendez-vous à l'interlocuteur au mois de novembre. *« Lorsqu'on aura une meilleure idée de la production de la Côte-d'Ivoire et de la récolte du Brésil où le cycle de la récolte est différent. »*

SERGE MARTI.

(1) 1 livre sterling vaut environ 12 francs.

De la fève à la tablette

PRODUCTION DE FÈVES DE CACAO → petit planteur / État

Première transformation (obligatoirement sur lieu de production) — Torréfaction, Concassage

organisation internationale ▶ stock international ▶ MARCHÉ MONDIAL DES FÈVES DE CACAO → marchés à terme : New York, Londres, Paris ; négoce international

Deuxième transformation — lieu de production ou lieu de consommation — pâte de cacao (masse) → beurre, poudre, chocolat de couverture

MARCHÉ MONDIAL DES DEMI-PRODUITS

Utilisation finale — • chocolaterie • petits déjeuners • biscuiterie

Source : La saga du négoce international des matières premières, Philippe Chalmin.

Les multinationales du chocolat

Avec la réputation acquise par le chocolat suisse et l'essor de cette industrie, les transnationales helvétiques jouent un rôle non négligeable sur le marché international du cacao. A eux seuls les deux principaux groupes de la Confédération, Nestlé et Jacobs-Suchard, achètent, bon an mal an, environ 15 % de la récolte mondiale. A peine 1 % de celle-ci est destiné à la production nationale ; le reste sert à approvisionner les multiples filiales des firmes suisses à l'étranger.

Lent a été le chemin parcouru depuis l'ouverture en 1819 à Corsier, près de Vevey, de la première fabrique de chocolat suisse par François-Louis Cailler, qui s'était initié aux subtilités de sont art chez un maître chocolatier de Turin. La voie était ainsi frayée pour forger la renommée de ce qui allait devenir une industrie helvétique par excellence. Un peu plus tard, un autre pionnier, Daniel Peter, aura l'inspiration d'utiliser un produit du cru pour inventer le chocolat au lait.

D'autres expériences artisanales sont lancées à la même époque : Philippe Suchard à Neuchâtel, Jean-Samuel Favarge à Genève, ou encore Charles-Amédée Kohler à Lausanne. Autant de noms qui deviendront célèbres. A partir de 1845, la Suisse alémanique emboîtera le pas : Rodolphe Sprüngli, Jean Tobler et Rodolphe Lindt, pour ne citer qu'eux, jettent à leur tour les bases d'autres futures grandes entreprises suisses. Nestlé viendra plus tard. Ce n'est qu'au début du siècle que cette entreprise, jusqu'alors à vocation essentiellement laitière, commence à s'intéresser à l'industrie chocolatière et finit par s'associer en 1929 avec Peter Cailler et Kohler.

Selon l'Union des fabricants suisses de chocolat, l'évolution des affaires est liée autant *« à la situation conjoncturelle qu'à la disponibilité de matières premières agricoles à des prix concurrentiels »*. Après la forte croissance des deux années précédentes, les ventes de l'industrie chocolatière helvétique ont accusé un léger recul de 1,5 % en 1983, mais se sont tout de même élevées à 76 605 tonnes. Sur ce volume, environ 13 000 tonnes sont exportées dans une centaine de pays. Des changements dans le secteur des exportations sont parfois révélateurs. Ainsi l'Arabie Saoudite, amateur encore fort modeste de chocolat suisse il y a quelques années, se retrouve subitement au cinquième rang des acheteurs.

L'industrie chocolatière, qui occupe environ cinq mille personnes, résiste apparemment mieux à la récession que d'autres secteurs d'activité et ne connaîtrait guère de licenciements. Les restructurations ne s'en poursuivent pas moins, comme l'a confirmé en 1982 l'absorption d'Interfood, holding des sociétés Suchard et Tobler, par le groupe zurichois Jacobs, numéro trois mondial du café.

Nestlé en Asie

Plus de la moitié des fèves de cacao importées en Suisse proviennent du Ghana et de la Côte-d'Ivoire. Les firmes helvétiques achètent aussi la plus grande partie de la production vénézuélienne, modeste certes, mais dont le cacao est très recherché. Le Brésil, l'Equateur et le Nigéria fournissent le reste. Les transactions s'effectuent essentiellement sur le marché international de Londres et de New-York. Les achats de Nestlé, qui représentent environ 10 % de la production mondiale, sont directement pris en charge par ses filiales, qui s'approvisionnent en fonction de leurs besoins, sans passer par le siège central de Vevey.

Souvent accusées d'exercer des pressions sur les producteurs, les multinationales suisses se défendent de chercher à tirer profit des fluctuations des cours. *« Une entreprise commerciale et industrielle si importante soit-elle en tant qu'utilisatrice de produits de base*, dit-on à ce propos chez Nestlé, *n'aura qu'une influence faible, voire minime sur la formation des prix. Les gros consommateurs cherchent la stabilité avant tout pour planifier achats et production à long terme. »*

Au sujet de l'Accord international sur le cacao, Nestlé affirme prôner depuis un certain nombre d'années la stabilisation du prix *« à des niveaux relativement élevés »* pour les trois matières premières (café, cacao et sucre) à la base de ses activités.

L'accord de joint-venture récemment conclu par Nestlé avec la Malaisie pour la production et la commercialisation du cacao annonce-t-il un changement de politique ? A Vevey, on répond qu'il n'est pas question de se substituer aux producteurs de cacao. Pourtant c'est la première fois que la multinationale helvétique prend une participation de cette importance dans le secteur du cacao.

Dans la nouvelle usine, qui devrait produire 400 tonnes de poudre de cacao par mois à partir de janvier 1984, l'Etat malaisien et Nestlé se partageront respectivement 51 % et 49 % du capital. La société suisse assumera la direction de la Malaisian Cocoa Manufacturing et le contrôle de la qualité des fèves, sans intervenir toutefois dans les plantations. Dans l'ensemble, la partie malaisienne fournira la matière première, tandis que Nestlé se chargera de la technologie et de l'assistance technique. *« Ce n'est qu'à l'usage*, indique-t-on à Vevey, *qu'il sera possible de juger si cette expérience peut se renouveler ailleurs. »*

JEAN-CLAUDE BUHRER.

DEPUIS 1920 QUI REUSSIT L'ALLIANCE ENERGIE +CHIMIE?

NOUS DSM!

Energie et chimie : deux mots qui donnent la clé du développement de DSM depuis 61 ans.

Charbon et carbochimie
Au début du siècle, la première mission de DSM fut bien d'extraire et de vendre l'énergie-charbon, puis, à partir de 1920, de tirer un parti maximal des produits de sa distillation, c'est-à-dire du coke et du gaz de four à coke, base de la carbochimie.

Sa production d'azote, dès 1929, marqua le départ d'une activité qui allait devenir, au cours des années, d'une importance exceptionnelle : la fabrication des engrais, par le groupe UKF. Parallèlement, la branche chimie du groupe s'étoffait par l'extension des deux secteurs : produits chimiques et matières plastiques.

Gaz et pétrochimie
Au cours des années 60, DSM allait prendre, avec une audace contrôlée, un virage décisif qui détermina le nouveau destin du groupe.

Survivre à la fermeture progressive des mines et cokeries imposa l'expansion des activités chimiques en même temps que la mutation des matières premières de base.

En vingt ans, DSM se métamorphose, se diversifie.

Depuis la découverte en 1960 du plus important gisement européen de gaz à Groningue, le groupe DSM a participé à cette révolution énergétique en agissant, soit pour le compte de l'Etat, soit pour lui-même : Il explore des gisements de pétrole et de gaz en mer du Nord et il exploite des mines de charbon outre-Atlantique pour son propre compte.

nous cherchons toujours à être en avance sur notre temps

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houillères d'Etat néerlandaises; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté en Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS :

Engrais :	ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélamine, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
Plastiques :	éthylène, polyéthylène bd et hd, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Résines :	pour encres d'imprimerie, colorants et peintures, résines adhésives, etc.
Energie :	gaz naturel, pétrole, charbon.
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, produits techniques, etc
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont 85 % des ventes sont réalisés dans la Communauté Européenne. Au total : 29.000 employés dont les 2/3 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 20 milliards de florins.

Pour toute information : DSM-FRANCE immeuble Pensud 5 rue Lejeune 92120 MONTROUGE

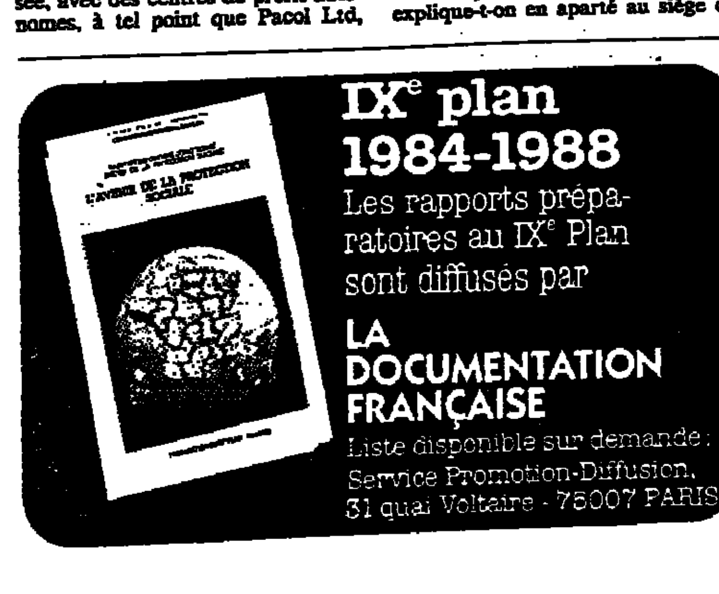
DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :
• les plastiques, produits chimiques et résines,
• les engrais, les produits en matieres plastiques, les matériaux de construction.

DSM : CHIMIE ÉNERGIE CONSTRUCTION ENGRAIS.

DSM

CES



LE CIRCUIT DU CACAO

Broyé à Louviers... affiné à Perpignan

Acheminées par camions à partir du port de Rouen, les fèves de cacao ont déjà subi, sur leur lieu de production, diverses opérations de préparation, mais c'est à Louviers, dans l'une des deux *usines du groupe* Cacao Barry, — second broyeur mondial après l'américain Herschey — qu'elles vont subir un processus de transformation complet pour aboutir à des produits semi-finis (beurre, tourteau et poudre de chocolat) destinés en quasi-totalité à des utilisateurs industriels.

Une fois le déchargement des conteneurs effectué, le contenu des sacs de 65 kilos est aussitôt trié selon la qualité des fèves et entreposé dans de grands silos de 70 tonnes chacun, en fonction des deux principales provenances : Côte-d'Ivoire et Cameroun. Il faudra d'abord nettoyer les fèves, afin d'éliminer les poussières ou les particules de coke qui ont pu se déposer sur les graines *lors du séchage — au soleil* ou *sur* feux de bois — destiné à permettre au cacao de « jeter sa nicotine », selon l'expression des planteurs.

Les fèves seront ensuite torréfiées, afin de dégager l'arôme du cacao, par des conduits chauffés à 160 °C. Pas trop pour éviter d'avoir une graine qui sente le café, mais suffisamment pour éliminer les 6 % à 8 % d'humidité qu'elles contiennent encore. Après un prébroyage destiné à enlever la coque de la graine, celle-ci, broyée à nouveau, va donner naissance à la « *masse* » de cacao, un liquide très dense et gras (56 % de matières grasses) qui sera chauffé à 80 °C pour pouvoir être aussi bien travaillé sur place que facilement transporté vers une clientèle française et étrangère, de chocolatiers industriels (Poulain, Cantalou...).

Répartie sur 27 hectares (dont 9 couverts) l'usine de Louviers, entièrement automatisée, emploie environ 140 personnes (en équipes de trois-huit) pour traiter, chaque jour, 600 tonnes de produits. Approvisionnées quasi exclusivement par Louviers (*masse* ou beurre de cacao), les installations de Meulan, qui emploient environ 120 personnes pour traiter 200 tonnes de produits par jour, fabriquent le chocolat de *consommation*.

La société Cacao Barry a été fondée au siècle dernier par un industriel britannique, qui devait lui donner son *nom*, avant d'être reprise, entre les deux guerres mondiales, par la famille de M. Alexandre Lacarré. Après une longue période de forte expansion assise sur l'usine de Meulan et sur six autres installations réparties en Afrique, en Italie et aux Etats-Unis, le groupe Barry connut quelques difficultés liées autant à la structure familiale du capital qu'à un développement mal dominé face à des fluctuations de cours.

Dès 1980, le groupe s'est mis en quête d'un partenaire susceptible de l'épauler, et de nombreux candidats ont répondu à l'appel, à commencer par la firme britannique *Berisford*, l'un des grands du commerce international du cacao, qui fit une offre évaluée alors à 15 millions de livres sterling. Finalement, une « solution française » fut trouvée, avec la bénédiction des pouvoirs publics, grâce au groupe Sucres et Denrées. Celui-ci voyait dans Cacao Barry le moyen de donner une dimension industrielle à *une activité* de *négoce* de la fève déjà exercée au sein du groupe de l'ancien président Maurice Varsano (l'une des grandes figures du négoce international du sucre, décédé en novembre 1980) par l'intermédiaire d'une de ses filiales, Merkuria.

En juillet 1982, l'Omnium financier du cacao, une société créée à cet effet, prenait le contrôle de Barry S.A., société holding dont le capital était alors réparti entre l'Omnium proprement dit (77,25 %), l'Etat camerounais (15 %) — la Côte-d'Ivoire, également pressentie, a donné son accord de principe mais n'entend pas s'engager davantage pour l'instant, — le Crédit agricole (6 %) et l'Institut de développement des industries agro-alimentaires (1,75 %). Autant de partenaires (le Cameroun en moins et le commissionnaire agréé à la Chambre de commerce, Debayser-Wiart-Desbief, en plus) figurant au sein de l'Omnium financier du cacao, constitué en filiale à 74,4 % de Sucres et Denrées et à 19,2 % de Sucre-Union.

A l'heure actuelle, le groupe Cacao Barry, dont la présidence a été confiée à M. Jacques Bachelier (par ailleurs directeur général de la Compagnie financière Sucres et Denrées et président du comité technique du sucre à la Bourse de commerce de Paris...), comprend :

- **Des filiales françaises** : Cacao Barry S.A. (usines de Louviers et Meulan), Barry international (société de négoce soit 10 % du marché mondial), la Cafcoa (autre société de négoce pour les fèves et le café) et une participation de 40 % dans la Société bourguignonne du cacao (Soboca).
- **Des filiales internationales** : en Belgique (Cacao Goemare), en Italie (Sicao), en Suisse (Cacao Barry Genève), aux Etats-Unis (Cacao Barry Merchant, Barry Chocolate et U.S. Cocoa), en Côte-d'Ivoire (dont deux détenues à plus de 50 % — la SACO et Chocodi — et *une participation de 22 % dans* API), au Cameroun (la S.I.C.C. détenue à 52 % et la Chococam), enfin une filiale brésilienne (Itaisa), en association avec des coopératives de l'Etat de Bahia, mais qui a cessé toute activité en mars 1982.

Au total, le groupe Barry, qui emploie environ 500 personnes en France (production, administration...) et 1 300 à l'étranger, réalise un chiffre d'affaires voisin de 2,5 milliards de francs, la vente des principaux produits représentant plus de 120 000 tonnes par an. Après quelques exercices déficitaires, l'année 1983 devrait marquer le retour à l'ère des bénéfices.

S. M.

Premier fabricant français avec 30 % du marché — 280 millions de tablettes par an, — la chocolaterie Cantalou de Perpignan diffère des autres chocolateries par son outil industriel *le plus* moderne d'Europe. Visitée chaque été, depuis maintenant cinq ans, par plus de cent mille personnes, l'usine dépasse, et de loin, en fréquentation, monuments et musées de la ville ou du département, avec sa passerelle en forme de barre de chocolat surplombant la route, et surtout cette insistante et âcre odeur de cacao.

Ici, la fabrication du chocolat ne procède pas d'un savant mystère ; le chocolatier, qui a tout appris du « métier » lorsqu'il reprenait en 1962 cette affaire créée en 1814, n'a aujourd'hui de secrets pour personne. « *Je sais que mes concurrents ont défilé ici, en short, en se mêlant aux touristes* », dit, avec un sourire amusé, Georges Poirrier, P.-D.G. de Cantalou, qui réinvestit toujours 4 % de son chiffre d'affaires annuel.

Avec un chiffre d'affaires de 850 millions de francs hors taxes en 1982, Cantalou approchera cette année le milliard, mais reste très fragile. Ce géant se trouve en concurrence avec des groupes dont l'activité chocolat-confiserie est loin d'être l'essentiel.

En habits colorés

Son chiffre d'affaires représente 3 % des dividendes de Nestlé : « *Si Nestlé décidait de donner, au lieu de vendre, l'équivalent de la production actuelle de Cantalou, ses actionnaires ne seraient privés que de douze jours de bénéfices sur un an* », souligne cet ancien garagiste de soixante-cinq ans.

A quelques pas du hall d'entrée, où une mosaïque sur le sol figure un Noir en habits colorés, les fèves en provenance de Côte-d'Ivoire arrivent dans des sacs de 65 kilos. Transitant par Bordeaux, Marseille ou plus rarement Sète, ces fèves, rougeâtres, ont *été* achetées le plus souvent sur le marché international de Londres.

Dans l'usine de Perpignan, seule l'opération du déchargement n'est pas encore automatisée. Tous les transferts se font ensuite par des moyens pneumatiques : du trieur nettoyeur, le cacao est envoyé dans des silos de stockage d'où il est extrait *pour* être *torréfié*. *La torréfaction*, qui dégage cette odeur forte et amère, est une dessiccation de la fève de cacao qui permet de « déshabiller » la partie intérieure des coques de l'enveloppe, qui sont revendues pour l'alimentation du bétail. La partie intéressante de la fève est en même temps séchée.

Après la torréfaction, le tarare. Comme pour le vannage du *blé*, les fèves, concassées en petits morceaux (dont la taille est d'environ 1 millimètre), passent dans des broches tournant en sens contraire, tandis que par ventilation on sépare les coques. Ces fèves, qui contiennent de 54 % à 56 % de matières grasses, vont en exsuder une partie sous forme liquide : la liqueur de chocolat ou de cacao qui sera stockée avant d'être pompée pour être additionnée aux trois autres constituants.

A Berlin

Deuxième composant, le beurre de cacao, qui sera fabriqué par la société elle-même dès 1984 grâce à l'usine de Frankao, *filiale allemande* à plus de 99 % de Cantalou, actuellement en construction à Berlin. Le statut juridique et fiscal de Berlin-Ouest, mais surtout la présence d'importantes unités de transformation de ses principaux concurrents, ont incité Cantalou à effectuer cet investissement. Jusqu'à présent, Cantalou s'approvisionnait chez des transformateurs hollandais *ou* français (Barry), mais surtout auprès des pays producteurs, comme la Côte-d'Ivoire.

Les deux autres composants sont le lait et le sucre, puisque, pour 100 grammes d'une tablette, le total du cacao varie de 47 grammes (chocolat amer) à 30 grammes minimum (chocolat au lait). Les chocolateries utilisent du lait en poudre, qui pour Cantalou, vient d'une même laiterie de Saint-Malo. La chocolaterie utilise le lait d'un troupeau de 20 000 vaches.

Le sucre, lui, arrivant à Perpignan par wagons particuliers de 90 tonnes, est déversé et stocké sans manipulation, uniquement par des transferts pneumatiques. Il sera légèrement *prébroyé avant* d'être introduit dans les mélangeurs. Cantalou, comme les autres chocolatiers, s'approvisionne auprès des trois groupes français.

Tous les éléments sont en place dans les tanks ou réservoirs. La fabrication est planifiée en fonction de la consommation, à travers une unité entièrement automatisée. Seul un responsable, *face à un pupitre lumineux*, où s'inscrivent les opérations en cours, surveille les voyants de sécurité. Il aura introduit auparavant une fiche perforée, où réside le seul secret de fabrication : la formule du mélange fixant les proportions exactes des quatre composants principaux qui sont pesés et introduits dans le mélangeur sans manipulation.

Il n'y a pas si longtemps, les ouvriers, qui devaient travailler dans la chaleur et près de la vapeur, « *donnaient au chocolat leur humeur du jour* ». Aujourd'hui, distribuant sous près de 120 marques, Georges Poirrier utilise à peine une quinzaine de formules principales pour fabriquer « ses » chocolats. Le programme « K-4 » est *l'une d'elles : il* correspond au chocolat au lait distribué sous la marque d'une grande surface.

Au sortir de chaque mélangeur — 1 tonne à chaque fois — on obtient un chocolat granuleux constitué d'une pâte rugueuse qui n'est pas sans rappeler le produit mal broyé d'il y a cinquante ans. Une batterie de broyeuses va transformer cet élément grossier en une poudre fine qui est transvasée par soufflerie dans des « conches » — énormes pétrins engloutissant jusqu'à 7 tonnes de chocolat — pour un lent malaxage.

Cette opération de conchage, qui dure vingt-quatre heures, a rendu la pâte à la fois liquide et totalement homogène, tout en éliminant les odeurs propres de chaque composant du mélange. Le chocolat est terminé. Depuis le début du mélange jusqu'à la fin du conchage, il a fallu maintenir une température constante de 40 °C.

Le chocolatier, lui, poursuivra la fabrication de tablettes dans des *mouleuses*. La plus grosse mouleuse du monde se trouve à Perpignan et peut fabriquer 55 000 tablettes de chocolat à l'heure. Après avoir pesé le chocolat liquide, et après un tapotage mécanique pour éliminer les bulles d'air, les moules remplis passent dans un tunnel de froid (+ 8 °C) afin que les tablettes se solidifient.

La nuit

Jusqu'ici seuls quelques ouvriers, vérifiant la bonne marche des opérations, ont été nécessaires, le chocolat se faisant lui même, tout seul, dans les conches lorsque l'usine, la nuit, est vide. Le gros du personnel, à 60 % féminin (avec une forte rotation), intervient après les machines automatiques de pliage et de conditionnement particulier, afin de mettre en cartons, d'étiqueter, etc. Une trentaine d'ouvriers travaillent aussi à l'imprimerie Poirrier qui, distribuant la moitié de sa production sous sa marque, imprime aussi les emballages.

A l'image de l'usine de Perpignan, (dont la production montera jusqu'à 200 tonnes de chocolat par jour), Georges Poirrier et ses deux fils réalisent dans leurs neuf autres unités les mêmes investissements pour accroître la productivité et faire baisser le prix de revient. L'automatisation entraîne aussi l'utilisation d'un personnel peu qualifié : 80 % des 350 salariés de Perpignan, ne sont payés qu'à peine au-dessus du salaire minimum. Une tablette de chocolat ne représente que six minutes de travail d'un salarié moyen.

Retour aux sources : la chocolaterie Cantalou compte gagner l'Amérique latine, pour vendre sur le continent des Aztèques le produit même que ceux-ci avaient révélé aux conquistadors espagnols au seizième siècle : le chocolat.

JEAN-CLAUDE MARRE.

5 kilos par Français

« *Bille, bonbon, bouchée, croquette, crotte, pastille, plaque, tablette, truffe...* » A la rubrique « *chocolat* », le grand dictionnaire Robert renvoie à chacun de ces termes. De quoi mettre en appétit ceux qui consultent l'ouvrage par obligation ou par curiosité...

Les Français ne sont pourtant pas de grands amateurs, même si leurs achats de chocolat augmentent régulièrement. Par tête d'habitant, leur consommation est passée de 3,5 kilos en 1975 à 5 kilos l'an dernier, soit une progression de 43 % en sept ans (1). Toutefois, cette consommation est inférieure à la moyenne de celle des Européens de la Communauté.

Plus généralement, les Suisses et les Belges — qui s'en étonnera ? — sont les plus grands amateurs de chocolat du monde, les premiers en croquant 10,40 kilos et les seconds 7,42 kilos chaque année. Ces chiffres sont sans doute partiellement trompeurs. La production chocolatière *de ces deux pays ayant la réputation* d'être sans égale, une partie de la consommation que l'on impute à la Suisse et à la Belgique doit être attribuée aux touristes et aux frontaliers.

L'Allemagne fédérale (7,4 kilos), la Norvège (7,3), le Royaume-Uni (6,8), l'Autriche (6,4), la République d'Irlande (5,9), consomment plus que la France. Les Etats-Unis (4), le Japon (1,3) et l'Italie (1,2) moins.

La publicité et la mode aidant, les habitudes de consommation se rapprochent d'une région à l'autre. Toutefois, les habitants des pays du pourtour méditerranéen — des pays pauvres encore — résistent à l'attrait de cette consommation. Ils sont, il est vrai, plus ensoleillés, plus chauds. Or le chocolat — aliment calorique de choix (5 calories par gramme) — fond...

La France a produit, en 1982, plus de 254 000 tonnes de confiseries de chocolat, en progression de 4 % en un an et de 46 % par rapport à 1975. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l'indice de la production industrielle (hors le bâtiment) a augmenté de 14 % pendant la même période.

En barres et en poudre

Les tablettes pleines, en plaques ou en barres, le végécao (les « produits non fourrés » pour les professionnels), représentent un peu plus de 100 000 tonnes, soit près de 40 % de la production totale. Puis viennent, pour 93 000 tonnes (37 % de la production totale), les « produits fourrés » : tablettes fourrées et confiserie de chocolat, moulages. Le cacao en poudre (cacao sucré et produits instantanés) participe pour 16 % (39 800 tonnes), et enfin les divers (dragées chocolatées, chocolat blanc, produits pour décors de pâtisserie...) représentent 20 000 tonnes, soit environ 8 % du total.

Le goût du public paraît avoir changé et pour longtemps ; il se porte à nouveau vers les chocolats noirs, plus amers, plus « virils ». Il est vrai que le « chocolat chaud » servi dans les cafés est généralement mièvre, et le client s'en détourne.

Les ventes des cacaos en poudre, *sucrés ou instantanés (ces produits* doivent contenir au moins 32 % de cacao) avaient beaucoup augmenté durant les dernières années, ayant progressé de 10 % entre 1980 et 1981. Elles tendent à présent à se stabiliser, ayant stagné l'an dernier.

Les moulages, eux, conservent leurs attraits. Deux fois par an, à Pâques et à Noël, ils retrouvent leurs amateurs — des enfants le plus souvent, — sous la forme de poules, de lapins, de poissons ou de pères Noël... moulés en chocolat. L'an dernier, les Français ont mangé 3 290 tonnes de ces moulages, soit 8 % des bonbons en chocolat.

Le commerce extérieur des produits finis en chocolat est déficitaire. Les exportations ont représenté 46 000 tonnes, les importations 65 000 tonnes. Les premières correspondent à 18 % de la production, les secondes à 26 %, mais l'écart se resserre peu à peu. Il paraît exclu toutefois d'attendre de grandes performances sur les marchés extérieurs : le chocolat voyage mal...

Derniers traits économiques : le chiffre d'affaires de la chocolaterie-confiserie nationale s'est élevé en 1982 à 7,3 milliards de francs (+ 10 %). Le prix du cacao en fèves a été sans changement durant la même année, tandis que celui du sucre (dont les chocolatiers consomment 12 % du tonnage annuel) a augmenté de 15 %.

Dix sociétés assurent 80 % de la production (74 % il y a sept ans), les vingt premières firmes en couvrant 93 %. Parmi les principaux chocolatiers français figurent le groupe Barry (qui fabrique des produits semi-finis) ; le groupe Poulain (marques Coppelia et Banania) ; Cantalou (il fabrique pour nombre de marques de grandes surfaces).

Et puis encore les filiales françaises des firmes étrangères : suisses, Nestlé, Lindt et Copar (Suchard et Tobler) ; italienne, Ferrero (pâte à tartiner Nutella) ; britannique, Rowntree Mackintosh (marques Menier et Lanvin), et américaine, Mars. *La chocolaterie* française (elle emploie environ dix mille salariés) est, en fait, largement contrôlée par des capitaux étrangers.

ALPHONSE THÉLIER.

(1) Source : Union des chocolatiers et confiseurs de France.

Cette enquête a été réalisée en Côte-d'Ivoire par Jacques Grall, en Belgique par Philippe Lemaître, en Grande-Bretagne par Serge Marti, en Suisse par Jean-Claude Buhrer et en France par Jean-Claude Marre et Alphonse Thélier.

GENERALI

BILAN CONSOLIDE 1982



Sous la présidence de Monsieur Enrico Randone, Président de la Compagnie, le Conseil Général des Assicurazioni Generali s'est réuni à Venise pour examiner le bilan du Groupe 1982. L'état du patrimoine est le suivant:

ACTIF (en 000 Dollars U.S.) (*)	1982	1981
Immeubles et entreprises agricoles	2,120,488	1,476,375
Titres à revenu fixe	4,183,482	3,475,755
Actions et participations	468,236	420,649
Prêts	429,653	349,631
Dépôts de réassurances	251,810	181,169
Dépôts bancaires	393,722	380,914
Débiteurs et autres actifs	1,128,603	941,194
	8,975,994	7,225,687

PASSIF (en 000 Dollars U.S.) (*)	1982	1981
Patrimoine net	1,005,439	496,035
Réserves techniques	6,852,785	5,809,981
Dépôts de réassurances	213.255	182,245
Autres passifs	820,757	663,846
Bénéfice de l'exercice	83,758	73,580
	8,975,994	7,225,687

- On a consolidé 36 Compagnies d'Assurances opérant sur une quarantaine de marchés, 5 Sociétés Europ Assistance, 13 Sociétés financières, 15 immobilières et 4 agricoles, dans lesquelles la Société mère détient directement ou indirectement une participation supérieure à 50%.
- L'exercice présente un bénéfice de Dollars U.S. 83.8 millions (+13.8%).
- Les primes brutes se montent à Dollars U.S. 3.392.6 millions (+17%), ainsi répartis:

	Vie %	Dommages %	Total %
Italie	10.1	19.4	29.5
Autres pays de la CEE	13.2	27.9	41.1
Europe hors Marché Commun	4.4	19.7	24.1
Pays extraeuropéens	1.0	4.3	5.3
	28.7	71.3	100.0

- Les réserves techniques nettes s'élèvent à Dollars U.S. 6,852.8 millions (+17.9%).

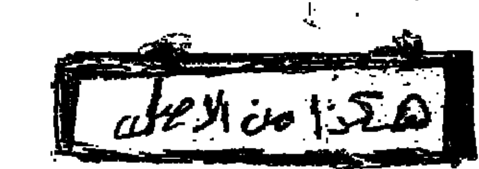
(*) Les montants en Lires italiennes de 1982, ainsi que ceux de 1981, ont été convertis en Dollars au taux de change du 31.12.1982.

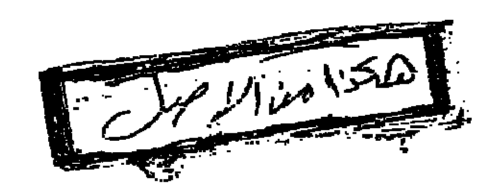
- Le total des investissements est de Dollars U.S. 7,847.4 millions (+24.9%) ainsi répartis:

	Vie %	Dommages %	Total %
Italie	22.6	9.2	31.8
Autres pays de la CEE	30.5	16.2	46.7
Europe hors Marché Commun	9.9	8.8	18.7
Pays extraeuropéens	0.7	2.1	2.8
	63.7	36.3	100.0

- Le revenu des investissements s'établit à Dollars U.S. 708.3 millions (+23.5%) qui proviennent pour 64.5% des titres à revenu fixe, pour 16.3% des biens immobiliers, pour 3.5% des actions et participations, pour 8.4% des dépôts bancaires et pour 7.3% d'autres formes d'investissements.
- Le patrimoine net est de Dollars U.S. 1,005.4 millions, dont 88.7% reviennent au Groupe Generali et 11.3% représentent la quote-part de tiers.
- La capitalisation en Bourse du titre Generali est passée de Dollars U.S. 2,547 millions au 15.9.1982 à Dollars U.S. 3,182 millions au 15.9.1983.

Depuis 1831 une tradition de professionnalisme





rpignan

par Français

LE NUMERO UN DE LA PRESSE INFORMATIQUE.

Déjà indispensable à 150 000 lecteurs.

01 HEBDO

Chaque semaine, le bilan complet de l'actualité professionnelle.

Les événements commentés, les nouveaux produits, la vie des sociétés, les manifestations, les hommes, etc. En vente également chez les marchands de journaux dès le samedi.

01 MENSUEL

Le magazine technique de l'informatique dans l'entreprise.

Toute l'information de fond nécessaire aux services informatiques : études sur l'évolution des techniques & méthodes, synthèses comparatives de produits, description critique d'applications, etc.

01 DIGEST

Tous les fournisseurs dans le seul annuaire de l'informatique.

Le recensement complet des constructeurs, distributeurs, sociétés de services, etc., avec la description des produits commercialisés en France. 516 pages et plus de 6 000 adresses.



CARNET

Naissances

— Mme RAVINA,
Mme GOIFFON,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Solène,

le mardi 18 octobre 1983, chez Brigitte et Jean-Luc RAVINA.

Les Vickings,
24, quai de l'Écluse,
78570, Andrésy.

Résidence Marguerite,
2, rue Paul-Vaillant-Couturier,
95100 Argenteuil.

Décès

— Les membres du conseil d'administration de la Fédération nationale des médecins du front ont la douleur de faire part du décès de leur président, le

docteur Jacques CHAUTEMPS,

officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
médaillé de la Résistance,
survenu le 18 octobre 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 octobre 1983, à 8 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, 75017 Paris.

— M. Bernard-Marie Queinnec,
Le docteur J. Lannelongue et Mme,
Le docteur Y. Chaillous et Mme,
Le docteur J. Queinnec et Mme,
ses enfants,
petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Elodie Dapremont,
M. Paul Levrard,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Bernard QUEINNEC,

chevalier de la Légion d'honneur,
ancien combattant 1914-1918,
combattant volontaire de la Résistance,
ex-interné de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de la Résistance,
chevalier de la Santé publique,

pieusement décédé en son domicile, 6, rue des Fossées, à Laval, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 octobre 1983, à 8 h 45, en l'église Notre-Dame-des-Cordeliers de Laval, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale au cimetière de Guiclan (Finistère), vers 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue des Fossées,
53000 Laval.

— Mme Jean-Charles Renucci,
son épouse,
Jérôme, Diane, François, Antonia, Cécile et Patricia,
ses enfants,
Laurence, Jean-Christophe, François, Vanessa, Caroline, Zwynca, Charlène et Jonathan,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa soixante-quatorzième année, de

M. Jean-Charles RENUCCI.

Il repose dans la terre natale depuis le 16 octobre 1983.

« Le vent, l'inattention ont emporté la moitié de ce que j'ai pu dire.
» Le reste, on ne l'a pas compris. »
(Teilhard de Thardin.)

« Cinarella », 20148 Cozzano,
30, rue Gassendi, 75014 Paris.

— Mme Guillaume Signorini,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guillaume SIGNORINI,

survenu, le 18 octobre 1983, dans sa soixante-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu à Beaune (Côte-d'Or) dans l'intimité, le 22 octobre 1983.

58, allée des Gazelles,
La Grande-Bastide-Cazaulx,
13012 Marseille.

— Le Centre national des marionnettes,
Le Centre français de l'Union internationale de la marionnette (UNIMA),
L'Institut international de la marionnette,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 18 octobre 1983, de leur collègue et ami

Jean-Loup TEMPORAL,
marionnettiste,

officier dans l'ordre national du Mérite,
officier dans l'ordre des Arts et Lettres.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

— M. et Mme Guelmi,
Leurs enfants, petits-enfants et gendres,
profondément touchés par les marques de sympathie témoignées à l'occasion du décès de leur cher

Fawzi,
expriment leur reconnaissance émue à tous ceux qui ont compati à leur douleur.

Anniversaires

— M. et Mme Paul TOINET, après une messe d'action de grâce, ont célébré leurs noces de diamant en compagnie de leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.
Paris, le 21 octobre 1983.

— Il y a dix ans,

Mme Jean GAULTIER,
née Ginette Vivier,

s'éloignait triste de notre peine.

— Pour le premier anniversaire du décès de

Mlle Yvonne GOUVERNÉ,

chef des chœurs de l'Orchestre national de la radiodiffusion française,

une messe sera célébrée à son intention le mercredi 26 octobre 1983, à 19 h 30, en l'église Saint-Roch, 24, rue Saint-Roch, Paris-1er.

POUR TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT
DU 17 AU 30 OCTOBRE
LIQUIDATION TOTALE
Autorisation préfectorale 83 800
COLLECTIONS HOMMES
Costumes – Pantalons – Chemises
PIERRE BALMAIN
C. DIOR – PANCALDI
TOUT DOIT DISPARAITRE
Jean BRUNO
CENTRE COMMERCIAL
ROSNY 2 – Porte 7
(Mardi au vendredi 11 h à 22 h)
(Lundi et samedi 10 h à 20 h)

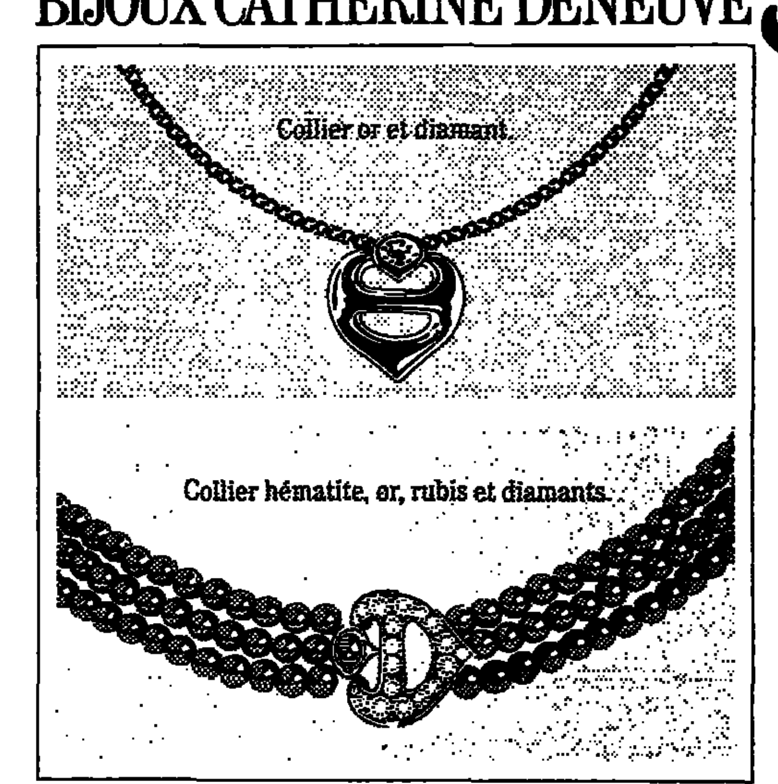
CHARTERS
U.S.A.
NEW-YORK
à partir de **2 990 F** A.R.
Lic. A962
AIRCOM SETI
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

Où trouver le meilleur emploi d'informaticien et combien demander ?

Pour construire votre carrière sans prendre de retard, vous trouverez les meilleures offres d'emploi de la profession et une précieuse grille des salaires dans Le Monde Informatique.

LE MONDE
INFORMATIQUE
LE JOURNAL DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATIQUE
Membre de Computerworld Communications
maintenant en vente tous les samedis chez votre marchand de journaux

BIJOUX CATHERINE DENEUVE

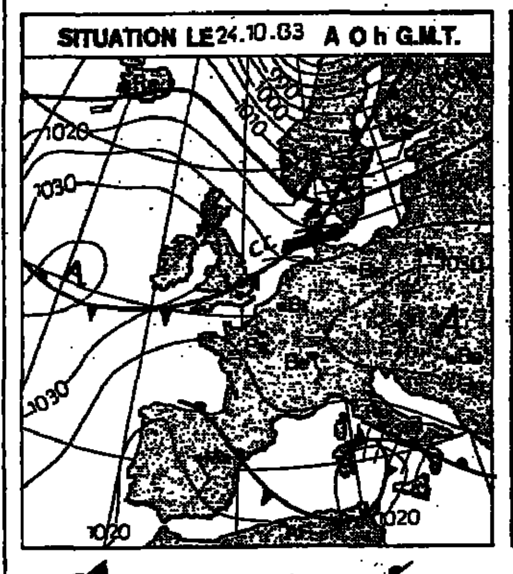


FRED Joaillier
6, rue Royale, Paris 8e. Tél. 260.30.65 · Le Claridge, 74, Champs Élysées · Hôtel Méridien, Paris · Aéroport d'Orly
La Croisette, Cannes · Hôtel Loews, Monte-Carlo · 20, rue du Marché, Genève · New York · Beverly Hills · Houston · Dallas.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.10.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 25.10.83 DÉBUT DE MATINÉE

Front quasi stationnaire — Front chaud — Front froid — Pluie — Brouillard
Verglas — Neige — Averses — Vent fort — Occlusion

PRÉVISIONS POUR LE 25 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Évolution probable du temps en France entre le lundi 24 octobre à 0 heure et le mardi 25 octobre à minuit.

Après avoir accusé une légère faiblesse au niveau de la France lundi, les hautes pressions du proche Atlantique et de l'Europe centrale vont effectuer leur jonction mardi, ce qui permettra le rétablissement du beau temps.

Mardi, la matinée sera encore très fraîche avec des gelées blanches sur la plupart des régions de l'intérieur. Les brouillards seront souvent tenaces et lents à se dissiper, surtout au nord-est de la Seine. Au cours de la journée, sur presque toute la France, rétablissement du beau temps bien ensoleillé mais assez frais tout de même. Il fera de 11 à 13 degrés sur la moitié nord, de 14 à 16 degrés sur la moitié sud et 18 degrés près de la Méditerranée. Seules les régions proches des frontières du nord-est, en bordure d'une zone perturbée se dirigeant vers l'Allemagne, verront passer des paquets nuageux par moments.

Les vents resteront faibles en toutes régions et seront orientés à l'est.

Sur la Corse, les nuages d'instabilité se seront pratiquement désagrégés.

Sur le Centre-Est et l'Est, cette situation météorologique est favorable à la formation de brouillards givrants et la plus grande prudence s'impose sur les routes.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le lundi 24 octobre 1983, était, à 7 heures, de 1 026,4 millibars, soit 769,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 23 octobre au 24 octobre) : Ajaccio, 16 et 11 degrés ; Biarritz, 21 et 9 ; Bordeaux, 20 et 6 ; Bourges, 14 et −2 ; Brest, 18 et 5 ; Caen, 15 et 1 ; Cherbourg, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 17 et 2 ; Dijon, 12 et −1 ; Grenoble, 14 et 0 ; Lille, 13 et −4 ; Lyon, 14 et 1 ; Marseille-Marignane, 17 et 5 ; Nancy, 13 et −3 ; Nantes, 16 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 9 ; Paris-Le Bourget, 16 et −3 ; Pau, 21 et 5 ; Perpignan, 18 et 4 ; Rennes, 16 et −2 ; Strasbourg, 11 et −2 ; Tours, 14 et 0 ; Toulouse, 19 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 14 degrés ; Amsterdam, 11 et −1 ; Athènes, 18 et 13 ; Berlin, 10 et −1 ; Bonn, 14 et −3 ; Bruxelles, 14 et 0 ; Le Caire, 28 et 16 ; îles Canaries, 28 et 20 ; Copenhague, 10 et 7 ; Dakar, 32 et 27 ; Djerba, 28 et 16 ; Genève, 11 et −1 ; Jérusalem, 21 et 12 ; Lisbonne, 21 et 11 ; Londres, 15 et 3 ; Luxembourg, 12 et 0 ; Madrid, 22 et 10 ; Moscou, 8 et 2 ; Nairobi, 27 et 12 ; New-York, 14 et 8 ; Palma-de-Majorque, 21 et 12 ; Rome, 17 et 9 ; Stockholm, 10 et 4 ; Tozeur, 28 et 19 ; Tunis, 24 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 23 octobre 1983 :

DES DÉCRETS

● Relatif aux commissions régionales et départementales des opérations immobilières et de l'architecture.

● Portant création d'une délégation interministérielle et d'un comité interministériel à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté.

● Relatif à l'organisation de la recherche au ministère de la justice.

● Fixant les conditions de remboursement de certaines dépenses supportées par les armées.

● Fixant le régime financier et comptable de l'Office national interprofessionnel des céréales.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 OCTOBRE

« Arts de l'Inde ancienne », 14 heures, musée Guimet.

« Musée national du château de Versailles », 19 h 45 et 16 heures (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Palais de justice », 15 heures, métro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais, quartier du village Saint-Paul », 15 heures, métro Pont-Marie, M. Jaslet.

« Le Val de Grâce », 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques (Paris et son histoire).

« L'Opéra », 13 h 30, haut des marches à gauche (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

15 heures et 18 h 15 : 9 bis, avenue d'Iéna, O. Boucher : « Civilisations du Sahara, les fresques du Tassili » (projections).

17 h 30, Hôtel national des Invalides, P. Haski : « Le Tchad, l'Afrique et la France » (Institut français de polémologie).

20 h 30, 47, boulevard Raspail, A. Verdiglione : « Le retour de Freud et la psychanalyse de la deuxième renaissance ».

YVES-MARIE LE BIHEN
expose ses
« Aquarelles sur la mer »
du 17 octobre au 17 novembre, au
Restaurant « les Boucholeurs »
34, rue de Richelieu, Paris (1er)

EN BREF

EXPOSITIONS

LES BIJOUX DE BRAQUE. — Une exposition des « Bijoux de Braque », se tient jusqu'au 13 novembre au Cercle républicain.

★ Renseignements, 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 261-19-00 et 260-60-95.

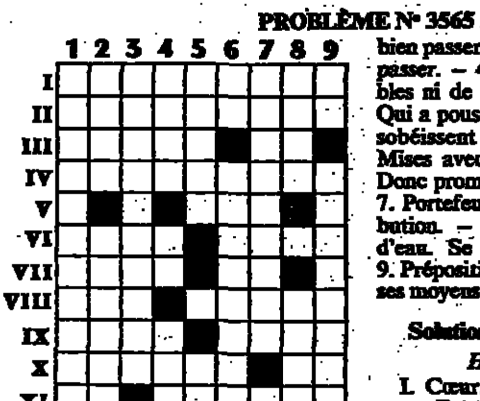
MODE

LES VALISES CHALLENGE. — Vuitton abandonne son sigle pour habiller les nouveaux bagages de la ligne Challenge. Ces valises sont recouvertes de la toile Kevlar (utilisée par la NASA). Le ton est terre de Sienne, avec angles tête de nègre, le tout monté à la main. Les rivets siglés sont en laiton, comme la plaque d'identification sous la griffe et la serrure avec numéro personnel. La poignée est en vache tannée à l'ancienne. Sept modèles composent la série.

Challenge se marie avec la gamme Monogram, siglée, qui date de 1959, et va se compléter de bagages semi-rigides, toujours réalisés à la main sur une armature de bois de peuplier (de dix ans d'âge). — N. M.-S.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3565



HORIZONTALEMENT

I. Feux à volonté. — II. Articulation qui ne tient pas toujours en cas de choc. — III. Quand elle aime, c'est pour la vie. N'a donc pas récupéré sa mise. — IV. Sont d'un genre sinistre sous des dehors lumineux. — V. Ont une fonction de directeur. — VI. Aile d'alouette. Est *soignée* pour des pellicules. — VII. Porte condamnée depuis des années. Personnel. — VIII. Eut des accès de Führer. Boîte à ouvrages. — IX. Vide donc une poche ou en remplit une autre. Ce peut être un tube de rouge. — X. Endroit de passage ou passage d'un endroit. Note. — XI. Lettres d'élu. Brûle la tunique.

VERTICALEMENT

1. Parties de boules. — 2. Se prend pour aller loin. Marquise qui reçoit sur le seuil. — 3. Veut donc bien passer mais ne cherche pas à repasser. — 4. Ne *manque ni de doubles* ni de doublures. Forme d'être. Qui a poussé avec vigueur. — 5. Désobéissent à un commandement. Mises avec adresse. — 6. En trop. Donc promise ou donnée d'office. — 7. Portefeuille souvent mis à contribution. — 8. Vase avec beaucoup d'eau. Se découvre en jouant. — 9. Préposition. Vit donc au-dessus de ses moyens.

Solution du problème n° 3564

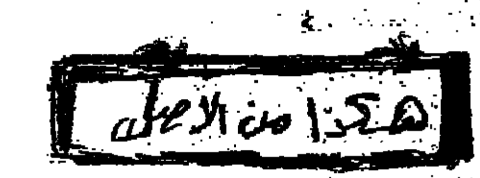
Horizontalement

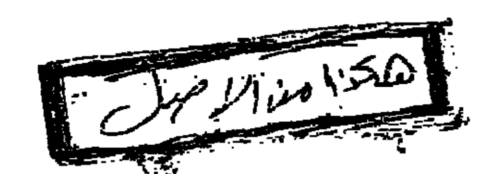
I. Cœur. Surestime. — II. Rupture. Egoïne. — III. Ove. Algol. TGV. — IV. Critique. Edéa. — V. Oiseau. Gagner. — VI. Déménagement. — VII. Ire. Da. Etiages. — VIII. Le. Perforations. — IX. Esbroufe. El. Vu. — X. Pulpeuse. Va. — XI. Me. Nil. Focalise. — XII. Enviée. Modèles. — XIII. RC. Ensembles. Ars. — XIV. Cairn. Loreleï. — XV. Ise. Emule. Ennui.

Verticalement

1. Crocodile. Merci. — 2. Ouvrières. Encas. — 3. Epéisme. BP. Ie. — 4. Ut. Tee. Prunier. — 5. Rufian. Eolienne. — 6. Quadruplés. — 7. Seau. Gaffe. Elu. — 8. Lège. Œuf. Mol. — 9. Reg. Amer. Sombre. — 10. Ego. Geta. Ecole. — 11. Solennité. Adèle. — 12. Ti. Détail. Lé. En. — 13. Inter. Go. Vilain. — 14. Méga. Envaser. — 15. Bossu. Essai.

GUY BROUTY.





	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Institut juridique de formation continue

recherche

DIRECTEUR NATIONAL

FONCTION :

- responsable de l'exécution des décisions d'orientation de formation ;
- assistance et coordination de centres régionaux ;
- animation, dans certains cas, de groupe de travail.

FORMATION SOUHAITÉE :

- qualification juridique indispensable ;
- expérience souhaitée en Direction du personnel et en action de formation ;
- ouverture sur la bureautique et l'informatique.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS

Adresser C.V et prétentions à : INAFON
AVANT LE 15 NOVEMBRE
3, rue *La Boétie*, 75008 PARIS.



Directeur commercial exportation — Franche-comté

L'un des cinq premiers laboratoires français, se consacrant à la recherche, au développement, à la fabrication et à la commercialisation de spécialités pharmaceutiques vétérinaires, employant 280 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 150 millions de francs, dont 20 % à l'exportation, souhaite affirmer sa vocation exportatrice et recherche son directeur commercial exportation. Rattaché à la direction générale, et dans le cadre d'une large autonomie, *il aura pour mission de participer à la conception de la politique exportation*, d'en proposer les moyens (filiales, distributeurs,...) et d'en conduire la réalisation sur le terrain. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur commercial, et disposant déjà d'une solide expérience de la fonction exportation, de préférence dans des produits de consommation (alimentaire, entretien, hygiène, pharmacie,...). La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand appréciée. La rémunération prévue correspond à un niveau de réelles responsabilités. Le poste est situé en Franche-Comté. *Il suppose environ 40 % de déplacements et présente une* véritable opportunité pour un candidat entreprenant. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2458M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Direction fabrication — Banlieue nord-est

Industrie mécanique - Exerçant son activité dans le domaine ferroviaire, cette société (chiffre d'affaires de 225 millions de francs - effectif de 800 personnes) filiale d'un groupe américain important, recherche son responsable des fabrications. Dépendant de la direction générale, et en liaison étroite avec les autres services (méthodes-qualité-logistique...), il dirigera, planifiera et coordonnera les différents ateliers (usinage, montage, mécano-soudure...), en optimisant les ressources humaines, matérielles, financières et administratives mises à sa disposition. Il assurera d'autre part la réalisation des fabrications (petites et moyennes séries) dans les normes de qualité, de coût et les délais fixés. Ce poste évolutif conviendrait à un ingénieur diplômé âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une solide expérience dans la production de biens d'équipement industriels. La réussite dans cette fonction requiert une très grande aisance dans le contact humain et une bonne pratique de la langue anglaise. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2462M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE ENTREPRISE (3.000 personnes) EN FORT DÉVELOPPEMENT IMPLANTÉE DANS LE SUD-EST DE LA FRANCE

et nous recherchons un

DIRECTEUR COMPTABLE

A la tête des services comptables de l'entreprise (50 personnes environ) il sera chargé d'une double mission :

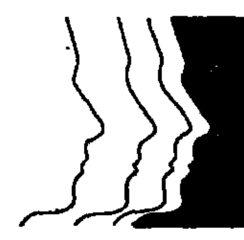
- **GESTION COMPTABLE :**
  tenu et suivi de la comptabilité générale et analytique :
  gestion des valeurs et de la trésorerie.
- **DIRECTION D'UN PROJET :**
  conception et mise en œuvre de la refonte du système d'information financière de l'entreprise.

Le candidat disposera d'un potentiel certain pour la Direction de projet et l'établissement d'un cahier des charges informatique.

Il alliera à une solide formation de base (ESSEC, HEC, option finances/comptabilité ou expertise comptable) une expérience d'au moins 15 ans dans un domaine comptable et financier.

Connaissances en comptabilité publique appréciées.

Ecrire sous n° T 275.096 M, Régie-Presse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



Un très grand groupe français recherche pour la division MATERIEL MEDICAL, son

DIRECTEUR Recherche et Développement

Il propose les axes de recherche, définit les produits nouveaux (dans les domaines de la nutrition, respiration, désinfection, stérilisation...).

Il organise et contrôle l'activité d'une équipe composée d'ingénieurs et techniciens.

C'est un ingénieur qui connaît le matériel hospitalier, il a déjà animé une équipe de recherche appliquée, c'est un leader enthousiaste, créatif, réaliste, qui verra son poste évoluer.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 31006 (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

BKC



Directeur de centre d'exploitation — 250.000 F

Lyon - Cette importante société de service française poursuit son développement sur la région Rhône-Alpes et crée le poste de directeur d'exploitation. Dépendant du directeur général, il sera pleinement responsable du service apporté aux différents groupes industriels français et étrangers avec lesquels *il sera en étroite relation. Supervisant et animant une véritable entreprise de* plus de 150 personnes, il assurera également la bonne gestion d'un centre de coût d'environ 50 millions de francs. Basé à Lyon, ce poste très autonome conviendrait bien à un candidat âgé d'au moins 33 ans. Il aura acquis une solide expérience d'encadrement dans une fonction d'exploitation, de production ou *de logistique. Il connaîtra de préférence le secteur automobile mais ses quali*tés de manager seront déterminantes pour accéder à ce poste. La rémunération annuelle globale prévue sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2461M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

LA FILIALE D'UN GROUPE AMERICAIN (environ 150 personnes)
CONSTRUCTEUR DE SYSTEMES INFORMATIQUES
LEADER SUR LE MARCHE recherche pour PARIS

Directeur département maintenance

De formation technique supérieure, cet homme d'environ 35 ans peut faire valoir une expérience réussie dans une fonction similaire au niveau d'une région.

Il est à la fois meneur d'hommes et gestionnaire de son centre de profit étant totalement responsable vis-à-vis du Directeur Général de son compte d'exploitation.

En sus de ces qualités, il devra entretenir des rapports privilégiés avec les clients.

La pratique de l'Anglais est indispensable.

La rémunération prévue correspond *au niveau des compétences requises.*

Adresser CV + photo + salaire actuel sous réf. 81250 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Cadres de direction

La C.A.M.I.F. 3e Société de vente par correspondance française distribue à ses adhérents - personnel de l'éducation nationale et collectivités - des produits d'équipement de la maison, de loisirs et d'habillement.
Elle s'est dotée de moyens importants et performants tant sur le plan logistique, informatique que commercial.
Son *organisation marketing est l'une des plus complètes et outillées du marché.*
Elle se structure pour la mise en œuvre de son plan de développement à 10 ans et fait appel à 2 cadres expérimentés de haut niveau désirant travailler dans une entreprise en pleine évolution.
Il sera conféré à ces 2 Directeurs rattachés à la Direction Générale une forte délégation de pouvoirs.

Directeur du circuit de distribution magasins

Ce circuit composé aujourd'hui de 2 magasins, véritables centres régionaux (200 millions F. CA par centre, 100 personnes, 6000 m² surface de vente) s'étendra progressivement à tout le territoire. La 3e implantation est prévue à Lille courant 85. A terme ce circuit enregistrera *plus de la moitié de l'activité à travers une dizaine de* centres.

Les objectifs de ce responsable :
Niveau de développement de l'activité, de satisfaction *des adhérents, de rentabilité des moyens investis*, de satisfaction du personnel.

Ses qualités et aptitudes :
Organisateur - forte personnalité - rigoureux dans la gestion - *créatif.*

Son expérience :
*Au minimum 7 ans dans la Direction d'une chaîne de dis*tribution de préférence Hyper, grands magasins ou magasins spécialisés.

Directeur des achats et de la gestion des produits

Le budget d'achats est de 2 milliards de francs.
Le responsable dirigera, assisté d'un collaborateur nouvellement entré, une équipe de 16 Chefs de Produits dont la mission consiste à acheter les produits, gérer les stocks, établir les éléments nécessaires à la conception des catalogues, suivre les problèmes de distribution des produits sélectionnés.

Les objectifs de ce responsable :
Volume de marge brute - compétitivité des prix - coût de distribution - *cohérence des actions avec le positionne*ment général.

Ses qualités et aptitudes :
Forte personnalité - de très grandes aptitudes d'anima*tion d'une importante équipe de cadres - rigoureux.*

Son expérience :
Au minimum 5 ans à la Direction des achats d'une chaîne de distribution de préférence Hyper, grands magasins ou magasins spécialisés.

Si vous répondez aux conditions ci-dessus (et uniquement dans ce cas), écrivez à : D. ANGIBAUD - CAMIF - 79039 NIORT CEDEX

ÉCOLE PUBLIQUE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SPÉCIALISÉ
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Diplômé d'études supérieures (*Sciences Po + DES ou ESC + DECS ou équivalent*).
- Expérience professionnelle de quelques années de préférence dans le secteur public.

Il aura la maîtrise de l'ensemble des aspects financiers, budgétaires, fiscaux et comptables d'un établissement public. Il sera chargé de la gestion des contrats passés par l'école avec les industriels.

Il aura également la responsabilité de la gestion du personnel, ainsi que de l'ensemble des questions administratives et juridiques. Il devra mettre en place un système informatique de gestion.

Poste à pourvoir rapidement
Lieu de travail : PARIS

Adresser lettre de candidature + curriculum vitae + prétentions à
DÉLÉGATION AUX ARTS PLASTIQUES
Ministère de la Culture
27, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

L'Association Départementale pour l'Information sur le logement ADIL du Val d'Oise recherche son

DIRECTEUR

De formation juridique, son expérience professionnelle lui a permis d'acquérir une excellente connaissance des problèmes du logement et des institutions qui *interviennent dans ce secteur.*

- Responsable des relations de l'ADIL avec l'ensemble de ses partenaires, il animera une équipe de 7 conseillers juristes et exercera lui-même une fonction de conseil juridique et financier auprès du public pour une partie de son temps.

Adres. C.V. + lettre man. + Prét. à l'ADIL 2, bd St-Martin, 75010 PARIS.

270 000 F

Directeur administratif - financier - gestion

- De larges fonctions dans un groupe de 3 PME actives -

Notre groupe, leader sur son marché - fabrication de petits articles métalliques -, souhaite confier sa Direction Administrative et *Financière à un diplômé d'études supérieures - Ecoles de Gestion, DECS... - ayant au moins* 35 ans, possédant une expérience confirmée, acquise, de préférence, dans une PMI pratiquant " l'outil informa*tique ". Rattaché au PDG, il sera très impliqué* dans la marche générale des affaires, il disposera de moyens de gestion modernes qu'il devra contribuer à améliorer.

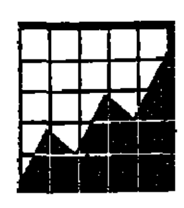
Cette activité convient à une personnalité polyvalente, ayant les compétences financières et de gestionnaire recherchées, mais également ouverte aux problèmes de personnel et d'organisation. A terme, les fonctions **devraient évoluer vers des responsabilités de DIRECTION GENERALE.** Lieu de travail : Val de Marne.



Adresser lettre man., C.V. détaillé et photo à R. VERDET, sous référence 71645/M, Sélé-CEGOS, Tour *Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516* BOULOGNE

Membre de SYNTEC — Publicep

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



direction de la gestion industrielle d'un centre de profit

GRENOBLE - A la tête d'une équipe d'une quarantaine de personnes et rattaché au Directeur du centre de profit (CA 50 M $, 150 personnes), le manager que nous recherchons prendra en charge l'ensemble des fonctions achat et approvisionnement, planification et ordonnancement de la production, gestion des stocks. Il mettra, de plus, en place l'organisation et l'infrastructure devant permettre d'assurer le support logistique des fonctions d'ingénierie et de fabrication.

Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté à fort potentiel, ayant complété son diplôme d'ingénieur par une solide formation à la gestion, de type MBA. Il possèdera une expérience industrielle de 3 à 5 ans (fabrication, gestion de production ou achats...) ayant impliquée une responsabilité réussie d'animation d'équipe et d'initiatives personnelles dans le cadre d'une entreprise utilisant des méthodes de pointe dans le domaine de la gestion. La pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Les performances du candidat à ce poste permettront de lui confier à court terme la Direction d'un centre de profit. Cette réelle opportunité est offerte au sein de notre division de Grenoble, filiale de l'un des plus importants constructeurs mondiaux d'informatique. Elle a la responsabilité mondiale du développement de la fabrication et du marketing de matériel et de logiciel de haute performance et connait depuis dix ans une très forte croissance, entièrement autofinancée.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 9211 M à notre Conseil, REALISE BP 2233 - 69213 LYON CEDEX 02 - qui nous assiste dans cette recherche.

AFFLUENTS

FILIALE RÉGIONALE
D'UNE IMPORTANTE
SOCIÉTÉ FRANÇAISE
D'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Le titulaire du poste aura pour mission de développer les ventes d'un produit technique nouveau, appliqué principalement aux domaines de l'automobile française, européennes et connexes de l'industrie.

A ce titre, il devra, en coopération avec la société-mère, élaborer et appliquer une stratégie commerciale.

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie de 5 à 6 ans dans le domaine commercial.

Formation souhaitée : niveau ingénieur.
Parfaitement bilingue anglais. Allemand apprécié.

Le poste est basé en métropole régionale (Franche-Comté) avec voyages fréquents France et étranger.

Écrire avec c.v., photo et prétentions :
sous nº 7.041 *le Monde Pub.*,
service. annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

S.S.C. INFORMATIQUE (PARIS)
en vue de créer un département
DELEGATION D'INFORMATICIENS
(analystes, programmeurs,...)
RECHERCHE

UN DIRECTEUR TECHNICO COMMERCIAL

Capable :
— de recruter le personnel technique,
— de vendre ce type de service auprès d'une clientèle à créer.

Rémunération comprise entre 150.000 et 350 000 F par an selon les résultats.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle S/réf. 1852 à
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 -
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Un patron de fabrication mais de très haut niveau S.V.P

Le souhait du DG, exprimé par le titre de l'annonce est bien justifié par l'importance de la fonction. Jugez-en vous-même. Il s'agit de manager 300 personnes de haute qualification (en 3x8), de tirer le maximum d'investissements qui se chiffrent par centaines de millions de FF, dans une usine quasiment neuve (à 20mn sud de Paris). La production couvre 20 % du marché national. Une des plus belles réalisations européennes dans le genre, mais la concurrence dans cette spécialité est telle que le groupe n'a pas voulu se mettre en avant dans cette annonce et pourtant, ce nom vous inciterait à prendre contact...

Vous aurez à créer ce poste de haut niveau pour renforcer l'équipe des ingénieurs et cadres en place. Vos chefs de service sont depuis longtemps compétents et efficaces mais vous leur apporterez le «plus» du technicien à l'affût des dernières innovations technologiques et le savoir-faire de l'organisateur qui sait compter avec les hommes. Comme eux tous, vous serez un obsédé du délai et de la qualité. Vos tâches, extrêmement variées, vous conduiront à superviser des spécialistes, véritables artisans consciencieux et des équipes de polyvalents au service des machines prestigieuses et sophistiquées.

Votre expérience doit donc être celle du fabricant habitué à la victoire quotidienne du respect du programme de production en séries. Votre compétence est reconnue dans les techniques de l'électro-mécanique moderne utilisée dans l'industrie lourde, sidérurgie, imprimerie, papier, etc... Votre dizaine d'années de pratique professionnelle et votre formation initiale d'ingénieur de grande école ont fait de vous le «généraliste et mécanicien dans l'âme» qui agit avec sérénité et bonne humeur. Vous savez que vous pouvez maintenant accéder à une rémunération du niveau de direction. Votre première lettre aux consultants de SIRCA sous la référence 988 452M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION RECHERCHE SON 4ᵉ ATTAQUANT

Poste :	**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**
Terrain :	P.M.E. du secteur biomédical, région Fontainebleau.
Mission :	Animation des structures comptables et financières Contrôle des procédures informatiques et administratives. Secrétariat général.
Prolongation :	Organisation et contrôle de gestion.
Conditions de sélection :	30 à 35 ans environ. E.S.C. ou grande école commerciale. 5 ans d'expérience en P.M.E.
Règles du jeu :	Savoir s'adapter. Faire preuve de ténacité. Développer ses qualités de synthèse.

Si le match vous tente, adresser votre c.v. avec photo et prétentions au journal sous nº 7.015, *le Monde* Pub., service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Leader européen, dans une branche agro alimentaire, 2 milliards de chiffre d'affaires, notre client, recherche un :

DIRECTEUR DE MARKETING

Il s'agit d'une opportunité de carrière exceptionnelle pour un homme de marketing brillant, d'envergure internationale, capable d'étudier les marchés en Europe, et dans le monde.

Adjoint direct du **Directeur Commercial Groupe**, il participe à l'élaboration de la politique commerciale et de l'articulation des stratégies de développement à moyen et long terme.

Cadre de haut niveau, il n'engage pas d'hypothèse qu'il n'a pas vérifiée personnellement sur le terrain.

Les candidats susceptibles de satisfaire ce poste se reconnaîtront dans le profil ci-après :

- 32 - 37 ans.
- Formation commerciale supérieure : HEC, ESSEC, ESCP, ESC ou équivalente étayée par 5 à 10 années d'expérience dans un groupe important commercialisant des produits de grande consommation, de préférence liés à l'agro-alimentaire.
- Sa personnalité rayonnante et dynamique lui assure un ascendant naturel.
- La diplomatie des contacts est nécessaire pour collaborer efficacement et dans un climat de confiance avec les directeurs commerciaux des départements et des filiales étrangères où le groupe est implanté.
- Cette fonction suppose une grande disponibilité pour effectuer les voyages nécessaires à l'étranger. Une bonne pratique des langues anglaise et allemande et éventuellement espagnole, est nécessaire.

Situation évolutive avec perspectives d'avenir. La rémunération prévue correspond aux compétences élevées qui sont recherchées.

Le candidat retenu devra habiter ou venir habiter dans une ville située à 100 kms au nord de Paris.

Adresser sous référence 135, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à :

promonor

PROMONOR, 52, rue de Douai, 59000 LILLE qui étudiera chaque dossier avec le plus grand soin.
Discrétion absolue et réponse assurée.

DIRECTEUR DU PERSONNEL

RESPONSABILITE, ECHANGE, ADHESION...

Homme de terrain, votre expérience d'une dizaine d'années de la fonction personnel - notamment en milieu industriel - vous permet de maîtriser l'ensemble de ses aspects.

Notre entreprise : 600 personnes réparties sur *deux établissements. Notre groupe en France :* 2000 personnes et huit entreprises. Dans le monde : 70 000 personnes. Nous privilégions les entreprises à taille humaine, où la responsabilité, l'échange et l'adhésion l'emportent sur la centralisation.

Vous reporterez donc au Directeur Général de notre entreprise. Vous êtes bien sûr membre du Comité de Direction. Vous proposez, vous mettez en oeuvre la politique sociale de l'entreprise, vous l'animez.

Dans le cadre du groupe, vous participez à la définition des axes de notre politique, vous échangez avec les autres responsables de personnel pour développer des stratégies et des méthodes cohérentes, mais toujours adaptées au contexte de votre entreprise.

Un poste qui attend un homme responsable, ouvert à l'échange. Et qui doit vous permettre d'évoluer dans notre groupe (la pratique de l'anglais est un atout sérieux).

A Chartres, vous conciliez un style de vie et la proximité de la capitale.

Vous rencontrerez l'entreprise dès le premier contact. Ecrivez-moi (en indiquant votre rémunération), Philippe GOMBEAUD, 1 rue Moncey, 75009 Paris, comptez sur ma discrétion.

COPERS

---

emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

Un important constructeur de maisons individuelles recherche le

PATRON DE SON IMPLANTATION CAMEROUNAISE

Il aura pour objectif de commercialiser au Cameroun une gamme de produits adaptés aux spécificités du pays (socioculturelles, climatiques et économiques). Après une période de formation et de préparation en France, il s'installera à Yaoundé. Là, il devra :

- poursuivre les contacts avec les Ministères (Economie et Plan/Urbanisme et Habitat), les banques, les maître d'ouvrages publics et privés et préparer l'identification des clients particuliers potentiels ;
- mettre en place les moyens humains et matériels ;
- participer à la création de la strucutre juridique ;
- gérer ce centre de profit et le développer ;
- assurer une liaison permanente avec la maison-mère.

Ingénieur d'affaires, Chef de zone export ou Chef d'agence à l'étranger, son expérience professionnelle (10 à 15 ans) a eu en partie pour cadre l'Afrique Noire - contexte qu'il apprécie.
Ses qualités de réalisateur autonome, de négociateur et de gestionnaire sont complétées par une bonne connaissance de l'activité «bâtiment».

Il rejoindra un groupe puissant où l'avenir d'un candidat de valeur est assuré.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 10795 B à Daniel Lengelé,

EGOR CARRIERES INTERNATIONALES
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

media-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Recherche pour déplacement en célibataire d'une durée de 6 mois ou plus en IRAK

UN INTERPRÈTE

parlant et écrivant parfaitement le yougoslave

Connaissances en bâtiment souhaitées.

Adresser C.V. sous réf. 8.994 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

VICTOR®

Europe's leading 16 bits microcomputer manufacturer

SEEKS

For its European Headquarters

Based in Paris - Porte Maillot

EUROPEAN MAJOR ACCOUNTS SALES MANAGER

– Proven successfull experience in selling EDP systems to very large users.
– Strong personal authority.
– Perfect command of the English language (other languages an asset).
– Willingness to travel extensively in Europe.

This Senior Manager will be responsible for the definition and implementation of our sales strategy with respect to Major Accounts.

He will coordinate his own sales action with our European Subsidiaries and our Distributors.

Please send resume to :

VICTOR TECHNOLOGIES EUROPE - 251, boulevard Pereire, 75017 PARIS
c/o Mrs Rosine FRANGIADAKIS

TRADUCTION :

VICTOR, leader en micro-informatique, recherche pour son Siège Européen situé à Paris, Porte Maillot : Directeur Commercial Grands Comptes - Expérience prolongée et réussie de la vente de systèmes informatiques à de très grands utilisateurs. Grande autorité naturelle. Très bonne connaissance de l'anglais (autres langues appréciées). Nombreux déplacements en Europe. Ce cadre de haut niveau sera responsable de la définition et mise en œuvre de notre politique commerciale vis-à-vis des Grands Comptes. Il coordonnera sa propre action commerciale avec celle de nos filiales et distributeurs.

VICTOR®

Europe's Leading 16 bits microcomputer manufacturer

SEEKS

For its European Headquarters

Based in Paris - Porte Maillot

TWO AREA MARKETING MANAGERS

(Southern and Northern Europe)

– Proven successfull experience in Selling High Technology products, preferably in the micro computer field, through Distributors and Dealers.
– Excellent knowledge of the local markets.
– Strong personal authority.
– Languages : English (plus Italian for the Southern Europe Area). Other languages an asset.
– Willingness to travel extensively in Europe.

These senior managers will be responsible in their respective areas, for sales through our Distributors and Dealers.

Please send resume to

VICTOR TECHNOLOGIES EUROPE - 251, boulevard Pereire, 75017 Paris
c/o Mrs Rosine FRANGIADAKIS

TRADUCTION

VICTOR, leader en micro-informatique, recherche pour son siège européen situé à Paris, porte Maillot : Deux Directeurs Commerciaux Régionaux (respectivement Europe du Sud et Europe du Nord). Expérience prolongée et réussie de la vente de produits de haute technologie, si possible dans le domaine de la micro-informatique, à travers un réseau de distributeurs et revendeurs. Très bonne connaissance des marchés concernés. Grande autorité naturelle. Ces cadres de haut niveau seront responsables, dans leurs zones respectives, des ventes réalisées à travers nos distributeurs et revendeurs.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Groupe international agro-alimentaire
recherche pour grosse unité implantée en

AFRIQUE DE L'OUEST d'expression française :

UN INGÉNIEUR AGRONOME

Expérimenté en pédologie, cartographie des sols, détermination des taux d'humidité dans les différents profils...

ainsi que :

Lessivage et expérimentation appliquée à la culture (canne à sucre...) en ambiance saline hétérogène.

35 ans environ.

Langue anglaise et expérience de l'expatriation souhaitées.

Adresser curriculum vitae, photo au Cabinet VECTEUR,
58, avenue Kléber, 75784 PARIS CEDEX 16.

UNE BANQUE SAOUDIENNE EN PLEINE EXPANSION
recherche
pour l'ARABIE SAOUDITE

DES ORGANISATEURS CONFIRMES

Dans cet Etablissement à guichets multiples, au sein d'une équipe jeune et dynamique, ils seront chargés de concevoir, définir et diffuser de nouvelles procédures bancaires. Dans le cadre de leur mise en place, ils assureront la formation des utilisateurs.

Les candidats retenus, de formation supérieure, auront obligatoirement une excellente connaissance des opérations bancaires, acquise dans une banque de dépôt en France ou à l'étranger. L'anglais courant est indispensable.

Une rémunération intéressante et de larges possibilités d'évolution de carrière au sein d'un groupe international seront offertes à des candidats de valeur.

Merci d'écrire sous Réf. 274.133 M
Régie Presse - 85 bis rue Réaumur - 75002 Paris (qui transmettra).
Réponse et discrétion assurées.

consultants

AFRIQUE - AMERIQUE DU SUD

Société d'Organisation et de Développement Industriel, nous recherchons des

agro-économistes

spécialistes de développement rural et zootechnie. (Deux postes sont à pourvoir en langue Espagnole).

organisateurs et économistes industriels

spécialistes des secteurs public et para-public, et de la conduite de plans de redressement d'entreprises en difficultés.

SODI

Envoyer C.V. à SODI - 94, rue Lauriston
75116 PARIS

INGENIEUR-FORMATEUR

10 ans d'expérience en milieu industriel demandée pour exercer les fonctions de
CONSEILLER EN FORMATION
contrat initial de 2 ans mini. - sens des relations humaines exigé.

TECHNICIEN AUDIO-VISUEL

bon praticien, apte à trouver des solutions simples et efficaces en appui au centre de formation.
Séjour prévu pour 3 ans sous contrat. Sens de l'adaptation de ses techniques aux exigences du terrain indispensable.

Les titulaires exerceront leur mission auprès d'une grande entreprise nationale d'un état africain et seront sous contrat avec une importante société d'intervention française.
Une grande disponibilité est exigée.
La pratique de la langue portugaise serait un élément favorisant.

Ecrire avec c.v. détaillé et photo (en précisant le poste qui vous intéresse) sous référence 5432 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

ENTREPRISE MULTINATIONALE
DE BOISSONS GAZEUSES
recherche pour une grande ville francophone
D'AFRIQUE DE L'OUEST

2 CADRES EXPATRIES

pour diriger une usine d'embouteillage.

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

(réf. 1009/83)

De formation supérieure commerciale ou technique, il sera responsable, auprès du conseil d'administration, d'un centre de profit autonome dont il devra gérer les moyens matériels et humains.

CHEF DE FABRICATION

(réf. 1010/83

De formation supérieure technique (mécanique et/ou électromécanique), il sera responsable de la production et de l'entretien de l'usine.

Pour ces deux postes une expérience de plusieurs années est indispensable, dont une partie acquise si possible en Afrique.

Merci d'envoyer C.V. + photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi à



IS CONSEIL
34, cours Gouffé
13286 Marseille Cédex.

IS CONSEIL. *PARIS - LYON - MARSEILLE*

Nous recherchons :
pour l'un de nos Contrats en
EXTRÊME-ORIENT

INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL
CONDUCTEURS DE TRAVAUX

LES CANDIDATS devront :
posséder une expérience
sur un Chantier de Centrale Nucléaire.

Tél. : (1) 577-37-17
ou adresser C.V. + prétentions à :
PRESTICER E.T.T. - 42, rue du Théâtre,
75015 PARIS.



emplois régionaux

Locafrance



Leader du crédit-bail mobilier
recherche
pour son agence d'ORLEANS

ATTACHE COMMERCIAL

MISSION :
— Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements industriels.
— Développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospections appropriées.

PROFIL :
— Formation commerciale supérieure, type E.S.C.
— Goût de la prospection et de la négociation commerciale et financière nécessaire.
— Première expérience professionnelle dans une *activité financière ou commerciale souhaitée.*

Adresser C.V., photo et prétentions à :
LOCAFRANCE
Département Formation et Recrutement
43-47, avenue de la Grande Armée - 75016 Paris.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
ÉTABLISSEMENT TECHNIQUE
D'ANGERS

recherche

INGÉNIEUR
CALCUL SCIENTIFIQUE

PROFIL :
● Ingénieur Grande Ecole ou équivalent.
● Connaissances mécaniques et numériques indispensables.

MISSION :
● Développement de logiciels scientifiques dans les domaines de la dynamique du véhicule. (Modélisation, calculs de structures).
● Assistance technique utilisateur.
● Participation à la définition, à la recherche et à la promotion d'outils méthodologiques en Informatique scientifique.

Nationalité française exigée.
Adr. lettre + *c.v. et rémunération souhaitée* à :
M. le Directeur de l'E.T.A.S.
B.P. 4107, 49041 Angers Cedex.

volvic

La direction de nos deux usines situées à VOLVIC (près de Clermont-Ferrand) crée pour l'assister un poste de

CADRE ADMINISTRATIF

qui pourrait être confié à un jeune diplômé ESCAE ou équivalent ayant acquis une première expérience administrative ou informatique (éventuellement par des stages de longue durée).
Il sera chargé, en liaison avec les services centraux *du suivi et de l'organisation de différents travaux* administratifs, du contrôle des consommations de matières premières et des coûts de fabrication, des inventaires, de la gestion des produits finis, etc...
Le sens de l'organisation et une première expérience d'utilisation de l'outil informatique sont nécessaires.
Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre conseil. Merci de lui adresser C.V. et lettre manuscrite sous référence 2004.



Jean-Claude Maurice Conseil
397 ter, rue de Vaugirard, 75015 PARIS

CRÉDIT AGRICOLE DE L'INDRE recherche

collaborateur HF

Ecole Supérieure de Commerce
ou licence Sciences Economiques

Son expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire, lui permettra d'*assurer la* gestion des immeubles et des achats *pour le Service des Moyens* Généraux.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v. et photo à Monsieur le Directeur de la C.R.C.A.M. de l'Indre - 68, avenue Pierre de Coubertin - 36001 *Chateauroux.*

Axial Publicité

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Prenons 10 mn., et parlons...

Parlons chiffres

Plus de 100 millions de francs par an sont investis dans l'établissement industriel d'Angers pour nous permettre de rivaliser avec les plus grands constructeurs mondiaux d'informatique et rester maître de nos technologies.

A Angers, 3500 personnes, dont **1000 ingénieurs** et **techniciens supérieurs** assurent, en liaison étroite avec les équipes de développement de la région parisienne, l'industrialisation, la production et la *mise au point des moyens et grands systèmes d'informatique*.

Parlons techniques

Bull utilise des technologies avancées : microélectronique à haute ou très haute densité d'intégration. Techniques de commutation rapide (et leurs applications). Circuits imprimés multicouches et couches épaisses à très haute densité. Assemblage automatisé. Tests des circuits intégrés et des sous-ensembles logiques/analogiques sur des testeurs de très hautes performances.

Parlons de vous

Vous êtes :
ingénieur grandes écoles : X, CENTRALE, SUP. ELEC., TELECOM, AM ou équivalent, débutant ou avec une première expérience industrielle réussie.

Vous savez parler un langage technique, vous avez une âme d'animateur, le goût du risque calculé, vous êtes une personne de dialogue.

Nous vous offrons :

A court terme :
Toute votre place dans nos équipes de haut niveau pour nous apporter vos compétences, enrichir votre expérience et participer à l'amélioration continue de nos fabrications : conduite d'atelier, qualité, fiabilité, ordonnancement de la production, méthodes et industrialisation des fabrications...

A moyen terme :
De multiples possibilités de développement de carrière au sein du Groupe Bull (+ 20.000 personnes).

Si ces dix minutes vous ont paru bénéfiques, adressez-nous votre curriculum vitae avec lettre manuscrite, photo et prétentions. Elles deviendront peut-être les plus importantes de votre future vie professionnelle.

Cii Honeywell Bull - Direction du Personnel
331, Avenue Patton 49005 Angers Cedex



LEVI TOURNAY

EST DE LA FRANCE
230 km de Paris

Société spécialisée
dans la fabrication de produits destinés à la construction

recherche

FUTUR CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du Directeur Financier, il sera en charge de :
- La comptabilité générale ;
- L'établissement des comptes mensuels de gestion ;
- Le traitement des problèmes fiscaux et les relations avec les administrations.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé (DECS minimum), possédant, de préférence, une première expérience de quelques années.

Les qualités de personnalité (ouverture d'esprit, sens de l'organisation, aptitude à l'animation d'une équipe) seront appréciées pour l'attribution de ce poste.

CHEF DE PRODUITS

Adjoint au Directeur Commercial, il sera chargé de développer et de promouvoir la création de nouveaux produits, ainsi que d'apporter une *assistance technique* à la clientèle.

30 ans environ, de formation technique (ingénieur, BTS, DUT), il sera homme de terrain, créatif et accrocheur, ouvert aux problèmes commerciaux et aura une bonne expérience industrielle. Il possédera une bonne connaissance de l'anglais, et sera disposé à se déplacer fréquemment.

Si ces offres vous intéressent, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, c.v. détaillé, prétentions et photo) au nº 274.814 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Toutes les candidatures seront étudiées et traitées avec discrétion.

Responsable commercial France Nord

REGION ROUEN

Filiale d'un Groupe International Leader Mondial de l'Emballage Métallique, nous recherchons notre futur Responsable Commercial.

Véritable patron de sa zone, il doit être un vendeur, un organisateur, un homme de proposition et d'action capable de rendre compte.

Travaillant en liaison directe avec *l'usine qui assure la totalité de* la production, c'est aussi un homme de dialogue.

De formation supérieure vous avez une expérience réussie de 2 à 4 ans de la vente en milieu industriel et vous êtes capable d'évoluer.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés

Adresser C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée)
sous référence 1610 P
39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS



CONSEILS EN MARKETING



atlantic

La grande marque pour bien chauffer

GROUPE INDUSTRIEL EN CONSTANTE PROGRESSION
700 personnes — 350 Millions de C.A.
Dans le cadre de son expansion, le Groupe ATLANTIC complète sa gamme par le lancement de **NOUVEAUX PRODUITS** et recrute pour son unité de production de **La Roche-sur-Yon (Vendée)** :

Jeunes Ingénieurs

Débutants ou ayant une première expérience.

Après une période de formation et d'adaptation assurée par nos soins, ces ingénieurs se verront confier la responsabilité d'un des postes suivants :

Ingénieur études et développement — *Formation type Centrale, A.M*

Sous l'autorité du Responsable des études, il participera au développement des produits nouveaux. De bonnes connaissances en physique, thermique, électronique seraient appréciées.

Ingénieur fabrication — *Formation Electronique*

Au sein d'une unité de production, il sera chargé de l'animation d'une petite équipe ainsi que du développement du produit. Ce poste implique une bonne maîtrise de l'électronique.

Ingénieur fabrication — *Formation Mécanique, type A.M*

Sous l'autorité du Chef d'unité, il animera une équipe de 100 personnes, réalisant une production de grande série fortement automatisée.

Adressez lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions s/réf.10021 à
DIRECTION DU PERSONNEL — ATLANTIC —87 X — 85002 LA-ROCHE-SUR-YON Cedex

Publivel



IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION
recherche pour son **entrepôt de la région EST**

un Responsable Administratif et Comptable

Sous l'autorité du Directeur Général, titulaire d'un DECS ou équivalent au minimum, possédant une expérience confirmée de la comptabilité informatisée, le collaborateur recherché sera chargé d'animer une équipe comptable de 6 *personnes, de tenir les comptabilités générale et analytique d'un entrepôt* réalisant 450 millions de chiffre d'affaires, de l'établissement du bilan fiscal, de la mise en place du contrôle de gestion de la société, de la gestion de trésorerie et du contrôle des comptabilités de 2 filiales. Recherché pour sa compétence professionnelle, le candidat pourra compter sur une évolution de carrière au sein du Groupe, véritable communauté d'intérêts.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions,
en précisant la référence 8982 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

VALLEE du RHONE

Filiale THOMSON à VALENCE, leader européen de l'automatisation postale et du contrôle industriel non destructif
crée dans le cadre de son expansion le poste suivant :

Ingénieur plate-forme d'essais

Nous accueillerons un **JEUNE INGENIEUR ELECTROMECANICIEN** qui après adaptation aura la responsabilité du contrôle des prototypes élaborés par les B.E. Il mettra en oeuvre avec autonomie les procédures de contrôle et leurs applications. Il s'agit d'un poste de dialogue avec les autres services techniques de la Société.
Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous réf. **520 M.**

Cabinet Gatier

---

groupe
école supérieure
de commerce de lyon

INSTITUT DE RECHERCHE DE L'ENTREPRISE
cherche

RESPONSABLE DE RECHERCHES EN MARKETING INDUSTRIEL

pour s'intégrer à une équipe spécialisée.
- 28 ans environ,
- Doctorat en cours ou achevé,
- ayant déjà exercé de manière autonome une activité de recherche,
- anglais indispensable,
- centres d'intérêt appréciés : distribution ou achat de produits industriels ou systèmes d'information.

Adresser C.V. et prétentions à Mlle COTTIN - B.P. 174 - 69132 ECULLY Cedex.

ALSTHOM ATLANTIQUE

Premier chantier naval français, les chantiers de l'Atlantique disposent à Saint-Nazaire d'installations *ultra-modernes qui* leur permettent d'aborder les domaines les plus sophistiqués dans la construction des navires, des équipements offshore, des usines et centrales sur barges.
Les chantiers de l'Atlantique font partie du groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE : 50 000 personnes, 20 *milliards de chiffre d'affaires.*

recherche pour son chantier naval
de SAINT NAZAIRE (Résidence possible LA BAULE)

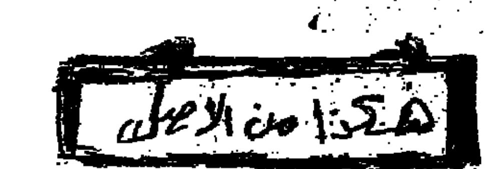
INGENIEUR-ANALYSTE

Débutant ou quelques années d'expérience.
Titulaire d'une maîtrise d'informatique ou équivalent.

Serait appréciée une première expérience dans la *réalisation et la mise en* œuvre de logiciels sous MVS et sur importante configuration.

Serait également appréciée la pratique du télétraitement, temps réel et SGBD en vue d'applications sur configuration comportant 2 CPU respectivement 6 et 8 megs - 1,2 et 2,2 mips 250 terminaux.

Adresser CV et prétentions à ALSTHOM ATLANTIQUE
Constructions Navales - B.P. 400 - 44608 ST-NAZAIRE



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Ingénieurs d'affaires — 240.000 F

Installations lourdes de manutention-vrac et de levage - *Cette jeune* société en pleine expansion (plus de 100 millions de francs de chiffre d'affaires annuel) et appartenant à un grand groupe européen, conçoit, fabrique et vend à travers le monde entier des *biens d'équipement lourds de manutention-vrac et de levage*. Pour renforcer sa structure commerciale et négocier avec des industries des contrats techniques et de montants importants (plusieurs millions de francs) elle recherche *plusieurs ingénieurs d'affaires*. Interlocuteurs privilégiés de leur clientèle respective ils élaboreront avec l'appui des services spécialisés des projets adaptés aux besoins, en établiront les budgets dont ils seront totalement *responsables et assureront le suivi de leurs* affaires jusqu'à leur réalisation. Ces postes basés en Alsace et nécessitant de courts déplacements (1/3 du temps) intéressent des ingénieurs ou des techni*ciens supérieurs de bon niveau, âgés de 35 ans au moins* et pouvant faire valoir une solide expérience dans une industrie mécanique proche (en bureau d'études par exemple). Les candidats pratiqueront couramment l'anglais et auront *si possible des connaissances en allemand*. Les conditions et l'ambiance de travail sont attrayantes, la rémunération tiendra compte de l'expérience et pourra atteindre 240.000 francs. Ecrire à Marie GILET. Réf. A/6197M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Jeune ingénieur fabrication — 100.000 F

Centre ouest - *Cette unité de production employant 800 personnes*, appartenant à un grand groupe français (chiffre d'affaires : deux milliards cinq cents millions de francs) spécialisé dans l'industrie du bois et de ses dérivés, s'est *engagée dans un important programme d'investissement* visant à moderniser l'outil industriel et à lancer de nouveaux produits. Dans ce cadre, elle souhaite renforcer son équipe de production et faire participer à ce développement un *ingénieur débutant qui, progressivement, se formera aux responsabilités* humaines et techniques en intervenant sur des projets ponctuels (diagnostic - automatisation - productivité - nouveaux produits...). Ce poste convient à un *ingénieur généraliste débutant ou ayant une première expérience* (dans le papier-carton ou le plastique si possible), motivé par la production, prêt à se former aux aspects humains et techniques de ce secteur et à s'intégrer dans *une petite équipe animée d'un fort esprit de collaboration*. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 100.000 francs, pourra être supérieur en fonction de l'expérience acquise. Il s'y ajoute une aide substantielle pour le logement. L'importance et la diversité du groupe offrent de réelles possibilités d'évolution professionnelle. Ecrire à J.B. FOURNIER. Réf. A/1241M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Groupe marseillais
EN PLEINE EXPANSION
AYANT DES FILIALES A L'ÉTRANGER

recherche

UN CHEF COMPTABLE

35 ans environ, 10 ans d'expérience
D.E.C.S. ou diplômé E.S.C.
Le candidat devra assurer la responsabilité et une partie des services et pouvoir assiter le Chef Comptable du groupe (consolidation, comptabilité devises...)
Connaissance anglais souhaitée.

Écrire avec curriculum vitae et prétentions sous n° T 275.111 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Ville Poitou-Charentes 50.000 habitants

recherche

DIRECTEUR

de service des sports, niveau Attaché ou plus. Expérience de l'Administration Communale et du Sport exigée – Sens des relations publiques – Capable de diriger un important service.

Adresser toutes correspondances S/N° 7050 Le Monde Pub. service annonces classées 5, Rue des Italiens – 75009 PARIS

Important Cabinet recherche
Région NORD dont DUNKERQUE :

JURISTE

débutant ou expérimenté avec ou sans spécialisation, droit fiscal, droit des Sociétés, droit Social.

Ecr. s/n° 7048 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Recherche polytechnicien pour création sté internat. Tél. : (80) 57-63-82.

futur responsable de la formation

Notre Entreprise, PREMIER GROUPE EUROPEEN DANS SA BRANCHE recherche son futur responsable de la formation.
Après une période de travail en commun avec le Responsable actuel qui quittera l'équipe de la DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES pour prendre sa retraite, le candidat retenu assurera à partir de juillet 1985 la plénitude de la fonction :
- élaborer, négocier et mettre au point le plan de formation,
- organiser, gérer et suivre l'ensemble des actions de formation,
- *construire les projets pédagogiques à moyen terme*,
- animer les groupes d'études et de formation, notamment dans le cadre de la gestion prévisionnelle des personnes.

Ce poste s'adresse à une personne de formation supérieure, âgée de 40 ans environ, fortement motivée par tous les aspects de la pédagogie des adultes et possédant une connaissance approfondie de la formation professionnelle intégrée aux réalités industrielles.
Déplacements réguliers dans les établissements du GROUPE.



Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à BEGHIN SAY
Monsieur le Directeur des Affaires Sociales - B.P. 1 - 59239 THUMERIES

Organisation et Publicité

Marketing Direct pour un jeune diplômé

Après une solide formation Marketing acquise en Grande École de Commerce, vous voulez démarrer sur un poste véritablement "Marketing".

Analyser, mais aussi agir et mesurer vos résultats. Travailler en équipe mais aussi être ouvert sur l'extérieur.

Vous pouvez devenir celui qui mène les actions nouvelles dans le service prospection et gestion clientèle.

Vous apprendrez à maîtriser le ciblage, l'offre commerciale, la création de documents...

Un poste en prise directe sur notre politique commerciale. Un poste qui vous assure une bonne évolution.

Téléphonez-moi ☎ (20/70.92.59) ou écrivez-moi (lettre, CV et photo), sous référence 19. Véronique SILVAIN 57, rue de Blanchemaille - 59100 ROUBAIX.

La Redoute
POUR BIEN VIVRE SON MÉTIER

Importante Société Métallurgique exportant plus de la moitié de son C.A., recherche un

INGÉNIEUR QUALITÉ

qui sera chargé du développement de la gestion de la qualité dans l'ensemble de nos départements. Par des enquêtes sur le terrain et avec des outils de mesure appropriés, il cherchera à chiffrer et réduire les coûts de la non-qualité, à développer un état d'esprit qualité et à étendre un système de l'assurance qualité.

L'Ingénieur retenu possédera une première expérience industrielle de fabrication – méthodes ou bureau d'études. La Société complétera la formation.

Les capacités d'analyse, d'innovation, d'animation et d'intervention à tous les niveaux hiérarchiques sont déterminants.

Adresser CV, photo et salaire actuel, sous référence 76901 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

Filiale de l'un des premiers groupes industriels français, cette Société exerce son activité dans le domaine de la métallurgie (production et transformation). Son développement, son évolution technologique et industrielle la conduisent à proposer les postes suivants :

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Au sein du bureau d'études et assisté d'une petite équipe, il est chargé des travaux de réalisation d'investissements importants, depuis l'établissement de cahiers des charges jusqu'aux essais et démarrage des installations. Réf. M 9885 F.

JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION

Ingénieur mécanicien diplômé débutant ou ayant une première expérience industrielle même courte, il souhaite démarrer sa vie professionnelle dans la «filière» exploitation. Il participera activement à la mise en oeuvre d'investissements importants. Réf. M 9885 B.

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Il anime une équipe d'Analystes Programmeurs travaillant sur IBM 4341. Il coordonne la conception, l'exécution et la mise en place de plusieurs projets importants. Réf. M 9885 E

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs diplômés (X, ECP, Mines, AM...) et seront à pourvoir en province. Les rémunérations offertes, les évolutions possibles à l'intérieur de la Société et/ou du Groupe permettent d'intéresser des Ingénieurs déterminés à faire une carrière vivante.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE - RÉGION RHÔNE-ALPES
Fabriquant des biens d'équipement pour secteur agro-alimentaire, recherche

CHEF DE ZONE EXPORT

Sa mission :
- Vente d'équipements.
- Prospection de nouveaux marchés.
- Suivi clientèle existante et animation réseau d'agents.
- Poste basé en France, nombreux déplacements à l'étranger.

Son Profil :
- Formation supérieure, 30 ans minimum.
- Expérience 4 à 5 ans de vente à l'exportation de biens d'équipement.
- Secteur d'activité : AMERIQUE LATINE et/ ou MOYEN-ORIENT.
- *ANGLAIS* - ESPAGNOL *courant*.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions ss réf. 25490/M à :
HAVAS CONTACT - 49, rue du Pdt Herriot 69002 LYON.

HAVAS CONTACT



SOCIÉTÉ E.R.I.G.
ÉTUDES RÉALISATIONS
INFORMATIQUES GRS-GASCOGNE
FILIALE INFORMATIQUE
DU CRÉDIT AGRICOLE DU GERS

recherche

1 ANALYSTE CHEF DE PROJET H./F.

ÉQUIPEMENT :
- 3083 ET 3031 AP.
- SYSTÈME MVS.
- RÉSEAU TÉLÉGESTION IMPORTANT.
- CENTRE SERVEUR TÉLÉMATIQUE.

FORMATION :
- ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MIAGE, ECOLE DE COMMERCE, ECOLE INGÉNIEUR, MAITRISE...).

ADRESSER C.V. MANUSCRIT AVEC PHOTO
B.P. 74, 32002 AUCH CEDEX.

Sté micro-informatique rech. pour son agence Lyonnaise

UN INGÉNIEUR

grandes écoles, débutant disponible immédiatement

Env. CV photo et prét.
Sté MID, Mr COCHETEUX
152, r. Duguesclin 69006 Lyon.

Société industrielle
SUD MASSIF CENTRAL
recrute

CHEF COMPTABLE

D.E.C.S. ou équivalent + exp.

Adresser curriculum vitae manuscrit détaillé + prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° T 042.508 M
85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

Etablissement public à TOURS, recherche

2 Conseillers en Gestion Industrielle

1) Dans le cadre d'un service de promotion des entreprises, ce candidat aura une mission générale d'assistance et de conseils auprès des PME locales en matière de gestion financière. Il interviendra également dans le domaine commercial et du marketing pour les problèmes de développement et de stratégie commerciale des entreprises. Ce poste s'adresse à un cadre de 38 ans minimum, de formation supérieure avec une solide expérience de la PME dans le domaine financier et/ou commercial. Ses connaissances en droit et en informatique seront appréciées. (Réf. 3411).

2) Outre les fonctions d'assistance générale aux PME sur le plan de la gestion financière, ce candidat sera plus particulièrement chargé de conseiller les créateurs d'entreprises, de participer à des actions collectives et à des cycles de formation. Ce poste s'adresse à un cadre de 30 ans minimum, de formation ESC, Sciences Eco ou Droit ayant au moins 3 ans d'expérience en PME. (Réf. 3412).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil qui garantit réponse et discrétion.



CABINET OPPERT

69 Bd Maréchal Joffre - BP 4 - 92340 BOURG LA REINE

Desseln

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public). Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de Francs de chiffre d'affaires.
La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.
Vous avez la même créativité et le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre

DIRECTION TECHNIQUE

Nos 250 Ingénieurs et Techniciens peuvent se prévaloir d'avoir réalisé la première gamme de PABX électroniques en Europe, le premier intercom électronique, le terminal télématique Minitel, le premier poste électronique nouvelle génération homologué par les PTT... Ils développent actuellement une gamme d'autocommutateurs de nouvelle génération et un ensemble de terminaux téléphoniques et bureautiques. A cette fin, ils mettent en œuvre des techniques avancées telles que : commutation et transmission numériques, traitement de la parole, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel... Pour cela, ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants tels un centre de CAO, plus de 50 machines de développement, un centre de calcul puissant. L'entreprise s'est dotée de sa propre équipe de conception de VLSI et intègrera dans ses produits, en 1983, plus de 450 000 microprocesseurs 4, 8 et 16 bits. Si vous êtes intéressé par le développement de nos projets (autocommutateurs de nouvelle génération, applications télématiques et bureautiques), venez renforcer nos équipes actuelles et construire, avec elles, l'avenir de Télic-Alcatel.

INGENIEURS D'ETUDE ELECTRONICIENS

CONFIRMES

Vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique ou/et en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

DEBUTANTS

Vous êtes diplômé d'une Grance Ecole avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

INGENIEURS LOGICIEL CONFIRMES

Une expérience significative vous a permis d'approfondir vos connaissances en logiciel de base, en systèmes temps réel et si possible en réseaux locaux et en bases de données. En vous confiant la responsabilité d'animer des projets complexes, nous vous offrons la possibilité d'élargir votre expérience professionnelle et de promouvoir votre évolution personnelle.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-Alcatel une entreprise ouverte et évolutive. Notre principal capital est la «matière grise» et notre expansion se fait principalement par elle. C'est la meilleure garantie, pour un ingénieur de rester *«up to date» et de se voir proposer d'intéressantes et rapides évolutions de carrière.*

A 25 km de la forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, carrefour de l'Europe, vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : l'Alsace.



Groupe C.G.E.

Vous vous reconnaissez dans l'un des postes proposés, et vous pensez avoir le «profil TELIC», adressez, en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae, en indiquant le poste choisi à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité.

TELIC-ALCATEL - 206, Route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

Ingénieurs commerciaux
Location et vente de biens d'équipement

180 000 F + voiture fournie

Alsace - Lorraine
Aquitaine
Rhône-Alpes

Nous sommes la filiale française d'un groupe international en expansion constante, possédant deux centres de production en Grande-Bretagne et des filiales en France, Allemagne et Pays-Bas, ainsi qu'un vaste réseau mondial d'agents et revendeurs.

Nous avons acquis le leadership sur notre marché grâce, notamment, à une réputation reposant sur la fiabilité de notre service et sur la qualité de nos fabrications. Notre succès repose sur une avance technologique incontestée et sur d'impressionnantes possibilités de développement en matière de recherche et de marketing.

Les candidats que nous recherchons seront responsables de la commercialisation de nos produits et négocieront eux-mêmes leurs dossiers auprès des acheteurs, directeurs et chefs d'entreprises de toutes tailles dans des secteurs d'activités très diversifiées.

Sûrs d'eux, ils sauront gagner la confiance de leurs interlocuteurs. Un goût prononcé pour le challenge et la volonté de s'accomplir plus par l'acquit des résultats qu'au travers des signes extérieurs de la carrière sont des atouts indispensables à ceux qui veulent relever le défi.

Le salaire fixe attrayant sera complété par une rémunération variable basée sur les performances.

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel, en précisant bien sur l'enveloppe la référence 2710/LM et la région choisie à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA

DIPLOME(E) D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE OU DE GESTION

Débutant(e) ou confirmé(e), vous savez parler un langage technique, vous avez une âme d'animateur, un esprit à la fois d'analyse et de synthèse, vous êtes une personne de dialogue.
Nous vous proposons, au sein de la division Circuits Imprimés Usines, d'animer un groupe de gestionnaires et de magasiniers, comme Chef du Bureau d'Ordonnancement Fabrication.
Vous devrez améliorer les méthodes de lancement et d'ordonnancement d'ateliers automatisés, en liaison étroite avec les utilisations et l'ordonnancement central. Vous assisterez les différents niveaux de la hiérarchie en fabrication pour toutes les prévisions de charges, en préparant les choix stratégiques.
A terme des possibilités d'évolution vous sont offertes vers les domaines opérationnels ou fonctionnels, selon vos goûts et aptitudes.

Merci d'adresser votre candidature à

Cii Honeywell Bull
Service Recrutement
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX



NOTRE ASSOCIATION SPORTIVE A VOCATION SOCIALE connaît un développement rapide dans le cadre de notre stratégie d'expansion et de notre plan de développement, nous avons décidé de créer notre nouveau BUREAU DE MARSEILLE, pour ces raisons nous

RECHERCHONS NOTRE RESPONSABLE RÉGIONAL

âgé (e) de 28 ans minimum. Plus que sa formation supérieure, ce sont ses réussites dans la vente qui nous intéressent, ainsi que son expérience de GESTIONNAIRE ET D'ANIMATEUR D'ÉQUIPES, répondant directement au RESPONSABLE DE LA PROMOTION VENTES DE PARIS.

Sa mission consistera à :
- *Renforcer la clientèle existante, et développer une nouvelle clientèle de collectivité ;*
- Gérer le programme d'actions commerciales de sa Région, au niveau de l'administration des ventes et de la prospection,
- Participer à la réalisation d'opérations promotionnelles,
- Maintenir les relations avec la presse locale et régionale,
- Etablir et gérer le budget annuel de fonctionnement du BUREAU RÉGIONAL,
- Organiser et planifier le travail de son personnel et veiller à sa formation.
- Pour ce poste une motivation pour la pratique d'activité sportive est souhaitable.

Merci d'établir votre premier contact avec nous, en adressant votre dossier de candidature, lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions et réf. à Nº 6195, A.M.E.P. P.A., 37, rue du Gal. Foy 75008 Paris.

LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES
établissement public à caractère industriel et commercial recherche pour son centre scientifique et technique d'ORLÉANS-LA-SOURCE

UN CADRE ADMINISTRATIF

Afin de participer, au sein d'une unité travaillant exclusivement à l'étranger :
- A l'élaboration d'offres commerciales.
- Au suivi et à la vérification, en relation avec le Service comptable, des comptes et des imputations.
- A la création d'une cellule d'étude statistique.

Une formation de type Maîtrise de gestion ou école supérieure de commerce est requise avec 3 à 4 ans d'expérience en suivi d'affaires et présentation de devis.
Sérieuses connaissances en anglais et espagnol souhaitées.
Connaissance de l'informatique de gestion appréciée.
Adr. lettre de candidature avec C.V., réf. et prétentions sous référence CS 8363-7095 au :
BRGM/DPEL - AP1,
B.P. 6009
45060 ORLÉANS CEDEX.

VILLE D'OYONNAX

CHERCHE
POUR SON CENTRE CULTUREL
- Responsable Secteur Arts Plastiques (Diplômé de l'École des beaux-arts) ; (ateliers, expositions, service d'enseignement).
- Connaissance de la gravure indispensable.
- Permis V.L. exigé.

Envoyer C.V. à Monsieur le Maire, 01108 OYONNAX CEDEX avant le samedi 12 novembre inclus.
Poste disponible à partir du 1er décembre 1983.



Société de dimension internationale dans le secteur des gaz industriels, nous souhaitons renforcer l'activité de notre département gaz spéciaux dans le **Sud de la France.**
Nous recherchons un

Ingénieur technico-commercial

Le candidat qui retiendra notre attention sera ingénieur chimiste ou équivalent.
Il justifiera d'une première expérience de la vente aux industries de pointe (électronique), aux laboratoires, et aux centres de recherche. Il possèdera de bonnes connaissances d'anglais.
Basé à Marseille ou à Lyon, doté d'une large autonomie, il sera chargé de promouvoir nos produits sur un très large territoire.
La variété des applications assurera au candidat une constante motivation.
Les résultats enregistrés et une bonne intégration seront les meilleurs supports d'une carrière évolutive.
Un véhicule de société sera mis à sa disposition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), à J.P. Devigne, PRODAIR, Tour Pleyel, Centre Paris-Ouest, 93521 Saint-Denis.



média-system

EQUIPEMENTS SIDERURGIQUES ELECTROTECHNIQUE ET REGULATION

La division spécialisée ACIERIE ET LAMINAGE d'un puissant groupe industriel souhaitant renforcer son Bureau d'Etudes PROCESS et TRAVAUX NEUFS, recherche un

INGENIEUR ELECTRICIEN

ayant acquis une première expérience réussie en régulation et automatisme, soit chez un Constructeur d'équipements, soit dans l'industrie lourde.
Dans le cadre de plans d'investissements importants, il sera chargé de développer des projets nouveaux et d'étudier des solutions techniques concernant des améliorations de process et des systèmes de contrôle régulation. Poste situé en BOURGOGNE.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1204 M à notre Conseil



Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Séduisante mutuelle cherche jeunes diplômés en vue union durable à la campagne

Vous êtes diplômés d'études supérieures (Sciences Po, Economie, Droit, Lettres...).
Vous avez des connaissances en pédagogie ou en assurance : tant mieux, vous les mettrez rapidement en pratique.
Vous ignorez tout : tant pis, nous vous formerons. Votre poste ? Animateur de Formation. En liaison avec les services techniques et commerciaux, *vous organiserez et animerez les sessions de formation de nos agents généraux et de nos inspecteurs, au siège et dans les régions ; vous élaborerez et actualiserez les outils pédagogiques et leurs supports.*



Votre intégration dans le service formation sera *facilitée par la jeunesse* de ses membres et... votre esprit d'équipe.
Votre réussite, dans ce service, sera un atout pour une évolution au sein du Groupe.
Votre poste est basé au siège social des Mutuelles Unies, qui constituent avec d'autres partenaires le premier groupe privé français d'assurances. Il est à 10 km de **ROUEN**, en pleine nature. Envoyez votre C.V. manuscrit et votre photo s/réf. AE 22 à Sylviane MAUHOURAT, Direction du Personnel, MUTUELLES UNIES 3037 X - 76029 Rouen Cedex







recrute pour son département **AGROCHIMIE**
division **SEPPIC PHYTO**
région **LANGUEDOC-ROUSSILLON**

UN INGÉNIEUR AGRO (Montpellier...)

Homme marketing vous aurez à promouvoir la vente d'une large gamme de produits phytosanitaires.

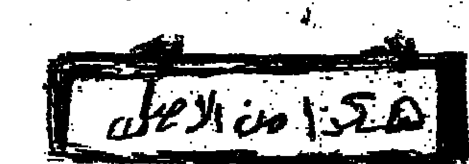
Dans ce but vous aurez à assurer l'information de l'équipe de vente (5 personnes, 20 Millions de francs de vente) vous aurez également à organiser des réunions avec organismes officiels et distributeurs.

Une aptitude à la communication orale, le *goût des déplacements,* une bonne connaissance des problèmes de VITICULTURE et ARBORICULTURE, voilà autant d'éléments qui vous permettront d'envisager une intégration rapide.

Une bonne connaissance de l'anglais et une réelle disponibilité géographique vous ouvriront d'intéressantes possibilités d'évolution.

Veuillez adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel **DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.**, 9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT





REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

JAEGER

SPECIALISTE DES EQUIPEMENTS DE BORD ELECTRONIQUES ET ELECTROMECANIQUES POUR L'AUTOMOBILE ET L'AERONAUTIQUE RECHERCHE

POUR MENER DES ETUDES EN LABORATOIRE

DES INGENIEURS ELECTRONICIENS

- Débutants ou ayant quelques années d'expérience industrielle
- Formation grandes écoles ou écoles spécialisées
- Lieu de travail : Levallois-Perret.

POUR SON DEPARTEMENT EXPORT AUTOMOBILE

UN RESPONSABLE DE VENTES

qui prendra en charge une zone d'activité.

- Bonne expérience du milieu automobile
- Connaissances techniques en électromécanique souhaitées
- Allemand et anglais obligatoires
- Bureau situé à Levallois-Perret.

Adresser CV, photo et prétentions à P. STOFATI, Recrutement des Cadres JAEGER, 2, rue Baudin, 92303 LEVALLOIS-PERRET.



emplois régionaux emplois régionaux

CONTROLEUR DE GESTION — Normandie

Une société française employant plusieurs milliers de personnes, filiale d'un groupe international aux activités très diversifiées, recherche UN CONTROLEUR DE GESTION pour l'un de ses établissements *(550 personnes) situé en Normandie.* Sous l'autorité du Directeur de l'Etablissement et en liaison avec les services centraux du siège, il sera chargé d'établir le budget de l'Etablissement et d'en suivre la réalisation. Il veillera avec une particulière attention au suivi du prix de revient et il contrôlera rigoureusement les dépenses engagées par les différents services. Il supervisera et coordonnera l'activité des services comptabilités. Il participera à la mise en place d'un système de gestion intégrée mettant en service des moyens informatiques. Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, de formation type HEC, ESSEC ou ESC Paris, possèdera une première expérience acquise dans une fonction semblable *nécessitant l'utilisation de moyens Informatiques.* La connaissance de l'Anglais est nécessaire. Ecrire sous référence 632/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN diplômé

Vous souhaitez valoriser votre expérience acquise dans la conception et réalisation d'installations électriques au sein d'une IMPORTANTE ENTREPRISE D'ELECTRICITE.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de l'une de nos agences située dans le NORD PAS DE CALAIS.

Adresser C.V. + prétentions de salaire sous réf. 81279 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX O1 qui transmettra.

LA CHAMBRE RÉGIONALE de COMMERCE et d'INDUSTRIE AUVERGNE

recherche

UN CHEF DE SERVICE

pour son service

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Mission :
- conforter et développer l'ensemble des moyens de la C.R.C.I.A. pour être une force de propositions sur l'ensemble des problèmes industriels régionaux ;
- assurer la complémentarité des actions de la C.R.C.I. et de celles des C.C.I. de la région ;
- assurer un rôle d'animation particulièrement important ;

Profil du cadre :
- ingénieur
- ayant si possible une expérience dans un organisme consulaire, professionnel ou un cabinet de conseil.
- sens aigu du contact et des relations tous niveaux.

Lieu de travail : Clermont-Ferrand

Poste à pourvoir dès à présent.

Adresser toute candidature par lettre manuscrite à :
J. TACQUET Secrétaire Général.
C.R.C.I. Auvergne B.P. 25 - 63510 AULNAT

SOCIÉTÉ FRANÇAISE - EFFECTIF 4.000 PERSONNES
C.A. HORS TAXES 1.200 Millions Francs

Filiale d'un Groupe International
Leader dans sa profession

recherche

UN FISCALISTE

Agé environ de 30 ans et justifiant d'une formation adéquate et de plusieurs années d'expérience.
Le candidat retenu sera chargé de l'ensemble des affaires fiscales de l'entreprise et dépendra directement du Directeur Administratif.

Le poste est à pourvoir dans un site agréable de l'Est de la France.
La rémunération sera de l'ordre de 180.000 F.

Prière envoyer C.V., photo sous nº T 042.685 M, RÉGIE-PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e).

La Société des autoroutes PARIS-RHIN-RHONE

recherche pour son siège à DIJON

CHEF DE SERVICE
RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Exigences pour poste :
- 35 ans minimum.
- Diplôme d'une grande école commerciale.
- Expérience effective de la comptabilité générale, de la gestion budgétaire informatisée, du suivi de trésorerie et des relations bancaires.

De bonnes bases en informatique et en droit commercial seront un atout supplémentaire.

Salaire annuel : 174.000 F + voiture de fonction.

Adresser C.V. à Société des autoroutes PARIS-RHIN-RHONE
Service des Relations Humaines
36, rue du Docteur-Schmitt
21000 DIJON SAINT-APOLLINAIRE.

BANQUE RÉGIONALE

dynamique et performante
PROXIMITÉ MONTAGNE
recherche pour renforcer son équipe d'ORGANISATION

ORGANISATEUR CONFIRMÉ

- avec personnalité affirmée,
- formation souhaitée (Sciences ECO ou ESB + ITB ou ESB...)
- esprit logique de synthèse et créatif,
- expérience 3 à 5 ans dans une banque, si possible, ou en cabinet ou entreprise.

REF 1800 M

ORGANISATEUR DÉBUTANT

- sortant d'une école de commerce ou autre ;
- esprit logique, de synthèse et créatif
- libérés OM
- acceptant formation interne

REF 2900 M

Adr. lettre manuscrite, CV, photo et prét. en précisant la *réf. du poste choisi* à OCBF 66, rue de la Chaussée-d'Antin 75009 PARIS.

Entreprise secteur parapublic de LYON recherche pour assurer le développement, la maintenance et la diffusion d'une importante application :

UN ANALYSTE DE CONCEPTION
UN PROGRAMMEUR SYSTÈME

Ces candidatures s'adressent à des Informaticiens ayant :
soit une formation du type I.U.T. et une expérience au moins égale à trois ans,
– soit une formation du type BAC + 4 et une expérience au moins égale à un an.

Salaire annuel d'embauche : 126.360,00 F

Les lettres de candidatures, c.v. + photo et copies des dipl. sont à adres. s/réf. 3579 à P. LICHAU S.A., 12, rue du Président-Carnot, 69002 LYON qui trans.

CHEMAP Lyon

recherche

UN INGÉNIEUR DE VENTE

pour lui confier la responsabilité de son département
« FILTRES FUNDA »

Son action commerciale complète ira de la prospection à la négociation et supervision de projets d'installations, sur l'ensemble de la France + Afrique francophone.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, âgé de 30 ans minimum, doublant ses connaissances techniques dans le domaine de la filtration d'une vocation commerciale éprouvée.

Cette fonction requiert une grande disponibilité (déplacements fréquents) et la connaissance d'une langue (anglais ou allemand).

Envoyer lettre manuscrite, c.v. + photos + prétentions à : Sté CHEMAPEC, B.P. 49, 69672 BRON CEDEX.

LA CAISSE RÉGIONALE
DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA VENDÉE
recherche
dans le cadre du développement de son Service Organisation

UN(E) CHARGÉ D'ÉTUDES

pour réaliser en liaison avec la Direction des missions variées impliquant des contacts fréquents et étroits avec les services du Siège et les agences.
Ce poste est susceptible de convenir à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur commercial ou économique, avec, ou sans expérience professionnelle (dégagé O.M.).

De réelles perspectives de carrière s'offriront aux candidats dynamiques et efficaces.

Adr. curriculum vitae + prét. + ph., av. le 5 nov. 1983 à :

Service du Personnel
C.R.C.A.M. de la VENDÉE
22, route d'Aizenay
85000 LA ROCHE-SUR-YON.

cde *tous les prêts immobiliers*

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'établissement le plus ancien spécialisé dans le financement de l'immobilier, élément moteur de la profession (59 milliards de francs de prêts en gestion – 2000 Collaborateurs) recrute pour faire face à ses objectifs de développement dans le marché :

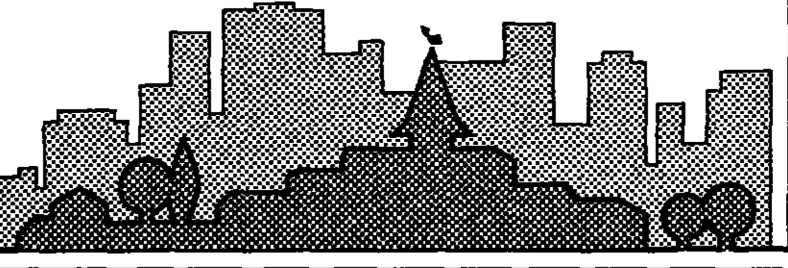
1 Chef Comptable Réf. CC — 200 à 240.000 F

(DECS+1 ou 2 certificats d'expertise)
Pour animer une unité comptable de 20 personnes.
Une expérience de plusieurs années acquise chez un *expert comptable ou dans un Service* de Comptabilité Informatisée est vivement souhaitée.

1 Comptable Réf. C — 120 à 145.000 F

(DECS)
Ayant acquis une expérience de plusieurs années soit chez un Expert Comptable, soit dans un Service de Comptabilité Informatisée, pour renforcer l'équipe de la Comptabilité Générale (analyse des comptes de bilan et de résultats).

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur CV détaillé et une lettre manuscrite précisant leur salaire actuel sans omettre la référence du poste choisi à F. Coudurier, 3 rue de la Paix 75086 PARIS Cedex 02.



LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

recrute

Un ATTACHÉ au DIRECTEUR ADMINISTRATIF

chargé de la création et de la gestion des procédures administratives de la Société.

Le candidat est de formation supérieure, il a une expérience professionnelle d'au moins 8 ans acquise en entreprise industrielle et touchant au domaine de l'organisation administrative.

Une bonne capacité d'analyse et une personnalité affirmée *sont nécessaires.*

Ces responsabilités d'ordre fonctionnel s'exerceront dans une structure largement décentralisée.

Envoyer lettre manuscrite, cv, photo et prétentions, Réf. DA (M) à SEP, Service du Personnel, 3, avenue du Général-de-Gaulle, 92800 PUTEAUX.

SEP

HAVAS CONTACT

Nous sommes un groupe important (CA × 2 milliards et demi), leader sur son marché, dont l'activité se rapporte au secteur de la construction. Nous recherchons pour la Direction Financière du groupe

Responsable du contrôle des activités financières

Par un contact régulier avec nos exploitations régionales (CA moyen 170 millions de francs), il devra :
- Etablir des outils prévisionnels de trésorerie du groupe et en assurer le suivi.
- *Mettre en place une structure de gestion de trésorerie informatisée.*
- Développer et animer un tableau de bord permettant de mesurer la performance de l'activité financière du groupe.

Le poste, qui est à créer, sera confié à un candidat présentant au moins 3 à 5 ans d'expérience professionnelle au sein d'un cabinet d'audit ou d'une grande entreprise (service financier ou contrôle de gestion). Il doit connaître les techniques bancaires, savoir faire vivre un outil de suivi budgétaire et utiliser les ressources informatiques de manière *dynamique.*
Ce candidat, de préférence de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC...), recherche désormais un cadre de développement plus large lui permettant d'utiliser outre ses compétences professionnelles, son esprit de synthèse et son talent dans les relations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo récente et prétentions, en précisant la référence 8681 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

De l'école à la bourse...

L'une des premières sociétés d'agents de change de la place de Paris, offre à un

Diplomé en gestion débutant

(maîtrise ou école de commerce)

l'opportunité de devenir son CONTROLEUR DE GESTION.

Pendant au moins un an, il passera par les différents services de la Charge : espèces, titres, bourse, comptabilité... afin d'en maîtriser le fonctionnement et d'être en mesure d'en assurer le contrôle.

Par ailleurs, il aura un rôle de coordination et d'organisation tant auprès de la Direction que des services concernés.

Sa mission principalement administrative implique également le goût de la finance et le sens du contact.

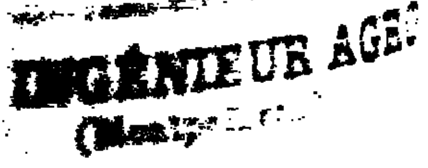
Il s'intégrera dans une équipe jeune, motivée, disposant d'outils performants.

Adresser votre candidature en joignant C.V., photo et prétentions sous référence CC/0183M à notre conseil.

128, boulevard Haussmann
75008 PARIS



STANDARDATA



REPRODUCTION INTERDITE

Electroniciens en trois dimensions: créatifs, concepteurs et réalisateurs

Diplômés des Grandes Ecoles, jeunes ingénieurs, la Division des Engins Tactiques de l'AEROSPATIALE est prête à vous confier cette triple mission.

Excellents électroniciens, brillants informaticiens, vous participerez à l'élaboration des appareillages entrant dans la composition de systèmes d'armes : gyroscopes, calculateurs micro-programmables, testeurs automatiques, auto-directeurs,...

Votre passion pour les technologies de *demain, votre capacité de recherche* dans les domaines de la poursuite automatique des images, les hyperfréquences et l'électro-optique trouveront ici leur plein épanouissement.

Lancez votre carrière, adressez votre *dossier de candidature,sous référence IE/ET 1.*
Service Relations - Formation.

aerospatiale DIVISION DES ENGINS TACTIQUES

2 rue Béranger - 92322 CHATILLON CEDEX

SOURCES



Ingénieurs systèmes, devenez les architectes des projets de demain

Vous sortez d'une Grande Ecole (ESE, ENSERG, ENST, ISEN...) ou vous avez une première expérience en électronique.

La Division Engins Tactiques de l'AEROSPATIALE vous propose de devenir l'architecte de ses nouveaux programmes.

Vous serez responsable de l'intégration de systèmes d'armes et développerez toutes les techniques de pointe (informatique, micro-électronique, automatisme...)

Homme de contact, vous animerez une équipe d'Ingénieurs et dynamiserez nos coopérants tant internes qu'externes.

Ingénieurs d'affaires, vous serez à même de collaborer avec vos homologues européens.
Vous saurez initier et conduire des projets de dimension internationale.

Pour construire votre carrière, adressez votre dossier de candidature,sous référence IS/ET 2.
Service Relations - Formation.

aerospatiale DIVISION DES ENGINS TACTIQUES

2 rue Béranger - 92322 CHATILLON CEDEX

SOURCES



Gérer notre capital le plus précieux : le personnel.

Hewlett-Packard France, 2 350 personnes, 3ème exportateur français de matériel informatique avec une croissance de 40% de son chiffre d'affaires poursuit son développement et recherche

Administrateurs du personnel

Débutants ou possédant une première expérience, vous êtes de formation Ecole supérieure de commerce et vous connaissez le Droit du travail.
Rattaché au chef du Personnel de la zone opérationnelle, votre mission sera double :
L'Administration du personnel, accueil des nouveaux embauchés, intégration, recrutement des non cadres, gestion des salaires, absences, transferts, etc...
Le conseil et l'assistance auprès des managers et des employés dont vous serez les interlocuteurs privilégiés.
De plus, vous évoluerez dans un environnement où l'informatique sera votre principal outil de travail.

La qualité de votre performance vous permettra de saisir des opportunités de développement au sein de notre direction du personnel ou dans d'autres groupes de la société commerciale (Direction administrative et financière, Vente...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions), sous réf. 114 M, à Didier Gabin, Service du Recrutement,
Hewlett-Packard France,
Parc d'activités du Bois Briard, Avenue du Lac,
91040 Evry Cédex.

HEWLETT PACKARD

média-system



La partie se joue à quatre

Or notre équipe de Direction est composée de 3 personnes qui, l'enjeu prenant de plus en plus d'importance, cherchent un quatrième partenaire.
Nous misons 200.000 F + sur un

Ingénieur commercial

de 35 ans environ, diplômé d'une grande école d'ingénieurs car nous comptons sur sa compétence technique pour continuer à bien jouer notre rôle de prestataires de services auprès de nos clients : des constructeurs automobiles à qui nous fournissons divers produits techniques.
C'est pourquoi, notre futur collaborateur devra avoir une expérience de la vente ou du S.A.V. de pièces destinées à la première monte de l'industrie automobile.
Rattaché au P.D.G. qui pratique une délégation totale, il prendra l'entière responsabilité d'une clientèle existante et la développera.
L'autonomie d'action dont il bénéficiera a pour contrepartie une disponibilité à toute épreuve.
En effet, nous agissons à l'échelon européen et il lui faudra prévoir de nombreux déplacements en France et à l'étranger.
L'anglais est donc absolument obligatoire.
L'allemand et/ou l'espagnol serait un atout supplémentaire.
Basé en proche banlieue parisienne, un intéressement et une voiture de fonction s'ajouteront à sa rémunération.
Nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé ainsi qui votre rémunération actuelle sous réf.870 à notre Conseil.

CENAS Tour Neptune - CEDEX 20
92206 PARIS LA DEFENSE

F.F.F.

GROUPE IMMOBILIER
D'IMPORTANCE NATIONALE
cherche pour son agence de
GARGES-LES-GONESSE (95)

UN CADRE CHARGE DE LA GESTION D'IMMEUBLES H.L.M.

Il assurera les relations avec les locataires et les administrations, le suivi des budgets et des encaissements, l'encadrement du personnel de gardiennage.

Ce poste sera confié à un candidat issu d'une Ecole Commerciale Supérieure et ayant acquis une première expérience dans un poste d'encadrement.

Voiture indispensable.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite
s/réf. NL 24/10 M à

GROUPE FFF
F.F.F.
159, rue Nationale
75640 PARIS Cédex 13

LA SECURITE D'UN PLACEMENT FAMILIAL

Le Département Recherche et Développement de



L'AIR LIQUIDE

recrute pour son Centre de Recherches situé près de VERSAILLES

Un ingénieur

Au sein d'une équipe de haut niveau, il participera à des travaux théoriques et expérimentaux dans le domaine des procédés cryogéniques.

Diplômé d'une grande école scientifique ou de formation universitaire, il se sera familiarisé avec la démarche scientifique dans le cadre d'une thèse de Docteur Ingénieur ou 3 ème cycle.

Une première expérience est souhaitée mais nos *indispensable*.

Son sens des relations humaines lui permettra d'animer le travail d'une équipe.

Les candidats voudront bien envoyer un C.V détaillé avec photo sous référence 7943 à : L'AIR LIQUIDE D.R.H.P. 75, Quai d'Orsay 75321 PARIS Cédex 07

Talex P.A. Jakman



DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.

Pour son département **POLYMÈRES**
division **THERMOPLASTIQUES TECHNIQUES**
DU PONT DE NEMOURS FRANCE S.A.
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

dont la mission est d'assurer et de promouvoir la vente de matières plastiques de haute technicité.

Le candidat, âgé de 25 ans minimum, doit justifier d'une formation d'ingénieur mécanicien, électricien ou chimiste et parler couramment anglais.

Une première expérience dans le domaine des matières plastiques ou dans la vente de produits techniques serait un atout.

Le candidat retenu recevra une formation complémentaire avant de prendre la responsabilité d'un territoire de vente.

Veuillez adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel **DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.,** 9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

ALSTHOM ATLANTIQUE



DIVISION MECANIQUE
TURBO-MACHINES

Nous recherchons pour l'un de nos établissements (1500 personnes) qui conçoit, fabrique et commercialise dans le monde entier des turbines à vapeur, des pompes et des compresseurs.

jeune ingénieur chantier

AM, Centrale, ENSI (Mécanique), IDN

Ce poste qui implique grande mobilité, initiative et esprit d'entreprise concerne soit un **ingénieur débutant**, soit ayant une première expérience *professionnelle. Après formation, il aura la responsabilité de*

MONTAGE ET MISE EN SERVICE

DE NOS MATERIELS, TANT EN FRANCE
QU'A L'ETRANGER (EUROPE, ASIE, AMERIQUES...)

Anglais indispensable. Larges perspectives d'avenir dans le Groupe.

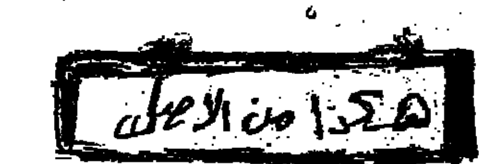
Merci d'adresser votre C.V. sous référence 8815-M à MAMREGIES, 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

HOTCHKISS-BRANDT SOGEME, filiale THOMSON, leader européen de la mécanisation postale et du contrôle industriel non destructif, établissement de **PARIS,** banlieue NORD (proximité immédiate du métro) crée dans le cadre de son expansion, le poste suivant :

Ingénieur ultrasons

Nous accueillerons un professionnel expérimenté dans ce domaine possédant une **formation d'ingénieur ou d'universitaire.** En position de **Chef de Projet,** il aura pour mission d'orchestrer la réalisation d'appareils de contrôle non destructif au niveau de l'étude et de la fabrication en étant responsable autonome du coût, des délais et de la qualité. Les entretiens auront lieu à PARIS.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 450 M.



REPRODUCTION INTERDITE

GAN... VIDEOTEX...TRANSPAC... GAN... VIDEOTEX...

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, PASSIONNÉ ...



...de MINI et MICRO INFORMATIQUE (système, analyse, programmation...), vous possédez une première expérience professionnelle ou vous avez à votre actif des stages d'études significatifs.

Le GAN qui a participé dès l'origine, au projet VIDEOTEX, dans le cadre de l'expérience TELETEL à Vélizy, vous propose un «chantier» riche d'avenir.

En effet, au vu de cette expérience, le GAN est décidé à développer en vraie grandeur cet ambitieux projet et d'installer un réseau parallèle et complémentaire devant être capable, d'ici 2 à 3 ans, de dialoguer avec 1500 terminaux MINITEL et de s'intégrer dans un environnement IBM.

La réalisation de ce projet concerne tous les interlocuteurs du Groupe : clients particuliers, entreprises, réseau des agents généraux, communications internes aux sociétés du Groupe et inter-sociétés...

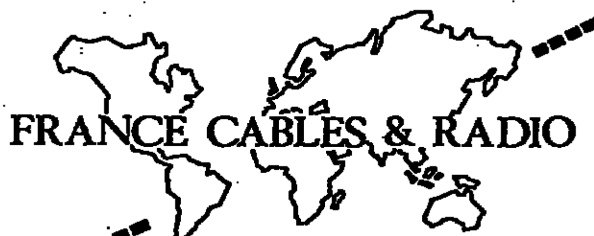
Si vous vous sentez la fibre d'un pionnier des communications, nous vous proposons de venir compléter l'équipe chargée de la mise en place tant du système que des développements.

Nous avons prévu dès votre intégration une formation spécifique chez le constructeur et au sein de notre département informatique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à Gilles SUDRIE - GAN Direction du Personnel et des Relations Sociales 2, rue Pillet Will 75448 PARIS CEDEX 09



INCENDIE - ACCIDENTS



Nous sommes une importante société au service de la communication dans les entreprises. Nous intervenons pour le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et de sytèmes de télécomunications, de télématique et de bureautique.

Nous sommes chargés de la commercialisation des services de Communications d'Entreprises offerts par le satellite **TELECOM 1** et participons à la définition et à la gestion technique des réseaux associés.

Nous recherchons pour le projet **TELECOM 1**
deux jeunes titulaires du B.T.S.

ASSISTANT(E) TECHNIQUE D'INGENIEUR

Le premier poste (réf. CL/A5.M) s'adresse à un(e) candidat(e) justifiant de préférence d'une ou deux années d'expérience professionnelle. Il/elle aura pour fonction principale le recueil des informations nécessaires à la tenue des plannings et à l'établissement des plans de charge. A ce titre, il/elle participera aux réunions techniques et analysera toutes notes et documents utiles.

Ce poste requiert le sens des contacts et une bonne faculté d'adaptation à toutes les techniques nouvelles.

Pour le second poste (réf. CL/A6.M), le/la candidat(e) retenu(e) devra connaître les secteurs des Télécommunications et/ou de la Téléinformatique en général. Il/elle justifiera de quelques années d'expérience chez un constructeur, de préférence dans des services Définition des Produits et/ou Développements, et sera notamment chargé(e) :

— d'assister le responsable du département et les chefs de produits dans la rédaction des cahiers de charges (rédaction, dessins et schémas) techniques, transparents...) et des notes techniques courantes ;
— de gérer les dossiers techniques en cours et l'ensemble de la documentation technique issue des constructeurs ;
— de la constitution de dossiers et documents techniques destinés aux constructeurs et sociétés de services, et des fiches produits de raccordement à **TELECOM 1.**

Il/elle connaîtra bien l'anglais (lu, parlé et écrit) et devra savoir se servir d'une machine à écrire pour des tâches qui resteront ponctuelles.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), en précisant la référence choisie, à M. ROGER-VASSELIN, Direction du Personnel et des Relations Humaines, **FRANCES CABLES ET RADIO,** 73, rue de Richelieu 75002 PARIS, qui vous assure réponse et discrétion.



Le nouveau plan comptable n'a plus de secret pour vous

Un puissant groupe industriel, leader dans le domaine de l'équipement automobile recherche pour l'une de ses branches son :

CHEF COMPTABLE

Rattaché au Directeur des Comptabilités du Groupe, il devra en plus des activités de comptabilité générale et de fiscalité, développer le contrôle budgétaire, les outils de comptabilité analytique et suivre en permanence les résultats.
C'est un homme de formation comptable (probatoire ou niveau DECS) qui peut se prévaloir d'une expérience réussie à un poste analogue.
Son aptitude à l'encadrement et à l'animation d'une équipe sont des critères prépondérants pour sa réussite à ce poste.
De bonnes connaissances en informatique sont souhaitables.
Poste situé à Courbevoie.

Merci de nous adresser CV, photo et rémunération actuelle sous la référence 31021 (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

BKC

ASSOCIATION recherche pour coordination stages d'insertion (9 stages en cours).

PERSONNE ayant grande expérience du dispositif 16/18 ans — 18/21 ans.

Envoyer c.v. + photo à Association J.C.L.T. 17, rue Gerbert, 75015 Paris.

LA VILLE de COLOMBES (92700) recherche pour le Club municipal des retraités

ANIMATEUR (TRICE)

Expérience et motivation souhaitées pour travail d'animation en direction des retraités et personnes âgées. Permis T.U. nécessaire. Les candidats devront être titulaires d'un des diplômes d'animation suivants : D.U.T. - D.E.C.E.P. - C.A.P.A.S.E. - B.A.F.D. - D.E.F.A.

Adr. candidature et c.v. détaillé à M. le Maire de Colombes 92701 COLOMBES-Cédex.

Sté importante d'Allemagne produits carbone pour applications industrielles recherche

INGÉNIEUR

avec B.T.S. ou DUT pour responsabilités commerciales. Allemand souhaité, à défaut anglais. Quelques années d'expérience. Minimum 30 ans. Env. C.V. sté L.G.D. 25, rue de Valenton 94015 CRÉTEIL Cedex.

cde tous les prêts immobiliers

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'établissement le plus ancien spécialisé dans le financement de l'immobilier, élément moteur de la profession (59 milliards de francs de prêts en gestion — 2000 Collaborateurs) recrute pour faire face à ses objectifs de développement dans le marché :

1 Inspecteur Commercial Beauvais Réf. IC

(École de Commerce, de Gestion ou Sciences Économiques)
Pour assurer la vente de produits financiers auprès de professionnels de l'immobilier. La préférence sera donnée à un candidat ayant acquis une expérience de quelques années dans les domaines financiers ou immobiliers.
Formation assurée - permis de conduire et véhicule nécessaires.

4 Ingénieurs Informaticiens Réf. II

(Grandes Écoles d'Ingénieurs. Option Informatique)
Pour participer à l'organisation et à la conception des chaînes de gestion sur matériel IBM 4341/2 sous MVS, CICS et bases de données.

2 Organisateurs Réf. O

(Maîtrise de Gestion Dauphine)
Chargés, en liaison avec les Services, des actions d'organisation. Une expérience de quelques années dans un poste similaire, ainsi que des connaissances en informatique sont souhaitées.

2 Chargés d'Études Réf. CE

(École de Commerce ou de Gestion,
Maîtrise de Sciences Économiques, IAE)
A l'esprit concret, pour renforcer les Services d'Études rattachés à la Direction (conception de nouveaux produits, leur négociation, leur mise en place). Deux ans minimum de réelle expérience professionnelle sont souhaités.

120 à 145.000 F

1 Chargé d'Affaires Réf. CAf.

(École de Gestion ou Sciences Économiques)
Pour instruire les dossiers d'opérations de promotion immobilière et en suivre la gestion jusqu'au terme de nos engagements. Une expérience de quelques années acquise dans les domaines financiers ou immobiliers est nécessaire.

4 Programmeurs de Gestion Réf. PG

(DUT Informatique)
Pour étoffer nos équipes de programmation orientées sur les applications de gestion sur matériel IBM 4341/2 sous MVS, CICS et bases de données. Une expérience de quelques années de la programmation sous Cobol est exigée, alliée si possible à la connaissance de CICS.

2 Programmeurs Télétraitement Réf. PT

(DUT Informatique)
Pour participer notamment à l'extension du réseau. Spécialisés dans les langages transactionnels et pouvant s'adapter rapidement aux matériels des différents constructeurs, ils ont acquis une réelle expérience informatique de quelques années.

4 Conseillers en Financement Réf. CF

(DUT Techniques de commercialisation)
Pour seconder l'action des Inspecteurs Commerciaux auprès de divers prescripteurs, par des visites régulières chez les Professionnels de l'Immobilier. Une expérience de "terrain" de quelques années, acquise dans les domaines financiers ou immobiliers, est nécessaire.
Postes à pourvoir à Angers, Grenoble, Lyon et Perpignan.

4 Gestionnaires de Prêts Réf. GP

(DUT Finances et Comptabilité)
Pour instruire les demandes de prêts au Logement, assurer la mise en place des financements puis faciliter l'après-vente. Une expérience de quelques années (gestion, finances ou comptabilité) est vivement souhaitée.
Postes à pourvoir à Rennes, Lille, Strasbourg ainsi que dans notre brigade d'intervention qui, dans toute la France, pallie les absences des titulaires.

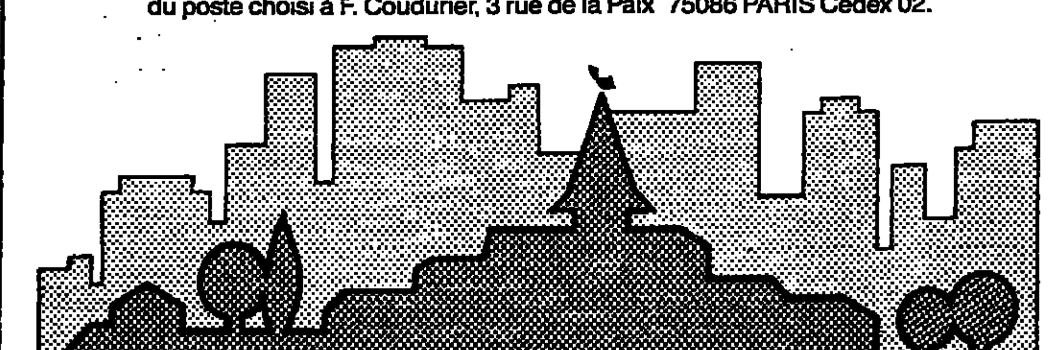
110 à 130.000 F

4 Assistants Contentieux Réf. AC

(DEUG, DUT ou BTS option Droit ou Gestion)
Pour suivre, avec l'appui de moyens informatiques perfectionnés et le cas échéant en relation avec les avocats, la gestion des dossiers contentieux, en vue de recouvrer les échéances laissées impayées par les emprunteurs (Aptitude à la dactylographie).

96 à 117.000 F

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur CV détaillé et une lettre manuscrite précisant leur salaire actuel sans omettre la référence du poste choisi à F. Coudurier, 3 rue de la Paix 75086 PARIS Cedex 02.





REPRODUCTION INTERDITE

Nous sommes une très importante entreprise industrielle française leader européen dans sa spécialité, présents au niveau mondial par nos produits et nos technologies

- dans des secteurs de pointe : Aéronautique, Espace,...
- dans des domaines stratégiques : bâtiment, construction mécanique,...
- sur des marchés de grande diffusion : loisirs.

Cette diversification et nos investissements importants sont à la base de notre actuelle compétitivité.

Si vous envisagez un avenir professionnel pouvant s'exercer à **l'échelon international**, et dans lequel votre dynamisme, votre créativité, et votre goût des responsabilités concrètes puissent s'exprimer pleinement, venez nous rejoindre

Jeunes Diplômés

A - **GRANDES ECOLES D'INGENIEURS : généralistes et métallurgistes**
Mines, Centrale, A & M, de préférence.
Intéressés par la production, ou dans un premier temps par la recherche appliquée. Postes en province.

B - **GRANDES ECOLES DE COMMERCE**
Désireux de faire leurs premières armes dans un contexte commercial opérationnel particulièrement formateur. Postes en province.

C - **GESTION DU PERSONNEL**
Sciences Po. + Droit, ou juristes Droit du Travail pour postes en usines province ou siège à Paris.

Les situations disponibles sont assez variées pour que votre intégration soit étudiée au mieux de vos options et de vos capacités.

Vous bénéficierez d'une formation initiale soignée.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence 2510 A/B ou C à



BAILLY CONSEIL
16, rue de Monceau
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

WANG

TOUTE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU BUREAU.
NOUS SOMMES EN PLEINE EXPANSION :
C.A. + 62% cette année en France
+ 33% dans le monde

Nous axons notre développement sur la commercialisation de systèmes sophistiqués de traitement de texte, d'ensembles importants d'informatique de gestion et la vente de notre nouvel ordinateur professionnel.

Nous recherchons pour la réalisation de nos objectifs ambitieux des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

auxquels sera confiée sur la région Parisienne, la responsabilité de la vente de l'ensemble de nos produits, soit auprès de sociétés performantes de moyenne importance, soit auprès de grands groupes.

Nous proposons : • un matériel ultra compétitif • une formation complémentaire • *un salaire très compétitif, fonction des résultats obtenus.*

Merci d'envoyer votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions à :
WANG FRANCE S.A. - V. LAURENT Directeur des Relations Humaines
78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

bleu

Près de Meaux (77)

Groupe français de communication crée pour l'une de ses filiales industrielles (400 personnes, 130 millions de CA) un poste

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Vous participerez au choix, à la mise en place et à la maintenance des matériels de production dont vous serez le responsable pour les parties électriques et électroniques. Ces matériels de haute technologie et de conception très évolutive nécessitent des modification pour en améliorer les performances.
Ingénieur diplômé en électronique, vous avez également le goût pour la mécanique, et nous vous confierons progressivement l'ensemble du service entretien comprenant 30 professionnels de bon niveau.
La connaissance de l'allemand (ou de l'anglais) est souhaitée pour faciliter les contacts avec les fournisseurs et les déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 6883 à Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

HEC, ESSEC, SUP. DE CO.
INGENIEURS GRANDE ECOLE

Vous souhaitez faire évoluer votre carrière et réaliser une promotion.
Vous exercez des responsabilités au sein d'une grande et moyenne entreprise,

DANS LE SERVICE COMPTABLE, DU PERSONNEL OU DE GESTION.



FILIALE DE PECHINEY

UN DES LEADERS NATIONAUX DES PROGICIELS
recrute dans le cadre de sa politique d'expansion

DES CADRES COMMERCIAUX
PARIS

pour négocier avec les décideurs des grandes firmes du marché des prestations informatiques basées sur l'utilisation de produits logiciels conversationnels de premier plan.

Un important programme de formation est assuré au départ.

Rémunération attractive dans un secteur en pleine évolution.

Adresser dossier de candidature et lettre manuscrite sous réf. 2410M à

BAILLY CONSEIL
16, rue de Monceau
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

PARIS
Important Cabinet de Brevets d'Invention recherche

INGÉNIEUR DE BREVETS SENIOR
Diplômé Grande Ecole
Ayant une dizaine d'années d'expérience dans la profession.
Capable d'accéder rapidement au plein *exercice des responsabilités d'un tel* poste.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
Généraliste débutant
diplômé Centrale, ENSI
Souhaitant orienter sa carrière vers la **propriété industrielle.**

Anglais courant impératif/allemand souhaité.
Possibilité de carrière en relation avec la clientèle nationale et internationale sur dossiers d'**innovation technologique.**
Curiosité d'esprit indispensable.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence *2610* à



BAILLY CONSEIL
16, rue de Monceau
75008 PARIS



Emplois et Entreprises

HERCULES

Entreprise américaine de notoriété mondiale, nous sommes implantés en Europe depuis plus de 50 ans et en France depuis plus de 10 ans. Notre vaste gamme de produits chimiques concerne de très nombreux secteurs d'activités tels que le papier, les adhésifs, les produits alimentaires, le bâtiment.

Ingénieur chimiste industrie du papier

Nous savons démontrer à nos clients l'intérêt de nos produits qui confèrent aux divers papiers les qualités de résistance souhaitée. Avant de prendre un marché nos commerciaux mettent la main à la pâte. Ce sont des spécialistes.

Suite à une promotion, nous recherchons un ingénieur à la fois technicien habile et fin commercial. Votre formation chimiste, votre connaissance de l'industrie du papier, votre anglais fluide, tout vous destine à venir rejoindre sur Paris notre équipe commerciale.

Le développement des activités du Groupe doit vous permettre d'espérer une évolution de carrière attrayante.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (*lettre, CV, photo*) *réponse et discrétion. Merci d'écrire sous* réf. 3837 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Jeunes diplômés

Ingénieurs - Ecoles de commerce - Maîtrise (gestion...)
avec option informatique ou organisation (débutants ou première expérience)

Filiale informatique d'un important groupe français d'assurances, nous recherchons des analystes intéressés par des activités technico-commerciales pour participer à la :

mise en place de systèmes informatiques

de gestion (comptabilité, gestion des contrats, marketing, traitement de textes...) pour les Agents Généraux d'assurance du groupe.



Travail varié (formation des utilisateurs, analyse de besoins, organisation, études diverses) et vivant (nombreux déplacements courts en province avec base Paris La Défense.

Adressez C.V. et prétentions sous la référence 248 à GIE *Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense cedex 11.*

SOCIETE INFORMATIQUE
en pleine expansion, recherche

ingénieur commercial

possédant un véritable tempérament de VENDEUR.
Rémunération minimum : 10.000 F + intéressement + frais. Déplacements en ILE-DE-FRANCE.
Envoyer C.V. avec photo à :
ICEBERG - 51, rue d'Alsace - 92110 CLICHY

THOMSON-CSF
BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche
pour son **département VIDÉO**

– INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
– TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

Ils exerceront leurs compétences dans l'étude, le développement et l'évaluation de matériels vidéo à hautes performances, destinés à l'imagerie médicale de pointe.

Ils posséderont les connaissances leur permettant de concevoir et de développer les circuits électroniques analogiques et numériques. Ces postes sont à pourvoir en proche banlieue Sud de Paris.

Pour l'étude des candidatures, envoyer CV, photo et prétentions à CGR, Service du Personnel, 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT



LOCAFRANCE

Première entreprise française de crédit-bail, crée dans le cadre du développement de ses activités internationales, un poste de

Responsable organisation

Répondant devant la Direction Internationale, au sein de l'équipe système de gestion, sa mission consistera tout d'abord à élaborer une charte de procédures destinées à la gestion dès filiales étrangères, et débouchera à moyen terme sur une responsabilité opérationnelle dans l'une de ces filiales.

Ce poste basé au départ à Paris, demande une grande mobilité géographique. Il convient à un jeune cadre diplômé d'une école supérieure de commerce pouvant justifier d'une expérience d'organisation dans le domaine financier et souhaitant utiliser son acquis sur le terrain. La maîtrise de l'anglais est indispensable pour cette fonction qui présente d'intéressantes perspectives d'évolution.

Adresser confid. C.V., photo et courte lettre manuscrite sous réf. 845 LM à Rosie SCHWARTZ.



47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

FILIALE MESURE et REGULATION du groupe SCHLUMBERGER
Nous recherchons pour MONTROUGE (92)

Ingénieur électronicien
Responsable de projet

Débutant ou première expérience.
Vous travaillerez dans un service d'études de calculateurs électroniques et de pupitres de gestion. Vous aurez la responsabilité d'un projet de l'étude jusqu'à la présérie.
Une formation en logiciels, microprocesseurs et calculateurs est nécessaire.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe international performant

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence S 316, au Service du Personnel, ASTER BOUTILLON, 12 place des Etats-Unis, 92541 Montrouge Cédex.

Schlumberger

Importante société d'ingénierie nucléaire
filiale d'un puissant groupe industriel recherche

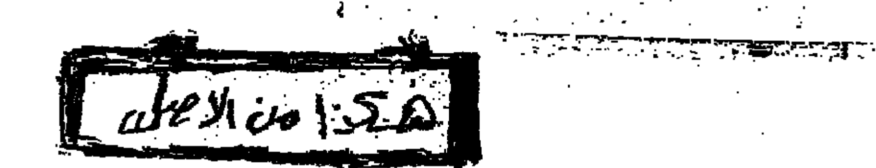
Ingénieur d'essais

dans le domaine de la dynamique des structures

Rattaché au Centre d'essais de la société, il prendra en charge des programmes expérimentaux de recherche, de développement et d'expertise dans les domaines suivants :
- vibrations et caractéristiques modales de structures.
- interactions entre les champs acoustiques et les vibrations mécaniques,
- qualification de composants au séisme.

Ce poste convient à un **ingénieur de formation grande école ayant une première expérience** en laboratoire et des connaissances en informatique et traitement du signal.
La société offre de réelles possibilités d'évolution professionnelles dans un environnement scientifique de haut niveau.
Lieu de travail : Bruyères-le-Châtel (91).
Merci d'adresser CV et photo, sous réf. 6930 à mentionner sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system



REPRODUCTION INTERDITE

Evoluer dans un groupe diversifié

CHEF COMPTABLE

200 000 F +

Ce groupe industriel du secteur mécanique, côté en bourse, emploie 1 800 personnes et fait un chiffre d'affaires de 700 millions de francs. Il possède une dizaine de filiales dans différents domaines. Son développement le conduit à rechercher pour sa société mère un chef comptable.

En liaison directe avec la Direction financière, il prend en charge la comptabilité, très informatisée, de la société mère et la consolidation des filiales : outre l'animation d'une équipe de onze personnes, il a pour mission d'établir le bilan consolidé du groupe et de veiller à la sortie ponctuelle d'états de gestion significatifs.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste de haute responsabilité, un homme de 30 ans minimum, de formation comptable supérieure (minimum DECS), possédant une expérience de cinq à dix ans dans la fonction, acquise de préférence dans une société décentralisée. Il maîtrise la comptabilité générale, analytique, budgétaire et possède une bonne connaissance de la fiscalité et de l'informatique.

La taille du groupe et son développement permettent d'envisager de multiples évolutions de carrière.
Le poste est basé à Levallois.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 2956 A, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

ASSISTANTE ORGANISATION ET DOCUMENTATION

Dans le cadre de notre expansion sur le marché du travail temporaire, nous mettons en œuvre de nouvelles applications de gestion informatisée.
Le coordonnateur du schéma directeur recherche son Assistante.
Elle sera chargée notamment de la constitution, de la gestion et de la diffusion auprès des utilisateurs d'une base documentaire concernant l'ensemble des informations et procédures.

Ce poste conviendrait à une jeune diplômée de l'enseignement supérieur (maîtrise de droit ou de gestion - CELSA - Ecole de Documentaliste ou de journalisme), ayant une réelle capacité de communication écrite et orale. Elle devra faire preuve d'un sens développé de la synthèse pour traduire sous une forme opérationnelle l'ensemble des informations qu'elle sera chargée de recueillir, d'analyser et de diffuser.

Cela implique un esprit méthodique, perspicace et rigoureux apte à se familiariser rapidement avec l'outil informatique.
De courts déplacements en province sont à prévoir.

Envoyez lettre de candidature argumentée, CV, photo et prétentions à André ENGLER - MANPOWER - Service Recrutement,
9, rue Jacques Bingen 75017 PARIS.

Ensemble, la solution. **MANPOWER**

**Comité d'Etablissement Aérospatiale
Les Mureaux 78130**

(budget annuel 28 millions de francs)

Implante informatique Intertechnique IN 500 système d'exploitation Réalité 2000 - Compilateur basic/gestion

recherche

TECHNICIEN INFORMATIQUE ET GESTION

Niveau BTS ou DUT, expérience 5 ans minimum.

Il sera l'interlocuteur unique avec la Société Informatique pour assurer la mise en place et le développement du système. Il sera responsable de l'exploitation.

NOUS EXIGEONS :
- De très bonnes connaissances en matière de comptabilité, de gestion et d'analyse financière ;
- Une grande aptitude en matière de relations humaines.

Adresser candidatures et prétentions jusqu'au mardi 15 novembre 1983 (cachet de la poste faisant foi) à Monsieur LARROQUE, Secrétaire Administratif du Comité d'Etablissement.

Seita

Société nationale employant environ 9 000 personnes, réparties en 40 établissements sur toute la France, *nous recherchons pour* structurer notre développement trois

Jeunes contrôleurs de gestion

Paris / Marseille / Le Mans

Vous aurez pour mission d'établir les budgets, de suivre et contrôler les réalisations, d'analyser les écarts et d'améliorer les outils.

L'un travaillera au sein de la direction des Allumettes (Paris), le second et le troisième dans une unité de fabrication (Marseille et Le Mans).

Issus d'une école supérieure de commerce, vous serez amenés, après une période de formation, à prendre des responsabilités faisant appel à votre esprit d'analyse et de synthèse, à votre sens des initiatives, à votre savoir-faire relationnel et à votre goût pour le travail en équipe.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo et rémunération actuelle), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 235/1M (Paris) et 236/1M (Marseille), 237/1M (Le Mans), 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Importante entreprise de Travaux Publics, à vocation internationale, recherche

3 INGENIEURS

débutants ou ayant au maximum 2 années d'expérience

Les candidats devront avoir une bonne connaissance de l'anglais et faire preuve de leur dynamisme et de leur désir d'accéder rapidement à des responsabilités, notamment sur de grands chantiers à l'étranger; ils recevront une formation appropriée d'une année environ au sein de l'entreprise.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence 81344 à CONTESSE PUBLICITE 20 Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

IBM

RECRUTE AUJOURD'HUI SES INGÉNIEURS DE DEMAIN.

Nos activités, notre politique

IBM joue un rôle de premier plan, en France, dans l'industrie informatique secteur très concurrentiel qui enregistre chaque année un fort taux de croissance. Concevoir, fabriquer, commercialiser et entretenir des produits complexes, qui font appel à des technologies de pointe, tel est l'essentiel de notre activité. *En effet, nous commercialisons* une vaste gamme d'ordinateurs, auprès d'entreprises et d'administrations de toutes tailles, dans les secteurs les plus divers de l'Economie Française.

Au-delà de l'intérêt que présente une entreprise performante, nous vous apporterons des avantages précieux :
• *La garantie d'une formation normalement* rémunérée, suivant un programme alterné, dans nos Centres d'Education de la Région Parisienne, et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne, ou d'une Direction régionale. Cette formation est conçue pour permettre à nos futurs ingénieurs d'acquérir les connaissances professionnelles et les *compétences nécessaires à l'exercice de leur* métier.
• L'accès à une formation permanente au cours d'une carrière ouverte à des métiers variés.
• L'exercice d'une activité, offrant sécurité et autonomie au sein d'une petite équipe.
• Une politique de rémunération qui tient compte des meilleurs salaires pratiqués dans *notre domaine en France.*

Le métier d'ingénieur technico-commercial

Il relève d'une vaste démarche : une mission *de Conseil auprès de clients d'activités et de tailles diverses, en association avec un ingénieur* commercial avant et après la vente. En fait l'ingénieur technico-commercial analyse le besoin du client, propose la solution la mieux adaptée, participe à sa mise en œuvre. Mais sa *mission ne s'arrête* pas là : il doit suivre la réalisation du projet informatique, puis l'évolution de l'activité de son client, pour être en mesure de répondre à cette évolution. En d'autres termes, il aide les utilisateurs à tirer le meilleur profit de nos matériels et services.

Ce que nous attendons de nos futurs ingénieurs technico-commerciaux

Pour IBM les clients comptent beaucoup, les collaborateurs aussi; c'est pourquoi, nous recherchons chez nos candidats :
• Une formation : un diplôme de grande école d'ingénieur ou de commerce, de bonnes connaissances en anglais, éventuellement une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans.
• *Des qualités spécifiques : aptitude* à communiquer, confiance en soi, esprit d'initiative et de synthèse, sens de la méthode, imagination, ambition.

En outre, nous leur demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique. Nos postes sont à pourvoir à Paris et en Province.

Si vous recherchez une entreprise d'envergure internationale, connue pour sa réussite et son dynamisme, si l'idée de *participer au "phénomène informatique"* mondial vous séduit :
Adressez alors votre candidature à Département Recrutement IBM France 2, rue Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la *référence* IDM 7.

MASH

IBM

Conseil opérationnel en organisation et gestion

Pour vous, professionnel de la gestion attiré par le Conseil, il s'agit de rejoindre une organisation de premier plan, qui regroupe un millier d'organismes et joue un rôle essentiel dans la vie économique française en matière d'habitat et d'urbanisme. Votre objectif sera d'accompagner les entreprises dans leur évolution en les aidant dans la maîtrise de leur gestion et la refonte de leurs structures.

Vos missions seront très diversifiées : adaptation des structures et des moyens humains, mise en place de tableaux de bord et de comptabilités analytiques, prévisions de trésorerie et gestion financière. On attend de vos interventions une efficacité incontestable, alliée à des qualités humaines, et la capacité de mettre concrètement en oeuvre les solutions proposées. Des recherches méthodologiques sont également à mener, parallèlement aux missions de Conseil. Savoir intégrer les possibilités de l'informatique serait un atout supplémentaire dans votre candidature. 30 % de votre temps sera réservé à la formation personnelle et aux échanges dans le cadre d'une équipe jeune et motivée.

Ce poste intéresse des candidats de valeur pouvant témoigner d'une réelle expérience en matière d'analyse des structures et de contrôle de gestion, acquise en entreprise ou en cabinet pendant au moins 5 ans. Une formation supérieure s'impose. La rémunération sera fonction *de la valeur et de l'expérience du candidat. Vous serez basé à Paris 8ème et devrez prévoir des déplacements* fréquents mais de courte durée en province. Après réussite dans la fonction, de réelles opportunités de carrière se présenteront au sien de l'organisation et dans les *équipes dirigeantes des entreprises adhérentes. Merci d'adresser votre candidature sous référence 992 517M* aux consultants de SIRCA.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Un constructeur du secteur télécommunications, leader sur son marché, en forte expansion, renforce ses structures et recherche pour sa **direction administrative et comptable** un

Responsable procédures comptables & consolidations

Sa fonction première sera la mise en place des procédures du nouveau plan comptable pour, dans un *second temps, passer* à l'analyse et la synthèse comptables nécessaires à l'établissement du bilan.

Pour ce faire, il devra assurer la coordination fonctionnelle entre les différents services concernés.

Il aura également la responsabilité des informations comptables vis-à-vis des tiers.

Un diplôme d'études comptables supérieures (type DECS) ainsi qu'une expérience comptable de 3 à 4 années sont souhaitables pour ce poste.

Adresser lettre + photo + C.V. à **A.C.P. ENTREPRISES** - 12, rue Dupleix - 29200 BREST, sous réf. *RPC/3819* - Tél. : (98) 46.20.78.

entreprises

MEDIA PA

Dans le cadre du programme d'aménagement de son patrimoine immobilier notre Direction des Services Généraux recherche

CHEFS DE PROJETS IMMOBILIERS

**Jeunes ingénieurs diplômés
Arts et Métiers, Centrale, ETP ou équivalents.**

Ils seront chargés au sein d'une équipe de techniciens tous corps d'état de la conception et de la réalisation de locaux industriels et de bureaux. Une expérience de quelques années et de bonnes aptitudes à l'autonomie seront appréciées.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 451 M à

Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIERIE INFORMATIQUE GROUPE ORGANISATION • INGÉNIERIE INFORMATIQUE • ARCHITECTURE DE RÉSEAUX • BASES DE DONNÉES • GÉNIE LOGICIEL • SYSTÈMES D'INFORMATION • ORGANISATION •

SG2

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

L'un des premiers Groupes Européens de Service et de Conseil.

Vous êtes passionnés par la dynamique de la

NÉGOCIATION COMMERCIALE

et par ses résultats

- Âgé de 25 à 33 ans, vous avez une expérience d'environ 3 ans dans ce domaine, dans une Société de Service et de Conseil ou chez un constructeur de matériels informatiques.
- Nous sommes aussi très intéressés par les candidatures de même niveau d'expérience venant des secteurs du négoce, de l'industrie ou tertiaire.
- Aux éléments de haut potentiel nous confierons, après intégration, la promotion et la vente de lignes de produits et de compétences de haut niveau dans les domaines de l'ORGANISATION, de l'INGÉNIERIE de SYSTÈMES INFORMATIQUES, de l'ARCHITECTURE de RÉSEAUX et de BASES DE DONNÉES.
- Ils seront capables d'allier dynamisme dans la recherche de marchés, capacités à effectuer le montage de propositions techniques et commerciales et sens de la concrétisation.
- Une formation supérieure commerciale ou École Scientifique constituera un atout.
- Les candidats de valeur trouveront dans le Groupe des possibilités de développement tant en FRANCE qu'à l'Étranger.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence IC/GC à Christian ESPINOSA - SG2 - Direction Commerciale - 64, rue du Ranelagh 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

Dans un environnement informatique de qualité

C'est celui que nous offrons à double titre. En tant que constructeur, nous avons inventé le micro-ordinateur et installé plus de 400.000 terminaux de par le monde. En tant que groupe international qui privilégie la communication entre ses collaborateurs, ses différentes implantations et ses clients, nous disposons du plus grand réseau télématique privé du monde. Cet environnement ainsi que l'esprit d'exigence et de performance de notre société constituent en quelque sorte le dénominateur commun des postes que nous avons à pourvoir:

ingénieurs support logiciel

De formation initiale Type ESE, ENST ou ENSIMAG, vous avez une première expérience qui a fait de vous un informaticien. Rattaché à notre division des systèmes informatiques, vous assistez les clients de celle-ci dans la mise en œuvre des logiciels de base de nos mini-ordinateurs : analyse et résolution des problèmes posés par leur utilisation ainsi que développement de logiciels spécifiques. Vous intervenez aussi bien avant qu'après vente. Postes basés à PARIS. (Réf. DSI/1083/1M)

jeune analyste financier

Diplômé HEC, ESSEC, ESCP, option Finances-Comptabilité, vous êtes débutant ou avez une courte expérience. Rattaché à notre siège européen situé à VILLENEUVE-LOUBET près de Nice, vous êtes chargé des filiales internationales : consolidation et analyse des prévisions et des résultats financiers, détermination de procédures et vérification de leur mise en place. Vous assumez également la préparation de divers rapports financiers (analyse des comptes de provisions, revues financières pour la direction...), la réalisation d'analyses d'aide à la décision et le suivi des budgets des services centraux internationaux. Une bonne pratique de l'anglais vous est indispensable. (Réf. IDSD/1083/1M

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et prétentions sous référence du poste choisi à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX





LE CARBONE - LORRAINE

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS A VOCATION INTERNATIONALE

3 usines en France - 21 filiales à l'étranger
Effectif : 4 000 personnes.

Spécialisé dans la fabrication de produits de haute technicité (applications électriques, Genie chimique, Industries diverses).

recherche

INGENIEUR DEBUTANT

ou 1 à 2 ans d'expérience
formation (CENTRALE, MINES, ENSAM, ICAM)

Début de carrière dans un poste en **PRODUCTION** à l'usine d'AMIENS. Sera chargé, de l'étude de produits et procédés nouveaux, de leur industrialisation, et de la mise en place d'un atelier prototype. Sera en contact avec les fournisseurs et les filiales étrangeres.

Il devra posséder le goût des contacts sociaux, esprit d'initiative et le sens de l'organisation.

Connaissance de **l'ANGLAIS** indispensable.

Possibilité sera offerte au candidat d'accéder par la suite, selon ses goûts et ses capacités, à des responsabilités plus importantes et plus diversifiées en France ou dans une filiale étrangère.

Adresser candidature, sous référence 451 M à
Société Le Carbone Lorraine Direction du Personnel
et des Relations Sociales - Tour Manhattan cedex 21 -
92095 PARIS LA DEFENSE 2.

Relations publiques et publicité au service de l'industrie

Généraliste de la fonction

Importante société française de produits chimiques, nous recrutons le responsable de notre Service Relations Publiques et Publicité.

Généraliste de la fonction, votre aisance rédactionnelle et votre sens des communications sont vos deux premiers atouts pour assister les différentes Directions dans la définition de leurs messages.

A partir de l'analyse des besoins, vous établirez les plans de communication et en assurerez la gestion et l'exécution en choisissant les prestataires de services adaptés.

Relai de l'Entreprise vers la presse et les média en général, vous assurerez aussi les relations avec les associations professionnelles, ministères, institutions et orchestrerez notre participation aux salons, congrès, etc.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M/24 à



C.F.P.I.
Direction des Relations Humaines
28, boulevard Camélinat
92233 GENNEVILLIERS

MEDIA PA

Centrale, Mines, Télécom...

Hautes responsabilités en vue pour Ingénieur Manager

Troisième Groupe d'Assurances en France (C.A. supérieur à 30 Milliards de francs - effectif de 8000 personnes) doté de moyens informatiques IBM très puissants, nous cherchons à optimiser nos ressources et à les développer.

Dans ce contexte nous créons une nouvelle fonction et nous la proposons à un diplômé (option informatique) : X, Centrale, Mines, Télécom ou Supélec – 0 à 3 ans d'expérience – Nous lui confierons des missions d'organisation ou d'ordre technique, d'intérêt commun à l'ensemble des services de l'exploitation informatique dans des domaines variés :

– Communication entre les centres de traitement.
– Analyse des circuits d'information entre le secteur exploitation et ses correspondants. Améliorations et solutions préconisées.
– Étude des techniques les plus récentes et des nouvelles gammes de matériel puis propositions d'application.
– Analyse et mesure d'activité, de charge mais également définition de méthodes et d'outils adaptés.

Une formation chez le constructeur est envisagée et sera adaptée aux besoins ressentis.

Ce poste ouvre des perspectives d'évolution très importantes en particulier quant à la prise de responsabilités de haut niveau au sein du département informatique.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à Gilles SUDRIE, Direction du Personnel et des Relations Sociales. 2, rue Pillet Will, 75448 PARIS CEDEX 09.

MEDIA PA

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

INGENIEUR GRANDES ECOLES

débutant ou quelques années d'expérience pour études et développement de systèmes de traitement de signal.

- goût de l'analyse • travail en équipe
- bon niveau mathématiques en particulier en processus stochastiques

Anglais lu. Nationalité française exigée. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT
BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

HOTCHKISS-BRANDT SOGEME, filiale THOMSON, leader européen de la mécanisation postale et du contrôle industriel non destructif, établissement de PARIS, banlieue NORD (proximité immédiate du métro) crée dans le cadre de son expansion le poste suivant :

Ingénieur ultrasons

Nous accueillerons un professionnel expérimenté dans ce domaine possédant une formation d'ingénieur ou d'universitaire. En position de Chef de Projet, il aura pour mission d'orchestrer la réalisation d'appareils de contrôle non destructif au niveau de l'étude et de la fabrication en étant responsable autonome du coût, des délais et de la qualité. Les entretiens auront lieu à PARIS.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. **450 M.**

Cabinet Gatier

DECS Comptable ou Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce - (option finances - comptabilité)

La Direction Centrale des Comptabilités du Groupe

Printemps prisunic

recrute un jeune

ASSISTANT CHARGE D'ORGANISATION COMPTABLE

HF

Dépendant du Directeur Central des Comptabilités à ***Clichy (92),*** *ce jeune cadre viendra renforcer le Departement Methodes Comptables, charge de l'elaboration des nouvelles procédures comptables et de leur mise en place dans les sociétés du Groupe.*

De bonnes connaissances en informatique seraient appreciees.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et photo sous réf. ACO à la Direction Centrale des Relations Humaines du Groupe Printemps Prisunic - 61, rue Caumartin - 75009 PARIS.

Ingénieurs,



Département commutation vous donne rendez-vous demain dans cette rubrique.

média-system

IMPORTANTE USINE METALLURGIQUE
- REGION CENTRE -
recherche

Responsable services comptables

Animateur d'un service composé d'une trentaine de personnes, ce cadre aura plus particulièrement à assumer les missions suivantes :
- comptabilité analytique, prix de revient, facturation fournisseurs, inventaires, paies.
- achats des matières premières et gestion des commandes fournisseurs.

Ces larges responsabilités seront confiées à un cadre confirmé de formation ESC, ESCAE, DECS, etc., aussi performant dans ses compétences techniques que dans son sens des relations et de l'encadrement.

Initié aux techniques informatiques, il devra avoir exercé des responsabilités proches de celles qui sont proposées dans une société d'une certaine importance ou dans l'une de ses filiales.

Le candidat engagé bénéficiera de conditions matérielles tout à fait satisfaisantes et trouvera dans ce poste un intérêt intellectuel certain.

Adresser C.V. et photo en indiquant le salaire actuel sous réf. W/98 à notre Conseil.

GROUPE *Equation* PARIS-LYON
71, bd Sébastopol
75002 PARIS

MEDIA PA



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CABINET FRANÇAIS D'
INGÉNIEURS CONSEILS
RATTACHÉ A UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES, nous recherchons

PLUSIEURS INGÉNIEURS

Notre Cabinet aide les Sociétés, généralement de taille importante, à optimiser l'utilisation de leurs moyens à tous les niveaux de la gestion. Il connaît depuis plusieurs années une expansion régulière.

- Nous recherchons des individualités de valeur éprouvée, ayant déjà une expérience significative en responsabilité de gestion et en commandement dans l'Industrie.
- La préférence est donnée aux candidats ayant une expérience dans les domaines de la PRODUCTION.
- Il n'est pas nécessaire d'avoir une expérience dans le Conseil, car la formation de Consultant sera assurée au sein des équipes opérationnelles.

Les candidats retenus auront su nous convaincre de leur aptitude à animer les hommes à tous les niveaux, de leurs capacités d'analyse et d'imagination et surtout de leur sens du concret, car leur tempérament les porte à vouloir réaliser leurs idées, pratiquement, sur le terrain.

Il s'agit d'un métier passionnant, permettant un développement exceptionnel de la personnalité. *Mais il faut être bien certain de pouvoir en accepter les contraintes (les ingénieurs ne rentrent à leur domicile que le week-end).*

ADRESSEZ, sous pli fermé, lettre manuscrite mentionnant le niveau de rémunération souhaité et accompagnée de votre C.V. sous réf. 83 10 BH à

PUB CONSEIL
98, avenue de Villiers, 75017 PARIS,
qui nous le fera parvenir. Nous ne transmettrons votre candidature qu'avec votre accord préalable.

PA

Trésorier — Paris

L'un des plus importants groupes de presse et d'édition français, employant *plus de 2.000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires d'environ 800 millions* de francs renforce sa direction financière et crée le poste de trésorier. Rattaché au directeur financier, il aura la charge de concevoir et mettre en place des procédures permettant une gestion de trésorerie rigoureuse, et par la suite il participera à son informatisation. Il s'associera aux négociations et vérifiera *l'application des conditions de banque. Ce poste s'adresse à un jeune candidat*, diplômé de l'enseignement supérieur, disposant déjà d'une première expérience de 2 à 3 ans de la gestion de trésorerie en entreprise, motivé par l'aspect organisation d'une fonction nouvelle et sensibilisé à l'informatique. La rémunération sera essentiellement liée à l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2465M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

PA

Bâtiment et travaux publics — Paris

Cette société est filiale d'un des tout premiers groupes français de bâtiment et de travaux publics. Animée par une équipe jeune, très motivée et volontaire, elle a su trouver dans un environnement difficile des marchés porteurs et connaît une progression remarquable. Dans le cadre de son développement, elle crée à Paris plusieurs postes offrant de réelles perspectives d'évolution au sein de la société ou du groupe.

Jeunes ingénieurs travaux

Après formation, ils assureront progressivement l'entière responsabilité de chantiers de bâtiment en entreprise générale sur la région parisienne. Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs TP débutant ou disposant d'une première expérience.

Jeunes conducteurs de travaux

Ils assureront très vite l'animation d'équipes de chantiers sur des réalisations de types très variés et auront à appliquer des techniques de construction de pointe. Ces postes s'adressent à des jeunes diplômés (conducteurs de travaux, DUT génie civil, Eyrolles...) débutant ou disposant d'une première expérience.

Pour ces postes, écrire à B. COULANGE. Réf. A/2436M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale française groupe anglais, recherche

DIRECTEUR CCIAL
TECHNICO-CCIAL

Pour ventes composants électroniques passifs région parisienne principalement. Langue anglaise nécessaire. Env. C.V. + photo à Elcop av. du Québec, ZA Courtaboeuf 91940 LES ULIS.

Future Revue Tiers-Mondiste (Paris)
recherche

3 JOURNALISTES + PIGISTES

Polyvalents (Nationalité indifférente)
Dominante : Eco. Po. ou diplomatie, monde islamique, T M, cultures...

Adresser C.V. + P.B. + prétentions + Tél.
S/Nº 11783 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

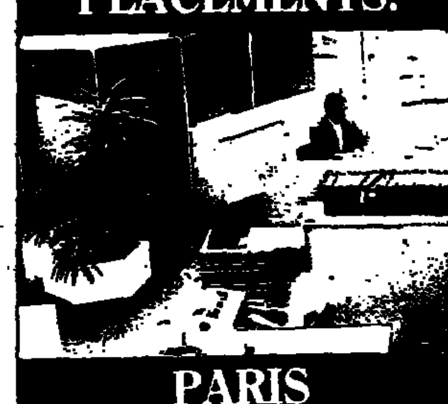
Marier marketing direct et produits financiers

Une filiale du Groupe de la Compagnie Bancaire, commercialisant des produits d'épargnes et d'assurances originaux et performants recherche pour sa direction marketing un jeune cadre à vocation évolutive. Il assurera la promotion de nos produits financiers auprès du grand public grâce à son imagination et son expérience de 2 à 3 ans en marketing direct. Sa formation initiale:HEC, ESSEC, ESC... renforcée par ses qualités personnelles : sens concret, créativité, capacité d'analyse...devront lui permettre d'évoluer au sein du groupe où la promotion interne est largement pratiquée.Merci d'adresser dossier de candidature (lettre+CV+photo) sous réf. 158 à Michèle Chiron - Service Orientation Recrutement 5 avenue Kléber - 75116 Paris

compagnie bancaire

SOURCES





Groupe bancaire spécialisé depuis 60 ans dans la gestion des placements d'Institutionnels et de Particuliers (dirigeants et salariés d'entreprises et d'organismes) d'un secteur professionnel recherche deux spécialistes de la vente-conseil en placements pour ses Agences de PARIS.

Un fort tempérament commercial et une technique de conseil, prouvés dans des établissements ou réseaux spécialisés dans les placements financiers, et alliés à une formation supérieure (Ecoles de Commerce...) devront leur permettre de développer les placements et dépôts de la clientèle et d'en conquérir une nouvelle.

Ils bénéficieront de :
- une notoriété et une introduction privilégiée dans le secteur professionnel visé,
- une gamme de produits complète et compétitive (SICAV, F.C.P., comptes gérés...) à laquelle ils seront formés,
- un rattachement direct au Directeur de l'Agence,
- une position et une rémunération qui tiendront compte de l'expérience et du potentiel du candidat,
- une perspective d'évolution au sein du groupe

Adresser C.V. manuscrit, avec photo, statut et rémunération actuels, et prétentions, sous référence 3471 à rscg carrières 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS. qui transmettra.

Nous recherchons pour notre Service Contentieux à Paris

Juriste de haut niveau en Droit des Affaires

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires, il aura un rôle d'étude et de conseil auprès des différentes Directions et Filiales du groupe dans les domaines les plus variés, notamment dans le domaine international.
Le poste nécessite des connaissances approfondies en Droit Interne et International des affaires et une parfaite maîtrise de l'anglais.
Des connaissances en Droit Public et Communautaire seraient également appréciées.
Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans acquise dans le cadre du Service Juridique d'une banque d'affaires ou d'une importante société industrielle et commerciale.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions, sous la référence 321 JP, à Société Générale. Service du Recrutement. 7 rue Caumartin 75009 Paris.





SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

média-system

S.S.C.I. commercialisant application TELETEL recherche

COMMERCIAUX EXPÉRIMENTÉS

Ayant expér. INFORMATIQUE ou désirant l'acquérir
Tél. à : Elysées Service Informatique
566-93-53, le 25-10 de 9 h à 18 heures.

THOMSON ANSWARE

pour son secteur
informatique technique et industrielle
recherche des

INGENIEURS LOGICIEL

DEBUTANTS

(Ecoles d'Ingénieurs ou Universitaires Option Info)
à
5 ANS D'EXPERIENCE

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité sous Réf. IN8 à Claude ASKENFELD - 135 rue de la Pompe - 75116 Paris

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

TRT

Une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle (C.A. : + 28 % en 82) recherche pour sa DIRECTION COMMERCIALE (PARIS SUD) cadres dynamiques désirant participer à son expansion et à sa réussite en particulier dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

DEPARTEMENT EXPORTATION

chef de zone "Europe" réf. M1

chef de zone "Afrique de l'Est" réf. M2

INGENIEUR de formation, vous avez *une expérience* en faisceaux hertziens ou en matériel de transmission. L'anglais est *indispensable*, l'espagnol souhaité.
Les importantes responsabilités commerciales que nous vous confierons nécessitent une réelle aptitude à négocier des contrats.

ingénieur technico-commercial réf. M3

Pour l'élaboration de projets faisceaux hertziens ou matériel de transmission.

A des connaissances techniques approfondies, vous adjoindrez *un esprit de synthèse* permettant l'optimisation technique et économique des projets.

L'anglais est indispensable, *l'espagnol souhaité.*

Merci d'adresser C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à TRT - 5, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Pour renforcer son équipe,
notre Direction du Contrôle Interne recherche des

AUDITEURS INTERNES

débutants ou ayant une première expérience professionnelle en entreprise.

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles de Commerce, DESS...), (après un complément de formation à nos méthodes) nous vous confierons des missions d'audit opérationnel et financier dans tous les secteurs du groupe en France et à l'étranger (déplacement : 30 à 50% du temps). Nombreuses possibilités d'évolution au Siège, dans nos centres de production et filiales.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 2048 M à

Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, av. Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



LEVI TOURNAY

IMPORTANT GROUPE PRIVE ASSURANCE RETRAITE
recherche
pour ses relations extérieures

CADRE

- 30 ans minimum
- Ayant formation juridique et goût rapports humains

Adresser CV, photo, lettre manuscrite et prét. à
CAMPBELL Nº 682 - B.P. 57
75824 PARIS CEDEX 17

ORGANISME DE FORMATION recherche

ANIMATEUR A PLEIN TEMPS

Expérience d'organisation de la production et de l'informatique indispensable

Envoyer C.V. + photo + prétentions à AFRAMP, 31, r. d'Amsterdam, PARIS-8e.

Le Centre d'Informations Financières organise un stage pour recruter des

CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)

- Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau ; sens des responsabilités.
- Formation assurée, rémunération motivante, possibilités de promotion.

Tél. : 500-24-03, p. 40.

SOCIÉTÉ FABRICATION PRÊT A PORTER RECHERCHE UN(E)

COMPTABLE UNIQUE
FISCALISTE

Un (e) responsable avec diplômes, connaissance informatique. Age minimum 30 ans. Adresser c.v., photo et prétentions à *Caroline, 57, rue Réaumur, 75002.*

VILLE DE VIGNEUX-SUR-SEINE recrute D'URGENCE

UN(E) ATTACHÉ(E)

Responsable services Finances, connaiss. comptabilité M 12 et fiscalité locale.
Aptitude analyse financière

Adr. candidature et C.V. dét. à M. le Maire, 76, rue P.-Marin, 91270 VIGNEUX-S/SEINE.

La ville de MONTGERON (91) recrute

UN ATTACHÉ COMMUNAL

Position statutaire ou contractuelle selon candidature pour responsabilité service comptabilité-finances informatisé. Diplômé national sanctionnant *premier* ou second cycle d'études supérieures.
Poste à pourvoir immédiatement. Adresser candidature et c.v. à : Monsieur le Maire Hôtel de Ville, 91230 MONTGERON.

F.J.T. mixte - 150 résidents recherche son

ANIMATEUR (TRICE) SOCIO-ÉDUCATIF

Activités : accueil, vie coll., loisirs, aide insertion sociale au sein équipe réduite mais active. Exp. (même différente) et format. appréciées. C.C.N. des F.J.T. Env. C.V. + lettre manuscrite + photo à C.L.J.T.
165, rue de Charonne — 75011.

REPRODUCTION INTERDITE



Société d'ingénierie exerçant son activité dans la construction de grands ensembles du secteur du cycle du combustible nucléaire recherche

DIVISION ELECTRICITE CONTROLE

INGENIEURS ELECTRICIENS

première expérience

Formation : SUPELEC, IEG, ENSI ou équivalent.

Pour participer aux études et au suivi de réalisation **de systèmes de conduite d'installations industrielles.**

DIVISION PROCEDE DE FONCTIONNEMENT

INGENIEUR DE SURETE

débutant

Formation : Grandes Ecoles ou Universitaire, titulaire de l'option Génie nucléaire ou atomique.

Pour conduire des études de sûreté.

Ces postes exigent le sens du dialogue et du travail en équipe.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions au Chef du Personnel, *USSI - 116, avenue Aristide Briand - BP 72 - 92223 BAGNEUX.*
Discrétion assurée.

ASSOCIATION cas sociaux garçons recherche d'urgence

ÉDUCATEURS (trices) SPÉCIALISÉS (es)

MONITEURS (trices) DIPLOMÉS (es)

pour foyer 16 lits en appartement à Mantes-la-Jolie (78).
Envoyer c.v. + photo à Association J.C.L.T.
17, rue Gerbert, 75015 Paris.

Entreprise proximité Brie-Comte-Robert (77)

UN INGÉNIEUR THERMICIEN

UN TECHNICIEN CHAUFFAGE

Chargé d'affaires, 3e échelon

Expérience exigée pour les 2.
Tél. : (6) 405-20-71.

GREGGORY S.A.

Groupe privé de 400 millions de C.A. en expansion, recherche un

Contrôleur de Gestion

Il sera l'adjoint du Directeur Financier et Administratif et veillera plus particulièrement au contrôle des filiales et au respect des procédures. Il en fera l'audit, analysera les comptes, traitera les questions juridiques *et préparera le bilan consolidé. Au siège, il collaborera à l'organisation* générale comptable, informatique et administrative.

Ce poste conviendrait à un professionnel diplômé d'une grande école ou de formation universitaire supérieure ayant au minimum le DECS complet et une expérience de 3 à 5 ans d'audit en cabinet comptable. *De solides connaissances d'informatique seraient un plus pour ce poste.*

Bonne évolution en perspective au sein du groupe.

Adresser votre candidature sous réf. 488 à M. A. DANNENBERGER CEPIAD 135, av. de Wagram 75017 Paris, qui vous assure la discrétion.

Société Industrielle de l'Ouest de la Région Parisienne
C.A. 200 MF - 500 personnes - recherche son

RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE

De formation supérieure équivalent à un BTS, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine informatique exercée en petite ou moyenne entreprise, vous ayant permis de mettre en place des systèmes en TEMPS RÉEL ou conversationnels.

Une connaissance de l'IBM 34 est un atout complémentaire.

Jouissant d'une grande autonomie d'action sur le plan technique, vous serez en relation avec les utilisateurs et dans le cadre d'objectifs définis en accord avec la Direction Générale, vous aurez à assurer le suivi de l'exploitation, la maintenance et le développement de l'outil informatique.

Adressez lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf.5401 à Axial Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Saint Gobain Vitrage

Jeune ingénieur sur le terrain

SAINT-GOBAIN VITRAGE propose à un jeune ingénieur d'initier une carrière en fabrication dans son usine de SAINT-GOBAIN (Aisne). Cette usine fabrique, en particulier, toute la gamme des vitrages isolants. Elle connaît une évolution *technique accélérée tant en ce qui concerne* les produits que les matériels et les méthodes de travail.
Participer puis prendre en charge cette évolution permettra à un jeune ingénieur de se former et de s'impliquer dans des réalisations concrètes.

La Société et le Groupe offrent avec la mobilité de nombreuses possibilités d'évolution.

Les candidats sont diplômés d'une grande école d'ingénieur.
Ils sont débutants ou ont déjà acquis une première expérience.

Envoyer C.V. manuscrit à
Direction du Personnel - SAINT-GOBAIN VITRAGE
Cédex 27 - 92096 PARIS LA DEFENSE

FOURCLI

EXERCEZ VOTRE MÉTIER AUTREMENT

aux côtés d'une équipe de gens passionnés

Seuls nous intéressent les hommes qui en sus d'une formation supérieure (débutants ou confirmés) souhaitent travailler et évoluer.

CONSULTANTS EN ORGANISATION sur des projets requérant du bon sens et la volonté d'apporter une valeur ajoutée personnelle.

Si vous disposez de ces atouts, adresser C.V. et prétentions à **VARIANCE** 11, rue de la Chine — 75020.

Le Centre de Réparation International recherche pour son service Méthodes de Réparation

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ils définiront les méthodes et moyens de réparation des sous-ensembles électroniques de nos produits : *terminaux, bureautique, périphériques et systèmes.* Ils sont ainsi amenés à développer les programmes de tests, à réaliser la documentation et à mettre au point le prototype des «outils de réparation». Enfin, leur sera confiée la formation des futurs utilisateurs. Intégrés dans une équipe de jeunes techniciens et d'ingénieurs, ils prendront progressivement des responsabilités d'encadrement.
Lieu de travail : BOBIGNY (93).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 2049 M à
Cii Honeywell
PC OG021C
94, av. Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

LEVI TOURNAY

UNE SOCIÉTÉ LEADER DANS DES DOMAINES ÉLECTRONIQUES DE POINTE

FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

1) UN INGÉNIEUR CHEF DE SERVICE

DE FORMATION GRANDE ÉCOLE
environ 10 ans d'expérience en étude et développement d'équipements spécifiques ou de petites séries.
IL AURA LA RESPONSABILITÉ d'une équipe de 15 à 20 personnes assurant le suivi des affaires, de l'avant-projet à l'établissement des dossiers de fabrication.

2) UN INGÉNIEUR AUTOMATICIEN INFORMATICIEN

DE HAUT NIVEAU - DE FORMATION GRANDE ÉCOLE A FORT POTENTIEL
Une expérience de 3 à 5 ans en gestion de processus rapides sur mini-ordinateurs est indispensable.

IL PRENDRA LA MAITRISE D'ŒUVRE des systèmes mini-informatiques réalisant la conduite d'installations opto-électroniques complexes pour des applications aéronautiques.

3) UN RESPONSABLE D'AFFAIRES

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR EXPÉRIMENTÉ
IL AURA LA RESPONSABILITÉ d'une ou plusieurs affaires :
- propositions techniques ;
- liaisons avec clients ;
- coordination des études et des dossiers pour la mise en fabrication.

CES POSTES SONT A POURVOIR EN PROCHE BANLIEUE NORD.

La rémunération très ouverte sera fonction de l'expérience des candidats.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous n° référence 9.663 à PRAIRIAL
47, rue des Tournelles 75003 PARIS
qui transmettra.

Ogilvy & Mather France

3e Agence internationale de publicité crée de nouveaux postes pour :

3 Chefs de Publicité

2 à 3 ans d'expérience de préférence sur produits de grande consommation Agence ou Annonceurs

Ecrire sous pli confidentiel à :
François Tiger
36, rue Brunel 75017 Paris

GROUPE ARCADE
(Groupement de Sociétés de Crédit Immobilier, S.A.H.L.M. et CIL)
recherche un

RESPONSABLE DU SECTEUR LOTISSEMENT

- Placé sous l'autorité du directeur du département aménagement, il aura la responsabilité de l'activité de montage et de gestion des opérations de lotissement en région parisienne.
- Le candidat retenu devra avoir :
  - Une expérience similaire à cette fonction ;
  - Une maîtrise complète de ce type d'opérations.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :
GROUPE ARCADE, réf. PHB/LP
63, rue de la Victoire
75009 PARIS.

SOPAD Nestlé

recherche
pour son siège social

UN INGÉNIEUR SYSTÈME

Ce spécialiste confirmé complètera l'équipe Système sur I.B.M. 30.32 ou H.P. 1000.

Connaissances souhaitées en :
MVS et/ou IMS et/ou VTAM/NCP.
ou DS 1000 - Image R.T.E.

Ecrire avec curriculum vitae à la Direction du Personnel
SOPAD-NESTLE
17, quai Paul-Doumer
92411 Courbevoie Cedex.

CENTRE TECHNIQUE engage d'URGENCE

2 AGENTS DE COMPTABILITÉ H/F

ayant déjà travaillé sur systèmes informatisés.
- Un B.T.S expérience 1 an exigée.
- *Un G2 expérience 2 à 3 ans* exigée.

Postes contractuels temporaires, durée 1 an, susceptibles être transformés en postes permanents statutaires.

Adr. C.V. détaillé en indiquant *prét.* à CETIOM, 174, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS.

Cabinet Beau de Loménie conseils en Brevets d'invention, 55, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS, recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

Si poss. anc. élève du CEIPI.
Adr. C.V. et prétentions Service du Personnel.

Laboratoire international cherche pour emploi intermittent une personne *parlant*

PARFAITEMENT LE NÉERLANDAIS

Ecrire avec C.V. à n° M 68.044 BLEU, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

A.L.F.A.
(Animation - Loisirs Familiaux Action Sociale)

recherche

UNE ASSISTANTE SOCIALE D.E.

Pour une *mission* de Conseil Technique en action sociale auprès d'une commune de 17.000 hab., 25 kms à l'Est de Paris

Profil :
- Formation au travail social communautaire.
- Connaissance fonctionnement des collectivités locales et des élus.
- Connaissance de la vie associative et des équipements sociaux de quartier.

Poste à pourvoir immédiatem.

Ecrire sous le n° T 042.762 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
recherche

CADRE DOCUMENTALISTE

bonne expérience audiovisuel, informatique et création thésaurus.
Ecrire avec c.v., 4, rue Beaubourg, 75004 Paris.

Laboratoire univ. recherche

1 technicien physicien

ayant de solides bases en électronique, titulaire d'un B.T.S. ou d'un D.U.T.
Env. c.v. à *Mme Pagès*, Laboratoire Curie, 11, rue P. et M. Curie, 75231 Paris Cédex 05.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

COATES FRANCE S.A.

FABRICANT D'ENCRES ET VERNIS
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE BRITANNIQUE
INSTALLÉE A 30 KM DE PARIS

recherche

• INGÉNIEUR CHIMISTE

(H. ou F.)

Débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience industrielle.
Intéressé par le développement d'une carrière dans le domaine de la technologie des encres d'imprimerie.
Sa formation sera assurée dans les laboratoires de développement du groupe en Grande-Bretagne.
Une bonne connaissance de la langue anglaise sera un atout supplémentaire.

• JEUNE TECHNICIEN CHIMISTE

(H. ou F.)

Débutant ou quelques années d'expérience, niveau B.T.S. ou D.U.T.
Intéressé par l'application de ses connaissances en chimie dans la technologie des encres d'imprimerie.
Une bonne connaissance de la langue anglaise sera un atout supplémentaire mais n'est pas impératif.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° T 042.787 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

TRÈS IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche

DOCTEUR EN DROIT

Option Droit social

Très attentif à l'évolution de la législation sociale, il devra offrir son assistance et ses conseils aux différentes Sociétés du Groupe en matière de droit du travail. Il sera en relation avec les Directions du Personnel et traitera des problèmes juridiques et contentieux liés aux relations du travail.

Outre sa formation juridique, une formation complémentaire de la vie des affaires sera appréciée.

De larges perspectives de carrière sont assurées au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 21.431 à PUBLICITÉ FRANÇAISE
23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.
(Réf. à porter sur enveloppe).

---

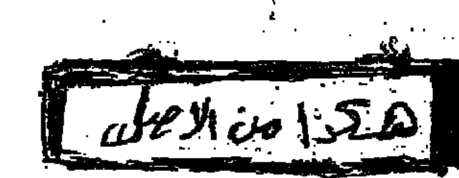
arianespace

recherche pour sa
Direction Administrative et Financière à EVRY

CADRE COMPTABLE

Vous serez chargé d'études comptables sur l'analyse des prix et la formation des coûts.
Une expérience du secteur aéronautique serait appréciée.

Adresser lettre + curriculum vitae + photo et prétentions à ARIANESPACE - Direction Administrative et Financière
BP 177 - 91006 EVRY CEDEX



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

LE CARBONE - LORRAINE
GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS A VOCATION INTERNATIONALE

3 usines en France - 21 filiales à l'étranger
Effectif : 4 000 personnes
recherche

CADRE FINANCIER DEBUTANT

HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO

Après une mission d'environ deux années dans une usine de la **REGION PARISIENNE,** ce jeune cadre connaîtra une évolution de carrière diversifiée (finances, contrôle de gestion, comptabilité) au sein de **LA DIRECTION FINANCIERE** et éventuellement dans une filiale.

Connaissance de l'**ANGLAIS** exigée, espagnol ou allemand souhaitable. Créativité, dynamisme, sens des relations humaines indispensables.

Adresser CV avec photo sous référence 452 à la Société Le Carbone-Lorraine - Direction du Personnel et des Relations Sociales - Tour Manhattan - Cédex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

geveke electronique

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION
recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Chargés de la promotion et du développement des ventes micro-ordinateurs, terminaux et imprimantes.

Rémunération motivante : fixe + commissions
Voiture.

Envoyer C.V., photo et prétentions :
Service du Personnel GEVEKE ELECTRONIQUE
85-87, avenue Jean-Jaurès, 92120 Montrouge.

Un Ingénieur Conseil
Paris - Strasbourg

Notre vocation est d'impliquer les hommes dans l'avenir de leur entreprise.
Nous recherchons pour notre Département CENTOR ESPACE un Ingénieur Conseil, pour prendre en charge le conseil et la formation sur les problèmes du fonctionnement de l'Atelier et de la Qualité.
Ingénieur diplômé, il aura une expérience certaine de l'entreprise. Outre de la technicité, de la rigueur, il lui faut avoir un sens de la négociation et des relations humaines.
Autonomie, créativité et une bonne capacité de diagnostic seront ses qualités complémentaires pour réussir dans ce poste.
Merci d'envoyer votre candidature sous référence 83744 M à Dietrich GABS qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53

AFFLUENTS

secrétaires

SOCIÉTÉ IMPORTATION DISTRIBUTION
Quartier ST-LAZARE
recherche
SECRÉTAIRE
EXPÉRIMENTÉE
pour service commercial
Notions anglais appréciées
Tél. pour r.-v. au
387-49-39 Mme LEBREUX.

Entreprise banlieue nord-est de Paris spécialisée en fabricat. de biens d'équipements rech. :
ASSISTANTE JURIDIQUE
de formation universitaire bilingue anglais et français et dactylographe.
Ecrire à SIPEP, réf. 175
3, rue de Choiseul, Paris 2e

DEMANDES D'EMPLOIS

La gauche et la droite sont au moins d'accord sur un point !

Il faut des entrepreneurs

Qui suis-je ? Un entrepreneur d'une quarantaine d'années, généraliste de la communication et de l'information (presse informatique entre autres)

Entrepreneur depuis 10 ans, assumant des fonctions de D.G. avec l'expérience de presque toutes les fonctions dans les secteurs d'activité où j'ai exercé. Mes créations se portent toujours bien !

Les hommes ? J'ai réussi avec des équipes, en les aidant à exprimer le meilleur d'elles-mêmes et en les faisant travailler ensemble.

Mes diplômes ? Si cela vous rassure : MBA INSEAD - ESC (je suis aussi trilingue français/anglais/allemand).

L'international ? Ces dernières années dans un Groupe multinational célèbre dans son secteur.

Ce que je cherche ? 3 activités me motivent actuellement
- la responsabilité d'une entreprise ou d'un projet dans un groupe de communication multimedia ou de presse.
- la collaboration avec un grand Cabinet de Conseil
- la fonction communication d'une grande Entreprise.

Pourquoi je cherche ? pour donner une plus grande dimension à ma carrière du fait de
- mon expérience professionnelle
- la diversité de mes centres d'intérêt
- mon goût pour les «challenges» et le travail d'équipe
- ma foi dans les technologies d'avenir.

Des preuves ? Rencontrons-nous

Ecrivez-moi sous pli confidentiel sous référence 83 XX à rscg carrières 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

P.M.I.-P.M.E. qui cherchez à développer vos export. par :
- L'extension de vos marchés extérieurs.
- La consolidation de votre réseau commercial.
- L'adaptation de votre politique extérieure.

Adressez-vous à un professionnel de :
L'EXPORTATION
20 ans exp. plurisectoriel. sur. *les 5 continents.*
Homme de terrain et d'analyse. Optimiste et convaincant. Exerce actuel. direction exp. Une opportunity à saisir pour ceux qui ne se contentent pas de paroles mais veulent agir. Offre personnelle.
Ecr. s/nº 7.037 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 32 ans DIPLOME EDC-CI 7 ans administration biens. Cherche poste cadre professions bâtiment ou périph. Ouvert toutes propositions. Format. compl. court terme visant actualis. Connaissances et intégration P.M.E.-P.M.I. départ. commerc. puis export. P. Baudrier, 254-74-60.

Responsable administration du personnel 10 ans expérience polyvalente dynamique efficace esprit d'équipe cherche poste service du personnel Paris ou proximité.
Ecr. s/nº 7.038 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

P.M.E. - P.M.I.
Je suis le cadre commercial que vous cherchez, *36 ans.* Formation universelle, anglais courant, expérience, aime travail d'équipe, dispo de suite.
Ecr. s/nº 2213 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GRAPHISTE-CONCEPTEUR
35 ans, dipl. Arts appliqués + 12 ans expér. audiovisuel. Illustration, maquette, publ. etc., ch. emploi temporaire ou mi-temps — Paris, banl. proche. CHAUSSEPIED — 2, quai de la Rapée 12e/307-84-69.

Comptable 1, Fme 30 ans, ch. place stable comptabilité générale, libre 1-11-83, limite Paris nord et banlieue nord. Téléphone : 831-90-99 à partir de 14 h.

Couple 56 ans, très bon. réf., rech. emploi à resp. Bureau gardien. résid. centre d'accueil sports d'hiver. Etudi. ttes propos. Tél. 6 (22) 91-87-29.

REDACTEUR COMMUNAL TITULAIRE
30 ans, lic. d'administration économique et sociale. Prépar. le dipl. de l'Institut d'urbanisme de Paris. Rech. p. mi-temps ou temps partiel en commune, département, établ. et serv. publics et S.E.M. Disp. Imméd. Ecrire sous le nº T 042 745 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme 40 ans, exp. négociation vente et gestion, responsable organisation salon, relation avec services officiels français, sens des responsabilités et le goût des contacts humains. Recherche poste à responsabilités à un échelon élevé.
Etudierait toutes propositions
Ecrire sous le nº TO 42.683 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 23 ans, licenciée de lettres + spécialisation en document., angl. dynamique, sens des responsabilités et esprit de synthèse. Cherche emploi dans service de documentation et *édition, publicité,* presse. Mme LALLEMAND 1, impasse des Pinsons. 94260 FRESNES.

Étudiant, niveau maîtrise, cherche poste prof. d'Université pour travail de l'expres. écrite. Ecr. s/nº 6.554 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune fem. dynam. prof. de piano. Méthode pédagogique rapide et efficace pour tous. En 2 mois enseigne à jouer les 2 mains. Lect. à vue des 2 clefs sur partit. Longue expérience montage spectacles pour enfants, théâtre, danse folklorique française, indienne, de salon, rock acrobatique. Etudie ttes propos. de carrière.
Ecr. s/nº 6553 *le Monde* Pub., service ANNONCES *CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 41 ans, 20 ans exp. librairie, cherche emploi représ. (région parisienne) ou chef de ventes. Bonne connaissance gestion. et direction personnel.
Ecr. s/nº 2196 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 10 ans Banque, CREDOCS export, import, angl. courant cherche mi-temps ou partiel.
Ecrire sous le nº T 042.788 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur, 15 ans expérience, grande industrie cherche poste GESTION DU PERSONNEL faisant appel à qualités d'innovation et d'imagination ou activité RECHERCHE MÊME DOMAINE G. Jacovlev 6 impasse des Meuniers 78450 Villepreux — Tél. : 462-46-01.

ASSISTANTE SECRETAIRE DE DIRECTION
40 ans. Personnalité dynamique. Secrétariat et comptabilité, télex. Travail d'organisation, rigueur administrative, assurances (10 ans d'expérience), sens profond des relations publiques, excellente présentation.
Ecr. s/nº 6.556 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

OSER

OSER prendre un congé-formation.
OSER partir un an avec un financement de 17 semaines.
OSER à 29 ans après 5 ans de vie active reprendre des études.
OSER à l'I.A.E. d'AIX-EN-PROVENCE dans un 3e cycle de gestion être parmi les meilleurs.
OSER s'offrir cette annonce.

PARCE QUE VOTRE ENTREPRISE LE MÉRITE

MON EXPÉRIENCE : 5 ans de resp. d'exploitation dans des entreprises de services (Sect., Hôt., Rest.).
MES POINTS FORTS : ma détermination, ma stature, mon aptitude à mener les hommes.
MON SOUHAIT : une direction opérationnelle dans une entreprise de service, de préférence sur Lyon, Rhône-Alpes (mais j'étudierai toutes propositions).

J'attends votre offre : Ecrivez au journal sous le nº 7.053 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris qui transmettra.

J. H. 34 ans, maîtrise de droit, D.E.S. Coop Internationale, diplômé Dt Européen, DEA SC ADMINISTRATIVES, auditeur en gestion, stage conseil jur. ex. en entreprise, anglais, esp. fros, con. Afr. noire, THÈSE SUR L'AFR. CENTRALE — Étudierait ttes propositions sérieuses. Émile EKOTO Tél. 994-37-51.

DIRECTEUR DES VENTES
H. 53 ans
- solide expérience animation équipe de vente, objectifs, budgets, formation et recrutement.
- Excellent négociateur toutes catégories de clientèle.
- Esprit de synthèse, méthodique, organisateur.

rech. poste sur Paris ou R.P.
Ecr. s/nº 2198 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur électricien 35 ans, très bonne connaissance automatisation procefs animateur d'équipe efficace, de retour des U.S.A., importante exp. internationale rech. position en France ou Etranger.
Ecrire sous le nº T 042772 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. étud. sup. allem. et angl. courant, exp traduc. rewriting, secrét. rédac., cherch. emploi corresp. Tél. 251-56-37.

CADRE COMPTABLE
Rech. emploi à l'étranger
Écr : G.E.O.S. 77510 Rebais.

Décorateur 28 a., 5 a., expér. dess. projeteur bât., pavillons, conn. arch., T.C.E., pers. maqu., P. C., P. E., coordin. chantier, étud. tts propos. Ecr. Maire Pascal, 98, av. de Paris, 94300 Vincennes. Tél. 808-77-89, après 20 h.

J. F., 37 a., 10 ans expér. relations publiques.
Bil. fr.-angl., habituée contacts haut niveau, expér. économie, aménagement du territoire, *3 ans exp.*
PRESSE ET ÉDITION Recherche poste stable à contacts et responsabilités. Préfér. pour secteur presse, édition ; mais étudierais toutes propositions. 1/2 ou 2/3 temps envisageable. Tél. 572-01-88.
Ecr. s/nº 2197 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 23 a., sec.-dact., 3 a. expér. Ch. emploi stable, mi-temps, matin. Bibliothéc. ccial, admn., min. Net 3.000 F. 860-94-75.

J. F., 25 ans, bac F8, Croix-Rouge, *diplômée d'état d'infirmière,* cherche emploi sur Paris. Etudie toute proposition. Tél 858-40-36, après 16 h.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

Beau Marais Prestigieux appart. 175 m² + terrasse FIM 633-47-23.

ILE SAINT-LOUIS QUAI DE BOURBON
Appt de gde classe, 165 m² except., réceptions, 2 chamb. 2 bains, garage, service Doressay — 624-93-33

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE. *Livraison immédiate* 3-4-5 Pces et DUPLEX. Vis. témoin ts les jrs, 14/19/h sauf mercredi et dimanche.

ST-MÉDARD, sol. 354-42-70.
STUDIO CHARME.

LUXEMBOURG, beau studio, tt cft, plein Sud 400.000 F. 329-40-00.

6e arrdt

ST-GERMAIN, rue du Dragon, imm. de très haute qualité, ét. nf, gd séj., 1 chbre, 60 m² environ, charme indiscutable 3e ét. Prix : 760.000 F - 555-07-06.

7e arrdt

CHAMP-DE-MARS
BEL APPT. SÉJ. + chbre plein soleil, gde cuis. équipée. *Moquette. Parfait état.* 1.100.000 F. 555-82-33.

9e arrdt

Rue Lentonnet
93 m², rez-de-ch., 4 pces, libre studio occupé. Téléphone : 380-75-20.

13e arrdt

JEANNE-D'ARC
3 PCES, cuis., 45 m² à rénover bel imm., asc. 280.000 F. GARBI 567-22-88.

14e arrdt

PROX. DENFERT 5 P.
105 m², caract. - 354-95-10.

ALESIA, 2 pces, entrée cuis., w.-c., s. d'eau, s/rue calme. 320.000 F. 566-50-46.

15e arrdt

Mº PTE VERSAILLES (ISSY) ASCENS., 5 P. 635.000 F. *EXCEPTIONNEL.* 577-96-95.

MONTPARNASSE
2 studios tt cft. 170.000 F. et 200.000 F. 329-40-00.

17e arrdt

45 BIS AV. VILLIERS
Mº MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2-4-5 pces et STUDIOS LUX. REHABILITATION vis. *lundi, mardi,* 14 h/18 h.

BROCHANT, 3 PIÈCES EN DUPLEX, CLAIR, CALME *élevé.* 455.000 F. 322-61-35.

VILLA-LANTIEZ, gd 2 pces, tt cft avec gd balcon, plein sud, état impeccable, nombreux placards, 2e ensoleillé, imm. pierre de taille, ravalé. 360.000 F. SHAM'S, 65, rue Guy-Môquet-17e. 229-43-12.

18e arrdt

ADJUDICATION A LA CHAMBRE DES NOTAIRES du 25 octobre 1983
PARIS XVIIIe
RUE NICOLET
RUE MARCADET
2 ET 3 P. OCCUPÉS mis à px de 162.000 F. à 380.000 F.
Tél. pour RENSEIGNEMENTS Mº LEMBO 320-14-54.

78-Yvelines

Particulier vend Parly-2
APPARTEMENT TYPE 2.
2e et dernier étage.
2-3 pces, loggia vitrée, porte blindée, cave, parking extérieur Prix 490.000 F. Parfait état. Téléphone : 951-34-13.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
jard. d'hiver, 12 m² + 80 m² en 3/4 pces, park. calme et gd charme. 930.000 F. Téléphone : 605-10-08.

ASNIÈRES TRÈS RÉSIDENT proche gare, superbe 4/5 pces cuis. équip., w.-c. + 2 bains balcs, pl. sud, état neuf, 2e ét. s/rue et cour, asc. imm. récent gd stand. 750.000 F. SHAM'S 65, rue Guy-Mocquet-17e. Téléphone : 229-43-12.

94 Val-de-Marne

CRETEIL, 200 m métro
studettes-studios 2 pces A PARTIR DE 190.000 F. Location-vente possible PRETS CONVENTIONNÉS POSSIBLES
Habitable octobre 83
Les ARCADES, angle av. gl-de-Gaulle/rue Euler
Ts les jours sauf mardi et mercredi. Tél. 339-87-12. ou SINVIM : 500-72-00.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

appartements achats

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet-15e. 566-00-75. Paie comptant, 15e-7e arrdts APPARTEMENTS grandes surfaces et IMMEUBLES.

Recherche 1 à 3 pces Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. 873-20-67, même le soir.

SAINT-PIERRE
RECHERCHE TRÈS BEAUX APPTS CENTRE et OUEST PARIS
563-11-88
28, R. DE WASHINGTON-8e.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

Loue studio 30 m², s. de bns, cuis., r.-de-ch. 1.300 F., cc Paris-18e. Tél. 252-92-26.

Région parisienne

A louer Courbevoie appartement 3 pièces. 3.800 francs par mois, charges comprises. Téléphone : 333-37-01.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS. Rech. pour clientèle étrangère et diplomates. APPARTS, HOTELS PARTIC. et BUREAUX.
LOCATION OU ACHAT **562-78-99**

Étudiante sérieuse cherche chambre dans Paris. 600 à 800 F. par mois. Téléphone : 651-10-75.

Région parisienne

Étude cherche pour CADRES villas, pav., ttes banl. Loyer garanti 10.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction. Beaux appts de standing. 4 pièces et plus. 285-11-08.

viagers

Étude LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

38.000 CPT + 800 F./mois gd studio, tt cft, imm. correct, près r. Lepic, occ. 72/75 ans. Cruz, 8, r. La Boétie. 266-19-00.

hôtels particuliers

A Montmartre
Jolie maison et jardin Sud clos et planté. Calme. 9 P. 3 sanitaires, cft + ATELIER D'ARTISTE + sous-sol clair et garage. 2.150.000 F. Claude ACHARD 637-14-56.

pavillons

SUCY (94) près du R.E.R. beau pav. récent, 200 m² 5 chbres, jard. arboré. Pptaire 590-86-06.

villas

A CANET-PLAGE
A 200 m. mer, villa 3 façades. F4, 250 m² terrain avec garage. Combles aménag., Autorisation construire. 1er étage, *très bon état.*
Tél. : (66) 61-91-60 ap. 19 h.

maisons de campagne

SUD SARTHE
MAISON BOURGEOISE, 5 p., tt cft, dépend., jard. Px exception. 300.000 F. (possib. CREDIT TOTAL vendeur). Tél. pptaire : (16-43) 24-79-16, h. bur.)

propriétés

SAINT-TROPEZ
SÉLECTION DE PROPRIÉTÉS MAS, BERGERIES, À SAINT-TROPEZ, RAMATUELLE, PAMPELONNE, GRIMAUD. Vues mer, except. de 2.200.000 à 3.800.000 F. DOURDIN-DORESSAY 3, rue du Vieux-Colombier. PARIS-6e. (1) 624-93-33.

COLOMBES.
Sur angle 2 rues. 1.200 m² de terrain, *entièrement clos,* sous-sol total, chf cent. mazout. R.-de-c., entrée, cuis., séj., salon, w.-c..
1er *étage* : 2 chbres, lingerie, salle de bains, w.-c.
2e étage : 2 chbres, 2 p. mansardées, garage 2voitures, chenil, poulailler, faisanderie, dépendances. 2.500.000 F. R.-v. week-end 092-24-56. sem. ap. 19 h 30, 774-95-51.

terrains

78 Chavenay/St-Nom-La Bretèche, terrain en pente, vue impren., 1.290 m² COS 0.30, CU, PC, PM. Écoles, centre sport. Ramassage scolaire Saint-Germain-Versailles. Prix à déb. Tél. (50) 41-97-34, 18 h.

bureaux

Locations

EMBASSY-SERVICE
Téléphone : 562-62-14.
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartier affaires.

Votre siège social 8e
DOMICILIATIONS
R.M. R.C. Toutes démarches. Telex secrétariat.
AGECO, 294-95-28.

BUREAUX MEUBLÉS à Paris-8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
telex, secretariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ELYSEES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES — 723-82-10.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL — R.C. — R.M.
Constitution de sociétés, démarches et tous services. Permanence téléphonique :
355-17-50.

PONT DE NEUILLY
668 m² récents, cloisonnés Tél., parkings, standing. Vente ou location.
SARI 776-44-88.

NEUILLY-S-SEINE
Proche boulevard Bineau 800 m². Grand standing. Restaurant. Tél., parkings.
SARI 776-44-88.

Domiciliation : 8e-2e
SECRÉTARIAT. TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e *à partir de 80 F.,* ts services constitution Sté. 763-47-14.

RD-PT-CH.-ÉLYSÉES
130 m². REFAITS NEUFS. EMBASSY. 562-62-14.

locaux commerciaux

Ventes

A CONCEDER : local de 110 m² destiné à l'ouverture d'une PHARMACIE en gare de PARIS-NORD.
Renseignements : service du DOMAINE S.N.C.F. Division des concessions commerciales. 5, rue de Florence. 75008 PARIS. Tél. : 285-63-54.

locaux industriels

Locations

(92) PONT-DE-SEVRES
Activités, bureaux. A partir de 600 m². Vente ou location.
SARI 776-44-88.

fonds de commerce

Ventes

Val-de-Marne, région St-Maur
LIBRAIRIE-PAPETERIE JOUETS — CADEAUX
Situation très agréable, angle rue. Possibilité presse (accord N.M.P.P.), 113 m² bien agencés. S/sol 52 m², appt 85 m². Loyer 4.500 F. par mois. Bail reste 3 ans. Chiffre affaires 800.000 F (25 % libr., *50 % papet., 25 % cadeaux).* Prix : 400.000 F + stock. Tél. : (16-1) 576-41-66.

capitaux propositions commerciales

SALON-DE-PROVENCE
Militaire retraité dispose local 100 m². Capitaux, exp. ccial, permis P.L. Etudie ttes propos. SZYJAN-BOY. La Monaque. 13.300 SALON.

propositions diverses

Les emplois offerts à l'ETRANGER sont nombreux et variés. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS. (LM) B.P. 291-09 PARIS.

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIERES (C 16). B.P. 402-09 PARIS.

travail à domicile demandes

Rédactrice sténo-dactylo (tr. rap.) cherche trav. domic. *rewriting. Courrier, text. étud. ttes propos. sér. sauf cciale.* T : 251-29-88, mat. 8 à 12 h.

Je dactylographie vos thèses, mémoires et manuscrits à domicile. Tél. : 535-28-85.

Le Monde

régions

Ile-de-France

Des femmes prennent leurs droits en main

Comme ça, très vite, juste après les élections de 1981, le sigle de la femme – ce petit rond qui surmonte une croix – est apparu sur les écrans de télévision, après s'être de longues années baladé de la République à la Nation, brandi par des femmes féministes aspirant à être des femmes tout court. Bonne surprise pour les uns, mauvaise surprise *pour les autres*, ce symbole du droit des femmes s'insinuait dans notre univers quotidien.

Sigle choc pour une campagne chic menée tambour battant par M. Séguéla, encore lui, il voulait signifier qu'était révolu le temps de la « condition féminine » défendue par des ministres très haute couture. Mme Yvette Roudy, pull-over et blouson de cuir, les Halles contre le faubourg Saint-Honoré, entrait en scène.

Peu de moyens, beaucoup d'idées : le ministère des droits de la femme, au-delà des écrans, s'attaquait au terrain. En Ile-de-France, une délégation régionale se mettait en place autour d'une dizaine de personnes qui devaient s'intéresser à des millions de femmes. Dans ces conditions, les objectifs étaient simples : informer, former et soutenir l'action des associations féminines.

Autour du collectif régional pour l'information et la formation des femmes en Ile-de-France (1), nouvellement créé, s'est accélérée l'installation d'une vingtaine de centres départementaux, associations indépendantes de la délégation régionale mais dont l'informatrice permanente est rémunérée par elle. Dans ces centres, les femmes peuvent obtenir tous les renseignements concernant leurs nouveaux droits, des informations sur les actions menées par la délégation régionale pour son propre compte ou pour le compte du ministère et prendre connaissance des brochures publiées par l'administration.

Ces actions sont centrées principalement sur la formation professionnelle. Chaque année, le ministère décide d'une « action-pilote » relayée dans chaque région. En Ile-de-France, cette action-pilote avait pour objet, en 1982, de former douze stagiaires à la profession d'ouvrier-jardinier. Ces stagiaires, après une période d'insertion et de qualification, ont toutes été embauchées par la Ville de Paris, qui a décidé de renouveler ce stage cette année pour son propre compte.

La seconde action-pilote a commencé ce mois-ci. Elle devrait aboutir à la reconversion de femmes ayant reçu une formation scolaire classique ou littéraire afin qu'elles deviennent techniciennes en bureau d'études des entreprises de génie climatique. Ces actions sont menées avec des organisations patronales et financées par différentes administrations. Elles ne sont que la vitrine de multiples interventions qui ont lieu actuellement et ont pour but de permettre à des femmes mal orientées, isolées, ou encore de milieux très défavorisés de trouver un emploi *(lire les reportages ci-dessous)*.

Autre domaine d'intervention de la délégation régionale : les îlots sensibles. Dans ces cités dégradées réputées difficiles, le ministère des droits de la femme s'est associé à la commission nationale de développement social des quartiers pour permettre aux femmes qui les habitent et en constituent l'élément permanent le plus défavorisé de mieux s'informer et de rompre leur isolement.

Ainsi, cette année, quinze femmes issues de cinq de ces îlots ont reçu une formation d'animatrice et les moyens nécessaires pour la création d'associations. A la Cité des 4 000 de La Courneuve, à Chanteloup-les-Vignes et à Grigny, trois lieux de rencontre ont été créés.

OLIVIER SCHMITT.

(1) Collectif régional pour l'information et la formation des femmes en Ile-de-France. B.P. 387. 75365 Paris Cedex 08.

DANS LE VINGTIÈME ARRONDISSEMENT

Les ouvrières de l'Escabelle

La rue de Villiers-de-L'Isle-Adam, dans le vingtième arrondissement de Paris, abritait autrefois tout un monde d'artisans qui lui donnaient son âme. Beaucoup, les uns après les autres, ont fermé boutique. Au 74, les locataires ont changé, *mais l'effervescence laborieuse* des ateliers d'autrefois demeure. Une enseigne flamboyante annonce en rouge et jaune : Electricité, peinture, menuiserie, plomberie. Caractéristiques : les travaux sont exécutés par des jeunes femmes, regroupées dans une coopérative qu'elles ont appelée l'Escabelle. Voilà pourquoi, sans doute, l'escabeau a trouvé ce féminin très singulier.

Elles sont sept qui ont opté pour un mode de travail et de vie qui correspond mieux à leurs envies. Comme tant d'autres membres actifs de « nouvelles formes de coopératives », elles tentent de mettre en pratique quelques idées simples comme l'autogestion, la rotation des tâches (administratives notamment), l'égalité des salaires et l'établissement de relations « différentes » avec les clients : *« Un de nos objectifs est d'avoir avec eux des rapports pas trop marchands. »*

Elles ont entre vingt-cinq et trente-huit ans. Elles travaillaient auparavant dans des bureaux ou « à l'usine » ; deux d'entre elles avaient commencé des études supérieures, une troisième avait même poussé assez loin ses études de chimie. Toutes ont suivi une formation pour adultes (EPA) dans un métier manuel à leur goût.

Cette activité fait suite à des périodes de chômage ou à des tentatives trop éprouvantes dans des « grosses boîtes » et correspond pour la plupart d'entre elles à un « nouveau choix de vie », un nouveau départ.

Le local spacieux d'une ancienne fabrique de fermetures à glissière abrite leurs travaux depuis octobre 1982. L'espace, coupé à mi-hauteur par une large mezzanine, renvoie désormais l'écho de bruits multiples qui ricochent sur les parois : aujourd'hui, Mireille s'affaire sur des portes de placard, accompagnée par la plainte stridente de la scie circulaire. Avec la raboteuse, la dégauchisseuse, *la scie à ruban, la toupie* et la mortaiseuse, cette scie forme le petit parc de machines neuves dont disposent les menuisières. Un capital !

Les quatre gérantes

Les peintres, Michelle et Annie, travaillent à l'étage au-dessus, *« retapant » les murs d'une* association qui vient de s'installer dans l'immeuble...

L'Escabelle a déjà achevé une cinquantaine de chantiers à Paris et en province depuis sa création. La coopérative n'est pas une sinécure : les journées de travail durent jusqu'à 9 heures ou 10 heures et le salaire reste maigre en regard de la peine. Il est quand même passé de *2 500 F à 3 500 F fin janvier 1983*, mais les recettes couvrent tout juste les charges.

L'Escabelle réunit deux électriciennes, trois menuisières et deux peintres, plus trois sociétaires extérieures qui ont contribué financièrement au lancement du projet. Les plombières ne sont pas encore là, mais on les attend impatiemment. Avis aux éventuelles intéressées ! Les candidates devront accepter l'esprit de la coopérative et les diverses obligations du fonctionnement de l'Escabelle.

Quatre gérantes président aux destinées de la Scop : une par atelier plus une représentante des sociétaires. Le planning des chantiers est décidé au cours de la réunion hebdomadaire des gérantes.

Chacune des dix sociétaires de l'Escabelle a versé au départ 1 000 F. Mais il a fallu quelques dons et des emprunts auprès d'amis pour constituer le capital social : 20 000 F au total. La moitié des emprunts a pu être remboursée dès *le premier mois, le reste trois mois* après !

L'Escabelle a obtenu, d'autre part, d'appréciables subventions des pouvoirs publics : 440 000 F au total, venus des ministères des droits de la femme et du travail. Le parc machine a été acquis grâce à un emprunt bancaire obtenu de la BRED : 130 000 F à 12 % sur cinq ans. *« La partie a été dure. On a fait trois banques ; la banque des Scop nous a refusé l'emprunt après nous avoir fait attendre un mois. On l'a eue assez mauvaise ! »*

L'Escabelle est aujourd'hui en mesure de réaliser sa seconde vocation : la formation. Un aspect du projet auquel l'équipe est particulièrement attachée. Organisme agréé de formation continue, l'Escabelle va ouvrir des stages de menuiserie de cinq jours pleins en novembre prochain, puis en février et en mars 1984, pour les adultes (hommes et femmes) désireux d'acquérir un peu d'autonomie dans leur ménage. L'électricité, la peinture suivront bientôt...

NATHALIE DES GAYETS.

LES PETITES COUTURIÈRES DE NORA AIECHE

Amel, la griffe de l'espoir

Fabuleux raccourci que celui qui mène de la cité de transit du Petit-Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, à la rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris, de la crasse de baraques provisoires depuis vingt ans aux boutiques et ateliers mirifiques des créateurs de mode. Ce raccourci, qu'aucune carte n'indique, est *né* pourtant dans la tête d'une femme énergique, Nora Aïeche, la trentaine sportive, Algérienne et assistante sociale de son état, revenue en France pour un troisième cycle universitaire à l'université de Paris-Dauphine.

Appelée auprès du centre social les Canibouts à Nanterre, elle est chargée d'étudier l'insertion et la formation d'un groupe de jeunes filles *de la cité, des filles peu ou mal scolarisées*, immigrées ou d'origine maghrébine pour la plupart, toutes étant recluses dans des familles déracinées et méfiantes.

Au départ de cette aventure, au début de 1981, le but du centre social est de contacter les femmes de la cité pour les informer, à leur demande, sur les problèmes de contraception et de planification des naissances. Très vite, chacune explique que son premier souci est de trouver du travail, seul moyen d'échapper à la famille et de gagner un peu d'indépendance.

Nora s'entretient avec elles et découvre que la seule chose qu'elles savent toutes faire est... la couture. Elle imagine aussitôt de mettre en place une formation dans ce domaine, formation qui devrait leur permettre de trouver un emploi tout en rassurant les familles, la couture apparaissant comme une activité honnête aux yeux des mères.

La première difficulté sera bien de rassurer ces familles. Si les garçons ont toute latitude pour sortir du cadre familial, les filles sont très tenues, tout particulièrement en région parisienne où la capitale est toujours considérée comme un lieu de débauche, de perdition, et reste interdite aux filles maghrébines.

Or, le stage d'insertion — « mise à niveau » et sensibilisation — exige que les filles y consacrent huit heures par jour. Nora Aïeche met toute son énergie à convaincre les familles. Alors, dans le local de l'association des locataires commence pour une vingtaine de jeunes femmes le stage financé par le ministère de la solidarité nationale.

Pendant dix mois, on acquiert les rudiments techniques et l'on vérifie les motivations réelles de chacune des stagiaires. Au-delà, on prépare une exposition de vêtements maghrébins à l'attention des habitants du quartier. Pendant ce stage, cinq filles sont mises au travail dans des entreprises, au hasard des besoins, dans des secteurs différents. Elles sont quinze qui achèvent le stage de couture et sont prêtes à rejoindre un « vrai » atelier de confection parisien. De nouvelles rencontres, nouveaux hasards, conduisent cinq d'entre elles à des stages d'embauche au consulat d'Algérie, à l'hôpital de Courbevoie et à la Sonacotra. Dix partent bel et bien chez les couturiers du faubourg Saint-Honoré.

Voyage chez les « grands »

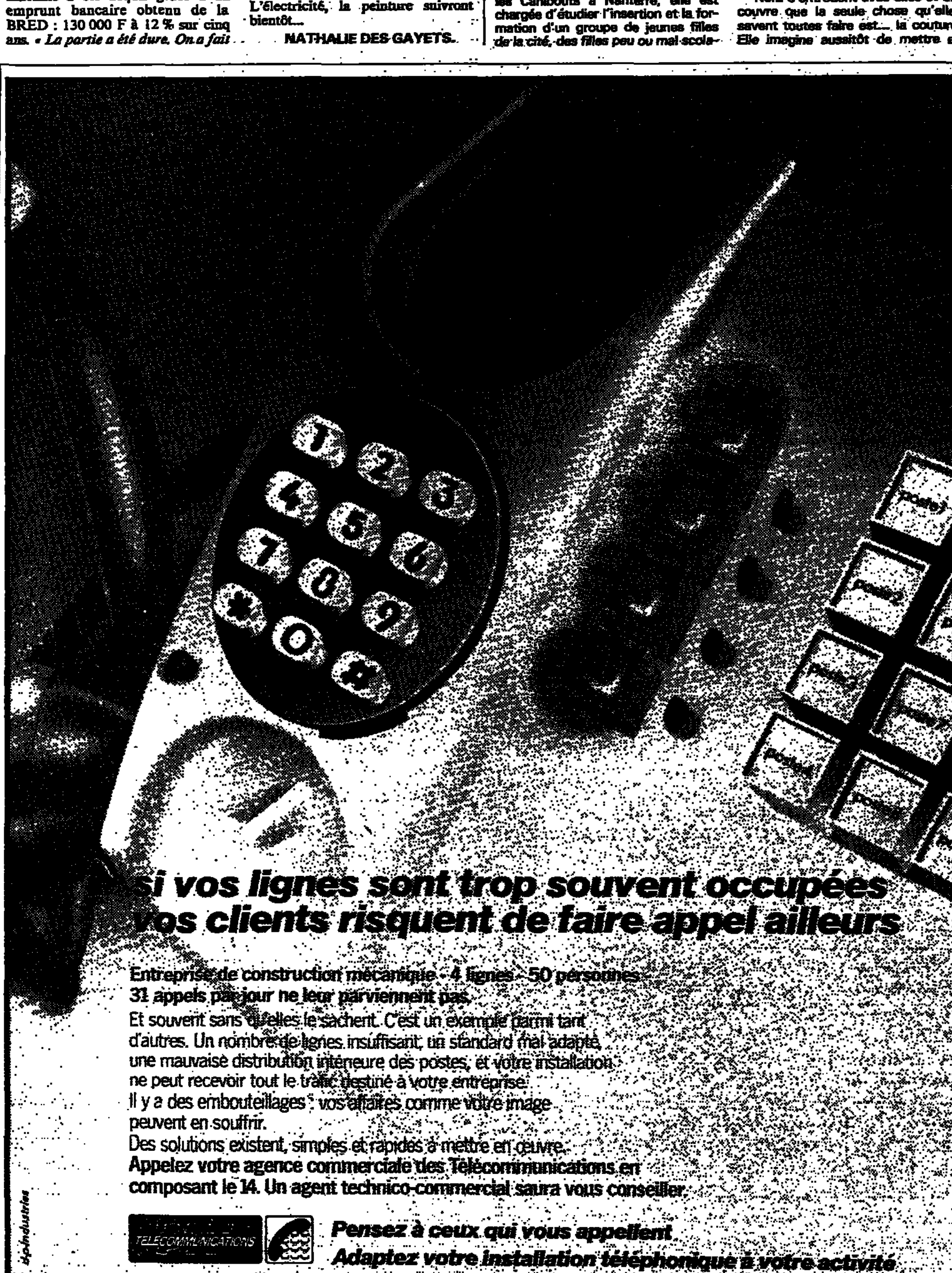
Marie-Martine, Azzaro, Balmain, les petites mains de la cité de Nanterre font leurs premiers points chez les « grands ». Pendant un, deux ou trois mois, sur le tas, elles vérifient leurs connaissances et leur aptitude.

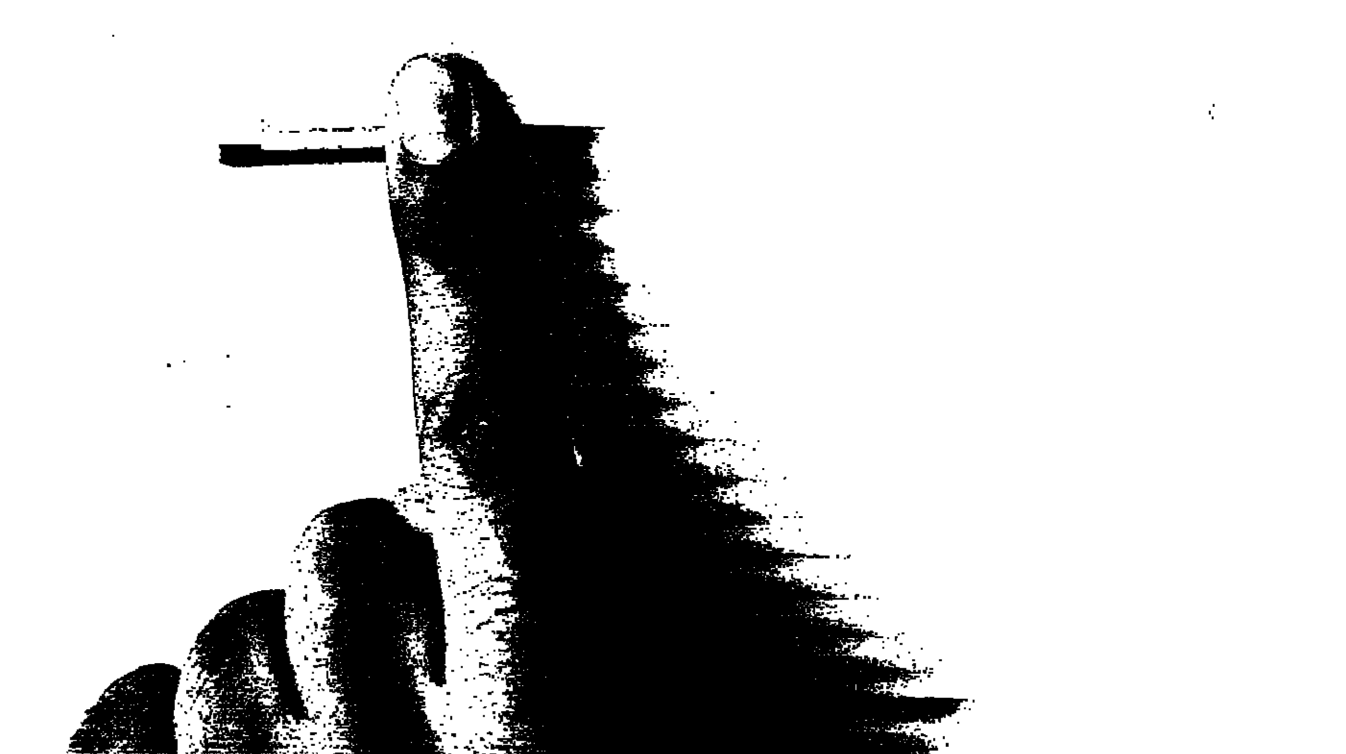
En liaison avec la délégation régionale des droits de la femme, Nora leur propose ensuite de faire deux voyages d'étude avant de commencer le stage de formation professionnelle proprement dit. Elles sont dix qui n'avaient jamais quitté le giron familial qui se rendent au printemps de cette année à Bruxelles, au quartier des Marolles, où a été récemment créée une coopérative de couture semblable à celle dont elles rêvent. Elles en profitent aussi pour visiter les locaux du journal de quartier, de la radio locale, examiner les travaux de réhabilitation. Ce qu'elles remarqueront le plus : la très bonne intégration des travailleurs marocains dans la vie bruxelloise...

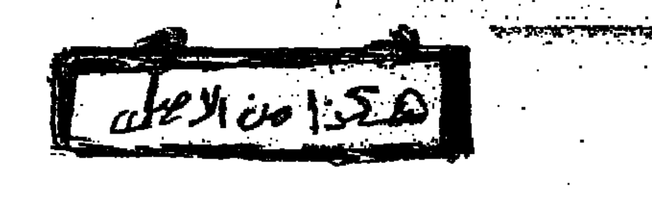
Un second voyage les emmène vers l'Algérie où, en Petite et Grande Kabylie, elles se familiarisent avec l'organisation des ateliers artisanaux de production. Elles retrouvent Nanterre et obtiennent de la Logirep, qui gère la cité H.L.M., un local plus vaste où elles pourront suivre les enseignements de leur stage de qualification et préparer plus à l'aise le *montage de leur SCOP*.

Aujourd'hui, elles sont cinq filles des tout débuts de l'expérience, rejointes par six autres venues d'autres stages d'insertion, décidées à s'aguerrir et créer leur entreprise. Aidées par le ministère de la solidarité, la formation professionnelle et le ministère des droits de la femme, encadrées par Nora Aïeche et Georges Afentoulidis, un professionnel de la *confection qui a provisoirement* abandonné son atelier, elles ont huit mois désormais pour maîtriser parfaitement leur technique, acquérir de la rapidité et mettre en place juridiquement et surtout financièrement leur coopérative. Ainsi naîtra peut-être, ou sûrement, une nouvelle marque au printemps prochain, Amel, un mot d'arabe qui veut dire espoir.

O.S.







Le Monde

économie

LE SALON DU MIDEST

Les sous-traitants premières victimes de la crise

M. Fabius devait inaugurer, ce lundi 24 octobre le Salon du Midest (marché international de la sous-traitance) qui se tiendra du 24 au 28 octobre au parc des expositions de Paris-Nord-Villepinte. Les entreprises de sous-traitance, qui sont environ huit mille et comptent quatre cent mille personnes, sont en « première ligne » de la crise. Leur situation est aujourd'hui préoccupante.

« Une catastrophe ! Je suis dans le rouge pour la première fois depuis vingt et un ans. » Le directeur de cette entreprise de deux cent cinquante personnes dans l'industrie du caoutchouc, ne mâche pas ses mots. Dans son secteur, quarante-sept entreprises sous-traitantes ont fait faillite ces derniers mois, sept pour le seul mois de juillet 1983. *« Mon chiffre d'affaires a bien augmenté un peu,* poursuit-il, *mais mon carnet de commandes a baissé de 20 % alors que j'ai déjà vingt personnes en trop, dont je ne peux me séparer. Et le pire, ce sont les prix terriblement bas. Mes charges se sont accrues, les salaires de 8 % et la matière première de 18 %, alors que, par exemple dans l'automobile, je n'ai pu élever mes prix que de 6 %. »*

Les entreprises sous-traitantes ont l'habitude de se trouver dans un tel étau. C'est même, si l'on peut dire, leur fonction que de servir d'amortisseur des à-coups de la conjoncture. Si quelques grandes entreprises « donneurs d'ordres » ont des rapports plus structurés avec leurs sous-traitants, beaucoup ne font que leur donner leur sur plus occasionnel de travail. Quand elles tournent elles-mêmes en dessous de leur capacité, elles n'ont rien à offrir...

Après la nationalisation, certains syndicats ont revendiqué un moindre appel des grands groupes aux entreprises de sous-traitances, considérées comme des « négriers » au regard de leurs emplois moins payés, plus précaires, et de leur moindre taux de syndicalisation. Avec raison parfois, mais à tort le plus souvent, et le gouvernement, qui a pris conscience d'un danger pour l'ensemble du tissu industriel que représenterait la disparition du terreau de la sous-traitance, a demandé aux groupes nationalisés de signer des *« contrats de stabilité »* avec leurs « partenaires ». Il est encore trop tôt pour tirer un bilan de cette obligation, inscrite dans les contrats de plan des entreprises nationales. Mais il apparaît déjà que la mauvaise situation actuelle des sous-traitants industriels ne serait pas *due à un excès de « rapatriement »* de leur travail par les groupes. Seuls des travaux de services (nettoiement, maintenance...) auraient été rapatriés.

La *situation s'explique d'abord* par la crise et le plan de rigueur. La production industrielle n'a pas encore chuté en France, mais l'appauvrissement des carnets de commandes de la sous-traitance serait un signe annonciateur. Une détérioration générale qui s'ajouterait alors à des *plongeons sectoriels* déjà constatés. Dans l'aéronautique, par exemple, où les méventes de l'Airbus ont dévasté les « preneurs d'ordres » du secteur. Mais la raison principale *de la mauvaise situation* reste aujourd'hui les prix. Selon un sondage réalisé par *l'Usine nouvelle* (1), 84 % des entreprises en souffrent. Les pouvoirs publics le *reconnaissent d'ailleurs et regrettent* que les délais de paiement à 90 jours soient *« les plus longs de la Communauté, avec les délais anglais »*. En Allemagne, un « donneur d'ordres » paie à 30 jours. L'on a pu calculer qu'en volume l'« avance » globale des sous-traitants français à *leurs « donneurs d'ordres »* atteint 30 milliards de francs ! Voilà les petits banquiers des gros.

Dans cette crise, la sous-traitance risque de subir un très sérieux « écrémage ». Outre les problèmes d'emploi que cela posera, il n'est pas sûr que la disparition de ces « sans-grades » soit une bonne chose pour l'industrie française, qui y perdra *une grande partie d'une souplesse* que l'on dit si nécessaire aujourd'hui.

E.L.B.

(1) Auprès de quatre cents chefs d'entreprise interrogés entre le 6 et le *8 septembre*.

Les pertes de la Compagnie Boussac-Saint Frères ont été de 39 millions de francs au premier semestre

La Compagnie Boussac-Saint Frères (C.B.S.F.) a accusé une perte de 39 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 2,426 milliards de francs au premier semestre 1983. Tels sont les résultats publiés par la compagnie après un examen à la direction du Trésor – avec M. René Mayer, président de C.B.S.F., des banquiers et des dirigeants de l'Institut de développement industriel (IDI), actionnaire majoritaire de la compagnie – de l'audit financier réclamé par les pouvoirs publics.

« Les résultats et les prévisions en fin d'exercice sont conformes aux objectifs fixés dans le cadre du budget », souligne un communiqué. Le chiffre d'affaires est en hausse de 11,1 % par rapport au premier semestre 1982 et le résultat net après amortissement (9,6 millions de francs) et redevance de location-gérance (40 millions de francs) laisse une marge brute d'autofinancement de 10,6 millions de francs. Il faut rappeler toutefois que la compagnie ne supporte ni frais financiers ni charges de restructuration.

Or celle-ci est en cours : les effectifs sont passés de vingt mille deux cent soixante au 30 juin 1982 à dix-huit mille cent soixante actuellement et ne devraient plus être que de seize mille six cents *« dans les premières semaines de 1984 »*. Cela s'est produit pratiquement sans douleur car 75 % des titulaires des postes supprimés et âgés de moins de 55 ans ont déja été reclassés de manière interne ou externe.

En outre, un nouvel accord a été négocié entre M. Mayer et MM. Willot pour combler les insuffisances de celui de juillet dernier.

Les anciens propriétaires de Boussac-Saint Frères ont confirmé leur volonté de non-ingérence et se sont engagés à renoncer à leur tierce opposition (1) dès que le concordat sera signé. D'autres dispositions (le fait notamment que, lors de la levée du séquestre, les titres de la Société foncière et financière Agache-Willot, *société holding du groupe ne* transitent pas par MM. Willot mais soient déposés chez un mandataire) évitent le retour au pouvoir des anciens propriétaires et devraient *permettre* la mise en application de l'accord de juillet.

Ce n'est que vers la mi-septembre, lorsque sera connu le résultat de l'audit industriel réclamé lui aussi par le gouvernement, que sera donné éventuellement le feu vert à la stratégie industrielle de M. Mayer.

(1) En juillet 1982 MM. Willot avaient formé une tierce opposition au jugement du Tribunal de commerce donnant le groupe en location-gérance à la C.B.S.F.

La Chapelle-Darblay

LE TRIBUNAL ORDONNE L'ÉVACUATION DE L'USINE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY

Le tribunal de grande instance de Rouen, saisi en référé par l'administrateur provisoire de la Chapelle-Darblay, Mᵉ Levet, a ordonné ce lundi 24 octobre l'évacuation de l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray, occupée depuis le 1ᵉʳ septembre par la C.G.T. La section C.G.T. de l'entreprise et trois de ses membres ont été condamnés à une astreinte de 1 000 francs par jour si l'usine n'était pas évacuée dans les vingt-quatre heures. Le juge s'est, en revanche, déclaré incompétent sur la désignation d'un expert-négociateur, demandée par le procureur. Le nom de M. Dupeyroux, professeur de droit du travail, avait été avancé. Sur ce point, le tribunal a renvoyé les parties devant les juridictions habituelles.

Le 3 octobre dernier, le tribunal avait rendu un jugement comparable à propos de l'usine de Grand-Couronne, dans laquelle le travail a repris le 17 octobre, après l'intervention d'un « commando » qui délogea les grévistes (*le Monde* du 19 octobre).

MM. Pierre Bourguignon et Marc Massion (suppléant de M. Fabius), députés P.S. de Seine-Maritime, ont estimé samedi dans un communiqué, qu' *« il y avait trop de fausses déclarations »* dans ce conflit. *« La majorité des salariés de Grand-Couronne et de Saint-Etienne-du-Rouvray sont pour la reprise du travail et la poursuite de l'activité industrielle dans le cadre du plan de redressement défini. »* Ils soulignent que les propositions de négociations présentées le 20 septembre par le gouvernement ont été *« retenues par tous les syndicats sauf la C.G.T. »*.

ASSOCIÉ A LA CAISSE DES DÉPOTS, A LA D.G.T. ET A L'U.A.P.

Le Crédit national crée une société de capital-risque : Sofineti

Le Crédit national, la Caisse des dépôts et consignations, la Direction générale des télécommunications (D.G.T.), par l'intermédiaire d'une de ses filiales (la Compagnie auxiliaire de télécommunications), et l'Union des assurances de Paris (U.A.P.) ont décidé de créer en commun une société financière qui aura pour vocation de prendre des participations en fonds propres dans les entreprises en développement des secteurs de l'électronique et de la communication.

Baptisée Sofineti (société de financement de l'électronique et des techniques de l'information), elle sera dotée d'un capital initial de 60 millions de francs, détenu à 51 % par le Crédit national, à 17 % par la Caisse des dépôts et par la D.G.T. chacune et à 15 % par l'U.A.P. Sa présidence sera confiée à M. Jean Régis, inspecteur général du Crédit national, la direction générale étant assurée par M. Christian Cleiftie, jusqu'ici directeur général adjoint de Sofinnova.

Ses interventions en *« véritables fonds propres »* (achats d'actions, exceptionnellement souscription d'obligations convertibles) seront axées vers des entreprises jeunes *« mais qui auront dépassé le cadre de leur création et qu'il faudra accompagner dans leur évolution pendant quatre ou cinq ans avant de les présenter sur le second marché boursier, voire sur un marché financier plus vaste »*, explique M. Jean Saint-Geours, président du Crédit national. A la compétence financière reconnue à cet organisme, la D.G.T. viendra ajouter sa capacité technique, l'U.A.P. sa connaissance des circuits financiers, et la Caisse des *dépôts* trouvera ainsi un débouché pour ses nouvelles ambitions dans la communication.

Les prises de participations de Sofineti – une dizaine la première année – porteront sur des montants unitaires de 3 à 6 millions de francs, *bien supérieurs à la moyenne* des dossiers actuellement traités par les divers organismes de capital-risque. Elles seront spécialisées dans les entreprises des secteurs de l'électronique, de l'informatique, de l'instrumentation et de l'automatisme, ainsi que de toutes les techniques de l'information et de la communication. – S. M.

La C.E.E. veut harmoniser les prix des automobiles en Europe

Vive opposition des constructeurs

Les constructeurs européens ont réagi vigoureusement le 24 octobre à un projet de la Commission européenne de rapprocher les prix hors taxes des automobiles dans l'Europe des Dix. La Commission avait, en effet, été alertée depuis deux ou trois ans par le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) sur une distorsion des prix hors taxes des automobiles.

*Entre le Danemark et la Grande-*Bretagne, la différence pour un même modèle peut dépasser 25 %. Un écart qui s'explique, affirment les constructeurs européens : au Danemark, les taxes sont tellement élevées que, pour vendre, il faut faire des prix hors taxes bas, tandis *qu'en Grande-Bretagne British Ley*land, le constructeur local qui, comme dans les autres pays de la Communauté fait les prix *(price leader)*, a une si faible compétitivité que les autres constructeurs y obtiennent des marges confortables.

Toujours est-il que la Commission européenne a décidé d'agir comme l'y autorise l'article 85 du traité de Rome. Le projet de la C.E.E. – qui pourrait entrer en application sans consultation des Etats membres – prévoit d'autoriser des distributeurs non officiels à entrer sur les marchés si les écarts de prix hors taxes dépassent 12 % pendant plus de six mois.

De même pour les pièces détachées le projet donne-t-il liberté de s'approvisionner auprès de tiers. Ainsi seraient créés des réseaux parallèles de distribution des automobiles. Comme cela existe déjà, en Allemagne fédérale notamment.

Dans un communiqué publié le 24 octobre, le Comité de liaison de la construction automobile (qui regroupe les chambres syndicales) et le Comité des constructeurs du Marché commun (C.C.M.C.) rejettent à l'unanimité ce projet. Sous le titre *« l'industrie automobile se sent menacée par Bruxelles »*, ils dénoncent un *« système qui détruirait à terme le réseau de distribution des constructeurs »* et cela *« au détriment des consommateurs comme des constructeurs »*.

Les constructeurs estiment « artificiel » le rapprochement de prix ainsi créé alors que *« l'harmonisation économique et monétaire de l'Europe »* n'est pas faite. Les constructeurs affirment en outre que, en intervenant sur les prix et dans les relations entre constructeurs et concessionnaires, la Commission empiète sur la compétence des gouvernements nationaux. Non seulement le réseau de quelque soixante-dix mille concessionnaires exclusifs qui en Europe, assurent la *vente et l'après-vente serait désorganisé*, disent les constructeurs, mais en plus les groupes automobiles européens se verraient affaiblis au moment où la concurrence japonaise et américaine n'a jamais été aussi vive. – B. D.

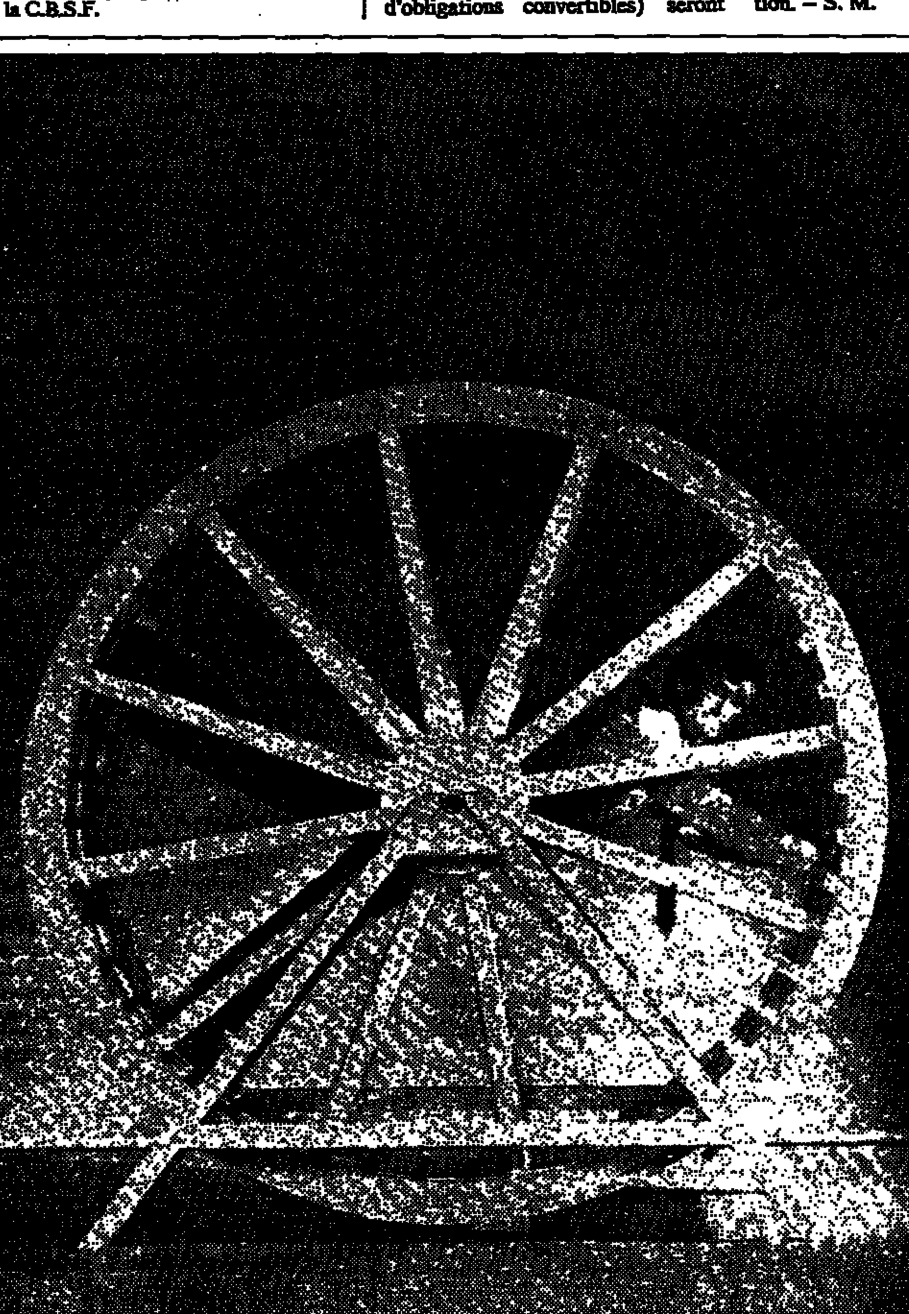
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	7,9730	7,9750	+ 170	+ 220	+ 330	+ 400	+ 980	+ 1120
$ can.	6,4679	6,4711	+ 152	+ 202	+ 196	+ 364	+ 862	+ 991
Yen (100)	3,4102	3,4125	+ 167	+ 196	+ 323	+ 362	+ 986	+ 1060
DM	3,0572	3,0588	+ 175	+ 199	+ 335	+ 368	+ 967	+ 1032
Florin	2,7192	2,7206	+ 144	+ 169	+ 275	+ 307	+ 818	+ 880
F.B. (100)	14,9714	14,9793	+ 478	+ 523	+ 651	+ 867	+ 1658	+ 2058
F.S.	3,7630	3,7653	+ 268	+ 299	+ 517	+ 559	+ 1465	+ 1551
L (1 000)	5,0211	5,0236	– 274	– 190	– 520	– 407	– 1469	– 1314
£	11,9459	11,9545	+ 280	+ 391	+ 560	+ 701	+ 1670	+ 1926

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8	9 9/16	9 11/16	9 5/8	10
DM	5 1/4	5 5/8	5 7/16	5 11/16	5 3/8	5 3/4	5 5/8	6
Florin	5 5/8	6	5 11/16	6 1/16	5 13/16	6 3/16	6	6 3/8
F.B. (100)	7 3/8	8 1/8	8 1/2	9 3/8	9	9 3/4	9 5/8	10 3/8
F.S.	2 3/8	2 7/8	3 11/16	4 1/16	3 3/4	4 1/8	4 1/4	4 5/8
L (1 000)	16 1/4	16 3/4	16 3/4	17 3/4	17 1/4	18 1/4	18 1/8	18 7/8
£	8 15/16	9 5/16	9 1/16	9 7/16	9 1/8	9 1/2	9 5/16	9 11/16
F. franç.	11 7/8	12	12 1/4	12 3/4	12 3/4	13 1/4	15 1/8	15 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



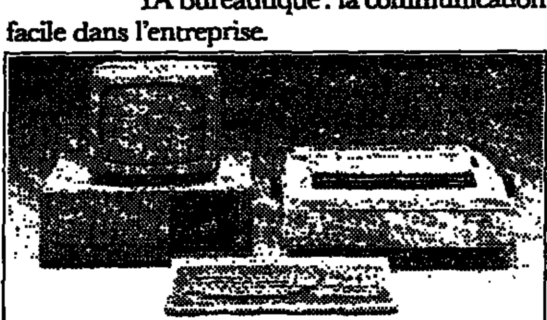
Quand la fébrilité règne dans les bureaux et que le personnel tourne en rond comme des écureuils dans leur cage, l'énergie humaine est inutilement gaspillée : lettres standard tapées mot à mot, calculs faits mentalement avec des risques d'erreurs, attentes énervantes devant le photocopieur.

Aujourd'hui, ces méthodes de travail sont périmées. Triumph-Adler a mis au point une bureautique intégrée efficace. Votre Distributeur-Conseil établira avec vous le diagnostic équipement bureautique de votre société et vous proposera selon vos besoins : machines à écrire électroniques, photocopieurs intégrés aux postes de travail, systèmes de traitement de textes modulables, micro ou mini-ordinateurs ; son Service Après-Vente assurera un service d'entretien ponctuel, rapide et fiable.

TA bureautique : la communication facile dans l'entreprise.

Un exemple de l'anticommunication dans l'entreprise :

LE PRINCIPE DE LA CAGE A ECUREUIL.



La solution au principe de la cage à écureuil : la communication bureautique *intégrée* de T.A. Micro-ordinateur de bureau P3, modulaire : à clavier et imprimante séparés : possibilités de connexions de mémoires externes.

TA BUREAUTIQUE
TRIUMPH-ADLER

Pour recevoir une documentation, veuillez retourner ce coupon à : Triumph-Adler France, 3/7, avenue Paul-Doumer 92502 Rueil-Malmaison. Cedex.

Nom ______________________ Tél. ______________________

Adresse ______________________

MC

CNAM CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

VACANCES DE CHAIRES

Trois chaires sont vacantes :
- Administration et gestion du personnel
- Informatique d'entreprise
- Action commerciale internationale

Les candidatures sont à adresser avant le 16 novembre 1983 à Mr. Le Directeur du CNAM 292, rue Saint-Martin 75141 PARIS cédex 03 - Tél. 271.24.14 poste 803

(Publicité)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE NATIONALE DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ
« SONELGAZ »
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL
N° D/059 XK.A

La Sonelgaz – Direction des Approvisionnements – Service Achats lance un avis d'appel d'offres pour la fourniture de câbles, accessoires et outillage pour réseaux basse tension type TORSADE.

LOT n° 1 : Câbles en Aluminium isolés au P.R.C. assemblés en faisceau avec neutre porteur en ALMELEC.

LOT n° 2 : Accessoires et outillage pour câble ci-dessus.

Les fabricants intéressés peuvent retirer les cahiers des charges disponibles en ses bureaux (n° 125) au 2 Bd. Salah Bouakouir – ALGER – Immeuble B contre présentation d'un reçu de virement de 200,00 DA au compte SONELGAZ CCP 3806-04 ALGER.

Les soumissionnaires pourront répondre globalement ou partiellement suivant les possibilités de leur fabrication.

Les propositions devront être établies séparemment pour chaque lot et être adressées sous double pli cacheté avec mention « NE PAS OUVRIR » – A/O N° D/059 XK.A Lot n° .... à l'adresse indiqué ci-dessus.

Il sera joint à chaque offre une liste de documents énumérés dans le cahier des charges.

Les plis non anonyme ou portant une quelconque indication permettant d'identifier le soumissionnaire seront rejetés.

La date de clôture du dossier est fixée au 20 décembre 1983.

Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant une durée de 6 (six) mois à compter de la date de clôture du dossier.

ÉTRANGER

Point de vue

Les dettes de l'inconscience

par ALBERT TÉVOEDJRÈ (*)

***Les dettes du tiers-monde* sont revenues sous les feux de l'actualité avec la visite à Paris, la semaine dernière, de M. Clausen, président de la Banque mondiale, qui a rencontré M. Mitterrand, et la publication récente du rapport trimestriel de la Banque des règlements internationaux qui note que les pays en développement ont à nouveau bénéficié d'un accroissement de prêts lors du deuxième semestre de 1983.**

LES rencontres internationales qui se succèdent – qu'elles se situent au sommet ou à d'autres niveaux – traduisent de plus en plus sur la question du développement des peuples un véritable désarroi, révélateur des limites de toutes les techniques de la croissance.

Le signe le plus évident et le plus expressif de cette faillite, ce sont les fameuses dettes du tiers-monde. Or une explication n'est presque jamais offerte. Il faut pourtant l'esquisser. Dans la vie de chaque jour, tout individu, toute famille ou toute entreprise qui vit au-dessus de ses moyens, achète inconsidérément à crédit ou gère ses comptes en espérant que « les choses iront mieux demain », suscite autour de lui parfois la compassion, le plus souvent la risée générale. Lorsque la misère sanctionne l'imprévoyance, la sagesse populaire dit : « C'est tout à fait mérité. »

Le problème des dettes du tiers-monde s'apparente à cette inconscience dans les engagements souvent pris trop vite et trop légèrement, à la lumière d'informations toujours partielles. La société de consommation qui tend à s'universaliser nous a enserrés dans son réseau publicitaire extraordinairement habile.

L'un des slogans de sa campagne est de faire croire au tiers-monde que toute une série de mesures « marchandes » sont des instruments nécessaires au développement des peuples. Ces mesures s'appellent : lignes de crédit, droits de tirages spécieux, transferts de technologie, assistance financière, etc.

Ayant fondé notre développement non point sur ce que nous voulons pour l'ensemble de nos peuples, mais à partir de ce que nous voyons d'apparemment « réussi » dans les milieux les plus aisés de sociétés industrielles opulentes, nous traduisons l'aide et la coopération en termes de facilités commerciales, favorisant le « rattrapage ». Cela nous conduit à entrer dans la spirale des aspirations matérielles seulement satisfaites grâce aux crédits d'institutions financières qui ont leurs propres lois et sur lesquelles nous n'avons nul contrôle. Or, une fois que nous sommes pris à ce jeu, la responsabilité ne revient qu'à nous, et à *nous seuls*.

Si les engagements que nous prenons pour mieux assurer notre alimentation, notre habitat, notre santé, partent des slogans publicitaires que l'on vient de désigner, il n'y a aucun moyen d'échapper aux conséquences de ce choix. Une logique implacable nous conduira aux guichets des banques pour trouver l'argent nécessaire et accepter de payer les intérêts qui s'attachent à tout crédit. En plus, nous hypothéquons nos ressources qui ne sont pas sans limites.

Voici quelques exemples.

Nous voulons des habitations « correctes » dans nos villes et nos villages. Fort bien ! Mais le prix de revient des modèles qui s'imposent à nous en Afrique occidentale, par exemple, s'élève au minimun à 30 000 dollars pour une modeste maison de trois chambres à coucher. Or, le revenu moyen par tête d'habitant dans la plupart des pays de la région n'est pas de 500 dollars par an.

Nous voulons la santé pour tous. C'est notre devoir et notre bien légitime. Mais nous choisissons des techniques médicales et pharmaceutiques qui reviennent au minimum à 10 000 dollars par habitant et dont les seuls bénéficiaires sont en majorité les « privilégiés » de villes insalubres.

Nous voulons améliorer les transports urbains et ruraux. Quoi de plus normal ? Mais notre choix exclusif de tout autre est l'importation massive de voitures, d'autobus ou de métro que nous mettrons des générations à payer.

Nous voulons notre sécurité. Et cela est fort juste. Nous refusons cependant de travailler à la construction d'une résistance collective qui nous garantirait une paix durable et nous préférons *l'achat massif d'armements* qui nous reviennent chaque année à des sommes astronomiques et nous plongent dans les plus sombres calculs de négativité absolue.

Or, *si nous renversions* les données des solutions que nous croyons *apporter à nos problèmes, si nous* définissions notre développement et surtout les techniques de ce développement à partir des moyens nombreux et divers qui sont généralement à notre portée, que ferions-nous ?

Sans ignorer les techniques de pointe, nous les équilibrerions avec des techniques simples et immédiatement disponibles nous permettant de résoudre des problèmes immédiats et collectifs qui touchent à l'ensemble de nos populations. La maison confortable reviendrait à 3 000 dollars ; l'eau potable dans tous les villages nous coûterait l'apprentissage organisé de méthodes, mises au point en Asie ou même en Europe, sans oublier le recours à notre propre mémoire technologique. La coopération entre pays en développement, *la coopération Sud-Sud* n'est pas une hache de guerre contre les intérêts des groupes puissants d'autres continents. C'est simplement pour nous la seule vraie planche de salut.

A ce jour, malheureusement, ce *chemin n'est même pas exploré.* Nous en parlons sans doute. Mais, dans l'action, nous en sommes à balbutier. La raison en est peut-être que les réseaux de communication entre l'Afrique et l'Asie ou l'Amérique latine ne favorisent rien dans ce sens. Mais si nous tentons d'oublier les dogmatismes faciles, il est possible même avec la coopération des pays du Nord de susciter des « espaces d'apprentissage » qui nos permettent le contact bénéfique avec ceux qui avant nous ont découvert le moyen de réaliser beaucoup avec des *méthodes simples et peu coûteuses.*

Je dis même que les entreprises moyennes ou petites d'Europe, d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique auraient intérêt à créer des « aventures communes » qui leur ouvriraient l'immense marché des besoins immédiats de millions d'hommes et de femmes qui veulent se libérer du contre-développement.

Les réflexions et les travaux menés dans le cadre de l'Institut international d'études sociales et sous l'égide de l'Association mondiale de prospective sociale (A.M.P.S.) nous *ont permis de proposer des contrats* de solidarité ou de codéveloppement donnant la chance de résoudre ensemble des problèmes apparemment insurmontables.

Une coopération Sud-Sud directement organisée ou favorisée par des gouvernements ou des groupes de contact qui existent partout – et même dans les pays du Nord – ouvrirait une voie nouvelle et fermerait la porte à la tentation du désespoir.

Utopie, dira-t-on ! Je crois à cette utopie qui signifie prospective. Imaginez donc la panique dans certains cercles de l'Est ou de l'Ouest si aujourd'hui quelques pays du tiers-monde (je ne dis même pas tous) refusaient de continuer à s'approvisionner en armes... *qu'ils n'utiliseront jamais !*

La prospective pour notre développement *c'est imaginer que nous* pourrions vraiment vivre autrement. Notre situation du moment révèle avec acuité ce que nous avons appelé développement et qui a désormais un visage : *la ville.* Or celle-ci veut dire de plus en plus : chômage pour la plupart, prostitution pour beaucoup, drogue pour les jeunes, abandon des enfants et maintenant des vieillards, violence toujours possible à chaque carrefour... Tous phénomènes qui nous conduisent sur le chemin de l'immolation de nos cultures, de nos civilisations et bientôt de toute notre âme (1).

Dépendance acceptée

L'espoir existe pourtant chez tant de jeunes dont la réflexion et la disponibilité sont extraordinaires. Ils sont éparpillés dans des groupes de base anonymes et ignorés. La sagesse *des anciens* – ceux notamment qui reconnaissent que « nous nous sommes laissés avoir », – associée à la force de beaucoup qui veulent participer à une relève *différente, cette synergie donnera le courage* d'une autre aventure de développement authentique. A ce carrefour crucial de fin de siècle, la chance du sursaut est entre nos propres mains. Mais si nous choisissons de continuer à produire pour les autres les matières premières qu'ils nous commandent et qu'ils payent au prix qu'ils veulent, si nous croyons gagner ainsi des devises dont nous aurions besoin pour acheter « TOUT » ce qu'ils nous fournissent aux prix que déterminent leurs seuls intérêts. Si nous avons éloigné de notre esprit que nous pourrions nous aussi inventer, créer, souffrir sans doute mais ressusciter, alors, l'endettement est inévitable. L'endettement, c'est-à-dire la dépendance acceptée, les peuples sacrifiés, la tyrannie consacrée.

Le paradoxe, c'est que dans les pays du Nord et jusque dans les bureaux ministériels les angoisses que je tente d'exprimer ici se trouvent largement partagées.

Mieux, des groupes non gouvernementaux – syndicats, associations chrétiennes et bien d'autres, – ont depuis longtemps affirmé haut et fort l'aberration de politiques et d'attitudes meurtrières de toute coopération intelligente. La prospective est le seul instrument qui nous enjoint de réfléchir et d'agir en fonction de notre avenir défini hors de la pression du manipulateur quotidien. Charles Péguy nous l'a appris : *« L'heure qui sonne est sonnée, le jour qui passe est passé. Demain seul reste et les après-demains. »* Si nous rejetons le courage et la chance de la *prospective, nous récolterons la sanction* de la faillite. C'est cela que signifient, aujourd'hui, l'endettement qui nous asservit et la famine qui nous tue.

(*) Membre du club de Rome, directeur de l'Institut international d'études sociales. Genève.

(1) L'A.M.P.S. organisera à Genève du 3 au 7 septembre 1984 une semaine internationale *de prospective sociale sur* le thème : « L'explosion urbaine. Chaos ou maîtrise. Quelles villes pour l'an 2000 ? » (A.M.P.S., B.P. n° 6, CH 1211, Genève 22).

GALERIES LAFAYETTE



Des prix vraiment exceptionnels dans tout le magasin, jusqu'au 5 novembre!



Pour les femmes...

- ☐ Bottes vachette nappa, semelles élasthogomme .... ~~375 F~~ 300 F
- ☐ Manteau matelassé 65 % polyester, 35 % coton .... 495 F
- ☐ Imper forme trench pour femme, 67 % coton, 35 % polyester, doublure chaude 60 % laine, 30 % polyester, 10 % viscose .... ~~675 F~~ 495 F
- ☐ Chemise de nuit longue, manches longues 100 % coton flanelle, imprimée ...... 75 F

Les hommes...

- ☐ Pantalon velours extensible, 80 % coton, 18 % polyester, 2 % élasthanne .... 190 F
- ☐ Trench, manches montées, 65 % polyester, 35 % coton .... 395 F
- ☐ Loden, 80 % laine, 10 % polyamide, 10 % autres fibres .... 695 F
- ☐ Blouson en agneau .... 1 395 F
- ☐ Stylo plume Waterman laqué ivoire, plume or 18 carats .... 200 F
- ☐ Stylo bille assorti .... 90 F
- ☐ Stylo feutre assorti .... 90 F

Les enfants...

- ☐ Blouson aviateur 65 % polyester, 35 % coton, 2 au 16 ans. Le 8 ans .... 125 F

La maison...

- ☐ Verre à pied, cristal taillé Bohême 40 F (chopes et gobelets assortis)
- ☐ Service de table 72 pièces, porcelaine décorée .... ~~1 940 F~~ 1 500 F
- ☐ Aspirateur traîneau Tornado TO 108, 1 000 W, 220 V, rouge et noir .. ~~995 F~~ 830 F
- ☐ Table en travertin, 180 x 100 cm .... ~~4 515 F~~ 3 610 F

– 15 % sur une sélection de canapés Guermonprez, Sufren, Steiner, Dunlopillo, Burov...

- ☐ Couette duvet d'oie, label Belle Literie, enveloppe percale pur coton, Mathieu Netter pour les Galeries Lafayette. 140 x 200 cm .... ~~1 430 F~~ 995 F
- ☐ Drap housse, 100 % coton, 6 coloris 90 x 190 cm .... 55 F

Galeries Lafayette
Haussmann - Montparnasse - Belle-Epine









INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris – Tél. 325.41.37

ÉTRANGER

SUSPENSION POUR TROIS MOIS DU SERVICE DE LA DETTE A COURT TERME DES PHILIPPINES

M. Cesar Virata, premier ministre et ministre des finances des Philippines, a confirmé officiellement à la fin de la semaine dernière la suspension pour trois mois du service de la dette à court terme de son pays envers les banques étrangères. Cette suspension, qui porte sur un montant de 3 milliards de dollars, ne concerne pas le financement des transactions commerciales. M. Virata a précisé que le gouvernement cherchera à obtenir le rééchelonnement d'une partie de cette dette.

Les créditeurs des Philippines avaient accordé un délai de trois mois au début de la semaine dernière en raison des difficultés financières liées à la crise politique qui a suivi l'assassinat le 21 août dernier de M. Benigno Aquino, le principal dirigeant de l'opposition.

M. Virata a affirmé qu'il ne voyait aucune nécessité de procéder à une nouvelle dévaluation du peso philippin (celui-ci a été dévalué de 21 % début octobre). Mais il a reconnu que les réserves de devises sont tombées à 500 millions de dollars, pour des importations qui s'élèvent actuellement à environ 600 millions de dollars par mois.

Dans les milieux d'affaires, on s'attend à un déficit de la balance des comptes courants de 2 milliards de dollars pour 1983, près de deux fois celui de 1982, qui était de 1,13 milliard de dollars. Les dirigeants de l'industrie nationale ont accepté de réduire leurs importations de 15 %, les autorités ayant imposé des contrôles sur les achats des produits jugés « non essentiels ». – *(A.F.P.)*

Victoire syndicale dans les télécommunications britanniques

Une décision de la justice britannique risque d'entraver considérablement la dénationalisation des télécommunications en Grande-Bretagne et, au-delà, de ralentir l'exécution du programme du gouvernement de Mme Thatcher. L'entreprise privée de téléphone Mercury, qui avait attaqué en cour de justice les syndicats de l'entreprise publique British Telecom, a été déboutée. Une victoire syndicale qui prouve que, dénationaliser n'est pas si facile qu'on le croie.

Inspirée par l'exemple américain, Mme Thatcher a décidé de démonopoliser British Telecom, la branche télécommunications des P.T.T. britanniques. Pour les *néo-libéraux, instaurer la* concurrence là où il y a monopole, c'est entraîner des baisses de tarifs profitables aux utilisateurs, c'est en même temps revivifier un secteur industriel assoupi. Pour Mme Thatcher, cette évolution est rendue nécessaire par l'explosion constatée des marchés de la communication, et s'avère conforme aussi à sa volonté générale de réduire le pouvoir syndical.

Le plan du gouvernement britannique devait avoir deux *volets : vendre 51 % du capital de* British Telecom (B.T.) en Bourse et *susciter la création d'une* concurrence. La privatisation de B.T. *n'est pas encore réalisée, mais*, l'entreprise Mercury a été créée avec des actionnaires *privés* ou eux-mêmes en voie de « *privatisation* » : Cable and Wireless, Barclay's Merchant Bank, et British Petroleum. Mercury n'a encore que fort peu de clients (*à Londres*), *et ces derniers* – doivent être connectables à l'ensemble des abonnés britanniques y compris donc à ceux de B.T.

Or des employés de B.T. s'y sont refusés en juin 1983. Soutenus par le Post Office Engineering Union (P.O.E.U.), majoritaire, et les autres syndicats, ils expliquent que ce serait « *se trancher la gorge eux-mêmes* » que de laisser faire cette interconnection de réseaux favorable à la dénationalisation, mais défavorable à leurs statuts et à leurs emplois. Mercury porte alors plainte contre le P.O.E.U. en s'appuyant sur une nouvelle loi de *1982 (Employment Act)*, qui restreint fortement le champ légal *de revendication des syndicats*. La loi, en particulier, leur interdit toute action *qui* porte une atteinte quelconque à un tiers, une entreprise par exemple. Mercury estime être dans ce cas ; le « *refus d'interconnexion* » des syndicats de B.T. lui aurait fait perdre entre *500 000 et 1,5* million de livres de ventes

Vendredi 21 octobre, le tribunal a rejeté la plainte de Mercury *estimant que le P.O.E.U.* n'outrepassait pas ses droits et ne faisait que lutter en toute *légalité* pour les emplois de ses membres.

Ce jugement a surpris les milieux d'affaires et le gouvernement qui ne *s'attendaient pas* à une victoire du mouvement syndical en une période où le rapport des forces lui est *si* défavorable. La loi de 1982, regrettent le patronat et les conservateurs, n'est pas si puissante qu'ils le croyaient. En attendant, la dénationalisation des télécommunications britanniques est dans une impasse.

ERIC LE BOUCHER.

AUX ÉTATS-UNIS

La Commission fédérale des communications souhaite que l'ensemble des marchés soient ouverts à la concurrence

La Commission fédérale des communications (F.C.C.) des Etats-Unis *vient de prendre une* position qui devrait ouvrir un peu plus le *marché américain des télécommunications. Dans un vote unanime*, mercredi 19 octobre, la F.C.C. a souhaité *que le marché du téléphone* longue distance soit déréglementé. *De même, elle souhaite assouplir* considérablement les règles en matière de liaisons *par* satellite *et par* télex.

Cette nouvelle offensive dérégulatrice de la F.C.C. survient après celle qui avait marqué la fin du quasi-monopole d'A.T.T. sur le trafic téléphonique aux Etats-Unis. Le Bell System contrôlait 80 % du trafic téléphonique local à travers des filiales d'exploitation par Etat. Il avait le monopole du trafic longue distance inter-Etats, du télex et du télégraphe avec Western Union Telegraph. En outre, A.T.T. fabrique ses propres matériels et dispose de ce qui est peut-être le plus grand laboratoire mondial d'électronique : les Bell Labs.

Le 8 janvier 1982, A.T.T. et les autorités américaines parvenaient à un accord aux termes duquel A.T.T. devait redonner leur liberté à vingt-deux compagnies téléphoniques locales. *Celles-ci* peuvent désormais acheter leurs matériels à qui bon leur semble.

En matière de trafic longue distance, la F.C.C avait déjà donné en 1982 la possibilité à des sociétés comme *M.C.I.* de louer des « *lignes* » à A.T.T. pour revendre ensuite des services *complets aux* utilisateurs, notamment pour les *transmissions de données d'ordinateurs*.

Mercredi 19 octobre, la F.C.C a franchi un pas supplémentaire en estimant que les transmissions inter-Etats, de la voix, de l'image, des données, par téléphone, par télex, par satellite, devait être considérées comme un seul et même marché. Un marché sur lequel seul A.T.T. exerce une « *position dominante* ». De ce fait, la F.C.C. estime qu'il n'est pas nécessaire d'imposer une stricte réglementation aux autres compétiteurs. Ce qui revient à préconiser une ouverture de l'ensemble des marchés des télécommunications aux Etats-Unis.

(Publicité)

AFFAIRES

Modèles de tableaux de bord pour gérer et contrôler la rentabilité de votre entreprise

Réalisé par des praticiens pour des praticiens, ce nouvel ouvrage de référence des Éditions WEKA s'adresse à tous les décideurs et aux conseils en entreprise.

Abordant tous les aspects de la gestion de l'entreprise, plus de 130 tableaux, directement opérationnels et complétés par des applications chiffrées, donnent des bases solides pour suivre sa trésorerie, contrôler ses coûts de production et de distribution, analyser les écarts entre objectifs et réalisations, passer en douceur au nouveau plan comptable, surveiller ses marges, ses frais financiers... ou ses impayés.

Un guide précieux pour optimiser l'organisation d'un service et gérer son entreprise en toute sécurité, à une époque où le moindre « boulon desserré » coûte cher.

Avantages en nature: tous les moyens pour motiver vos collaborateurs

Face à l'augmentation draconienne des charges sociales et des impôts sur le revenu, patrons et cadres ont de plus en plus le sentiment de ne travailler que pour le fisc. Ce tout nouvel ouvrage leur donne des solutions concrètes pour retrouver le moral - et leur pouvoir d'achat.

Rédigé par une équipe de consultants qui vivent quotidiennement la réalité de l'entreprise, « Avantages en nature... » se veut avant tout pratique. Des exemples concrets, des tableaux comparatifs et des scénarios vécus facilitent les décisions. Seul sur le marché, il offre un panorama exhaustif de tous les avantages imaginables avec leurs conséquences chiffrées pour l'entreprise, ses dirigeants et leurs proches collaborateurs.

Des outils de travail en permanence à jour

Ces deux ouvrages, présentés sous forme de classeurs à feuillets mobiles, sont actualisés 4 à 5 fois par an grâce à un système exclusif de compléments et mises à jour (200 pages environ par envoi, facturées actuellement 1,57 F la page, franco TTC. Ces envois peuvent cesser sur demande).

Les techniques de gestion et la réglementation fiscale évoluent; le lecteur, lui, reste en permanence à jour. Il découvre de nouveaux tableaux assortis des conseils des meilleurs spécialistes; il se constitue aussi un véritable « hit-parade » des avantages en nature, chiffrés et analysés en termes d'efficacité comme de risque.

Pour recevoir rapidement l'ouvrage qui vous intéresse, renvoyez simplement cette annonce accompagnée de votre règlement aux:
Éditions WEKA, 12, cour Saint-Éloi; 75012 Paris. Téléphone: (1) 307.60.50

Veuillez m'expédier dans les meilleurs délais l'ouvrage dont j'ai coché le titre:
☐ Modèles de tableaux de bord pour gérer et contrôler la rentabilité de votre entreprise, 710 pages, ... exemplaire(s) à 570 F*, soit ....
☐ Avantages en nature: tous les moyens pour motiver vos collaborateurs, 450 pages environ, ... exemplaire(s) à 570 F*, soit ....
Nom .... Société ....
Adresse ....
.... Tél.: ....
Je joins mon règlement de .... F Signature:
*Prix franco TTC au 1.9.83, susceptibles de modifications ultérieures.
LM 2

A LOUER
LES BUREAUX DE LA PORTE DE VANVES
2e tranche : 14 000 m² livrés en Janvier 1984.
• Dans un quartier neuf pratiquement achevé.
• A quelques minutes à pied du métro Malakoff-Plateaux de Vanves.
• Niveaux de 840 m², restaurant inter-entreprises.
• Des loyers et des charges très raisonnables.
1re Tranche
ARTOIS 6700 m²
BERRI 7600 m²
BEARN 8000 m²
LOUE OU SOUS OPTION
ENCORE DISPONIBLE
C'est un immeuble UAP
Commercialisateur exclusif :
saggel vendôme
742.44.44.

SOCIAL

Des militants contestataires de la C.F.D.T. lancent une revue « Alternative syndicale »

Trois jours après les élections à la Sécurité sociale, les signataires du texte « *Pour une autre démarche syndicale* » ont réuni, le 22 octobre à Paris, deux cent cinquante militants de la C.F.D.T. opposés à la ligne confédérale. Quatre-vingt-huit syndicats étaient représentés ainsi que dix-huit régions ou fédérations.

Les résultats des élections à la Sécurité sociale – qui donnent lieu parmi ces militants à des interprétations différentes, certains y voyant un échec de la ligne confédérale, d'autres refusant de « *dramatiser* » – n'étaient pas à l'ordre du jour. Les militants « *contestataires* » ont fait « *le tour des luttes* », notamment celles qui, à leur avis, ne sont pas véritablement soutenues par la confédération comme dans les centres de tri postal, aux chèques postaux, à Talbot-Poissy, aux Magasins réunis, etc.

Le 11 juin dernier, lors d'une précédente réunion nationale de ces opposants, un « collectif de coordination » des onze membres avait été constitué (*le Monde* du 14 juin).

Tiré à trois mille exemplaires, le numéro zéro d'« *Alternative syndicale, revue de débat critique pour le développement des luttes sociales* » (1), a été, selon ses initiateurs, entièrement diffusé. « *Il nous est apparu très important*, écrit le comité de rédaction dans ce numéro zéro, *de nourrir une discussion, tant sur les formes de mobilisation unitaire les plus larges, notamment contre les mesures d'austérité, que sur les solutions anticapitalistes à avancer pour changer de logique et aller vers le socialisme autogestionnaire* ».

(1) Correspondance à adresser à M. P. Rozenblatt, « *Alternative syndicale* », B.P. 262, Paris, 75228.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Krivine

Après notre analyse des résultats des élections à la sécurité sociale (*le Monde* du 21 octobre), M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), nous a adressé la lettre suivante.

La LCR rappelle que sa consigne de vote pour le 19 octobre était en faveur de la CGT, de la CFDT et de F.O., c'est à dire les trois centrales syndicales ouvrières. Encore demandait-elle à F.O. de rejeter publiquement les consignes de Chirac, Barre et le Pen en sa faveur. Ces derniers ont fait campagne contre les syndicats marxistes. Quoi de commun entre les positions de Krivine et celles de le Pen amalgamées hativement pour démontrer de quelle ambiguïté jouait Bergeron comme l'indiquait un article du *Monde* du 21 octobre.

[Dans l'analyse que nous avons faite des résultats des élections à la Sécurité Sociale (*le Monde* du 21 octobre), nous écrivions effectivement (page 33, tête de deuxième colonne) : « *Il n'est pas sans signification que M. Bergeron ait reçu à la fois les soutiens de M. LE PEN et de M. Krivine.* » Ce faisant, nous ne faisions que constater un *fait que nous signalions dans nos éditions du 20 octobre en indiquant que « la Ligue communiste révolutionnaire dirigée par Alain Krivine a invité à voter* « pour la CGT, la CFDT et F.O. » *pour* constituer une majorité ouvrière contre les patrons *dans les conseils* ». Après comme avant *le scrutin la LCR* doit assumer pleinement ses prises de position électorales.]

ACTIONS, OBLIGATIONS, QUELLE STRATÉGIE ADOPTER ?

RENSEIGNEZ-VOUS.

Pour en savoir plus et obtenir réponse à toutes vos questions, venez 4, Place de la Bourse, Paris 2e, Bureau d'Accueil des Agents de Change, ouvert du lundi *au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner* : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.

BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE
4, Place de la Bourse, Paris 2e. Tél. 297.55.55.

Publicité

DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
DIRECTION DE L'EQUIPEMENT
Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie
32, quai Galliéni – 92151 SURESNES CEDEX
COMMUNES DE SAINT-CLOUD ET SURESNES
ROUTE NATIONALE 185 – CHEMIN DEPARTEMENTAL 39
CARREFOUR DE LA BERENGERE
Création d'un passager dénivelé
ENQUETES CONJOINTES D'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

Le Préfet, Commissaire de la République du Département des Hauts-de-Seine, chevalier de la Légion d'Honneur,
Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ;
Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et notamment ses articles 5 et 6 ;
Vu la liste départementale des Commissaires Enquêteurs pour 1983 établie par arrêté préfectoral du 28 décembre 1982 ;
Vu la délibération en date du 29 juin 1981 par laquelle le Conseil Général des Hauts-de-Seine a adopté le projet d'aménagement d'un passage dénivelé au carrefour de la Bérengère (*CD 39 – CD 180 A – RN 185*) *sur le territoire des communes de* SAINT-CLOUD et SURESNES *et a autorisé* l'engagement des procédures foncières nécessaires à l'acquisition des parcelles situées dans l'emprise de l'opération.
Vu les pièces du dossier transmis par l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées – Directeur Départemental de l'Equipement pour être soumis à l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de cette opération dossier comprenant les pièces dont la liste est énumérée au I de l'article R. 11-3 du Code susvisé,
Vu le plan parcellaire des terrains à acquérir sur le territoire des communes de SAINT-CLOUD et SURESNES ainsi que la liste des propriétaires dressée en application de l'article R. 11–19 du Code précité,
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

– DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX ENQUETES –
ARTICLE 1er
Il sera procédé dans les communes de SAINT-CLOUD et SURESNES
1°) à une enquête sur l'utilité publique de l'aménagement d'un passage dénivelé au carrefour de la Bérengère (CD 39 – CD 180A – RN 185) :
2°) à une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les immeubles à acquérir pour permettre la réalisation du projet.
ARTICLE 2
Monsieur Pierre Melin, inspecteur divisionnaire hors classe à la S.N.C.F. – 1, rue Pissarro – 75017 PARIS est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.
– DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE –
ARTICLE 3
Les pièces du dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique ainsi que les registres d'enquête seront déposés en mairies de SAINT-CLOUD et SURESNES
– du vendredi 21 octobre au lundi 14 novembre 1983 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance, sauf dimanches et jours fériés :
Mairie de SAINT-CLOUD :
– du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 45
– le samedi matin de 9 h à 12 h.
Mairie de SURESNES :
– du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 H et de 13 h 30 à 18 h.
– le samedi matin de 8 h 30 à 12 h. et consigner éventuellement ses observations sur les registres prévus à cet effet, ou les adresser pendant ce même délai, au Maire ou au Commissaire-Enquêteur qui les annexeront aux registres.
ARTICLE 4
A l'expiration du délai fixé à l'article 3, les registres d'enquête seront clos et signés par les Maires de SAINT-CLOUD et SURESNES et transmis par ces derniers dans les 24 heures avec le dossier d'enquête au Commissaire-Enquêteur.
ARTICLE 5
Le Commissaire-Enquêteur examinera les observations consignées ou annexées aux registres, entendra s'il y a lieu toute personne susceptible de l'éclairer et émettra un avis sur l'utilité publique de l'opération dans un délai de 15 jours à compter de la clôture de l'enquête.
ARTICLE 6
A l'expiration du délai fixé à l'article 5, le Commissaire-Enquêteur transmettra le dossier, les registres d'enquête et ses conclusions au Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de BOULOGNE-BILLANCOURT qui émettra un avis sur l'utilité publique de l'opération, avant de faire suivre l'ensemble de ces pièces au Préfet, Commissaire de la République du département des Hauts-de-Seine – Direction Départementale de l'Equipement – Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie – 32, quai Galliéni – 92151 SURESNES CEDEX.
Ces opérations dont il est dressé procès-verbal devront être terminées dans un délai de 30 jours de la clôture de l'enquête.
ARTICLE 7
Copies des conclusions du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique du projet seront tenues à la disposition du public en mairies de SAINT-CLOUD et SURESNES, à la Sous-Préfecture de Boulogne-Billancourt et à la Préfecture des Hauts-de-Seine – Direction Départementale de l'Equipement – Accueil du Public – Niveau + 1.
– DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUETE PARCELLAIRE
ARTICLE 8
Le dossier d'enquête parcellaire ainsi que les registres d'enquête seront également déposés en mairies de SAINT-CLOUD et SURESNES pendant la période fixée à l'article 3 afin que chaque intéressé puisse en prendre connaissance aux heures indiquées audit article et consigner éventuellement ses observations sur les limites des biens à exproprier ou les adresser au Commissaire-Enquêteur ou aux Maires qui les annexeront aux registres.
ARTICLE 9
A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 3, les registres d'enquête parcellaire seront clos et signés par les Maires de SAINT-CLOUD et SURESNES qui les transmettront dans les 24 heures avec le dossier au Commissaire-Enquêteur. Celui-ci donnera son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et dressera procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclairer.
ARTICLE 10
La transmission du dossier d'enquête parcellaire des registres et de l'avis du Commissaire-Enquêteur se feront ensuite dans les mêmes formes et dans les mêmes délais que ceux prévus aux articles 5 et 6.
– DISPOSITIONS CONCERNANT LA PUBLICITE DES ENQUETES CONJOINTES –
ARTICLE 11
Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches qui seront apposées avant le début des enquêtes pour le rester pendant toute la durée de celles-ci, et éventuellement par tous autres procédés en usage dans les communes de SAINT-CLOUD et SURESNES.
L'accomplissement de cette formalité d'affichage sera justifié par un certificat des Maires qui seront annexés au dossier à la clôture de l'enquête.
Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents *HUIT JOURS au moins avant le début des enquêtes et rappelé* dans les HUIT PREMIERS JOURS de celles-ci dans deux journaux publiés dans tout le Département.
ARTICLE 12
MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de BOULOGNE-BILLANCOURT, les Maires de SAINT-CLOUD et SURESNES, le Directeur Départemental de l'Equipement et le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NANTERRE, le 1er Septembre 1983
Le Préfet, Commissaire de la République
Signé : DIEUDONNE MANDELKERN



L'action Sagem ?

Des performances
De l'innovation
De la croissance

Les nouvelles actions Sagem ?

A souscrire du 17 octobre au 17 novembre 1983

Emission au prix de F 900 de 226 600 actions à dividende prioritaire sans droit de vote

- ☐ à raison de 1 action nouvelle de F 100 nominal pour 3 anciennes (droit préférentiel nº 56). Souscription à titre réductible acceptée.
- ☐ dividende prioritaire : 15 % du montant nominal des nouvelles actions, soit globalement 38 % de plus que le dividende des actions ordinaires (F 39,435 avoir fiscal compris en 1982).
- ☐ jouissance : 1er janvier 1983.
- ☐ souscription reçue aux guichets des banques et établissements domiciles.

Une note d'information qui a reçu le visa COB nº 83-287 en date du 20 septembre 1983 est tenue à la disposition du public.
Balo du 10 octobre 1983.

SOUSCRIVEZ A L'AUGMENTATION DE CAPITAL

SAGEM

DE LA HAUTE TECHNOLOGIE DANS VOTRE PORTEFEUILLE

SAUPIQUET

Les comptes consolidés provisoires du groupe Saupiquet arrêtés le 30 juin 1983 font apparaître un cash flow de F. 30.400.000 contre F. 15.300.000 pour les six premiers mois de 1982.

L'évolution favorable constatée au cours du premier semestre 1983 s'est poursuivie au cours du troisième trimestre et s'explique notamment par le succès remporté par les salades de thon lancées par le réseau Saupiquet-Cassegrain sous la marque « Les Saladdières ».

A fin septembre, le chiffre d'affaires net facturé « conserves » du groupe est en augmentation de 19,2 % (1.397 millions contre 1.164 millions). Sauf modification de la conjoncture, les résultats de l'exercice 1983 devraient marquer une forte progression par rapport à ceux de 1982.

Ces résultats ont conduit le conseil d'administration à envisager de verser un acompte sur dividendes dont le montant sera fixé à l'occasion d'une prochaine réunion.

A ce jour, les conversions d'obligations réalisées depuis le début de l'année ont entraîné une augmentation du capital de la compagnie qui s'élève à 40.690.700 divisé en 406.907 actions de F. 100 contre F. 31.179.798 actions de F. 100 au 1er janvier 1983. Les fonds propres du groupe sont ainsi passés de F. 154.377.668 à F. 182.286.142.

Une assemblée générale extraordinaire sera convoquée avant la fin de l'année pour autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital social, en espèces ou par incorporation de réserves, et à émettre un nouvel emprunt obligataire convertible en actions destiné à financer le programme d'investissements de la compagnie.

LA MAISON DU CAFÉ

Dominique Bachellerie, quarante et un ans, H.E.C., Sciences Po, vient d'être nommé président-directeur général de Douwe Egberts France (La Maison du café) filiale de Douwe Egberts (Hollande).

La Maison du café, une des sociétés leaders du marché du café en France, a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de francs en 1983.

SCHNEIDER S.A.

Le conseil d'administration de Schneider S.A. s'est réuni le 20 octobre 1983 pour décider de la date et de l'ordre du jour d'une assemblée générale des actionnaires appelée à délibérer sur les concours demandés à Schneider S.A. pour le redressement de Creusot-Loire.

Le conseil a rappelé qu'il avait précédemment arrêté le principe de cette convocation. Il a constaté qu'il n'avait reçu à ce jour des pouvoirs publics aucune des réponses attendues et nécessaires pour permettre la mise en œuvre du plan de redressement de Creusot-Loire.

Dans ces conditions et malgré la très grande urgence, il ne lui paraît pas possible de convoquer l'assemblée générale.

INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

R.C.S. PARIS B 325 050 169.
SIÈGE SOCIAL : 52, rue de Bassano 75008 PARIS

AVIS DE RÉUNION ET DE CONVOCATION
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

Messieurs les Actionnaires de la Société Investissement obligataire sont convoqués en assemblée générale mixte le :

JEUDI 1er DÉCEMBRE 1983 A 11 HEURES

au siège social, 52, rue de Bassano à 75008 Paris,
avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration.
- Lecture des rapports du Commissaire aux comptes.
- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 1983 et quitus à donner aux Administrateurs.
- Affectation des résultats.
- Fixation du dividende.
- Fixation des jetons de présence.
- Nomination d'un nouvel Administrateur.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

- Modification de l'exercice social de la Société à compter de l'exercice 1983-1984.

EMPRUNT 14,40 % DE F 200 MILLIONS

représenté par 40 000 obligations de F 5 000 nominal.

Prix d'émission : 99,60 %, soit F 4980 par obligation.

Date de jouissance et de règlement des souscripteurs : 14 novembre 1983.

Intérêt annuel : 14,40 % soit F 720 par obligation.
Premier terme d'intérêt payable le 14 novembre 1984.

Taux de rendement actuariel brut : 14,49 % (au 14 novembre 1983).

Durée totale : 8 ans.

Amortissement normal : en totalité à la fin de la 8e année, soit le 14 novembre 1991 par remboursement au pair.

Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse notamment dans le cadre d'un fonds de rachat.

EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE F 200 MILLIONS

représenté par 40 000 obligations de F 5 000 nominal.

Prix d'émission : 99 %, soit F 4950 par obligation.

Date de jouissance et de règlement des souscripteurs : 14 novembre 1983.

Intérêt annuel : égal à la moyenne arithmétique des taux de rendement moyens au règlement, ou à défaut sur le marché secondaire, des emprunts non indexés garantis par l'État et assimilés, publiés mensuellement par l'INSEE, du 1er octobre au 30 septembre inclus précédant chaque échéance.
Taux d'intérêt minimum garanti : 8,75 % l'an.
Premier terme d'intérêt payable le 14 novembre 1984.

Durée totale : 8 ans.

Amortissement normal : en totalité à la fin de la 8e année, soit le 14 novembre 1991 par remboursement au pair.

Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse notamment dans le cadre d'un fonds de rachat.

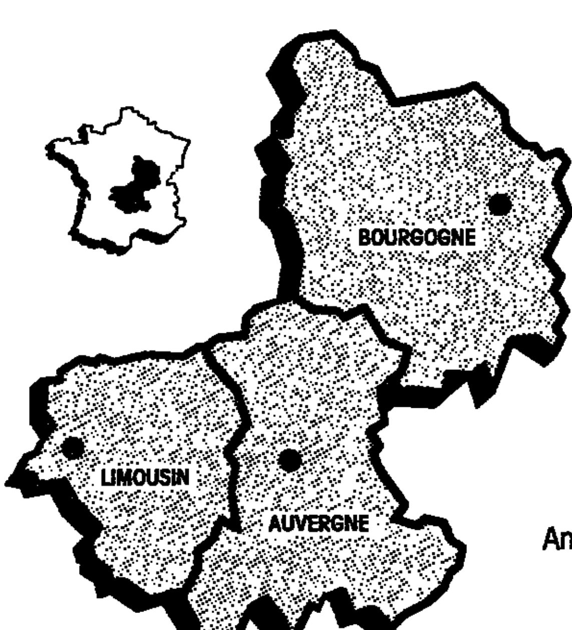
Cotation des obligations à la Bourse de Paris dès la clôture de l'émission.

Une note d'information ayant reçu le visa COB nº 83-294 en date du 19 octobre 1983 est tenue à la disposition du public.
BALO du 24 octobre 1983.



Information et Graphique

EMPRUNT INTERREGIONAL AUVERGNE-BOURGOGNE-LIMOUSIN



24 Octobre 1983
405 millions de F.

14,60 %

Emission de 81.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : le pair.
Jouissance, règlement : 7 Novembre 1983.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 14,60 %.

Souscriptions dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Epargne.
Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.
Une note d'information (visa C.O.B. nº 83 293 du 18 10 83) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille - 75007 PARIS, et des établissements chargés du placement.

Auvergne — Bourgogne — Limousin



Avec le concours de la CAECL

POUR FINANCER L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES RÉGIONALES

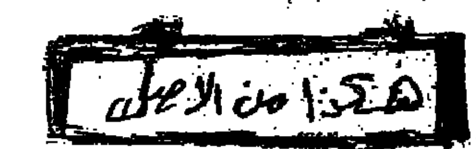
EMPRUNT SDR 1 MILLIARD de F.

garanti par l'État

Taux nominal : 14,40 %
Taux de rendement actuariel brut au règlement : 14,46 %
Prix d'émission : 99,70 %, soit F. 4985 par obligation
Jouissance : 7 novembre 1983
Durée : 12 ans
Amortissement : 10 annuités constantes à partir du 7 novembre 1985

Une note d'information qui a reçu le visa COB nº 83-292 en date du 18 octobre 1983 est tenue à la disposition du public, BALO du 24 octobre 1983.





MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 13-10-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	376 562
dont :	
Or	260 738
Disponibilités à vue à l'étranger	22 680
ECU	79 074
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 069
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	12 074
dont :	
Concours au Trésor public	5 760
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	209 115
dont :	
Effets escomptés	86 312
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	76 903
5) DIVERS	6 822
Total	681 478

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	186 986
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 843
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	9 896
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	76 121
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	17 838
5) ECUS A LIVRER AU FECOM	78 476
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	306 114
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 563
8) DIVERS	10 476
Total	681 478

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	13 oct.	20 oct.
Valeurs franç. à revenu variable	1186,4	1176,7
Valeurs étrangères	3693,3	3623,8
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	171,2	169,8
Valeurs étrangères	499,7	490,3
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	147,8	146,8
Pétroles-Énergie	117	115,4
Métallurgie	81,4	79,7
Chimie	166,2	163,7
Bâtim., mat. constr., trav. publics	114,4	112,1
Constructions mécaniques	106,5	105,8
Matériel électrique	167,8	166,6
Automobile et accessoires	118,7	117,9
Industr. de consom. non alim.	223,4	221,8
Agro-alimentaire	210,5	209,7
Distribution	93,9	92,7
Transports	139,5	139,1
Services	172,7	172,4
Assurances	115,1	115,4
Banques	173,4	170,9
Immobilier et foncier	145,4	145,6
Investissement et portefeuille	163,6	163,6
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	173,4	171,5
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	103,6	103,5
Emprunts d'État (*)	104,5	104,7
Emprunts garantis et assimilés (*)	103,3	103,1
Sociétés (*)	104,1	104,1
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	90,8	90,6
Sociétés (*)	99	99
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	141	139,7
Produits de base	121,2	118,6
Construction	112,1	109,4
Biens d'équipement	119,3	117,3
Biens de consom. durables	158,2	157,3
Biens de consom. non durables	203,4	198,4
Biens de consom. alimentaires	206,8	208,1
Services	119,7	119,2
Sociétés financières	159,4	158,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	116,8	116,8
Valeurs industrielles	144,8	143,2
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	117,1	117,7

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BANQUES ESPAGNOLES. – Deux établissements bancaires espagnols, El Banco del Descuento et El Banco de Levante, actuellement en difficulté, vont être reprises par deux banques étrangères, respectivement la B.C.C.I., holding de Luxembourg, et la Citibank américaine, pour la somme de 16,5 et 36,6 millions de dollars dans l'un et l'autre cas. Les banques de Descuento et de Levante étaient les deux derniers établissements à figurer sur la liste des banques en difficulté dont les avoirs avaient été gelés par le fonds de garantie des dépôts, sur décision de la banque d'Espagne et avec l'accord du nouveau gouvernement socialiste.

HARRIS BANKCORP. – Cette société mère de la Harris Trust and Savings Bank, qui figure au trente et unième rang des banques américaines – et au troisième à Chicago – a été rachetée par la banque de Montréal, moyennant la somme de 545 millions de dollars environ. Cette opération s'est conclue sur un prix de 82 dollars par action, bien supérieur aux 69,25 dollars par action.

WATERMAN. – La Société générale Bank, filiale britannique de la Société générale, a informé les autorités boursières que sa participation dans le capital de Waterman venait de franchir le seuil de 10 %. Rappelons que le capital de la société Waterman, dont la présidence est assurée par Mme Francine Gomez, était détenu majoritairement jusqu'à présent par un groupe familial à hauteur de 58,4 % (dont 8,4 % pour Mme Gomez), la Société financière internationale de participations (Sofipar) détenant 10,4 %, le solde étant réparti dans le public.

GENCOR. – Le groupe Gencor enregistre une baisse de 3,1 % de ses bénéfices pour le troisième trimestre, dont le montant revient à 97,78 millions de rands. La tendance générale se confirme donc, encore que les résultats par mine soient assez contrastés. St-Helena, ainsi, enregistre une augmentation de son bénéfice net : 16,38 millions de rands contre 13,26 millions de rands, tandis que West Rand dégage une perte de 827 000 rands contre un résultat positif de 2,08 millions de rands pour le second trimestre.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	20 oct.	21 oct.
Valeurs françaises	142,5	
Valeurs étrangères	150,8	

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	20 oct.	21 oct.
Indice général	139,7	

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 24 oct. .... 12 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 oct.	24 oct.
1 dollar (en yens)	232,18	234,50

BOURSE DE PARIS — Comptant — 20 OCTOBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	30 10	0 164	Delmas-Vieljeux	552	552	Porcher	164 80	160	Finoutremer	260	....	Tenneco	432	....
5 %	39 50	3 589	Dév. Rég. P.d.C (Li)	112	111 90	Profils Tubes Est	6 60	6 50	Finsider	0 45	....	Thorn EMI	99 90	....
3 % amort. 45-54	....	0 884	Didot-Bottin	298	304	Prouvost ex-Lain.R.	35 50	35 50	Gén. Belgique	340	339	Thyssen c. 1 000	257	....
Emp. 7 % 1973	9555	..	Dist. Indochine	347	349	Providence S.A.	365	380	Gevaert	441	443	Toray indust. Inc	19 25	19 20
Emp. 8,80 % 77	113 30	3 631	Drag. Trav. Pub.	190	185	Publicis	970	970	Glaxo	117	114	Vieille Montagne	531	....
9,80 % 78/93	89 95	2 704	Duc-Lamothe	220 90	212 d	Raff. Souf. R.	155	151 60	Goodyear	335	....	Wagons-Lits	336	330
8,80 % 78/86	89 70	7 546	Dunlop	6 70	5 35 o	Ressorts Indust.	93 50	95	Grace and Co	465	490	West Rand	83	78
10,80 % 79/94	90 95	1 387	Eaux Bass. Vichy	904	920	Révillon	480	478	Grand Metropolitan	50	50			
13,25 % 80/90	100 01	5 068	Eaux Vittel	800	800	Ricqlès-Zan	125 20	125	Gulf Oil Canada	160	154			
13,80 % 80/87	101 20	0 189	Ecco	2255	2190	Ripolin	55	50 20 o	Hartebeest	700	680			
13,80 % 81/99	100 50	10 548	Economats Centre	420	420	Rochefortaise S.A.	64 90	62 30 o	Honeywell Inc.	1400	1315			
16,75 % 81/87	110 45	1 876	Electro-Banque	220	219									

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Files Fourmies	2 10	....
Imp. G.-Lang	1 84	....
La Mure	61 10	....
Maurel et Prom	....	....
Pronuptia	136	130
Rorento N.V.	725	722
Sabl. Morillon Corv.	129	129 d
S.K.F.(Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	104	104
Total C.F.N.	59	....
Ufinex	225	....

SICAV 20/10

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
A.G.F. 5000	230 21	219 77	Laffitte-Tokyo	833 78	795 97
Agfimo	353 59	337 56	Lion-Associations	10862 97	10862 97
A.G.F. Interfonds	374 82	357 82	Livret portefeuille	479 76	458
Altefi	229 28	218 88	Mondiale Investissem.	337 38	322 08
A.L.T.O.	184 45	176 09	Monecic	53362 88	53362 88
Amérique Gestion	516 91	493 47	Multi-Obligations	464 73	443 66
Associc	21139 56	21139 56	Natio.-Assoc.	22045 38	22001 38
Bourse-Investiss.	270 46	258 20	Natio.-Epargne	11857 69	11839 30
Capital Plus	1205 06	1205 06	Natio.-Inter.	933 62	891 28
C.I.P.	806 84	770 25	Natio.-Placements	58969 61	58969 61
Convertimmo	285 18	272 25	Natio.-Valeurs	480 48	458 69
Cortexa	1008	962 29	Oblisem	162 23	154 87
Credinter	383 92	366 51	Pacifique St-Honoré	394 78	376 88
Croiss. Immobil.	356 13	339 98	Paribas Epargne	11559 68	11513 63
Démeter	62543 89	62356 82	Paribas Gestion	534 07	509 85
Drouot-France	284 31	271 42	Patrimoine-Retraite	1103	1081 37
Drouot-Investiss.	682 57	651 62	Phénix Placements	230 83	229 68
Drouot-Sécurité	189 85	181 24	Pierre Investiss.	410 37	391 76
Energie	240 54	229 63	Placement crt-terme	50523 19	50523 19
Epargne Sicav	6001 02	5971 16	Province Investiss.	265 82	253 77
Epargne Associations	23292 79	23223 12	Rendem. St-Honoré	11552 37	11494 90
Epargne-Croiss.	1334 42	1273 91	Sécur. Mobilière	399 16	381 05
Epargne-Industr.	412 41	393 71	Sél.court terme	11589 28	11502 99
Epargne-Inter	668 58	638 26	Sélec. Mobil. Div.	330 39	315 41
Epargne-Oblig.	174 16	166 28	Sélection-Rendem.	168 88	161 22
Epargne-Unie	861 34	822 28	Sélect. Val. Franç.	188 99	180 42
Epargne-Valeur	337 63	322 22	Sicav-Associations	1035 43	1033 36
Eparoblig	1056 40	1053 29	S.F.I. fr. et étr.	442 96	422 87
Eurocic	8711 90	8316 85	Sicavimmo	460 37	439 49
Euro-Croissance	395 57	377 63	Sicav 5000	199 66	190 61
Foncier Investiss.	623 39	595 12	Slivafrance	304 48	290 67
France-Garantie	276 10	269 71	Slivam	310 92	296 82
France-Investiss.	411 09	392 45	Slivarente	191 04	182 38
Fr.-Obl. (nouv.)	397 47	379 45	Slivinter	357 22	341 02
Francic	227 78	217 43	S.I.-Est	944 48	901 65
Fructidor	230 32	219 88	S.I.G.	788 98	752 34
Fructifrance	404 55	386 21	S.N.I.	1030 13	983 42
Fructivar	57778 16	57634 07	Sofinvest	431 86	412 27
Gestion Associations	108 02	105 39	Sogepargne	303 79	290 01
Gestion Mobilière	562 38	536 88	Sogevar	842 02	803 84
Gest. Rendement	485 08	463 09	Soginter	1103 66	1053 61
Gest. Sél. France	357 16	340 96	Soleil Investiss.	454 78	434 16
Haussmann Oblig.	1206 89	1152 16	U.A.P. Investiss.	341 27	325 79
Horizon	607 27	579 73	Unifrance	245 08	233 95
I.M.S.I.	354 88	338 78	Unifoncier	653 93	624 28
Indo-Suez Valeurs	627 34	598 89	Unigestion	619 63	591 53
Ind. française	11280 36	11039 57	Uni-Japon	1031 85	985 06
Interoblig.	10203 66	9740 96	Unirente	1728 38	1671 55
IntersélectFrance	265 90	253 84	Univar	12765 45	12755 45
Intervaleurs Indust.	384 86	367 41	Valorem	383 88	366 47
Invest. net	10099 39	10079 23	Valorg	10709 54	10656 26
Invest. Obligataire	12148 33	12124 08	Valrail	117450 39	117333 06
Invest. St-Honoré	660 86	630 89	Worms Investiss.	694 60	663 10
Laffitte-crt-terme	114874 79	114874 79			

◆ : prix précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1983	4,5 % 1973	1925	1910	1919	1920
3028	C.N.E. 3 %	3031	3010	3020	3010
178	Accor	178 10	176	175	179 50
788	Agence Havas	820	830	830	815
720	Euromarché	710	740	738	725
570	Europe n° 1	568	565	560	565
655	Facom	739	750	747	735
840	Fichet-bauche	770	725	726	725
	B. Ottomane	912	915	915	900
980	BASF (Akt)	656	651	648	664
830	Bayer	653	642	642	651
330	Buffelsfont.	515	490	490	490
	Charter	35 90	36 30	36 20	37
750	Chase Manh.	501	490	490	490
1120	Cie Pétr. Imp.	314 50	307	307	305
680	De Beers	85 30	83	83 50	84 15
	Deutsche Bank	1287	1269	1274	1269
73	Matsushita	73 90	74 70	75	75 95
980	Merck	1079	1085	1092	1087
830	Minnesota M.	902	891	891	886
330	Mobil Corp.	327 20	325	325	....
19510	Nestlé	20790	20300	20300	20010
750	Norsk Hydro	789	784	782	786
1120	Petrofina	1092	1082	1075	1062
680	Philip Morris	728	734	734	727
520	Gén. Electr.	568	582	582	586
755	Gen. Motors	817	804	804	811
95	Goldfields	80 50	78	78 10	79 50
245	Harmony	208	200 30	205	200 30
38	Hitachi	39 70	39 15	39 50	39 15
610	Hoechst Akt.	704	695	695	705
87	Imp. Chemical	92	88 50	93 90	90 30
180	Inco. Limited	162	158 50	160	158
1290	IBM	1359	1372	1372	1372
61	Ito-Yokado	72 50	74 30	74 20	73
480	ITT	449	439 30	431	447
1350	Siemens A.G.	1540	1542	1539	1549
156	Sony	164 50	162	163	160
225	T.D.K.	212	208	209 50	208
....	Unilever	868	851	851	851
720	Unit. Techn.	703	685	692	690
1260	Vaal Reefs	1096	1055	1055	1055
580	West Deep	523	503	508	503
550	West Hold.	486	459	459	459
480	Xerox Corp.	507	500	500	496 10
2 80	Zambia Corp.	2 60	2 46	2 43	2 50

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 923	7 922	7 680	8 080
Allemagne (100 DM)	305 750	305 710	295	315
Belgique (100 F)	14 982	14 971	14	15 100
Pays-Bas (100 fl.)	272 140	271 950	260	280
Danemark (100 krd)	84 150	84 200	79	87
Norvège (100 k)	108 480	108 130	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	11 886	11 887	11 400	12 200
Grèce (100 drachmes)	8 546	8 542	7 250	9 500
Italie (1 000 lires)	5 026	5 022	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	376 670	376 060	366	387
Suède (100 krs)	101 940	101 900	99	106
Autriche (100 sch)	43 475	43 460	42 500	44 500
Espagne (100 pes.)	5 250	5 250	4 950	5 550
Portugal (100 esc.)	6 400	6 400	5 300	6 600
Canada ($ can 1)	6 436	6 433	6 200	6 540
Japon (100 yens)	3 392	3 404	3 280	3 440

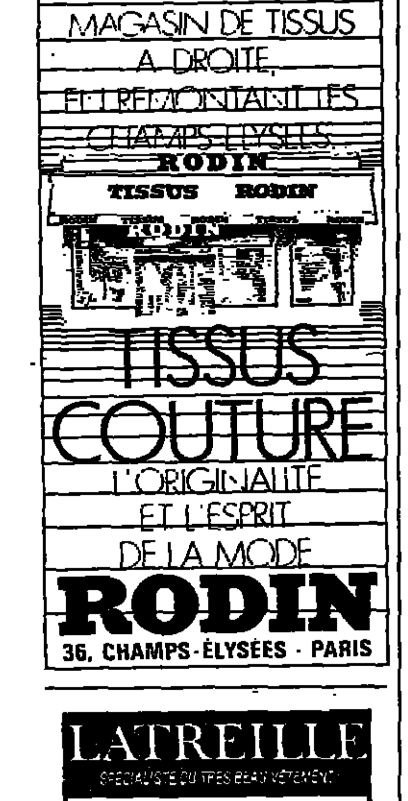
MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/10
Or fin (kilo en barre)	101100	100050
Or fin (en lingot)	100950	99900
Pièce française (20 fr)	671	665
Pièce française (10 fr)	400	399
Pièce suisse (20 fr)	653	649
Pièce latine (20 fr)	634	630
Souverain	799	790
Pièce de 20 dollars	3905	3950
Pièce de 10 dollars	1935	1830
Pièce de 5 dollars	1250	1150
Pièce de 50 pesos	4165	4100
Pièce de 10 florins	689	665

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 23-24 octobre 1983 a été tiré à 464418 exemplaires



LATREILLE
SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
Lodens et Réversibles
Quinzaine spéciale
du 22 Oct. au 8 Novembre
62 rue St André-des-Arts 6e
Tél: 329.44.10
PARKING ATTENANT A NOS MAGASINS

A B C D E F G

APRÈS LE DOUBLE ATTENTAT DE BEYROUTH

Paris se dit rassuré sur les intentions américaines

C'est en sa qualité de chef des armées que M. François Mitterrand, parti de Paris à 2 h 15, est arrivé lundi matin 24 octobre à Beyrouth. Le chef de l'État devait, en principe, ragagner Paris lundi après-midi. Avant de quitter la capitale, M. Mitterrand s'était entretenu, dimanche soir, avec M. Reagan, après que ce dernier eut réuni le conseil national de sécurité à Washington. Après cette conversation téléphonique, on se disait complètement rassuré, du côté français, sur les intentions américaines. *La crainte de Paris était* que, sous le choc, les Etats-Unis ne décident d'accroître leur présence militaire de façon telle que les données de l'imbroglio libanais n'en soient profondément modifiées. *Au* point d'enclencher au Liban un processus *de type vietnamien.* Il aurait été, dans ces conditions, difficile à la France de « suivre ».

Sur le fond, on rappelait, lundi matin, à l'Elysée – au moment où le parti communiste français réitère ses « appréhensions », – que la position de la France tient en deux points : premièrement, la France souhaite que l'ONU puisse envoyer des observateurs dans le Chouf et même à Beyrouth. Deuxièmement, tant qu'un *tel dispositif ne* pourra pas être mis en place, les Soviétiques bloquant pour l'instant les propositions présentées à ce sujet, *« il n'est pas question de partir ».* Sur ce sujet, M. Claude Cheysson, *dont* les propos tenus la veille à Athènes ont pu prêter à confusion, a fait savoir qu'il y avait eu contresens sur ses déclarations. Le ministre des relations extérieures voulait *indiquer* que autant il était concevable, avant les attentats, de poser la question du maintien du contingent français, autant, après les attentats, cette question est devenue sans objet. Le fait même que la force française soit attaquée signifie bien qu'elle est stratégiquement utile. Elle le devient davantage lorsque MM. Gemayel et Joumblatt se retrouvent pour affirmer sa nécessité.

A l'hôtel Matignon, on réaffirmait lundi matin qu'une solution de type onusien *« serait mieux adaptée »*, mais qu'évidemment il ne saurait être question pour la France *« de donner une prime au chantage, car ce serait démontrer que l'on peut casser une politique par la force ».* En ce qui concerne un éventuel accroissement de la présence française, on faisait observer au Quai d'Orsay que la participation multinationale va s'accroître de deux contingents de quatre cents hommes chacun installés dans le Chouf, l'un italien, l'autre grec.

S'agissant d'éventuelles *« représailles »*, on soulignait enfin qu'avant de poser ce problème il convient d'avoir une idée précise des auteurs des attentats. Sur ce point, on indique, dans l'entourage du président de la République, que l'organisation qui a revendiqué les *attentats aurait commis diverses* agressions contre les forces israéliennes. Ce mouvement regrouperait notamment des chiites, des communistes libanais et des Iraniens. Toutefois, les avis demeurent partagés sur une éventuelle responsabilité des principales puissances étrangères impliquées au Liban. Selon les uns, la technique utilisée dans ces deux attentats ne saurait suffire à accréditer l'hypothèse d'une intervention d'une grande puissance étrangère. La technique consistant à précipiter un camion suicide contre les objectifs visés n'exige pas, en effet, une très grande sophistication. Elle demande surtout une bonne insertion dans le milieu local. Selon les autres, il n'en demeure pas moins que l'organisation en cause n'a pu agir de façon totalement autonome sans que certains militaires syriens n'en aient été plus ou moins informés.

UN WEEK-END DE CHIEN POUR M. REAGAN

On ne sait toujours pas pourquoi Charles Harris, un habitant d'Augusta (Georgie), âgé de quarante-cinq ans, a fait irruption, pistolet au poing, sur le terrain de golf de sa ville, où le président Reagan accomplissait samedi un parcours en compagnie du secrétaire d'Etat, M. Shultz et du secrétaire au Trésor, M. Regan. Charles Harris, *qui semblait en état d'ébriété*, a été saisi de spasmes respiratoires quelques heure après son arrestation et hospitalisé.

Ce qui est sûr, c'est que le « service secret » *chargé de la* protection du président avait laissé sans surveillance une des grilles d'entrée du golf, un des plus « chics » des Etats-Unis. Charles Harris est donc parvenu sans difficulté à prendre en otages deux membres de la suite de M. Reagan, MM. David Fischer, conseiller spécial du président, et Lanny Wiles, responsable des voyages officiels, ainsi que cinq autres personnes, parmi lesquelles le directeur du club de golf. M. Reagan, qui se trouvait à 500 mètres, a tenté à plusieurs reprises, sans succès, de « raisonner », par téléphone, le preneur d'otages. Ce dernier s'est finalement rendu à la police, sans avoir expliqué pourquoi il tenait tant à voir, en personne, le président des Etats-Unis.

VIVE REMONTÉE DU DOLLAR 7,98 F

Le raffermissement du dollar, déjà largement amorcé à la veille du week-end après l'annonce d'une augmentation surprise de la masse monétaire américaine (2,4 milliards de dollars alors qu'on attendait une diminution de 1 milliard de dollars), a continué lundi 24 octobre, en liaison avec les événements du Liban.

Le cours du « billet vert », après s'être élevé, vendredi 21 octobre, dans la soirée à 2,60 DM contre 2,5830 DM et à 7,95 F contre 7,8950 F, a atteint, en début de semaine, 2,61 DM et 7,98 F. A vrai dire, c'est la progression de la masse monétaire américaine qui a le plus impressionné, dans la mesure où elle exclut, pratiquement, tout desserrement de sa politique par la Réserve fédérale des Etats-Unis et, donc, toute baisse réelle des taux.

● *Un appel de personnalités en faveur des trois appelés sanctionnés en Allemagne.* – Quatre-vingt-trois personnalités ont signé une pétition, qui, présentée sous la forme d'un *« appel national »* demande la libération de trois soldats français incarcérés à la prison militaire de Landau (R.F.A.) et l'arrêt des poursuites judiciaires engagées contre eux par le ministère de la justice. Parmi les signataires de cette pétition se trouvent, notamment, Mme Simone de Beauvoir, le cinéaste Costa Gavras, M. Alain Krivine (Ligue communiste révolutionnaire), Mme Arlette Laguiller (Lutte ouvrière), M. Laurent Schwartz, l'amiral Antoine Sanguinetti et la chanteuse Catherine Ribeiro. *« On reproche à ces soldats d'avoir signé un appel dans le cadre des mobilisations pacifistes, en faveur du retrait de toutes les troupes étrangères – dont les troupes françaises – des deux parties de l'Allemagne »*, est-il souligné dans la pétition.

M. Maire accuse M. Gattaz d'être « le va-t-en-guerre de la lutte des classes »

« une façon abusive, la C.F.D.T. a été affectée par le recul, aujourd'hui, de l'influence de la majorité de gauche. L'absence de perspectives d'enthousiasme – c'est le moins qu'on puisse dire – de la politique gouvernementale dans l'opinion s'est traduite à l'encontre de la C.F.D.T. », a déclaré M. Edmond Maire, le 23 octobre, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo. Pour que ce choc soit *« salutaire »*, M. Maire a annoncé qu'une lettre avait été adressée *« aux cent mille militants de la C.F.D.T. pour ouvrir à fond la réflexion ». « Sans remise en cause fondamentale, mais sans non plus dire : bon, on tourne la page. »*

D'autre part, M. Maire s'en est pris extrêmement vivement au président du C.N.P.F. à propos de ses déclarations sur les salaires et le pouvoir d'achat (*le Monde* du 20 octobre) : *« M. Gattaz, je dois le dire, s'est montré là odieux, je le dis, odieux (...) !. Il est clair qu'aujourd'hui il jette de l'huile sur le feu. Il veut exciter l'opinion. Il veut créer la passion politique. Il veut créer une atmosphère poujadiste, de descente dans la rue des gens, des salariés. Il espère que des forces de droite, ou d'extrême droite, pourront en prendre la tête et peut-être faire déboucher les buts politiques cachés de M. Gattaz. »*

« Il n'est pas possible, a poursuivi le secrétaire général de la C.F.D.T., *qu'un homme responsable affirme, comme il l'a dit, non seulement qu'il faut licencier à tout-va, qu'il faut supprimer le SMIC, mais encore qu'il faut, je cite toujours, « faire baisser le pouvoir d'achat et faire baisser considérablement les salaires », considérablement ! C'est-à-dire que c'est vraiment un « va-t-en guerre ». Aujourd'hui, M. Gattaz, c'est le va-t-en guerre de la lutte des classes, c'est le va-t-en guerre en même temps d'une atmosphère dans notre pays de... j'allais dire d'hostilité et de tensions civiles extrêmement graves. C'est irresponsable, c'est une attitude irresponsable ! »*

Pour M. Maire la « dérive » de M. Gattaz est « de type extrémiste » : *« Poser ainsi le problème du débat social dans un pays qui a besoin de se redresser, de se mobiliser, de s'appuyer sur la capacité des salariés, de l'ouvrier au cadre, pour redresser l'industrie, et avoir en fait en face le président du patronat qui tient un tel langage, je dois dire que c'est extrêmement inquiétant. Il faut arriver à ce que, dans le calme et la dignité, la pression syndicale s'exerce pour obliger le patronat à un tout autre langage que celui de M. Gattaz, et à une toute autre attitude. »* M. Maire a également souligné qu' *« aucun plan pour un gouvernement de gauche ne peut réussir, même s'il réussit sur les grands chiffres économiques : (inflation, commerce extérieur...), si en même temps le chômage monte. Or, notre problème, c'est que le chômage continue à monter et va monter dans tous les secteurs industriels. (...) Il est donc urgent de faire de l'emploi une priorité, au même titre que la lutte contre l'inflation et la lutte contre le déficit du commerce extérieur ».*

LES RELATIONS ENTRE LES P.C. SOVIÉTIQUE ET FRANÇAIS

Un brevet de bonne conduite

M. Vadim Zagladine a donc décerné un brevet de bonne conduite au P.C. français. La participation de celui-ci au gouvernement est parfaitement conforme aux principes communistes, a expliqué M. Zagladine. Sur le plan *intérieur*, a-t-il dit, elle constitue un *« pas en avant »* ; sur le plan extérieur, les relations entre les P.C. français et soviétique sont *« excellentes »*. (Lire nos informations page 14.).

M. Zagladine est allé jusqu'à dire que le voyage de M. Georges Marchais à Moscou, en juillet dernier, avait été *« un très grand succès »*. Il a indiqué que les critiques, qu'il avait lui-même formulées dans un article de la *Pravda*, peu après la visite de M. Marchais, sur le comportement des communistes *occidentaux dans* l'affaire des euromissiles, ne concernaient pas le P.C.F. A l'époque, M. Zagladine avait dénoncé la diffusion, dans les rangs communistes, de l'idée selon laquelle la responsabilité du danger de guerre serait partagée par l'Est et par l'Ouest.

Or, les incidents, qui avaient marqué le séjour de M. Marchais dans la capitale soviétique, avaient été provoqués par une dépêche de l'agence Tass, lui attribuant une déclaration selon laquelle la principale était représentée par l'installation des Pershing, ce qui avait amené le secrétaire général du P.C.F. à demander et à obtenir l'annulation de cette dépêche.

M. Zagladine s'est employé à dissiper l'impression créée par ces incidents. Ses observations sur la politique intérieure de la gauche marquent, en même temps, un net changement par rapport à un article de *Temps nouveaux*, dans lequel, en juin dernier, M. Boris Ponomarev, chef de la section étrangère du parti communiste soviétique, s'était montré beaucoup plus acerbe sur l'action du P.S. et de son allié communiste.

Le langage tenu par M. Zagladine pourrait corroborer les remarques des dirigeants du P.C.F. sur les différences qui sépareraient les responsables soviétiques dans leur appréciation de la situation française et de la politique des communistes. Il se peut, aussi, que les déclarations de M. Zagladine témoignent d'une évolution, justifiée par les avantages que peut trouver l'Union soviétique, dans la période actuelle, à ce que la seconde composante de la majorité française défend les positions de Moscou dans la confrontation Est-Ouest, au moment où M. François Mitterrand se montre plus intransigeant. M. Zagladine, qui devait diriger la délégation soviétique au congrès du P.S., à la fin de cette semaine, a indiqué que cette fonction sera remplie par un dirigeant de rang moins élevé.

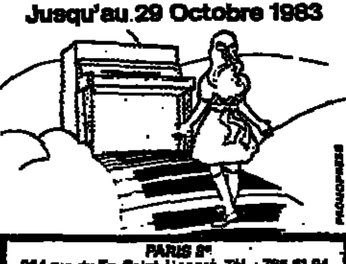
Un autre élément d'explication de l'attitude soviétique se trouve, peut-être, dans une première visite, faite à Paris par M. Zagladine il y a une dizaine de jours, de façon discrète et, semble-t-il, précipitée. Le responsable soviétique a seulement consenti à indiquer qu'il avait rencontré, à cette occasion, *« deux amis »*, M. Marchais et l'homme d'affaires communiste, M. Jean-Baptiste Doumeng, P.D.G. d'Interagra, spécialistes des relations communistes avec les pays de l'Est, et auquel on prête, souvent, un rôle d'interprète des intentions soviétiques auprès du P.C.F. et de certains homme politiques français.

PATRICK JARREAU.

AUTORISATIONS DE SÉJOUR PROVISOIRES POUR LES « IRLANDAIS DE VINCENNES »

Le Comité de soutien aux trois « Irlandais de Vincennes » a été reçu, le 21 octobre, par le directeur de la réglementation du ministère de l'intérieur. *Demandant* que Michael Plunkett, Mary Reid et Stephen King, arrêtés en août 1982, emprisonnés puis « blanchis », puissent résider en France comme ils en ont exprimé *le désir, il estime avoir obtenu* des *« garanties provisoires »*, en ce sens. Les trois Irlandais bénéficieront d'autorisations de séjour d'un mois, renouvelables tant que durera l'instructionde l'information pour *« enlèvement de preuves et disparition de pièces »*, dans laquelle ils *sont partie civile*, et dans l'attente de la réponse de l'office de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) à leur demande d'asile politique.

HANLET
L'UNIVERS DU PIANO
CREDIT TOTAL SUR MESURE.
Ex : SAMICK 3 péd.
Noyer ciré ou brillant
280,40 F par mois*
ou 12.000,00 F comptant
*84 mensualités de 280,40 F. Coût total : 23.553,60 F après acceptation du dossier par CETELEM. Assurance facultative.
TEG 21,90%.
Jusqu'au 29 Octobre 1983



PARIS 8e
264 rue du Fg-Saint-Honoré. Tél. : 766.61.94
VÉLIZY
Z.I. rue Grange-Dame-Rose. Tél. : 946.00.52
VÉLIZY,
Centre Cial "Vélizy 2". Tél. : 946.26.87
ORGEVAL,
Centre Cial "Art de Vivre". Tél. : 975.76.80
NOISY-LE-GRAND,
Centre Cial "Arcades". Tél. : 305.20.79

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE
RIONEL
80, avenue Paul-Doumer PARIS 16e
La Muette Tél. 527 37.59
20 % DE REMISE EN « COMMANDE/AVANCE ».

Publicité

CE BRUIT QUI TUE...

L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'astronautique, le filtre E.A.R., qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable ; et parce qu'il atténue les nuisances sonores, il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la natation.

EN PHARMACIE ou 273-30-34

(Publicité)

C'est le mois
du CHABERLAY NOUVEAU
de PATRIARCHE Père et Fils. *A boire bien frais*

un semestre aux USA
de janvier à mai 84 (clôture des inscriptions 1er déc.) Immersion linguistique sur le campus d'une grande université de Floride. Tous niveaux, Bac, Deug, Maîtrise ... également, préparation annuelle au B.A. ou MASTER en septembre 84.
FLORIDA E.U. C O CEPES, 57, rue Ch-Laffitte, 92 NEUILLY. 722-94-94

JEUNES CADRES
JEUNES DIPLÔMÉS

Ingénieurs, juristes, économistes, scientifiques, littéraires, sciences po, médecins, pharmaciens...
si vous souhaitez valoriser votre diplôme ou votre expérience professionnelle par une formation au management des entreprises pour réussir une carrière intéressante,
l'ISA doit vous concerner.

• Date limite de dépôt des candidatures pour la première session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1984 : lundi 5 décembre 1983.

• Réunions d'information
avec le Directeur de l'Institut et d'anciens "ISA" :
PARIS - mardi 25 oct. - 18 h. 30 - Maison de l'Amérique Latine 217, bd St-Germain (7e) Métro Bac
STRASBOURG - mardi 25 oct. - 18 h. 30 - Holiday Inn - 20, pl. de Bordeaux
LILLE - jeudi 27 oct. - 18 h. 30 - Hôtel Royal Concorde - 2, bd Carnot
LYON - mardi 8 nov. - 18 h. 30 - Sofitel - 20, quai Gailleton
NANCY - mardi 8 nov. - 18 h. 30 - 11, r. Raymond Poincaré
BORDEAUX - mardi 15 nov. - 18 h. 30 - Frantel - rue Georges-Bonnac
NANTES - mardi 15 nov. - 18 h. 30 - rue du Dr. Zamenhoff

isa
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS – TÉL. (3) 956 80.00 POSTE 476 OU (3) 956.24.26 (LIGNE SPÉCIALE RENSEIGNEMENTS).
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFC).
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation retournez-nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.
Nom
Rue N°
Code postal Ville
Diplômes
Expérience professionnelle